

L'OPEP tente d'enrayer la chute des prix du pétrole

LIRE PAGE 28
L'ARTICLE DE BRUNO DETHOMAS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Abonnement 2 DA : Maroc, 2,50 DA ; Tunisie, 2,50 DA ; Algérie, 1,50 DA ; Arabie, 1,50 DA ; Belgique, 22 F ; Canada, 1,10 \$; Cuba-Venezuela, 275 F (CFA) ; Espagne, 2,50 P ; Espagne, 70 pes. ; États-Unis, 45 \$; Grèce, 60 dr. ; Iran, 120 rls ; Israël, 70 N. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 22 F. ; Pays-Bas, 4,75 G. ; Portugal, 175 esc. ; Royaume-Uni, 275 F (CFA) ; Suède, 4,75 kr. ; Suisse, 1,30 L. S. ; Tchécoslovaquie, 26 K. ; Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 26 D.

Tarif des abonnements page 3

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 01 55572
C.C.P. 4200 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le dégel égypto-arabe

La restitution du Sinaï à l'Égypte dans un peu plus d'un mois et l'arrivée en Israël des premiers éléments de la force multinationale relancent le débat sur le plus important acquis de la « paix séparée » de Sadate et, plus généralement, sur les mérites du raisonnement. Si en Israël les autorités religieuses appellent à une journée « de jeûne et de prière », tandis que Jérusalem exerce à la lettre les obligations inscrites dans le traité de Washington, des voix s'élèvent du monde arabe pour réhabiliter l'homme qui signa la paix et, de ce fait, fut la cible de fureuses attaques.

Parlant sans détours, comme à son habitude, le roi Hassan II du Maroc estime que « tout pays arabe qui se respecte devrait décrier le jour même le 25 avril », date à laquelle le dernier soldat israélien quittera le Sinaï. De son côté, le cheikh Khalifa, premier ministre d'Arabie saoudite, en l'occurrence, exprime aussi les vœux de son puissant allié et voisin saoudien, affirmant que l'Égypte « sera accueillie à bras ouverts » quand elle jugera bon de réintégrer la « famille arabe ».

Au moment où s'ébauchent les bilans, les Arabes modérés — notamment à travers leur presse — souhaitent tous très vivement « se joindre avec l'Égypte et même reprendre une aide financière importante depuis trois ans. Ils n'ont pas de mots trop élogieux pour le président Mubarak, qui, de son côté, a tenu des propos conciliants à l'égard des régimes arabes, fussent-ils dans le camp opposé, comme son turbulent voisin libyen. Il a, en outre, traduit en termes de soutien diplomatique l'aide militaire que son prédécesseur avait apportée à l'Irak dans son conflit avec l'Iran. Enfin, en se refusant à aller à Jérusalem, il a d'une certaine façon compensé le sentiment pénible que beaucoup d'Arabes avaient éprouvé en voyant Sadate s'y rendre, fût-ce pour y prier à la mosquée d'El-Aksa.

Une totale réconciliation « égypto-arabe » exigerait bien davantage. La division du monde arabe, qui n'est pas nouvelle, obéit à de multiples causes, et l'attitude envers la paix égypto-israélienne est venue s'ajouter à bon nombre d'autres motifs de désaccords. La prise en considération du plan Fahd — proposée au sommet de Fès et qui pourrait revenir à l'ordre du jour — offrirait prétexte à retrouvailles.

Le problème crucial de l'avenir du peuple palestinien — domaine dans lequel l'échec de Sadate est patent — demeure entier. Aussi longtemps qu'il ne sera pas réglé et que subsisteront les griefs arabes envers la politique israélienne, Le Caire ne pourra prétendre retrouver une position dominante dans la région. Toutefois, la restauration dans ses frontières du pays le plus important du monde arabe ne peut être qu'un événement positif. Elle amènera ses partenaires à lui rendre au moins une partie de la place qui, de par la démographie et l'histoire, est la sienne dans la région.

(Lire, page 7, un entretien avec le cheikh Khalifa, premier ministre du Bahreïn.)

LE GOUVERNEMENT ALGÉRIEN PREND DES MESURES POUR ENCOURAGER LE SECTEUR PRIVÉ

(Lire page 4.)

LES REMOUS MONÉTAIRES ET L'AVERTISSEMENT DES CANTONALES

Les attaques contre le franc obligent la Banque de France à intervenir vigoureusement

Le glissement du franc sur les marchés des changes, observé depuis le début de la semaine, s'est fortement accéléré jeudi 18 mars, une attaque en règle contre la monnaie française se déroulant sur tous les marchés des changes européens.

À Paris, le dollar est passé de 6,13 F à 6,16 F, alors qu'il ne variait pas à Francfort, ce qui a porté le cours du mark de 2,5325 F à 2,5350 F environ, nouveau record historique. La Banque de France est intervenue très vigoureusement pour défendre le franc, vendant, comme la veille, plus de 500 millions de dollars sur le marché des changes et relevant à nouveau le taux de l'argent sur la place de Paris, porté de 15 % à 17 %, au plus haut depuis septembre dernier.

En France, selon le calcul provisoire de l'INSEE, la hausse des prix a été de 1 %, en février, marquant un léger ralentissement par rapport à l'année précédente. Enfin, les résultats du commerce extérieur ont été plus favorables en février.

La hausse des prix de détail en France a atteint 1 % en février selon les calculs provisoires de l'INSEE. Cette augmentation est la même qu'en janvier. Elle porte à 13,9 % l'augmentation en un an (février 1982 comparé à février 1981). Il y a un an, à la même époque la hausse était de 12,7 %.

Depuis que l'on considère le rythme annuel d'inflation sur les trois derniers mois connus (décembre 1981, janvier et février 1982), on constate un sensible ralentissement par rapport à la même période d'il y a un an : + 10,8 % contre 12,5 %. La hausse des prix, tout en restant très forte, a donc tendance à se ralentir.

On y verra plus clair sur les raisons immédiates de ce freinage lorsque seront connus dans le détail les résultats définitifs de février.

Mais plusieurs remarques peuvent être faites dès maintenant : si décelation il y a — et sur ce point la tendance n'est pas contestable — il faut bien voir que celle-ci est en partie au blocage des prix des services qui en décembre 1981 s'est traduit par un bon résultat (+ 0,6 %). Les contrats de régulation qui succèdent au blocage limitent certaines hausses, les différents, les étalent. Mais le fait est que l'économie française n'est plus en régime de totale liberté des coûts.

Le principe de la « vérité des prix » n'est donc plus d'actualité, ou moins qu'il y a un an. La plupart des contrats de régulation conclus par l'administration avec les professions de services portent sur des hausses annuelles tournant autour de 10 à 11 % alors que les salaires continuent d'augmenter nettement plus vite.

Autre remarque importante :

si le rythme de l'inflation se ralentit en France, les progrès accomplis dans ce domaine à l'étranger sont plus rapides.

(Lire la suite page 29.)

Vingt ans après les accords d'Evian

Page 2

Les articles du général Jonhant,

de W. Marek, G. Matzkeff, J. Rouzet et A. de Sérigny

Pages 18 et 19

Livres sur la guerre d'Algérie

Le Cambodge sous l'ombre vietnamienne

L'offensive vietnamienne contre la résistance cambodgienne se poursuit le long de la frontière thaïlandaise. Après les Khmers rouges, qui ont perdu du terrain et des hommes, c'est au tour des nationalistes du F.N.L.P.K. de M. Sam Sann de subir la pression des forces de Hanoi.

Nous publions ci-dessous l'enquête effectuée par Patrice de Beer au Cambodge à la fin de 1981.

I. — Il y a encore des Khmers rouges

Kompong-Cham. — Peu avant d'arriver dans la troisième ville du pays, on franchit deux collines couronnées par un temple ; ce sont les montagnes de l'homme et de la femme. Entre elles, dans

De notre envoyé spécial
PATRICE DE BEER

la brousse dense, quelques fosses communes ouvertes, qui font partie d'un charnier où les Khmers rouges inhumèrent, depuis 1977, opposants ou supposés tels.

Des lambeaux de vêtements, des corps aux mains liées avec de la cordelette derrière le dos, des ossements éparpillés, portent témoignage. Certains paysans, nous dit-on, déterrent les cadavres à la recherche de dents en or, le métal jaune alimente la contrebande avec la Thaïlande.

Notre accompagnateur est président de la Croix-Rouge provinciale, directeur de la santé et député. M. Sam Sarith, ancien instituteur, a rejoint les Khmers rouges en 1970, le P.C.K. en 1971 ; cadre supérieur en 1975, il a fui après l'échec du soulèvement de mai 1978. Mais il affirme qu'il n'aurait pas en connaissance de tels massacres.

M. Sarith fait partie de ces nombreux Khmers rouges qui, à partir de 1972-1973 jusqu'en 1978, ont rejoint les Vietnamiens, par affinités politiques pour certains, mais aussi pour échapper aux purges ou par opportunisme. Ils représentent 38 % des nouveaux députés (quarante-cinq sur cent dix-sept) ; vingt-trois autres ont

été formés au Vietnam, cinquante font partie de ce « peuple nouveau » déporté vers la campagne en avril 1975.

(Lire la suite page 6.)

Le nouveau préfet

Lorsqu'il créa la fonction préfectorale en 1800, Napoléon eut cette formule restée célèbre : « Je veux que les Français datent leur bonheur de l'institution des préfets. » Le gouvernement en place depuis huit mois tient un langage bien différent. La décentralisation est devenue une nécessité urgente, et elle sera le moyen de créer « une nouvelle citoyenneté ».

Il faut pour cela que les élus remplacent les préfets dans l'exercice du pouvoir exécutif. Dépositaires de nouveaux droits, nimbés d'une légitimité retrouvée, les présidents de conseils généraux et régionaux vont monter leur étoile.

Faut-il pour autant que l'état abdicque son autorité dans les régions et les départements ? Pour réussir, la décentralisation ne doit-elle pas s'accompagner d'une déconcentration réelle ?

Tel était l'enjeu de la réunion ministérielle de jeudi à Matignon. MM. Mauroy et Defferre n'ignorent pas qu'il faut à la fois contre les séquelles d'un jacobinisme démodé et éviter un laisser-faire mortel pour toute politique de solidarité.

S'ajoute aussi, aujourd'hui, une inquiétude politique : les résultats des cantonales ne risquent-ils pas d'aboutir à renforcer, dans un plus grand nombre de cas que prévu, les pouvoirs des élus de l'opposition dans les départements et les régions ?

Souvent injustement décriés parce qu'ils apparaissent comme le symbole du centralisme bureaucratique (alors que des fonctionnaires d'autres corps méritent davantage de reproches), les commissaires de la République voient s'ouvrir une nouvelle carrière devant eux. Révoqué le temps de Lucien Léautaud où ces hauts fonctionnaires passaient le plus clair de leur temps à nouer les intrigues et « faisaient les élections » ils seront désormais les garants de la totalité des services et des soucis de l'Etat.

(Lire page 30.)

UN GENRE EN EXPANSION

Le roman historique

Né en France avec le romantisme, le roman historique, où se sont illustrés Hugo, Vigny, Dumas, Gautier, Stendhal lui-même et, quelquefois, Balzac, est en train de récupérer ses lettres de noblesse, qu'il avait perdues en se confondant avec le roman feuilleton. C'est par lui que Marguerite Yourcenar a forcé les portes de l'Académie française. Quant au succès remporté par la *Chambre des dames* de Jeanne Bourin ou *Louisiane* de Maurice Dantzer, il en a fait rêver plus d'un : éditeur ou écrivain.

Menant à la gloire ou à la fortune, le roman historique se porte cette année particulièrement bien. Si bien même, qu'on peut y voir un courant de la littérature contemporaine. Dès l'automne, il a tenté les jeunes auteurs : Françoise Chandemagor y a fait ses premières armes, éclatantes, sous la bannière de la Maintéon. Des romanciers d'une tout autre veine s'y sont subitement convertis, comme Alain Garber ou François Weyergans. Même des auteurs du Nouveau Roman y ont touché : je pense, bien entendu, aux sublimes *Géorgiques* de Claude

Simon. Rien d'étonnant à ce que le printemps qui commence confirme ce mouvement.

Depuis quelques années, beaucoup de romans destinés aux « lectures d'été » ont puisé leur inspiration dans l'histoire. On les faisait venir d'Amérique, d'Angleterre, les Français s'y sont mis. Des œuvres de qualité arrivent, qui surprennent par leur diversité.

Parmi celles que nous avons choisies, l'une vous ramène en mémoire la triste épopée de la France aux Indes, d'autre vous initie à la fabrication raffinée des vins de Porto ou à l'essor de la botanique au dix-huitième siècle ; celui-là prendra la construction d'une forteresse vénitienne pour prétexte à une méditation sur la vanité des choses humaines... Et de quelques côtés — ou ciels ou temps — qu'il se situe, on n'en sort jamais le tête vide. — J. P.

(Lire pages 13, 16 et 17 du « Monde des livres » les articles de Jacqueline PIATIER, Ginette GUITARD — AUVISTE, Joanne DURANTEAU, Alain ZYSBERG.)

Le Monde

numéro 1401 (numéro daté mardi)
les résultats
du 2^e tour
des élections cantonales

Exceptionnellement :
LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
paraîtra samedi
(numéro daté dimanche-mardi)

AU JOUR LE JOUR

Accélérer, ralentir ou maintenir le rythme du changement ? Vaine question si l'on se souvient que la rythmique est fondée sur l'alternance régulière de temps forts et de temps faibles.

RYTHME

Il y a à la base de la politique un rythme binaire et lancinant : gauche-droite, gauche-droite. Veut-on vraiment accélérer ce rythme ?

BRUNO FRAPPAT.

idées

Vingt ans après

Ce 19 mars marque le vingtième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Wladyslas Marek justifie le choix de cette date comme celle d'une journée du souvenir et du recueillement. Le général Jouhaud voudrait qu'elle ne soit évoquée que comme celle du malheur qui a frappé toute une communauté. Gabriel Matzneff reproche à certains membres de cette communauté méprisants qu'ils ont pu avoir jadis envers les Arabes. Jacques Roseau souligne la « nouvelle espérance » qui découle, pour les rapatriés, de l'avènement de la gauche. Alain de Sérigny est plus sceptique, et voudrait être sûr que le Conseil constitutionnel soit prêt, si nécessaire, pour que la législation envisagée retienne la notion de « juste prix » en matière d'indemnisation, comme cela a été le cas pour les actionnaires des sociétés nationalisées.

Un deuil profond

Par le général JOUHAUD

C'EST le 18 mars que fut connue en Algérie la signature des accords d'Evian. Cette capitulation de la France fut ressentie avec stupeur par la population, faisant éclater son indignation. Les Français d'Algérie se sentirent trahis. Ils se trouvaient seuls face au destin. D'autant plus seuls que bientôt ils apprendront les compliments adressés par toutes les chancelleries au général de Gaulle. Ils ne seront pas surpris d'entendre le président du G.P.R.A., à Tunis, annoncer « la grande victoire du peuple algérien ». Mais ils auront le cœur serré lorsqu'ils liront avec quel enthousiasme une partie de la presse méprisante accueillait l'événement, tandis que rares étaient les timides réserves parfois formulées. La France se laissait aller à un lâche soulagement. Heureusement quelques voix courageuses s'élevaient pour stigmatiser ces accords, « l'une des capitulations les plus néfastes... qu'a connues notre pays », écrit le socialiste M.E. Naegelen. Mais le fait était là. Le lundi 19 mars devait entrer en vigueur le cessez-le-feu.

19 mars 1962. Ce fut pour nous une journée de deuil. Toute l'Algérie s'enfermait dans un silence hautain. Avec une dignité muette, grave, douloureuse, avec une discipline librement consentie, la population, déjà si meurtrie, montrait à la face du monde qu'elle se refusait à être livrée sans réaction à l'ennemi. Mais comment en était-on arrivé à cette extrémité ?

Sous l'impulsion de ses chefs, et en particulier du général Challe, l'armée avait détruit les bandes rebelles. Sur le plan militaire, la victoire était totale. Mais une guerre révolutionnaire ne se termine pas par le seul succès des armes. Encore restait à définir une solution politique tenant compte de certaines aspirations légitimes des Français de confession musulmane, tout en ne transigeant pas sur le maintien de notre drapeau sur cette terre française. C'est dans cette voie que s'étaient engagés les différents gouvernements de la IV^e République et que semblait vouloir suivre le général de Gaulle jusqu'au jour où, en novembre 1960, il abattit ses cartes, surprenant

même les hauts fonctionnaires d'autorité en Algérie. André Jacomet, secrétaire général du gouvernement, préféra donner sa démission plutôt que d'entériner une nouvelle politique diamétralement opposée à celle qui avait été antérieurement définie.

La politique du général se précisa par la suite pour en arriver à l'indépendance, exigée par le F.L.N. Les Français savaient, dès lors, qu'ils ne pourraient plus vivre sur une terre devenue étrangère. Quel crédit, du reste, pouvaient-ils accorder aux déclarations de Christian Fouchet concernant des garanties qui se révéleront totalement illusoires ? Cette date funeste du 19 mars marquait le début de leur exode.

19 mars. Date d'autant plus pénible à rappeler qu'elle est indissociable de celle de la tragédie du 26 mars, rue d'Isly, où, sur une foule désarmée, brandissant des emblèmes tricolores, le service d'ordre ouvrait le feu, achevant de nombreux blessés, laissant sur la chaussée plus de 40 morts, plus de 200 blessés.

Sait-on ou feint-on d'ignorer que selon les déclarations de son chef, le colonel Goubard, un seul régiment a tiré 1982 munitions de guerre : 1135 cartouches de pistolet mitrailleur, 427 de fusils, 420 de fusil mitrailleur ? Les nazis n'avaient plus le privilège d'Oradour. Grâce au ciel, depuis 1962, on n'a plus été contre des manifestants ou même des émeutiers.

On a largement fait état, ces temps derniers, du drame de Cherchell. Les victimes innocentes doivent être honorées. De même nous souhaiterions que, demain, la tragédie de la rue d'Isly trouve une audience comparable et que les mentales soient empreintes de la dignité qui s'impose.

Aussi n'est-ce pas sans indignation que nous avons appris qu'il était proposé de célébrer officiellement le 19 mars, fin de la guerre d'Algérie, date que l'histoire ne retiendra pas comme une des plus glorieuses dans les annales de notre pays. Le président de la République, et nous lui en sommes reconnaissants, s'y est opposé.

Posé. Toutefois, M. Laurain a déclaré que le gouvernement serait représenté à toutes les cérémonies, quels que soient les jours choisis. Il le sera donc à celle qu'organise la FNACA, avec éclat paraît-il, à l'Étoile. Nous ne pouvons que le déplorer, la vocation de l'Arc de Triomphe étant de commémorer des victoires.

Nous comprenons, me dira-t-on, l'amertume des rapatriés au rappel de cette date qui les a plongés dans le malheur. Pourtant y avait-il une solution autre que celle de Gaulle a imposée ? Si l'on n'avait pas, on doit regretter l'absence de jugement de tous nos hommes politiques qui, dès 1954, considéraient l'abandon de l'Algérie aux mains du F.L.N. comme impensable, sinon déshonorant. Le général de Gaulle lui-même n'a pu, en 1958, comme l'affirment ses partisans, concevoir que l'indépendance était inéluctable. Sinon, pour quels motifs, sur son ordre, furent poursuivis pendant quatre ans, avec beaucoup de dynamisme, les combats ? La réponse serait à donner par les fidèles du général aux mères qui ont perdu un enfant, aux veuves, aux orphelins.

Vous ne pouvez nier, pensera-t-on, que l'arrêt des opérations est toujours un soulagement. Que l'on commémore alors l'armistice du 25 juin 1940, qui lui, toutefois, était justifié par un désastre militaire. La situation en 1962 était différente, pourtant, car c'était une guerre révolutionnaire. Guerre révolutionnaire ou non, lorsqu'on s'incline devant les exigences de l'ennemi, c'est lui qui sort vainqueur de la lutte, et c'est ainsi que le F.L.N. l'entend et l'a présenté. Le cessez-le-feu du 19 mars mettait d'autre part la vie des Européens et des musulmans fidèles en péril. Peut-on, dès lors, commémorer une telle date, sans irriter ceux qui ont été chassés de leur terre natale et qui souffrent toujours, ne serait-ce qu'au souvenir du pays perdu ? La simple décade voudrait que cette date d'un deuil profond pour des centaines de milliers d'hommes ne fut évoquée que comme celle d'un malheur qui a frappé toute une communauté.

Une nouvelle espérance

par JACQUES ROSEAU (*)

EN se prononçant, le 8 avril 1962 par voie de référendum, sur les accords d'Evian, les Français ont été victimes d'une véritable duperie dont les effets dramatiques allaient être douloureusement ressentis par les Français d'Algérie de toutes confessions tout au long de ces vingt dernières années. Référendum dont les principaux intéressés eux-mêmes — puisqu'il s'agissait de leur destin — furent exclus.

Les accords d'Evian constituent une telle imposture que l'on peut difficilement retrouver un exemple analogue à travers l'histoire de notre pays.

Les Français doivent en effet savoir que ces prétendus « accords » ne pouvaient pas en être, du fait même qu'ils n'engageaient qu'une seule des deux parties : la France. Ils n'ont jamais eu le moindre caractère bilatéral : l'Algérie, n'étant pas indépendante, ne disposait ni de souveraineté internationale ni de son droit interne.

En fait, seule l'organisation terroriste rebelle du F.L.N., le G.P.R.A., les a paradosés. Encore ne s'agissait-il que des représentants d'un des sous-courants de la révolution algérienne. Cela est si vrai que, quelques mois plus tard, à Tripoli, le C.N.R.A. (Conseil national de la révolution algérienne) les condamna et revint sur les engagements d'Evian en élaborant le fameux « programme de Tripoli ». Il s'agissait d'un plan de nationalisation de toutes les ressources et de tous les biens existants en Algérie. Il allait être scrupuleusement suivi.

Pourtant, quelques jours plus tard, c'est sur ces mêmes accords, vidés de toute leur substance, que les Algériens se déterminèrent.

Que restait-il, notamment, des fameuses garanties accordées à la minorité européenne et aux Français musulmans, et autour desquelles le gouvernement français avait bâti toute une immense campagne de propagande ?

On se demande, rétrospectivement, comment un gouvernement a pu abuser ainsi une partie de la communauté nationale lorsqu'il déclarait : « Français d'Algérie, vous jouirez des droits civils, vous pourrez

acheter, gérer et céder librement tous les biens : si vous désirez rentrer en France, vous pourrez y emporter vos biens, vos meubles et vos capitaux... »

Le bilan est accablant pour le pouvoir gaulliste : dans les quelques mois qui suivirent « Evian », plusieurs milliers d'Européens furent enlevés et tués, cent cinquante mille harkis exécutés (d'après le Service historique des armées) et la spoliation totale sera officialisée par Ben Bella.

On ne comprendra jamais comment le gouvernement français a pu être conduit à un tel comportement : comme si nos armées étaient défaites et « Montoire » inévitable ! La situation militaire était loin d'être catastrophique et ne justifiait absolument pas une telle panique.

D'aucuns voudraient faire endosser à la seule O.A.S. l'issue tragique de cette affaire d'Algérie. Ce serait méconnaître la réalité historique ! En effet, l'O.A.S. n'existait plus après les accords conclus entre Mostefa et Susini, en juin 1962. En revanche, sept cent cinquante mille Européens n'avaient pas encore quitté l'Algérie au moment de l'indépendance, et ce n'est pas l'O.A.S. qui les fera fuir puisqu'ils étaient prêts à jouer le jeu conclu à Evian.

Par contre, le massacre de mille cinq cents d'entre eux, à Oran, le 5 juillet 1962, sans que l'armée de Katz lève le petit doigt, aura un effet déterminant.

De même, l'insécurité générale, les affrontements sanglants entre les wilayas et l'occupation illégale de tous les biens provoqueront le plus grand exode de l'histoire de France.

De plus, l'Algérie souveraine ne ratifiera et ne publiera jamais ces accords à son journal officiel : au regard de son droit interne, ils étaient lettre morte.

Le gouvernement de l'époque allait tout abandonner, tout perdre : les harkis, les pieds-noirs, le sacrifice des militaires appelés et engagés, les immenses investissements du plan de Constantine, le pétrole et le gaz, et aussi, et surtout, l'honneur.

De même que les gouvernements successifs allaient couvrir toutes les dramatiques séquences de cet exode, et les diverses aumônes qui furent distribuées répondaient plus à des exigences électorales qu'à l'application du droit et de la justice.

Il aura fallu vingt ans pour que les spoliés d'outre-mer retrouvent, avec l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée, une nouvelle espérance, dont les premières dispositions, prises par le secrétaire d'État Courrière, avec le concours de M. Rihs, laissent penser qu'elle est cette fois-ci bien fondée.

(*) Président de l'Association des fils de rapatriés. Porte-parole du R.E.COURS.

Saisine ou pas saisine ?

par ALAIN DE SÉRIGNY (*)

DEPUIS les élections présidentielles et législatives, la coalition socialiste-communiste n'a cessé de définir ainsi le « changement » : stricte application de la totalité des engagements pris par le président de la République lors de sa campagne.

C'est la raison pour laquelle, chaque fois qu'un texte législatif relatif à l'une ou l'autre des promesses faites par M. François Mitterrand est adopté par le Parlement, les mille voix de l'institution audiovisuelle, que nos nouveaux maîtres se sont empressés de s'approprier, célèbrent à l'envi la promesse tenue...

Pensant aujourd'hui plus spécialement à mes amis rapatriés, je suis tenté, après tous les déboires qui ont été les leurs depuis plus de vingt ans, de leur injecter une piquette d'optimisme, ma seule crainte étant que les caisses de l'État ne soient trop rapidement asséchées.

S'agissant, en effet, de l'indemnisation des rapatriés, le candidat Mitterrand a déclaré sans ambiguïté, le 4 avril 1981, à Avignon, que l'indemnisation, conformément à une proposition de loi socialiste de décembre 1977, devait avoir pour objet « la reconstitution intégrale des patrimoines familiaux dans un délai rapide ».

Inutile d'ajouter d'un quelconque commentaire une promesse aussi précise. Si nos renseignements, pris à bonne source, sont exacts, il semble que le gouvernement soit décidé à préparer un texte de loi, dont le Parlement aurait à débattre au printemps prochain. Dans ce cas, deux hypothèses seulement peuvent être envisagées :

— Ou le gouvernement tient la promesse solennelle du président de la République, ce qui veut dire que les lois précédentes régissant cette matière seront abrogées et remplacées par un texte inspiré du critère présidentiel : la valeur du patrimoine ;

— Ou bien le gouvernement, pris de panique après examen du prix à payer, se borne à aménager les textes existants.

Je ne ferai pas l'injure aux juristes qui dirigent les associations de rapatriés de les croire incapables de saisir les armes que leur procure le Conseil constitutionnel et de s'en servir. Il est inimaginable, en tout cas, que, le Conseil constitutionnel ayant contraint le gouvernement à payer le « juste prix » aux actionnaires des établissements nationalisés, cette même notion de juste prix ne s'applique pas *ipso facto* au calcul de l'indemnisation des rapatriés.

Quoi qu'il en soit, le législateur ne peut plus arguer d'être pris au dépourvu. Selon l'attitude adoptée par le gouvernement dans la rédaction de son texte de loi, il y aura, ou il n'y aura pas, saisine du Conseil constitutionnel.

(*) Ancien directeur de l'Echo d'Alger.

Une journée du souvenir

par WLADYSLAS MAREK (*)

L'ÉVENTUALITÉ d'une commémoration officielle du souvenir des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie a soulevé bien des passions voiles peu.

La décision du chef de l'État, annoncée à la tribune de l'Assemblée nationale par le ministre des anciens combattants, de n'officialiser aucune date, chaque association restant libre de choisir celle qui lui convient, est sans doute plus sage même si elle ne satisfait complètement personne.

En décidant que le gouvernement serait représenté à chacune des cérémonies organisées, le président de la République a, néanmoins, levé l'interdit qui frappait jusqu'à la date du 19 mars — anniversaire du cessez-le-feu proclamé en Algérie le 19 mars 1962 à 12 heures — choisie dès 1963 par la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie pour honorer la mémoire des trame militaires françaises tombées, pour la plupart à l'âge de vingt ans, ainsi que celle des victimes civiles des conflits d'Afrique du Nord.

Il serait temps, à ce sujet, que l'aspirant de tolérance l'emportât enfin sur les passions partisans.

L'issue de la guerre d'Algérie a suscité, ici, un immense soulagement, là, une profonde amertume.

Respectueuse des idées et de la sensibilité de chacun, la FNACA a toujours laissé une entière liberté d'appréciation à tous.

Nous comprenons — et personnellement j'en mesure toute l'ampleur — le drame vécu tant par ceux qui se sont battus pour une autre solution, alors même que tout espoir était perdu, que par ceux qui ont dû tout quitter, même s'il apparaît encore plus aujourd'hui que ne pouvait être modifié le cours irréversible de l'histoire.

De la même manière, nous leur demandons de ne voir dans la commémoration du 19 mars que la signification qu'elle a toujours eue à nos yeux, à savoir celle d'une journée du souvenir et du recueillement et, en aucun cas, d'une fête nationale, comme cela a pu être affirmé ici ou là.

Que cela plaise ou non, c'est le cessez-le-feu qui met fin à la guerre et c'est donc lui qui, en toute logique, convient le mieux pour se souvenir.

Le 19 mars : un bon choix

Le fait qu'aucune autre date ayant trait directement à la guerre d'Algérie n'ait pu être proposée confirme que le 19 mars constitue le bon choix.

Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas, puisqu'un sondage IFOP — l'Ancien d'Algérie, réalisé dans la semaine du 22 au 28 septembre dernier dans les conditions les plus défavorables qui soient, compte tenu de la polémique qui batrait son plein — a démontré que, pour plus de 52 % d'entre eux, la date du 19 mars convient, tandis que 28 % restent indifférents, comme, sans doute, à toute commémoration.

C'est donc fort de l'appui de la grande majorité de nos concitoyens de toutes opinions que, le 19 mars 1982, nous célébrerons dignement — mais sans faste déplacé — avec une représentation des pouvoirs publics — mais même sans elle s'il le fallait — le souvenir de toutes les victimes des conflits d'Afrique du Nord, qu'elles soient tombées avant ou après le cessez-le-feu.

« Le dernier quart d'heure »

par GABRIEL MATZNEFF

C'EST la fin de l'été. La guerre d'Algérie dure depuis six ans. L'avion Bône-Constantine ne cesse de jouer à la montagne russe : le moindre tou d'air, et c'est la Foire du Trône. Parmi les passagers, un appelé du contingent, soldat de deuxième classe dans un régiment d'infanterie de marine. Il est en permission de détente et il vient visiter son frère aîné, officier parachutiste, grièvement blessé à la tête au cours d'un accrochage dans les Aurès. C'est son premier voyage dans le Constantinois. En revanche, il connaît bien Alger et ses environs, en particulier Cherchell, l'antique Césarée du roi Juba, où, avant son incorporation, il a fait de l'épigraphie latine et écrit un essai sur le suicide chez les Romains.

Le vieux coucou grince, frémit. A chaque instant, on a la sensation qu'il va se séparer en mille morceaux. Le jeune soldat ferme les yeux. On lui a dit que Constantine est une des villes les plus dangereuses d'Algérie, et que les attentats y sont quotidiens, mais si l'avion explose en plein ciel notre prisonnier n'aura plus à craindre d'être égorgé au coin d'une rue. « O Criton, si telle est la volonté des dieux, qu'il en soit ainsi. »

L'an passé, il se trouvait à Cherchell quand le général de Gaulle a prononcé son fameux discours sur l'autodétermination du peuple algérien. Lorsque le général s'était vu, un pied-noir avait soufflé d'une voix rauque : « Maintenant, c'est tout ! » Il s'est curieusement penché. En public, ils n'ont que les mots d'intégration et de fraternisation à la bouche, mais dans le privé ils appellent les « meïtons » (« parce que sur dix il n'y en a qu'un de bon »), les propos les plus hostiles, les plus mépri-

sants. Notre jeune soldat n'oublie pas cette mère de famille, de la bonne bourgeoisie algéroise, qui, un dimanche matin où il se rendait en voiture à l'église de Sidi-Ferruch, désignant un groupe assez compact d'Arabes, avait dit d'une voix claire : « On a inventé des insecticides contre les moustiques. Eh bien, on devrait aussi inventer une poudre contre ces gens-là. »

Assurément il existe des pieds-noirs qui croient à l'intégration, et qui souhaitent sincèrement que les Arabes deviennent des Français à part entière. Toutefois, notre jeune soldat n'en a jamais rencontré. De même, les Algériens qu'il connaît, quand, évoquant « les événements », ils parlent des Français, cela signifie toujours les Européens. Pour eux, en Algérie, il y a les Français et les Arabes : deux communautés distinctes. Cependant, la propagande officielle continue de distiller les mêmes vieux mensonges optimistes : l'intégration, « le dernier quart d'heure ». Quand Amirouche a été tué dans le Chénoua, le commandement français a fait distribuer le tract suivant : « Félicitez, rendez-vous ! Bientôt vous n'aurez plus de bêtises pour vous battre. »

Hôpital Laveran, cœur sanglant de Constantine. Le soldat est au chevet de son frère, l'officier. C'est miracle que celui-ci soit vivant. La balle, après avoir traversé la joue et brisé la mâchoire, s'est coincée entre le nerf pneumo-gastrique et la veine jugulaire. A quelques millimètres près, c'était la fin. Pendant ce temps, au bar du Cira, l'hôtel chic de la ville, les colonels conspiraient fermes. Ici Grand Soleil, Je vous reçois 5 sur 5. Sur les murs, en lettres énormes : « Algérie française pour toujours. »

Vient de paraître:

CESBRON

La regarder en face
Sa dernière méditation
sur la mort

« N'est vraiment adulte que celui qui, la regardant en face parvient à l'apprivoiser. Je ne parle pas ici de la peur viscérale, mais du cheval, la carcasse bronchiera toujours devant la mort : je parle de l'esprit, du cœur et de l'âme. » G.C.

Robert Laffont

Le Monde des
PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le Monde

EUROPE

Deux ministres démocrates
sont accusés par l'Etat
de trahisons avec les Algériens

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

Notre

valle espérance

Le Monde

étranger

LE MONDE — Vendredi 19 mars 1982 — Page 3

EUROPE

Italie

Deux ministres démocrates-chrétiens sont accusés par «l'Unità» de trahisons avec les Brigades rouges

De notre correspondant

Rome. — La Démocratie chrétienne a-t-elle traité avec les Brigades rouges par l'intermédiaire de la Camorra (mafia napolitaine) dans l'affaire de l'enlèvement de l'assesseur régional de Campania, M. Ciro Cirillo, au printemps 1981 ? Ce n'était jusqu'à présent qu'un sujet de polémique, tout portant à croire que la Camorra avait joué un rôle intermédiaire pour le paiement de la rançon (1,5 milliard de lires), empêchant au passage de solides «indemnités».

Aujourd'hui, l'affaire provoque une autre querelle politique entre la D.C. et le parti communiste qui pourrait avoir pour première conséquence le retrait du soutien des démocrates chrétiens au maire communiste de Naples.

Vives réactions de la D.C.

L'Unità, organe du P.C.I., avait affirmé le 18 mars qu'un ministre et un sous-secrétaire d'Etat s'étaient rendus dans la prison d'Ascoli Piceno, dans la région des Marches, pour rencontrer le chef de la nouvelle Camorra organisée, Raffaele Cutolo. Le journal produit ce jour-là en première page un document de police adressé au ministre de l'Intérieur faisant état de deux visites faites à Cutolo dans sa prison par MM. Vincenzo Scotti, aujourd'hui ministre des biens culturels, et Francesco Rutelli, sous-secrétaire à la marine marchande.

Après quelques heures de négociation, le plan de la trahison avec les B.R. a été mis au point, précise le document.

Les articles de l'Unità ont provoqué un tollé dans les rangs de la D.C. et des démentis formels de la part des intéressés. Selon M. Piccoli, secrétaire général du parti, «il ne s'agit que

d'une honteuse calomnie, une méthode à laquelle les communistes n'ont pas recouru depuis trente ans». M. Scotti, non seulement dément, mais intente une action en dommages et intérêts à l'Unità. M. Rutelli dément également. Quant au principal intéressé, M. Cirillo, il a déclaré ne pas vouloir trancher pour le moment. Le ministre de l'Intérieur, affirmant qu'il est étranger au document, a cependant ouvert une enquête.

Le document reproduit par l'Unità précise que, après l'accord intervenu entre les deux personnalités démocrates chrétiennes et le chef de la Camorra, la rançon aurait été payée par l'intermédiaire de la banque de Salento.

L'affaire pourrait avoir des développements importants. Devant l'opinion publique, la D.C. s'est toujours posée en parti de la femme «vi-à-vis» des terroristes. Alors, pourquoi avoir «laissé traîner» Aldo Moro et avoir traité en plus par l'intermédiaire d'une organisation criminelle avec les Brigades rouges dans le cas de M. Cirillo ?

L'Unità n'est pas un journal à révélation sensationnelle. Dans un éditorial, son directeur affirme avoir fait son «devoir d'information». Il reste que l'organe du P.C.I. n'agit généralement pas à la légère, ne lançant une offensive que lorsque celle-ci est politiquement opportune et émettent beaucoup plus prudemment d'autres cas. Qui est, cette fois, l'objectif du P.C.I. ? Apparemment, seuls les plus hauts dirigeants étaient en contact de la publication du document par l'Unità. M. Valenzi, maire de Naples, a non seulement été surpris, mais précise que le jour de la visite à Ascoli Piceno, M. Scotti se trouvait en fait à Naples. Quant à la banque de Salento, elle dément catégoriquement le versement.

PHILIPPE PONS.

Grande-Bretagne

Le malaise de la police relance le débat sur «la loi et l'ordre»

De notre correspondant

Londres. — La récente publication de statistiques témoignant d'une augmentation rapide de la délinquance et de la criminalité (le Monde daté 14-15 mars) ainsi que plusieurs incidents dans lesquels des policiers ont trouvé mortellement en Grande-Bretagne le débat sur «la loi et l'ordre». Autrefois donnée en exemple dans tous les pays démocratiques, la police britannique est contestée pour des raisons contradictoires. Les uns lui reprochent d'avoir perdu ses méthodes et abandonné le fléau qui fit sa réputation, les autres insistent en cause sa «faiblesse» ou le manque de soutien dont elle serait victime de la part des autorités politiques.

Dans une situation sociale marquée par la montée du chômage, se développent les tensions raciales et un malaise dans la police elle-même. Cette crise a paru assez grave à Mme Thatcher pour qu'elle fasse connaître personnellement les préoccupations. Par principe, le premier ministre se sent proche des tenants les plus déterminés de la loi et de l'ordre. Elle estime que la croissance de la criminalité est un aspect particulier du déclin général de la discipline sociale. Au cours de son mandat, en octobre dernier, elle n'avait pas bougé pour défendre son ministre de l'Intérieur accusé de «mollesse» par des militants conservateurs qui brandissaient des menottes à la tribune et réclamaient le rétablissement de la peine de mort.

Cependant, pour ne pas donner d'arguments aux députés conservateurs qui l'accusent d'indolence, elle n'avait pas placé cette fois-ci au côté de son ministre, M. William Whitelaw, elle a fait rappeler que depuis son arrivée au pouvoir les effectifs de la police avaient été renforcés, que les salaires des policiers avaient augmenté plus vite que les autres, et que le budget consacré au maintien de l'ordre était celui qui s'accroissait le plus rapidement.

Mais la politique de la police est aussi contestée. Certains res-

ponsables préconisent une attitude plus libérale et insistent sur une coopération étroite entre la police, d'une part, les élus locaux, les dirigeants des associations de jeunesse ou les chefs des minorités raciales, d'autre part, pour assurer la paix publique. D'autres officiers de police rejettent cette méthode et veulent accroître leur liberté de manœuvre par rapport au pouvoir politique. C'est le cas du chef de la police de Manchester, le commissaire Anderson, qui vient de démissionner au motif de vouloir démanteler les structures de la société britannique, y compris la monarchie. «Je suis convaincu que la police est maintenant la cible prioritaire d'une entreprise de subversion et de démolition», a déclaré M. Anderson. Il demande la dissolution des commissions de police qui permettent aux élus municipaux de contrôler l'action des forces de l'ordre ; rendant implicitement en cause les partis travaillistes. Il estime que ces commissions sont infiltrées par les marxistes, «en général dangereux, égoïstes et égoïstes que tout autre depuis la guerre».

La Fédération de la police, qui tient lieu de syndicat, vient de son côté de lancer une grande campagne publicitaire de 30.000 livres (3,3 millions de francs) dans cinq grands journaux en faveur du rétablissement de la peine de mort pour les meurtriers de policiers, la peine capitale a été abolie en Grande-Bretagne en 1965. Bien que de nombreux Britanniques soient partisans d'un retour à la pendaison, il est exclu qu'il se trouve au Parlement une majorité en faveur de cette mesure extrême.

DANIEL VERNET.

Visa refusé à un officiel soviétique : Les services étatiques d'immigration ont refusé d'accorder un visa d'entrée au vice-impérialiste des affaires étrangères, M. Nicolas Nizkor. Selon le Duglas Wynter, M. Nizkor, qui a été pendant sept ans directeur du bureau de l'agence soviétique Novosti à Stockholm, souhaitait accompagner en tant que traducteur, l'équipe de tennis qui a rencontré la Suède pour les matches de la Coupe Davis.

Pologne

Président de la région de Varsovie réfugié dans la clandestinité. M. Bujak invite les partisans de Solidarité à réclamer au gouvernement l'indépendance du syndicat

M. Zbigniew Bujak, président de Solidarité pour la région de Varsovie, réfugié dans la clandestinité, appelle les membres du syndicat indépendant «à manifester leur présence» dans le débat ouvert par le gouvernement. Dans le n° 1 du bulletin clandestin Tygodnik Mazowiecki en date du 13 mars, M. Bujak considère que c'est maintenant que se joue l'avenir du mouvement syndical «à savoir s'il sera indépendant et autogéré ou assujéti».

Il faut, poursuit M. Bujak, répondre de façon claire et sans équivoque aux tentatives massives de limiter les libertés syndicales (...). Ce n'est qu'en manifestant notre présence, nos forces et notre unité que nous pourrions nous préparer à des actions nationales efficaces qui seront décisives dans notre lutte pour le rétablissement de notre droit à une organisation syndicale indépendante. Il demande à tous d'évacuer des lettres au comité gouvernemental chargé des affaires syndicales et de les faire publier dans la presse syndicale. A Gdansk, le quotidien officiel local affirme qu'une partie des militants de Solidarité — contrairement à ceux qui sont «loyaux envers le pouvoir» — ont créé des «structures de conspiration».

Selon le commandant de la milice de Gdansk, leurs activités se manifestent sous la forme de tracts, d'affiches et d'inscriptions sur les murs, qui contestent le bien-fondé de la proclamation de l'état de guerre et critiquent le parti, le conseil militaire de santé national, l'armée, la milice, et la police politique. La milice aurait découvert cinq imprimeries clandestines. Le commandant affirme qu'il y a aussi des groupes qui «appellent à un terrorisme sanglant et qui rêvent d'une opposition armée souterraine». A cet égard, une partie de la jeunesse et du personnel des usines fait preuve de «fanatisme et de détermination».

Des procès

Les procès des syndicalistes continuent. Ainsi, M. Jan Rutkowski, le président pour la région de Bydgoszcz, qui avait subi, avec deux dirigeants paysans, un pas-

sage à tabac le 10 mars 1981, a été extrait de la région de Białoleka où il est interné dans la même cellule que M. Jacek Kuron. Il a été amené, menottes aux mains, devant le tribunal de Nowy Dwór Mazowiecki, pour répondre d'un accident de la route. Il est accusé d'avoir involontairement causé un accident mortel, il y a moins d'un an, et de n'avoir pas prêté assistance à la victime. Son avocat a obtenu un ajournement du procès au 21 avril.

A Varsovie, le procureur a demandé à la Cour suprême de porter à huit ans de prison la condamnation à quatre ans et de durée de prison infligée le 30 décembre à MM. Siwicki et J. Kropiwnicki, président et vice-président de Solidarité pour la région de Łódź.

Enfin, le procès du linguiste Jan Józef Lipiński, l'un des principaux membres du KOR (comité d'autodéfense sociale qui s'est dissous en septembre), s'est ouvert le mercredi 17 mars dans la capitale. On l'accuse d'avoir participé à l'organisation d'une grève à l'usine des tracteurs d'Ursus, après la proclamation de l'état de guerre. En raison de son état de santé précaire, le procès avait été reporté en janvier dernier. L'audience a été consacrée à l'état cardiaque du prévenu. Le tribunal a fait venir un médecin militaire qui a estimé que la vie de M. Lipiński était en danger et qui a préconisé son hospitalisation. Mais, le juge a décidé de s'en remettre à ce sujet au médecin de la prison Rakowiecka de Varsovie. Celui-ci avait émis, au mois de janvier, l'opinion que le prévenu était en état de déposer. Il avait été contredit par quatre cardiologues indépendants qui l'avaient, en outre, accusé de négligence à l'égard de M. Lipiński.

L'état cardiaque de M. Lipiński est effectivement grave. Agé de cinquante-cinq ans, celui-ci a déjà subi des interventions chirurgicales à Londres et devait en subir une nouvelle à la fin de l'année. Au congrès de Solidarité, il avait été touché par une crise ; ses collègues français ont lancé une pétition en sa faveur, qui a recueilli prestigieuses signatures, et l'ont invité à se rendre en France.

Enfin, un nouvel insigne est apparu depuis quelques jours au revers de la veste de certains partisans de Solidarité : une petite résistance électrique, dont le symbolisme se passe d'explication. Il n'a pas supplanté l'ancien badge blanc et rouge souvent barré d'un trait noir, ou le simple badge blanc porté par certains ou encore la médaille de la Vierge noire de Ciesztowka, celle que porte M. Lech Wałęsa.

Un appel de l'épiscopat français. — Les évêques lancent un appel à la solidarité spirituelle avec les catholiques polonais, afin de financer l'envoi de livres de prière aux jeunes Polonais, dont cinq cent mille seront envoyés aux jeunes communistes polonais. Pour pouvoir envoyer des missels (prix d'impression 3 F) ou des livres de psaumes traduits par le poète polonais Miłosz (7 F), les dons «pour les livres de prière» sont à adresser au Secours catholique, 108, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07 ou au C.O.P. Paris 5620-05-02.

Espagne

LE PROCÈS DES PUTSCHISTES

Le lieutenant-colonel Tejero cherche à compromettre le général Armada et le roi

Madrid. — On attendait avec beaucoup d'intérêt, au procès des auteurs du putsch manqué du 23 février 1981, l'interrogatoire du lieutenant-colonel Tejero, qui avait ce jour-là dirigé l'assaut contre le Congrès des députés. Il avait déjà, lors de l'instruction, semblé chercher son salut dans une fuite en avant, en compromettant de nombreuses personnes.

Appelé à la barre, le mercredi 17 mars, il a, à nouveau, lancé des accusations à gauche et à droite en insistant sur le rôle du général Armada et sur celui du commandant Cortina.

Contrairement aux accusés de grade supérieur qui l'avaient précédé à la barre, le lieutenant-colonel Tejero revendique avec satisfaction son rôle dans le complot : «J'étais volontaire pour cette opération parce que j'étais d'accord avec ses objectifs».

Sûr de lui, il s'essaye à des mots d'esprit et déclenche des rires dans un public qui lui semble tout acquis : «Je suis obéissant. Je crois qu'on peut abattre un mur à coups de tête ; si on veut, on peut.» «Je n'ai pas à vous servir d'«aide-mémoire», répond-il, insolent, à une question de l'avocat du commandant Cortina. Puis, sans se faire prier, il raconte les détails de son épopée. Il avait depuis longtemps déjà l'idée d'occuper le Congrès ou la Moncloa (le palais du gouvernement). Après avoir reçu, affirme-t-il, des «encouragements» du capitaine général de la région militaire de Valence (le général Milans del Bosch), il se décide à préparer cette opération. Lors d'une réunion

De notre correspondant

le 18 janvier à Madrid, présidée par le général Milans del Bosch, les détails concrets de l'occupation du Congrès sont mis au point. On diffère cependant l'opération d'un mois pour que le général Armada tente une dernière fois d'obtenir par des moyens plus pacifiques le «coup de barre» jugé nécessaire.

Le général Armada n'assiste pas à cette réunion, précise-t-il, mais «les propos qu'il avait tenus antérieurement ont été rapportés. Il avait fait savoir que le roi en avait assez du président du gouvernement, Adolfo Suarez. Le roi avait passé en revue tous les hommes politiques susceptibles de le remplacer, mais n'en avait trouvé aucun qui avait le courage suffisant.»

Des décrets-lois étaient prêts

Le lieutenant-colonel Tejero affirme par ailleurs que, le 21 février, il est mis en contact avec le commandant Cortina (des services secrets). Ce dernier, après s'être présenté comme l'«homme de confiance» du général Armada, lui précise alors (pour la première fois, selon l'interrogé) que l'assaut du Congrès est fixé au 23. Il ajoute que plusieurs décrets-lois sont déjà préparés et qu'un député s'élèvera dans l'hémicycle pour exhorter ses pairs à approuver l'opération.

Le soir du 21, il est présenté par le commandant Cortina au général Armada, qui lui précise que tout se fait «au nom du roi». «Le général Milans del Bosch était mon chef technique, mais le véritable commandant de l'opération était le général Armada.» Il raconte ensuite avec un luxe de détails son entrée dans le Congrès.

Lorsque le général Armada vient le voir dans la nuit, c'est, selon lui, pour lui proposer de «former un gouvernement de coalition qui serait présidé par Armada lui-même, mais qui ne comprendrait pas d'autres militaires». «J'ai refusé sans hésiter, car ce n'est pas ce qui avait été convenu», ajoute-t-il.

Puis, c'est au tour des avocats des autres accusés d'interroger, le lieutenant-colonel Tejero. L'un d'entre

eux, M. Quintana, déclenche les applaudissements du public en exprimant d'emblée l'admiration «toute son admiration, son respect et son envie». Seuls les avocats du général Armada et du commandant Cortina s'abstiennent de ces civilités. Pressé par eux de questions, le lieutenant-colonel Tejero reconnaît finalement que la date d'occupation du Congrès des députés lui a été fixée non le 21 par le commandant Cortina, mais trois jours plus tôt, depuis Valence, par un intermédiaire portant au nom d'un officier d'état-major du général Milans del Bosch.

Comment expliquez-vous les contradictions entre vos déclarations à l'instruction et celles que vous venez de faire, demande l'avocat du commandant Cortina ? Pourquoi n'avez-vous jamais dit auparavant que la réunion du 18 janvier avait abouti à suspendre durant un mois votre opération ? Non sans candeur, l'accusé répond : «Mes déclarations sont celles d'un subordonné qui attend que ses chefs lui indiquent la ligne à suivre.» Il reconnaît ensuite qu'il a pu les adapter au «changement de stratégie» du général Milans del Bosch.

Ce procédé est celui de la majeure partie des accusés. Plusieurs d'entre eux ont formulé, ces derniers jours, des déclarations impliquant le général Armada, qu'ils avaient jadis faites à l'instruction. «Le temps que nous avons passé en prison avec les autres accusés nous a donné une nouvelle vision des choses», ont même précisé deux d'entre eux.

De cette manière, ils entendent faire du général Armada (et accessoirement du commandant Cortina) le responsable majeur de l'opération, dissolvant du même coup tous les autres accusés, notamment le général Milans del Bosch dont le prestige doit rester intact au sein des forces armées. Surtout, il s'agit, à travers son ancien précepteur, d'impliquer le roi, en laissant croire qu'il avait, dans un premier temps, soutenu l'opération. On semble ainsi chercher à obtenir par l'«intoxication» ce qui n'avait pu être obtenu par les armes : la «déstabilisation» de la démocratie espagnole.

THIERRY MALINIAK.

La première biographie de Nabokov

Andrew Field



Vladimir Nabokov

Toute une vie ou presque

Biographie/Seuil

Dans cette magistrale biographie, Andrew Field, au terme d'une minutieuse enquête et de longues conversations avec Nabokov, reconstitue l'itinéraire cocasse et tragique d'un des plus grands et des plus mystérieux écrivains modernes.

Traduit de l'anglais par G. Durand

Seuil

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jacques Favet, directeur de la publication,
Claude Jéhu.
Imprimerie
de « Le Monde »
5, r. de Valenciennes
PARIS-DC
Reproduction interdite de tous articles,
sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 37 437
I.S.S.N. : 0395-2037.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGERS

(par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

513 F 822 F 731 F 944 F

II - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements)

doivent bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse déli-

vrés ou provisoires (deux

semaines au plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital de l'orthographe.

AMÉRIQUES

États-Unis

M. Reagan commence à s'en prendre à la presse

De notre correspondant

Washington. — Comme chacun sait, la presse représente un pouvoir considérable aux États-Unis. La Maison Blanche le sait mieux que personne, elle qui pose à longueur de semaine pour trois chaînes de télévision et une vingtaine de chroniqueurs. Ne voulant pas commettre les erreurs de M. Carter, considéré comme le principal responsable de son principal atout, M. Reagan s'était présenté dès le premier jour en ami des médias. Il flattait les journalistes, les appelait en public par leur prénom, ne manquait jamais de glisser une gentille boutade dans les micros.

Cette politique de séduction aurait-elle échoué ? Dans une interview au *Daily Oklahoman*, l'ancien acteur s'en prend amèrement aux chaînes de télévision, qu'il accuse de déformer la réalité. « Vous ne pouvez pas, dit-il, tourner le bouton, aux informations du soir, sans les voir interviewés un chômeur, ou alors il sont devant l'usine qui a licencié ses ouvriers. Et ainsi de suite... Ce pessimisme constant peut contribuer à ralentir une reprise économique qui est en vue. »

La presse américaine rapporte ces propos avec une aimable perfidie. « Par ses remarques, le président semble admettre que la reprise économique ne va pas comme il l'avait long-temps prédit », écrit M. Lou Carnon dans le *Washington Post*. Et de citer — sans le

nommer — un responsable de la Maison Blanche, selon lequel on vient d'assister à « la première lézarde » dans l'optimisme présidentiel.

M. James Reston écrit, pour sa part, dans le *New York Times* : « Vous pouvez toujours dire qu'une administration va vers de sérieuses difficultés lorsque le président commence à attaquer le Congrès et à menacer ses problèmes sur le dos de la presse. C'est le signe que la lune de miel politique de la première année est terminée. »

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. David Gergen, a tenté de minimiser les propos présidentiels. Selon lui, M. Reagan ne s'attaque qu'à certains reportages des chaînes de télévision. Il a confirmé cependant que la « couverture » télévisée était jugée injuste par la Maison Blanche.

Apparemment, M. Reagan n'a fait que dire tout haut ce qu'il répétait depuis des semaines à ses collaborateurs. Cela ne veut pas dire qu'il déclare la guerre à la presse, comme l'avait fait le vice-président Agnew au début des années 70. Simple geste de dépit, amoureux, pourrait-on dire. L'ancien acteur hait les conflits et adore séduire. Cette vedette de l'audiovisuel n'imaginerait pas un seul instant de gouverner les États-Unis contre la télévision ou même sans elle.

ROBERT SOLÉ.

Canada

Le boycottage de la Chambre des communes par les conservateurs a montré la nécessité de réformer les mécanismes parlementaires

De notre correspondant

Montréal. — L'épreuve de force qui paralysait le Parlement depuis le 2 mars a pris fin, mercredi 17 mars, à la suite d'un compromis entre le parti libéral de M. Trudeau et l'opposition conservatrice dirigée par M. Clark. Le gouvernement s'est engagé à retirer un projet de loi sur l'énergie contesté par l'opposition, qui sera consultée.

Au grand soulagement du personnel parlementaire, exaspéré par le bruit de la sonnerie qui fonctionnait depuis seize jours sans une seule interruption pour appeler les députés conservateurs à regagner leurs sièges : ces derniers ont finalement accepté de voter sur la motion d'ajournement des travaux qu'ils avaient eux-mêmes déposée le 2 mars avant de quitter la Chambre des communes sans participer au vote.

Profitant de l'existence d'une convention qui oblige le président des Communes à s'assurer que le parti au pouvoir et l'opposition sont prêts à voter, les conservateurs ont choisi de s'absenter en bloc pour protester contre le mépris grandissant du pouvoir exécutif à l'égard du Parlement. Pour déclencher cette « grève » spectaculaire, ils ont pris prétexte d'un vaste projet de loi sur l'énergie que le gouvernement voulait faire adopter lors d'un seul vote, malgré les implications très diverses du texte. L'opposition a voulu profiter de l'occasion pour dénoncer le recours de plus en plus fréquent du gouvernement à des procédures de ce genre.

M. Clark s'est insurgé contre le fait que le premier ministre gou-

vernait désormais souvent par décrets sans consulter la Chambre des communes. « Les Britanniques créent le Parlement il y a plus de six siècles, a-t-il déclaré, pour empêcher le roi de continuer à lever des impôts sans l'accord de ses administrés. Le projet de loi de M. Trudeau remet en question le principe de la responsabilité du gouvernement devant le Parlement en voulant créer de nouvelles taxes sans accord. Ce n'est pas de la démocratie. C'est une farce, et de la soumission fonctionnelle pour dénoncer la façon dont les libéraux traitent le Parlement. »

M. Trudeau, qui est resté à l'écart de cette affaire jusqu'à la veille de son dénouement, a renvoyé la parole à M. Clark en comparant le boycottage de la Chambre des communes aux actions menées par les régimes fascistes à une autre époque. « Dans l'Espagne franquiste, au Portugal et dans l'Italie fasciste, la démocratie fut détruite par la fermeture des Parlements. S'il s'agit là d'excès de langage, dont le premier ministre est coutumier, il reste qu'il existe effectivement un profond malaise à la Chambre des communes. »

Ce malaise tient surtout au fait que le parti libéral monopolise le pouvoir depuis le début du siècle. Les conservateurs n'ont été aux commandes que durant vingt ans et rongent leur frein dans l'opposition. Ils expriment leur frustration en exploitant au maximum les failles d'un règlement défectueux qui leur permet de retarder indéfiniment l'adoption de certains projets.

De leur côté, les libéraux cherchent à contourner la difficulté en consultant le moins souvent possible le Parlement. La machine est donc grippée et il est probable, comme l'ont reconnu les libéraux eux-mêmes, que le boycottage des conservateurs aura au moins servi à « sensibiliser les libéraux à l'urgence d'une réforme du Parlement ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

DIPLOMATIE

Après les propositions de M. Brejnev sur les euromissiles

Bonn accuse Moscou de vouloir « maintenir le déséquilibre existant au profit de l'U.R.S.S. »

Le gouvernement de Bonn a réagi négativement, mercredi 17 mars, aux déclarations de M. Brejnev annonçant notamment un moratoire sur le programme de missiles soviétiques SS-20. Un communiqué officiel relève que la décision de l'U.R.S.S. « laisse à cette dernière la possibilité de stationner à l'est de l'Oural d'autres fusées SS-20 qui menacent l'Europe occidentale » et aussi que Moscou « dispose des deux côtés de l'Oural de sites déjà développés susceptibles d'accueillir de nouvelles fusées SS-20 ».

Le texte affirme ensuite que la position soviétique a pour but « d'empêcher le stationnement d'armes américaines équivalentes en Europe (...) et de maintenir le déséquilibre existant dans ce domaine au profit de l'Union soviétique ».

« Les négociations de Genève ne peuvent être couronnées de succès que si l'Union soviétique est convaincue que les armes américaines seront effectivement installées en Europe à partir de la fin de 1983, au cas où ces pourparlers échoueraient », conclut la déclaration.

À WASHINGTON, M. Haig, secrétaire d'État, a eu avec l'ambassadeur soviétique, M. Dobrynine, un entretien au cours duquel, apprend-on, il a demandé des éclaircissements sur les menaces contenues dans le discours de M. Brejnev à propos de « mesures de rétorsion » si les missiles américains sont installés en Europe (le *Monde* du 18 mars). Interrogé à ce sujet, M. Reagan a affirmé qu'il n'avait pas encore eu le temps d'étudier ce passage du discours de M. Brejnev mais que, à son avis, « ses inquiétudes sont vaines ».

À LONDRES, M. Douglas Hurd, ministre adjoint au Foreign Office, a déclaré à la B.B.C. : « Je pense que la proposition de M. Brejnev est un pas en avant. Ce que nous voulons, c'est qu'il continue d'avancer jusqu'à accep-

ter les propositions du président Reagan, qui sont évidemment beaucoup plus radicales et permettraient de se débarrasser de ces armes des deux côtés. »

À ROME, le ministère italien des affaires étrangères a estimé que le moratoire soviétique ne contenait « aucun élément de nouveauté substantielle » par rapport aux positions antérieures de Moscou : « Non seulement il est proclamé après le déploiement de trois cents missiles SS-20 avec neuf cents têtes nucléaires, et alors que le programme de modernisation de l'Otan n'a pas encore commencé, mais il est limité à la seule partie européenne de l'U.R.S.S. ».

À PRKIN, un porte-parole officiel a déclaré à propos des déclarations de M. Brejnev : « Il ne s'agit de rien d'autre que d'une manœuvre de propagande. »

À PARIS, M. Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée, a déclaré, à l'issue du conseil des ministres, mercredi 17 mars, que la proposition de M. Brejnev « mérite un examen attentif qui doit se situer dans l'analyse que nous faisons de l'équilibre des forces dans le monde ». Il ne semble pas cependant, selon lui, que « les positions exprimées par l'une ou l'autre des superpuissances permettent d'aboutir à une solution de cette épineuse question sur la réduction des armements ». Paris attend que « la reprise des négociations (de Genève) permette de rechercher le point moyen autour duquel un accord pourrait être réalisé ».

Pour sa part, M. Chénouard a dit : « Il n'y a pas à grand-chose de nouveau. On attendait cela depuis trois mois. »

Enfin, M. Mauroy a déclaré mercredi soir à TF1 : « Nous n'avons pas délibéré sur cette question [au conseil des ministres]. C'est une fausse sensation dans la mesure où, finalement, il [M. Brejnev], propose le gel de son économie. »

AFRIQUE

Algérie

Le gouvernement prend des mesures pour encourager le secteur privé

Alger. — Une nouvelle étape vers le développement du secteur privé vient d'être franchie avec l'adoption, par le gouvernement, d'un projet de code des investissements qui remplacera, sans doute, celui de 1968 aujourd'hui largement inadéquat. Les entreprises du secteur

privé pourront recevoir, à leur création ou pour leur développement, une aide financière de l'État, les conditions d'accès au crédit variant selon les secteurs d'activité en fonction des priorités du plan.

De notre correspondant

Les actions de soutien, complétées par des mesures fiscales, seront modulées en tenant compte de divers critères. C'est ainsi qu'un soutien sera accordé en priorité aux projets qui répondent aux choix de l'État en matière de développement ou concourent à la diminution des disparités régionales et à ceux qui seront lancés par certaines catégories d'investisseurs comme les anciens moudjahidines (combattants de la lutte de libération) et les personnes comme les émigrés réalisant un apport en devises.

Le gouvernement attend de cette relance du secteur privé une mobilisation de l'épargne, stérilisée ou investie à l'étranger, et une « densification » du tissu industriel en aval du secteur d'État, les petites et moyennes entreprises se chargeant de fabriquer les produits de consommation et de les mettre à la portée des citoyens sur tout le territoire. Le secteur privé pourrait ainsi fournir un nombre appréciable d'emplois et jouer un rôle dans la politique de décentralisation mise en œuvre depuis trois ans sous la direction du ministre de la planification, M. Abdelhamid Brahimi.

Les promoteurs privés pourront

notamment investir dans le domaine du tourisme, les hôtels et les restaurants nécessaires aux besoins d'une population qui se déplace de plus en plus faisant grandement défaut.

Le texte qui sera présenté à l'Assemblée nationale nouvellement élue est conforme aux orientations tracées par la sixième session du comité central du P.L.N. en décembre. Le comité central avait alors spécifié que le secteur privé national devait être complémentaire et non antagoniste du secteur d'État, ce qui impliquait « une orientation rigoureuse ainsi qu'un encadrement et un contrôle qui le préservent des influences du capital étranger ». Le comité central recommandait aussi de définir en faveur des petites unités de production du secteur privé « les assurances et garanties et des avantages visant particulièrement à protéger l'effort créateur et productif ».

C'était là un langage que l'on

n'avait plus entendu depuis longtemps et surtout depuis le « tournant socialiste » de 1971, qui avait donné la priorité à l'industrialisation grâce à un important appareil public de production et entraîné une régression sensible dans l'industrie le bâtiment et les travaux publics du secteur privé, qui transféra ses capitaux dans le secteur du commerce et des services. En 1978, le secteur privé ne contrôlait plus qu'un peu plus du tiers de la production nationale alors qu'il en assurait les deux tiers dix ans plus tôt.

Le nouveau code des investissements sera complété par un « statut de l'artisan », également approuvé par le gouvernement, qui délimite ce secteur d'activité et vise surtout à en assurer la promotion, notamment par l'attribution de crédits spécialisés pour l'achat des équipements ainsi que de terrains et de locaux dans les zones aménagées, des facilités financières et fiscales seront accordées plus spécialement aux activités d'artisanat d'art, d'artisanat traditionnel et, de façon générale, aux activités productives de biens destinés à l'exportation.

DANIEL JUNQUA.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LE PARTI DEMOCRATIQUE DU PEUPLE AFGHAN (communiste), a lancé, à l'issue de son congrès, un appel insistant à l'unité monolithique du parti sur le plan des idées et de l'organisation, ainsi qu'au développement de la « démocratie et de la discipline internes », a rapporté, mercredi 17 mars, l'agence Tass. Cet appel semble confirmer les hypothèses selon lesquelles le congrès, dont les travaux ont duré à peine deux jours, aurait été écourté en raison du conflit entre les deux fractions du parti, le Farahnam de M. Babrak Karmal, et le Khalq. — (A.F.P.)

Chine

M. CEAUDESCU fera une « visite officielle d'amitié » à Pékin dans la deuxième quinzaine du mois d'avril. Ce sera son quatrième voyage en Chine où il s'était rendu en 1964, 1971 et 1978. — (Reuters)

L'ACCORD SINO-SOVIÉTIQUE de navigation sur les cours d'eau frontaliers a été signé le 16 mars dans la ville chinoise de Heihe (Heilongjiang). L'agence Tass indique

que l'accord s'est réalisé entre les deux parties « sur la plupart des questions en discussion ». Un protocole d'accord similaire avait été signé en mars 1981 entre l'U.R.S.S. et la Chine dans la ville soviétique de Blagoveshchensk.

Gambie

DES ELECTIONS LEGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES auront lieu les 4 et 5 mai en Gambie. Ces consultations font suite à l'adoption, le 10 mars, par le Parlement gambien d'amendements à la Constitution prévoyant que, désormais, le président de la République sera élu au suffrage universel direct. — (Reuters)

Inde

LE CHEF SPIRITUEL DE LA RELIGION SIKH en Inde, Jathedar Gurmeh Singh, est décédé, le jeudi 18 mars, d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-sept ans. — (U.P.I.)

ARCHITECTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12* ☎ 347.21.32

ALGERIE, MAROC, TUNISIE.

Nouveau. La Classe Affaires vers l'Afrique du Nord.

Un cadre pour les cadres.

Après le succès de la Classe Affaires sur l'Europe, Air France continue à innover et propose aux hommes d'affaires, à partir du 28 mars, ce nouveau service vers les pays d'Afrique du Nord.

Des attentions particulières au sol leur font gagner un temps précieux : enregistrement séparé, choix du siège, embarquement privilégié.

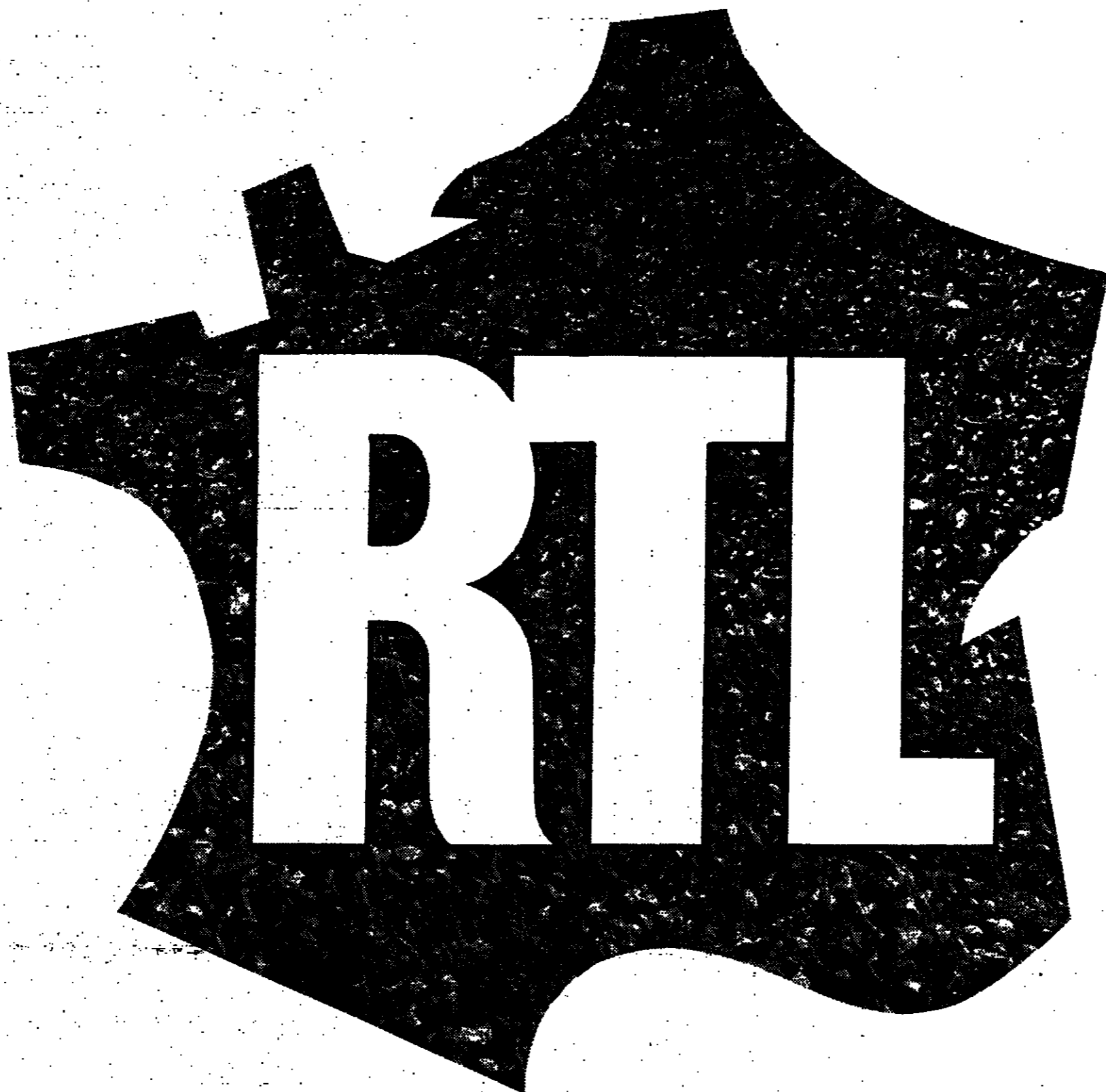
En vol, un compartiment leur est réservé à l'avant de l'appareil et le service des journaux, des boissons et des repas leur est offert par un personnel attentif. Avec la Classe Affaires, Air France offre aux hommes d'affaires se déplaçant vers l'Afrique du Nord un service de qualité au meilleur prix. Les grands voyageurs européens y ont déjà pris place. Rejoignez-les.



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

ATIE

M. Breyer sur les euro-mises
cause Moscou
le déséquilibre existant
de l'U.R.S.S.



PREMIERE RADIO EN FRANCE

avec

- la plus forte audience chaque jour (plus de 10 millions d'auditeurs)*
- la plus forte audience à chaque instant (plus de 1,4 million d'auditeurs)*
- la plus forte durée d'écoute (161 minutes par auditeur)*

*Sondage CESP 1^{re} vague janvier 1982

COPIES COULEURS
à 200 francs par page
01 42 52 12 12

SIE.

d.

VOUS FAUT.

ASIE

Le Cambodge sous l'ombre vietnamienne

(Suite de la première page.)

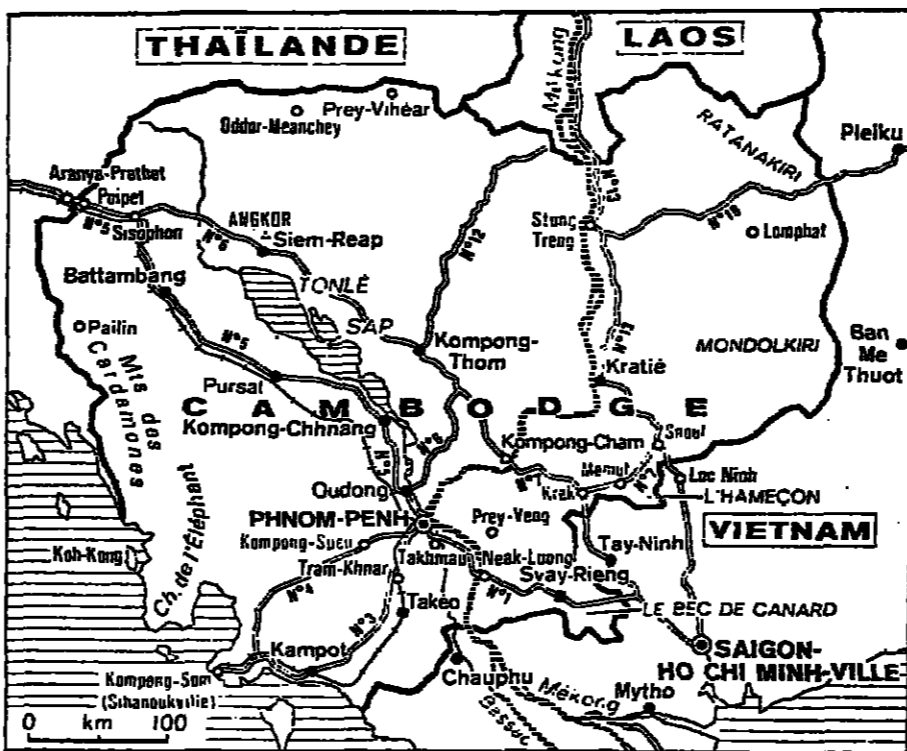
Aux abords de Phnom-Penh, à Chieng-Aik, des dizaines de fosses rectangulaires similaires contiennent les restes d'autres morts. Combien étaient-ils ? Difficile de le savoir, les trois guides présents donnant des chiffres allant de près de 9 000 à 18 000. On ne saura jamais non plus le nombre exact de victimes des Khmers rouges, morts de faim, de maladie, exécutés. On parle de 3 millions ; mais dans ce cas-là, la population du pays ne pourrait être de 6,8 millions - chiffre officiel - contre 7 en 1975. A moins que ce nombre n'ait été gonflé pour obtenir plus d'aide ? Toujours est-il que les élites ont été décimées et qu'il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes.

Ces brèves esquisses témoignent à la fois du drame subi par le Cambodge et de sa complexité. Parler d'aide humanitaire n'a pas été une blague : on a reconstruit un peuple, des familles, la vie humaine -, nous a dit un diplomate soviétique à Phnom-Penh. Ils sont complexes ces ex-Khmers rouges qui, aujourd'hui,

travaillent la main dans la main avec les Vietnamiens pour le bien-être d'un peuple qu'ils avaient déporté ! Complexes aussi ces anciens - bourgeois - ou - féodaux - anticommunistes qui travaillaient pour un régime socialiste dominé par leur ennemi héréditaire !

Il est difficile d'écrire sur le Cambodge : on ne connaît que ce qui parvient aux oreilles et ce que les yeux constatent. Un jour, sur une route calme traversant la rizière, nous sommes apparus, venus d'on ne sait d'où, deux gros obusiers de 130 mm vietnamiens. Pourtant rien d'normal, ni combats, ni camps ni casernes en vue !

Aucun déplacement, aucune intervention ne sont possibles sans autorisation : « Dans un régime socialiste, il faut demander la permission », affirme une accompagnatrice. Parfois la chance permet de lever un coin du voile. Mais ce qu'on découvre alors est-il toujours représentatif ? C'est sans doute pourquoi les témoignages peuvent être contradictoires. C'est la rançon du manque de liberté qui a balisé ce reportage dont l'objectif est de faire le bilan de trois ans de République populaire du Kampuchéa.



tème d'un Vietnamien nous a affirmé que, selon lui, il ne serait jamais assez fort pour lutter seul contre ses ennemis. Le parti populaire révolutionnaire (P.P.R.K.) compte actuellement entre six cents et mille membres ; il y a trois ans, il en avait entre cinquante et deux cents. Seuls quelques dizaines formés à Hanoi sont sûrs, bien que trois des plus importants aient déjà été limogés. Les autres sont des Khmers rouges reconvertis ou des gens sans grande formation politique passés par les - groupes noyaux - chargés de préparer les futurs militants. Dans la province de Kompong-Cham, la plus peuplée avec plus d'un million d'habitants, il n'y a que trente membres du parti.

Les anciens Khmers rouges ont gardé une partie de leur acquis politique. Certains continuent de penser que « l'argent est mauvais » et le IV^e congrès du P.P.R.K. a rappelé la nécessité de « se débarrasser du maoïsme ». Leur popularité n'est pas très grande, au contraire de celle qui commençait à avoir à Phnom-Penh M. Pen Sovan. « Il y a encore plein de Khmers rouges au pouvoir, c'est pourquoi je veux aller aux États-Unis », nous a dit une jeune fille. Quant aux anciens partisans du prince Sihanouk ou du régime Lon Nol, beaucoup semblent toujours sensibles à la propagande qui vient de la frontière thaïlandaise. Le réseau de renseignements et de propagande du F.N.L.P.K. ne semble pas mal organisé ; il faut à peine un jour et demi pour aller de Phnom-Penh au camp de Nong-Chan.

Le Cambodge d'aujourd'hui est gouverné par une administration pléthorique et sans formation, facteur d'arbitraire et de bureaucratisme, avec à sa tête une poignée de communistes. On peut penser que la plupart des fonctionnaires, issus de l'ancienne élite, ont choisi de servir leur pays plutôt que le régime qui l'incarne, et qui leur fournit nourriture et privilèges économiques et sociaux. « Seuls ceux qui ont une tâche à remplir peuvent vivre à Phnom-Penh, les autres doivent repartir vers la campagne », nous a dit le vice-président de la municipalité, M. Muk-Mareth. Les ministères bénéficient d'emplacements réservés dans les marchés, de facilités commerciales et d'approvisionnement des services, d'un des trois hôpitaux de la capitale. « Un jour j'ai vu une paysanne sur le point d'accoucher devant cet hôpital, nous a dit un médecin, on a refusé de l'accepter, car elle n'était pas cadre. »

Quelle confiance peuvent avoir les Vietnamiens en de tels alliés ? Sans eux, ils le reconnaissent, le régime de Phnom-Penh s'effondrerait. La survie de la République populaire dépend en effet de facteurs qui la dépassent : le soutien extérieur, les effets du conflit Est-Ouest et sino-soviétique, l'assistance apportée aux Khmers rouges et aux nationalistes, l'aide internationale. Elle est en outre confrontée à une situation économique qui, si elle s'est améliorée, n'en demeure pas moins inextricable.

PATRICE DE BEER.

Prochain article :

COLLECTIVISER SANS FAIRE PEUR

Avez-vous lu LE MONDE INCONNU ?
Enquête sur La Rose-Croix.
Chez votre marchand de journaux.
Tirage supplémentaire.

ventes dans les 5, 6, 7, 8, 15, 16^e arrondissements
Régie Presse le Monde
Tél : 296.15.01

Me HERVE CHAYETTE - Commissaire Priseur - 10, rue Rossini 75009 Paris - Tél. : 770.38.89
collection de
TAPIS DU CAUCASE
VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
NOUVEAU DROUOT
9, rue Drouot - 75009 Paris
SAMEDI 20 MARS 1982 (salle n° 5 à 16 heures)
Mrs Dominique et Pierre CHEVALIER - Experts
64, Bd de la Mission Marchand - 92400 Courbevoie Tél. 788.41.41
EXPOSITION PUBLIQUE : samedi 20 mars de 11 h à 15 heures

Un quadrillage politique

Les charniers sont sans doute la première chose que voit le visiteur parce qu'ils parsèment le pays, mais aussi parce que les autorités veulent rappeler - les crimes du régime de Tuol-Sleng - S 21 - où notre interprète a reconnu le pull-over de son père, Nou Pech, ancien ambassadeur khmer rouge à Moscou, exécuté avec sa femme comme « agents du K.G.B. ». Parmi les gens rencontrés, rares sont ceux qui n'ont pas perdu de membres de leur famille, morts de faim et de maladie surtout, mais aussi assassinés. Ainsi cette paysanne dont six de ses sept enfants sont morts, ou cette orpheline de treize ans, Pao Viry, dont la mère a péri, et qui nous dit que son père, Pao Mon, a été professeur à Besançon.

Pour entrer à Tuol-Sleng, comme partout ailleurs, il faut une autorisation : le public n'y est admis que le dimanche ! C'est un signe de la bureaucratisation et des contrôles imposés par le nouveau régime. A Kompong-Chhnang, nous avons dû attendre quatre heures dans les bureaux de l'administration provinciale, marqués « interdit au public », l'autorisation de visiter au

village, le responsable, arrivé à son travail à 13 h 30, nous a dit : « Le peuple est trop occupé pour vous voir ». Pour visiter une usine, il a fallu le tampon de cinq ministères.

Entre Phnom-Penh et l'aéroport de Pochentong, le quartier - Borei de cent maisons - comprend 774 familles de paysans et fonctionnaires. M. Somrih Phon, chef de quartier, nous explique que les gens sont rassemblés en - groupe de dix familles - dirigé par un chef élu ; cinq groupes forment un - village - dirigé par un comité de trois ; plusieurs villages composent un quartier administré par sept personnes, dont un responsable pour la propagande, la sécurité, la défense. Ils ont chargés « de surveiller les conceptions du peuple et de rechercher les ennemis », plusieurs ont été arrêtés, Khmers rouges, « Sereika » favorables au F.N.L.P.K. de M. Son Sann et même un - espion américain -.

Ces comités contrôlent le choix des candidats aux élections, donc leurs propres succès, ainsi que le déroulement des opérations. Structure administrative de base, ils sont chargés des distributions de vivres, de papiers d'identité et d'autorisations, des séminaires politiques.

Au début décembre, on pouvait voir dans les rues de Phnom-Penh des dizaines de personnes assises par terre dans d'anciennes boutiques décorées de slogans et de drapeaux rouges : elles assistaient à des séminaires. Les fonctionnaires y passent trois jours par mois. Nous en avons rencontré un qui y est resté deux semaines, de 8 heures du matin à 8 heures du soir, pour faire le bilan de 1981, entendre les mots d'ordre pour 1982 et organiser « la lutte contre la guerre psychologique de l'ennemi ». C'était le moment où se préparait le limogeage du premier ministre et chef du parti, M. Pen Sovan (le Monde daté 6-7 décembre 1981 et du 9 janvier 1982).

Cette organisation et ce type de propagande font partie du système politique calqué sur celui du Vietnam, qui s'est mis en place graduellement au Cambodge. Dans les campagnes, les groupes de solidarité

« Samaki », au départ purement agricoles, ont pris aussi un aspect politique. Les services de sécurité sont omniprésents. Il existe au moins trois prisons à Phnom-Penh ; selon des témoins, il y a eu des mauvais traitements, des arrestations arbitraires et des détentions sans jugement. Lors de notre passage, nous avons senti la prudence, voire la crainte, chez des interlocuteurs rencontrés dans la rue. Il est vrai que, depuis début novembre, avait commencé une - campagne de vigilance contre l'ennemi - , signe à la fois du durcissement d'un régime déçu de se voir, une troisième fois, refuser l'accès aux Nations unies et sujet à des dissensions internes, alors que, en 1981, les Khmers rouges avaient accentué leurs pressions tout autour des zones peuplées. « Ils n'ont pas lancé plus d'attaques qu'en 1980, mais elles étaient plus en profondeur, vers les routes 4, 5 et 6 », a reconnu un diplomate vietnamien. Au début de 1982, il y a eu une contre-offensive vietnamienne, qui a fait sensiblement reculer les Khmers rouges.

Il est évident que l'on ne rencontre pas de gens qui affirment leur soutien aux Khmers rouges. Il en reste certainement encore, paysans pauvres des campagnes favorisés par le régime précédent, ou même en ville. En octobre dernier, un Khmer rouge infiltré comme chauffeur au ministère des communications a été arrêté. En revanche, l'ambiguïté de certaines réponses laisse à penser que la popularité du prince Sihanouk et des « Sereika » (partisans de M. Son Sann) n'a pas disparu, en dépit d'une campagne incessante qui fait d'eux des « agents khmers rouges », selon les propres termes du ministre des affaires étrangères, M. Hun Sen. « C'était bien sous le prince Sihanouk, mais on ne peut pas en parler... » Si l'ancien régime revenait, ce serait bien... « Je ne peux rien vous dire... » La politique, c'est pour les grands messieurs, pas pour les gens comme nous -, nous a-t-on dit. Quant aux Vietnamiens, « il y en a vraiment beaucoup », nous a dit un ancien étudiant devenu ouvrier : « Ils partiront quand il n'y aura plus de Khmers rouges ; c'est du moins ce

qu'ils disent ! », a ajouté un fonctionnaire, tout en reconnaissant que les soldats de Hanoi ont eu le mérite de les débarrasser d'un régime aux contraintes inacceptables.

Un P.C. de moins de mille membres

Toujours aussi nombreux sur le plan militaire, ne se cachant pas des - budoïs - (soldats) nous ont demandé de les prendre en photo, - les Vietnamiens se sont faits discrets dans les administrations qu'ils contrôlent. A Phnom-Penh, leurs postes de garde sont visibles, y compris devant les résidences des dirigeants ; s'agit-il de les protéger contre d'éventuels attentats ou de s'assurer de leur fidélité ? Le 3 décembre dernier, pour le troisième anniversaire de la création du Front de libération (FUNK), devenu Front uni pour la construction nationale et la défense du Cambodge, la sécurité était mixte, khméro-vietnamienne : devant la salle de réunion il y avait un soldat vietnamien armé et un soldat khmer sans arme. Curieuse célébration pour une République qui se proclame « populaire » : le public n'avait pas été informé et les rares badauds étaient écartés avec gentillesse. Seuls une cinquantaine de dirigeants, en rang par trois, ont assisté à cette cérémonie qui a duré moins de cinq minutes.

Un tel contrôle vietnamien - nié par les autorités qui se réfèrent plutôt au terme de « coopération militante » - explique aisément le limogeage de M. Pen Sovan, suspecté de vouloir équilibrer l'amitié du puissant voisin par celle de l'U.R.S.S. Il jette un nouveau doute sur l'indépendance du régime. Certaines personnes très bien informées nous ont aussi affirmé que les quatre provinces du nord-est du pays (Monduliri, Ratanakiri et Stung-Treng) seraient passées en fait sous administration vietnamienne et que des colons vietnamiens s'étaient installés dans plusieurs régions du pays. M. Pen Sovan avait réclamé leur départ la veille de sa disgrâce.

Ce conflit interne au régime est un des aspects de la fragilité du sys-

MAROC, TUNISIE.

Nouveau. Des Tarifs Vacances vers l'Afrique du Nord.

Des prix pour tout le monde.

Sur les lignes d'Air France, de Royal Air Maroc et de Tunis Air, ces tarifs sont valables sur certains vols pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France, à Tunis Air ou à Royal Air Maroc.

TUNIS	1510 F	AGADIR	2300 F
MONASTIR	1510 F	CASABLANCA	2045 F
TOZEUR*	1740 F	FEZ	2045 F
SFAX*	1650 F	MARRAKECH	2175 F
DJERBA	1740 F	RABAT	2045 F
		TANGER	1830 F

* Vols Tunis Air seulement

ALLER-RETOUR



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

Birmanie

La guerre oubliée des...
contre le gouvernement de...

La Birmanie est un pays immense, d'une superficie de 676 824 km², qui s'étend sur une longueur de 2 214 km du nord au sud et d'une largeur de 321 km de l'est à l'ouest. Elle est bordée par la Chine au nord, le Laos et le Vietnam au sud, l'Inde à l'ouest et le Bangladesh à l'est. La population est de 45 millions d'habitants. Le pays est divisé en sept États et sept régions. Le régime actuel est celui de la République socialiste de Birmanie, dirigée par le général Ne Win. Le pays a connu une longue période de guerre civile, qui a duré de 1948 à 1972. Cette guerre a été menée par le Front populaire pour la libération de la Birmanie (FPLB) contre le gouvernement britannique. Après l'indépendance, le pays a connu une période de paix relative, mais la guerre civile a recommencé en 1972. Le FPLB a déclaré la guerre au gouvernement et a proclamé la République démocratique de la Birmanie. Le conflit a continué jusqu'en 1975, lorsque le général Ne Win a pris le pouvoir. Depuis 1975, le pays est dirigé par le régime militaire du général Ne Win. Le régime a été critiqué pour sa politique d'isolement international et pour sa répression des libertés civiles. Le FPLB a continué de lutter pour l'indépendance du pays. Le conflit a pris fin en 1982, lorsque le général Ne Win a accepté de négocier avec le FPLB. Les négociations ont abouti à un accord de cessez-le-feu. Le pays est maintenant en paix, mais la situation économique est difficile. Le régime militaire continue de gouverner le pays. Le FPLB a déclaré qu'il continuera de lutter pour l'indépendance du pays. Le conflit a été une grande épreuve pour le pays. Il a coûté la vie à des milliers de personnes. Le pays est maintenant en paix, mais la situation économique est difficile. Le régime militaire continue de gouverner le pays. Le FPLB a déclaré qu'il continuera de lutter pour l'indépendance du pays.

LES REL...
DANS LA...
du Prince...

Une plante,
normal de un homme ?

FRONT POUR LA LIBÉRATION DE L'IRAN
F.L.I.
Le Front pour la libération de l'Iran (F.L.I.) est un mouvement de résistance armée qui a été créé en 1979. Il a pour but de libérer l'Iran du régime des mollahs. Le F.L.I. a été créé par des Iraniens qui ont fui le pays après la révolution. Ils ont été soutenus par le gouvernement américain. Le F.L.I. a mené une lutte armée contre le régime des mollahs. Le conflit a duré de 1979 à 1982. Le F.L.I. a été vaincu en 1982. Le régime des mollahs a repris le pouvoir. Le F.L.I. a continué de lutter pour la libération de l'Iran. Le conflit a été une grande épreuve pour le pays. Il a coûté la vie à des milliers de personnes. Le pays est maintenant en paix, mais la situation économique est difficile. Le régime militaire continue de gouverner le pays. Le F.L.I. a déclaré qu'il continuera de lutter pour l'indépendance du pays.

ASIE

Birmanie

La guerre oubliée des Karen contre le gouvernement de Rangoon

De notre envoyé spécial

Kaw-Moo-Rah. — Joseph adore Liset, Rachmaninov et Chopin. Pour ne pas perdre le main, il se met parfois au piano de l'église-baptiste. Un piano dans la jungle... Car Joseph a tout quitté pour s'en aller rejoindre, au beau milieu de la jungle, ses frères les Karen, qui tentent d'arracher au gouvernement birman ce fameux droit à la différence.

Kaw-Moo-Rah, où Joseph travaille depuis près de deux ans au département du commerce, est un village de fortune, bâti à l'écart du front, le long de la rivière Mae Moe, qui sert de frontière avec la Thaïlande. C'est dans ce bourg de quatre mille habitants que le général Bo Mya, président de l'Union nationale Karen (KNU), lors d'une récente conférence de presse, a dénoncé « la nature totalitaire et chaotique du gouvernement de Rangoon », puis réitéré « les allégations mensongères d'un régime qui cherche à démanteler notre révolution ».

De nature pacifique, les Karen, qui se disent les premiers habitants de la Birmanie, ne veulent pas passer pour des belliqueux, des va-t-en-guerre. Ils s'accrocheraient presque d'en être réduits à employer la manière forte. Ce qu'ils revendiquent pour eux-mêmes et les autres minorités ethniques, c'est « une très large autonomie au sein d'un Etat fédéral » et le droit pour les Républiques qui composent l'Etat de faire ultérieurement sécession. Il y a maintenant trente-trois ans qu'il se bat pour obtenir gain de cause. En vain.

A les en croire, les contrôles, environ un tiers de l'Etat karen et quelques trois millions d'habitants, ils évaluent leurs forces à dix mille soldats et vingt mille miliciens. Depuis le début de la saison sèche, leur armée a réussi à repousser les offensives des troupes gouvernementales et, selon des sources thaïlandaises, à mettre hors de combat plus de cent assaillants. En février dernier, dix-huit d'entre eux ont été faits prisonniers, puis relâchés après avoir été dûment avertis. L'agence de presse birmane a même récemment indiqué que des éléments karen avaient assisté une volée d'artillerie près de Moulmein, dans le Sud du pays, provoquant le déraillement d'un train et la mort de trois voyageurs.

« Une plante, un animal ou un homme ? »

A ce jour, les minorités ethniques en lutte contre le gouvernement de Rangoon n'ont pas monté d'opérations militaires conjointes. « Pour des raisons géographiques », explique le général Bo Mya, car nous sommes éloignés les uns des autres. Le Front national démocratique, qui rassemble ces tribus depuis 1978 sous l'égide de la KNU, n'est donc qu'un « dire de papier ». Au reste, n'y a-t-il pas eu association ni les Kachin, trop liés au parti communiste birman, ni l'Armée shan unie, trop compromise dans le trafic de la drogue. « Disu est avec notre révolution », affirme, en bon adventiste, le général

Bo Mya. Malheureusement, sur la terre des hommes, aucun gouvernement — à l'Est comme à l'Ouest — n'est décidé à lui prêter main-forte. « Les grandes puissances hésitent à aider les peuples opprimés », constate-t-il avec amertume. Même l'ONU est à leur service. Les dirigeants karen ont envoyé des délégations à Pékin, à Singapour et à Taiwan, notamment, espérant des lettres aux quatre coins du monde. Un échec diplomatique sur toute la ligne.

Les dirigeants karen imaginent que la chute du général Ne Win, l'homme fort de la Birmanie, « pourrait arranger bien des choses ». Pour l'heure, ils n'ont pas d'autre choix que de se battre. Des armes et des munitions, ils arrivent à s'en procurer. « Beaucoup sont prises à l'ennemi », assurent-ils. D'autres — peut-être le plus grand nombre — sont achetées en Thaïlande. Au total un matériel hétéroclite, de fusils chinois, américains, allemands.

Les recettes du marché noir — les produits qui, de Bangkok à Rangoon, transitent à travers leur territoire, sont frappés d'une taxe de 5 % — ainsi que les bénéfices tirés de la vente de certains minerais comme l'antimoine ou de pierres précieuses permettent d'alimenter le budget de guerre. « L'Etat karen » ne risque-t-il pas de devenir ainsi un Etat marchand ? « Même sans le commerce, nous continuerons d'exister », se défend le général Bo Mya.

Qu'est-ce qu'un Karen, au juste ? « Beaucoup de gens à travers le monde hésitent entre trois réponses : une plante, un animal ou un homme », note un responsable de cette ethnique. Joseph sait en tout cas que le combat sera encore très long. « Du moins, ce passionné de musique romantique pourra-t-il s'exprimer, à sa manière, au piano de l'église baptiste : la nostalgie des siens. En espérant qu'un jour cet air venu de la jungle soit entendu.

JACQUES DE BARRIN.

PROCHE-ORIENT

Bahreïn

L'Egypte sera accueillie à bras ouverts quand elle voudra réintégrer la famille arabe

nous déclare le cheikh Khalifa, premier ministre

De notre envoyé spécial

Manama (Bahreïn). — L'Egypte pourra réintégrer la famille arabe quand elle le verra opportun, et elle sera accueillie à bras ouverts. Le premier ministre de Bahreïn, le cheikh Khalifa Ben Salman, répond avec autorité à nos questions, même quand elles sont adressées au chef de l'Etat, l'émir Issa Ben Salman, son frère aîné assis à ses côtés. La conversation à bâtons rompus se déroule dans le bureau d'apparat du cheikh Mohamed Ben Moubarak et de M. Tariq Al Moayed, respectivement ministres des Affaires étrangères et de l'Information. Le souverain, qui préfère se cantonner dans le rôle d'arbitre, émet le vœu que la nation arabe consolide son unité afin de favoriser l'établissement de la paix au Proche-Orient. Il affirme, à plus d'une reprise, que l'échange de visites au plus haut niveau entre dirigeants bahreïnites et français est « indispensable » à une meilleure compréhension mutuelle.

Au cours d'un deuxième entretien, le premier ministre a exposé dans le détail la politique étrangère de son gouvernement avec une franchise qui ne manquera pas de susciter dans nos rangs, du moins l'étonnement dans certaines capitales arabes. Compte tenu des rapports étroits qu'entretient Bahreïn avec l'Arabie Saoudite, on peut penser que ces propos officiels reflètent dans une large mesure l'opinion des dirigeants de Ryad et sans doute celle de la plupart des régimes arabes « modernes ». Le dirigeant bahreïnite estime de toute évidence qu'il est temps de mettre un terme à la sanction infligée à l'Egypte à la suite de la paix qu'elle a conclue avec Israël. « Je vais vous lire le fond de ma pensée », commence le cheikh Khalifa. Du moment de son accession au pouvoir jusqu'à sa mort, Saïdate a servi sincèrement son pays et l'ensemble du monde arabe. C'était un homme désintéressé. Il faut être honnête et le dire tout haut : il nous a tous soutenus sans demander

rien en échange et il nous a toujours tenus au courant de toutes ses démarches jusqu'au plus petit détail. Nous espérons qu'il réusira dans la tâche qu'il s'était assignée, à savoir la conclusion d'une paix globale durable au Proche-Orient. Malheureusement, le président Carter l'a lâché en route, portant ainsi un coup sévère à la sécurité et à la stabilité de la région. »

Le premier ministre bahreïnite s'en prend ensuite à l'hypocrisie d'une bonne partie de la presse arabe, qui, après avoir dénoncé sans relâche la visite de Saïdate à Jérusalem, adule actuellement son successeur, M. Hosni Moubarak. « Le nouveau président égyptien est certes un homme modeste », déclare-t-il, mais soyons conséquents : ne poursuit-il pas fidèlement la politique de Saïdate ? Pourquoi dès lors ces différences de traitement ? La vérité est que l'Egypte est partie intégrante de la nation arabe, laquelle ne peut pas s'en passer. Nombre de gouvernements de la région souhaitent la réintégrer au sein de la Ligue arabe, sans lui poser de conditions irréalistes et humiliantes. C'est à M. Moubarak de décider du moment qu'il jugera opportun. En tout cas nous attendons tous avec impatience l'annonce du Sinat le mois prochain. »

Paris « ne contribue pas à la paix »

Si le chef du gouvernement bahreïnite se cache à cet égard sous la généralité, le chef de la diplomatie, le cheikh Mohamed Ben Moubarak, donne davantage de précisions. « Il va de soi, nous déclarons-t-il, que l'Egypte pourrait difficilement être réintégrée si elle devait se contenter du premier volet des accords de Camp David, celui de la paix séparée avec Israël, en s'abstenant de poursuivre la route conduisant à un règlement général et définitif dominant satisfaction aux Palestiniens. »

L'opinion arabe, désespérée de la France, tourne ses regards vers Moscou. Elle tend à percevoir les Soviétiques comme leur dernier recours, comme des sauveurs, car elle ne distingue pas de différence entre la politique de M. Reagan et celle de M. Mitterrand, même s'il est vrai que ce dernier tient un autre langage. Les Arabes ont mis : ils émettent aujourd'hui davantage compte des notes concrètes que des belles paroles. »

Le cheikh Mohamed prédit des « catastrophes », une « série d'explosions » au Proche-Orient, dans le cas où « la partialité de nos amis occidentaux » persisterait.

Il réitère, avec la même rigueur que le premier ministre, la volonté de parvenir à une « paix globale, juste et définitive » avec l'Etat d'Israël. « Le plan Péd est, dans la pratique, celui de la quasi-totalité des pays arabes, et sera sans doute formellement adopté au prochain sommet, assure-t-il. Nous demandons à l'Europe, à la France en particulier, d'encourager Israël à réagir positivement à nos propositions, car il faut être deux pour se réconcilier. »

De toutes les conversations que l'on peut avoir à MANAMA, on retire la nette impression que ni la paix séparée entre Le Caire et Jérusalem ni même la présence d'une ambassade israélienne au bord du Nil ne gênent outre mesure les responsables. Reste à savoir si le point de vue des « modernes » du Golfe l'emportera au sein de la Ligue arabe.

ERIC ROULEAU.

GAP WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
BMW
50 ANS D'EXPERIENCE
AU SERVICE
D'UNE CLIENTELE DE QUALITE
215, AVENUE JEAN LOLLIVE (N. 3)
93500 PANTIN - 640.40.64

Vient de paraître LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

par Philippe Mareau-Dufargues Directeur d'Etudes à Sciences PU-Paris



LE FIGARO

Ce tout nouveau Manuel sera salué par les jeunes classes à qui il apporte un ouvrage comme celui-ci.

politique étrangère

Un remarquable instrument de travail pour le grand bénéfice des élèves et de tous ceux qui souhaitent un éclaircissement pour la "grande politique".

Lire

L'auteur propose une présentation claire et exhaustive des données, problèmes et bouleversements des Relations Internationales d'aujourd'hui.

AUX EDITIONS S.T.H.
6, avenue Léon-Heluy
75016 Paris Tél. : 527.10.15
352 pages

FRONT POUR LA LIBERATION DE L'IRAN

Lors de sa conférence de presse du 19 janvier 1982 à Paris, le Dr Ali Amiri, ancien premier ministre de l'Iran, a annoncé la formation du Front pour la Libération de l'Iran dont l'objectif est de coordonner les activités des différents groupes ou individus opposés au régime de Khomeini.

Le F.L.I. invite tous les Iraniens attachés à la défense de la démocratie et de l'indépendance nationale à soutenir ses efforts pour coordonner les activités des forces d'opposition.

A ce jour, plus de cinquante organisations se sont ralliées au F.L.I. et des millions d'Iraniens y ont apporté leur soutien.

L'emvergure de notre tâche requiert plus qu'une simple expression de soutien. Sa réussite finale reposera avant tout sur le rassemblement actif de tous nos concitoyens à participer à cette grande tâche et leur demandons de se joindre à nous en répondant au questionnaire ci-dessous et en nous adressant leurs suggestions.

F.L.I.
15, avenue Victor-Hugo,
75116 PARIS.

فروخوان جبهه نجات ايران

سال نو سال نجات ايران

هموطن : همیشه ملت با فکر روشن و پیروزی حیات بر مرگ و استبداد و تاج و تبارگی خود مایه مبارزه با استبداد است. با اطلاع و پیوندیت جبهه نجات ایران در صحنه مبارزاتی اول بهمن ماه در کرجی امنیتی و اعلام پشتیبانی به پیش از پنجاه گروه و سازمان سیاسی و هزاران نفره و سازمان خارج از کشور و وقت آن رسیده است که با رابطه و مشارکت تمام نیروی انسانی و بد و بدو و کارکنان ایرانی و درجهان فارغ از اختلافات ملیت و ادنی سیاسی و دین و کسب خود شما برانده آبادی برای بازسازی ایران در بین خود تا به از استقامت و حاکمیت ملی و آزادی و دموکراسی جانشین وضع استبداد فعلی گردد.

به این جهت از شما درخواست می‌گردد : خواهشمند است فوراً زودتر برگردید و نه نشانی ما بنویسید. امیدواریم سال نو برای شما و وطن و دستان و سال آزادی و نجات ایران از استبداد و انحطاط کویتی باشد. به امید مشارکت و پیوند شما هموطنان.

جبهه نجات ایران
نشانی پستی :
F. L. I.
15 AVENUE VICTOR HUGO
75116 PARIS - FRANCE

نام و نام خانوادگی : _____
تلفن : _____
آدرس : _____
شماره کارت : _____
ملاحظات : _____
نور ! ☐ حداقل سه ماه فرصت ☐ درخواست چک بزرگاری هستید ؟

Algérie

20 ANS



VIENT
DE PARAÎTRE
EN LIBRAIRIE
280 pages 55F (diff. Le Seuil)

Mémoire. Pour beaucoup de Français, l'Algérie c'est là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée, terre d'enfance, terre des origines. Pour d'autres, l'Algérie est demeurée scandale ou devenue résignation. Nostalgies équivoques. Ils disent encore "notre" en parlant d'elle.

Présent. Pour les Algériens, l'Algérie au présent est l'aboutissement d'élans, d'espoirs, de tentatives, de recherches, de doutes, d'échecs... Car ils ont voulu tout faire : révolutions agraire, industrielle, culturelle, internationale... Et ils s'affrontent sur le choix du modèle de société, la place des femmes, de l'Islam, et des minorités nationales.

autrement
4 rue d'Enghien 75010 Paris tél. 770 12 50

L'AUTRE ATELIER

PROCHE-ORIENT

APRÈS LE VOYAGE DU PRÉSIDENT FRANÇAIS EN ISRAËL

Hassan II est « déçu » que M. Mitterrand « n'ait pas dit leurs quatre vérités aux Israéliens »

Dans sa première réaction publique à la visite du président de la République française en Israël, le roi Hassan II du Maroc s'est déclaré mercredi 17 mars, « déçu » par le discours de M. Mitterrand devant la Knesset, le 4 mars. Invité de l'émission « Face au public » de France-Inter enregistrée à Casablanca, le souverain a rappelé qu'il avait émis le vœu, lors de son passage à Paris fin janvier, que M. Mitterrand dise « aux Israéliens leurs quatre vérités » comme il l'avait déjà fait entendre publiquement et en tête à tête. Il avait, en outre, affirmé, au cours de sa conférence de presse, qu'il était persuadé que le président : « qui a bien bossé pour Israël, bossera bien pour les

Palestiniens ». « S'il a bossé, a constaté le monarque, il a un petit peu manqué de punch ».

Le roi du Maroc assure s'être attendu à un discours « plus ferme » et « plus clair » et a vu plutôt « un président de la République français courtisé, désireux de se maintenir dans un chemin médian, mais un peu trop près de l'égard de l'agressivité des Israéliens ».

M. Mitterrand aurait pu « tout en parlant des Palestiniens de la Palestine occupée, conserver à l'O.L.P. son rôle de leader », a poursuivi le souverain.

Le souverain chrétien, qui est également président du comité « Al Qods » (Jérusalem), a estimé que la prochaine réunion du Conseil de l'Europe dans la Ville sainte « ne ferait rien pour que la France et l'Europe jouent un rôle positif dans les mois qui viennent au Proche-Orient ».

Il a indiqué que les interlocuteurs européens, qui avaient reçu des émissaires marocains à ce sujet, avaient « promis de déployer des efforts pour que cette réunion n'ait pas lieu à cet endroit-là ».

En ce qui concerne les relations entre Tripoli et Rabat, le roi du Maroc a qualifié le colonel Kadhafi de « voyou, mais voyou sur le plan mystique, c'est-à-dire presque mécréant ». Il a ajouté qu'il n'avait aucune preuve que le colonel Kadhafi organise le terrorisme international, mais que « cela ne l'étonnerait pas ».

Le roi s'est aussi déclaré déçu par l'attitude de l'Algérie, notamment en ce qui concerne la question de l'admission contestée au sein de l'O.U.A. de la République arabe sahraoui démocratique (RASD). Il a estimé que le comportement d'Algérie au dernier conseil des ministres de l'O.U.A. à Addis-Abeba « ne laisse plus la moindre équivoque ». « J'ai poussé un ouf de soulagement », a-t-il ajouté, « je reprends ma liberté d'action, je dois dire que sur le plan militaire comme sur le plan international et politique, ça me libère car j'avais d'autres cartes à jouer ».

Enfin, comme les journalistes demandaient avec insistance si le Maroc accordera des facilités militaires aux Américains, le souverain a rétorqué : « C'est une réponse qui ne vous regarde pas ».

LES DIRIGEANTS DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE EXPRIMENT LEUR « GRANDE SATISFACTION »

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), dont le comité directeur s'est réuni le 16 mars, a déclaré, à l'issue de cette réunion, « rendre acte avec grande satisfaction de tout ce que ce voyage (du président de la République en Israël) a comporté d'exceptionnel et d'émouvant ».

L'agence télégraphique juive fait, d'autre part, état d'une lettre que M. François Mitterrand a adressé au CRIF, dont le président est M. Alain de Rothschild, dans laquelle le chef de l'Etat déclare partager avec celui-ci son « aspiration à la reprise d'un vrai dialogue entre les deux pays ».

M. Emile Touati, l'un des dirigeants du CRIF et du Consistoire, écrit notamment dans son éditorial du « Journal des communautés » : « Le geste est quelquefois encore plus important, et plus chargé de significations, que la parole (...). Mais le discours lui-même de M. François Mitterrand devant la Knesset fut noble. Cette étape doit déboucher sur des progrès tangibles. Elle serait évidemment totalement compromise si elle était « compensée » par une invitation d'Arafat à Paris ».

Israël

L'« invention » de M. Meridor

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Yaacov Meridor a vraisemblablement perdu toute chance de succéder un jour à M. Begin. Voici un an, à la surprise générale, le premier ministre avait demandé à cet ancien compagnon de route devenu un homme d'affaires prospère de quitter sa retraite politique pour venir l'épauler dans la campagne électorale et pour être éventuellement son dauphin (le Monde du 7 août 1981). Mais M. Meridor, qui n'a pas ménagé ses efforts pour contribuer à la victoire du Likoud en juin, est aujourd'hui la risée des Israéliens et la honte des partisans de M. Begin, à tel point qu'il vient d'envoyer de démissionner de son poste de ministre, sans portefeuille, chargé de coordonner la politique économique.

L'« affaire Meridor », a, depuis plusieurs jours, éclipsé tout le reste de l'actualité et a déclenché à la Knesset une tempête donnant à l'opposition travailliste, en perte de vitesse, l'occasion de manifester son agressivité. M. Meridor prometait depuis des mois de révéler une invention miraculeuse qui devait bouleverser l'histoire d'Israël.

« Bien est surpris qui croyait surprendre », telle pourrait être la morale de cette tragi-comédie à suspense montée par M. Meridor, mais dont le dénouement lui a échappé. Ce personnage, pittoresque, bouillonnant d'idées et qui a toujours eu le goût de la mise en scène, aura appris que la publicité peut être une arme à double tranchant. Deux jours avant les élections, M. Meridor avait soudain annoncé que les chercheurs travaillant à son service étaient en train de mettre au point un nouveau procédé permettant de produire de l'électricité à très bon compte.

Selon lui, les Arabes allaient en être réduits « à boire leur pétrole » et les dirigeants euro-

péens ne seraient à l'avenir plus obligés de « leur lécher les bottes ». En Israël, où l'on est obnubilé par l'impression de puissance que donnent les pays « ennemis », producteurs de pétrole, de pareilles affirmations ont pu influencer l'électeur. Les travaillistes ont amèrement dénoncé « s'il n'y avait pas eu l'élection ».

Entré dans l'« excès du mystère » sur la nature exacte de l'invention, M. Meridor avait suscité des soupçons, mais il se défendait en déclarant qu'il allait garder le secret pour ne pas attirer la convoitise de la concurrence. Enfin, il devait livrer au 15 mars le moment de la révélation, qui serait annoncée de la tribune de la Knesset. Hélas pour lui, le matin même, la presse a dévoilé l'identité de l'« inventeur ». Coup de théâtre ! M. Daniel Berman jouit d'une certaine notoriété, mais il s'agit de celle que lui ont données, en 1980, les tribunaux en le condamnant à trente mois d'emprisonnement avec sursis pour escroquerie, abus de confiance et vol. A plusieurs reprises, M. Berman s'est attribué des diplômes et des qualifications qu'il n'a jamais obtenus. Il s'est même fait passer pour commandant, alors qu'il n'était que caporal.

Auparavant, la télévision avait montré le prototype de l'appareillage mis au point par M. Berman. Ce n'est qu'un système destiné à accroître le rendement des turbines, actuellement utilisées pour produire de l'électricité... M. Meridor, qui a affirmé avoir tout ignoré du passé de son protégé, a proposé à M. Begin de lui remettre sa démission. Le premier ministre l'a refusée dans l'immédiat pour ne pas donner satisfaction à l'opposition, mais la carrière politique de M. Meridor semble définitivement compromise.

FRANCIS CORNU.

Égypte

UN OULÉMA MODÉRÉ EST NOMMÉ À LA TÊTE DE L'UNIVERSITÉ D'EL-AZHAR

Le cheikh Abderrahmane Blass, recteur d'El-Azhar et grand imam d'Égypte, étant mort subitement le 9 mars, le président Mubarak a nommé, mercredi 17 mars, un autre ouléma, le cheikh Ali Gad El Elaq, à la tête de l'université cathédrale « (Jacques-Berque) de l'Islam sunnite ».

Le cheikh Gad El Elaq, docteur en théologie islamique, était jusqu'à sa promotion, ministre des waqfs (biens religieux de main-morte), poste auquel il avait accédé après avoir occupé, à l'époque de Sadate, les hautes fonctions de grand mufti d'Égypte — l'équivalent, mutatis mutandis, de l'archevêque de Paris. Le cheikh Gad El Elaq passe pour un musulman pondéré. En juin, lors des sanglants incidents confessionnels du Caire, il avait été la seule personnalité islamique à réprimer, même si ce n'était que du bout des lèvres, la violence intégriste.

Le recteur d'El-Azhar, qui porte aussi le titre de « cheikh de l'Islam », est traditionnellement considéré, bien qu'il soit toujours Égyptien, et chouchou par Le Caire, comme la plus haute autorité morale de l'Islam orthodoxe. Sunnite depuis plusieurs siècles, El-Azhar a été fondée il y a mille ans par la dynastie chérifienne (hérodote) des Fatimides ; elle demeure, malgré son enseignement théologique sécularisé, le plus prestigieux des foyers spirituels et universitaires du monde musulman pour les sunnites, mais aussi pour nombre de chiites.

J.-P. P.-H.

Libye

L'annonce de la libération de la famille Dupont

CLÉMENCE A L'ESBROUFE

« Graciés » mercredi 17 mars par le colonel Kadhafi, Mme Denise Dupont et ses deux fils Alain et Jean-Claude, incarcérés depuis avril 1980 à Tripoli et condamnés en février à la prison à vie pour « espionnage au profit de l'impérialisme américain et du sionisme » (le Monde du 23 février), devaient être de retour en France dimanche 21 ou lundi 22 mars. Seul le fils cadet, Jean-Claude, se trouve actuellement dans un état psychique à peu près normal. Ce jeudi 18 mars au matin, aucun des membres de la famille Dupont n'avait encore été remis au consul de France.

Ainsi se termine — sans doute grâce aux démarches discrètes de diplomates français et d'élus locaux du nord de la France, dont les Dupont sont originaires, mais aussi peut-être grâce à l'intervention du chancelier Kresky qui recevait récemment, à Vienne, le Guide de la révolution libyenne — une tragi-comédie où le tragique l'emportait largement sur le comique.

D'aucuns seront peut-être tentés de célébrer la « clémence » du colonel Kadhafi sans mesurer toute la part d'esbroufe qui comporte son geste. Il est trop facile de vouloir faire passer pour l'Orchestre rouge trois notes manifestement gardés en Afrique arabe et de se donner ensuite les gants de l'« égaré ». Cette méthode n'est malheureusement pas propre à la Libye, Alger, sans aller plus loin, y ayant parfois eu recours lors de périodes de tension avec Paris à l'époque de Boumedienne. Il arrive, en effet, que le faussaire puisse être « payant » en diplomatie. Tripoli l'a bien compris, qui vient de supprimer un obstacle psychologique important sur la voie de ses retrouvailles avec l'Europe occidentale — J.-P. P.-H.

BULICK
Styler 9 cv
Jean Charles s.a.
28, rue Claude Toppin Paris 10° 524.43.33

CARON AU 34 AVENUE MONTAIGNE: ICI, TOUT N'EST QUE LUXE ET VOLUPTÉ.

PARFUMS, poudres, pinceaux, houppettes, flacons de cristal : tous les produits Caron, d'aujourd'hui et d'hier, sont désormais réunis au 34 de l'avenue Montaigne à Paris. La nouvelle boutique des parfums Caron est une boutique-palais. « Nocturnes », le dernier succès de Caron, y tient la

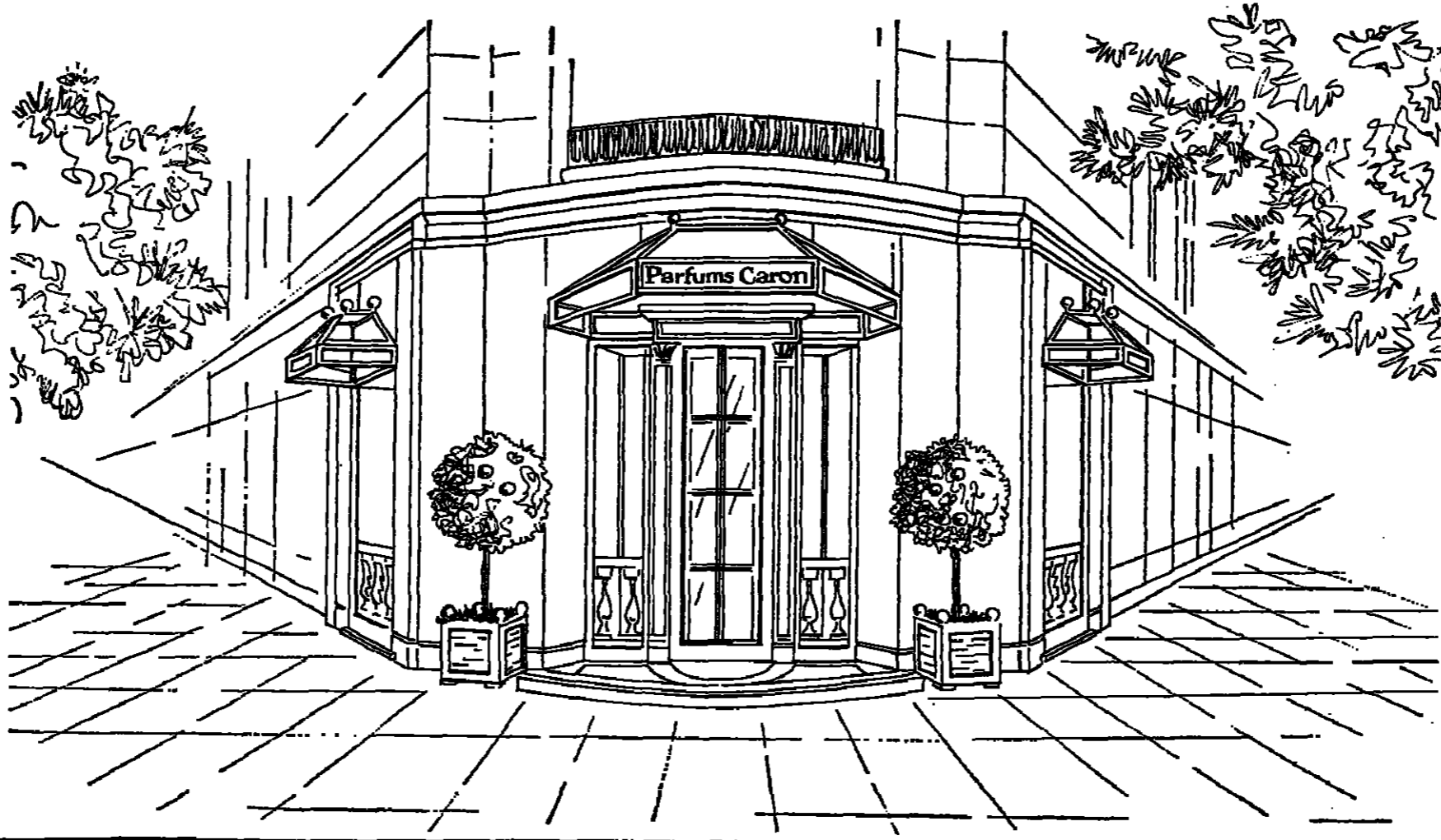
vedette. Parfum fleuri, passionné, voluptueux comme la nuit, il a déjà ses inconditionnelles. Comme « Rose » ou « Or et Noir » avait les siennes. D'ailleurs, on ne les a pas oubliés ces parfums d'autrefois qui depuis 1904 ont rendu célèbre le parfumeur Caron. Si quelques onces de « French Cancan »

ou de « Violette Précieuse » vous font envie, choisissez. Vous les emporterez dans un flacon créé pour Caron en 1927.

Caron Montaigne n'est pas une boutique comme les autres. C'est un véritable palais des parfums. Ici, Caron a créé pour ses parfums un uni-

vers qui leur ressemble : immenses tables de marbre gris, vasques, miroirs, fontaines de cristal d'où coulent les parfums...

Il faut voir Caron Montaigne. C'est aujourd'hui le rendez-vous de tous ceux qui chaque jour font le geste du parfum.



Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS CANTONALES

Le pouvoir est conduit à se préoccuper davantage de son électorat populaire

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand n'a pas lieu de penser qu'il s'agit d'un revers catastrophique : il estime que la réalité du rapport de forces entre la gauche et la droite a été mesurée lors du premier tour de l'élection présidentielle. Le premier ministre s'est d'ailleurs lui-même appuyé sur ce résultat mercredi soir à TF1 pour faire apparaître la progression des socialistes (de 28,5 % à 31,7 % avec le M.R.D.). Le P.C. passant de 18,3 % à 18,7 %. Mais, mal dirigé, ne saurait se satisfaire du constat des progrès du P.S. dans un recul d'ensemble de la gauche. Il est pour le moins inquiétant, pour tout président quel qu'il soit, même s'il a pris soin de ne pas s'engager lui-même dans la bataille électorale, de constater qu'après dix mois de gestion il n'a pas commencé à modifier le rapport de forces en sa faveur. A l'heure même, le chef de l'Etat avait fait part de sa volonté de « rassembler », pour mobiliser « toutes les énergies » autour d'un projet de redressement de l'économie du pays. Il peut constater aujourd'hui que son gouvernement ne rassemble guère. Il est en droit de s'inquiéter sur les raisons pour lesquelles les élections cantonales, à la condition de certaines catégories sociales ne portent pas leurs fruits électoraux. Il peut être tenté de chercher la cause de ce manque à gagner dans une formule qu'il n'a pas utilisée mais qui traduit sa pensée : au fond, le gouvernement « vend mal » sa politique.

La barque ». Ce retard devait être corrigé grâce à la procédure des ordonnances, adoptée en raison de la rapidité qu'elle permet. Les difficultés qui ont accompagné l'adoption de l'ordonnance sur les trente-neuf heures ont conduit le pouvoir à repousser (pour éviter qu'elle ne se « renouvellent ») l'adoption de l'ordonnance sur l'abaissement de l'âge de la retraite... au lendemain des élections cantonales. En matière sociale, les progrès sont donc, en principe, à venir.

Il reste que le premier tour des élections cantonales a mis en lumière la difficulté pour le pouvoir d'éviter que ne s'exerce son assise sociale (le Monde du 20 février). M. Mitterrand, qui a su mettre en place une dynamique de la conquête du pouvoir, n'a pas encore su créer une dynamique de la gestion du pouvoir. D'une façon générale, il souhaite que le gouvernement sache changer les structures en profondeur sans heurter les sensibilités. Il a donc invité les ministres à agir sans braver ni heurter telle ou telle catégorie. Le chef de l'Etat sera sans doute conduit, lors du prochain conseil des ministres le jeudi 25 mars, à tirer lui-même, officiellement cette fois, les leçons de l'ensemble du scrutin. En attendant, recevant comme chaque mercredi les principaux leaders socialistes à déjeuner, il n'a donné qu'une consigne : « Battez-vous ! »

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Mauroy a « confisqué » la télévision...

Les porte-parole de l'opposition se sont vivement émus, mercredi 17 mars, de la décision prise par M. Pierre Mauroy de mener campagne pour le second tour de scrutin, par le canal direct des médias, après avoir opté, avant le premier tour, pour une série de meetings en province. Le Figaro du jour avait donné le ton en titrant sur cinq colonnes à la une : « Mauroy confisque la télévision ». Le premier ministre, en effet, avait été invité à participer, mercredi soir, au journal de 20 heures de TF 1, comme M. Jacques Chirac l'avait été lundi et M. Jean Lecanuet mardi. Mais le « bruit » avait aussi couru, mardi soir, que M. Mauroy s'était « invité » à Antenne 2 pour le vendredi 19 mars.

Au nom du R.P.R., M. Charles Pasqua a aussitôt protesté contre cette « monopolisation des médias » laquelle se livrait le premier ministre et le gouvernement pour le deuxième tour des cantonales.

Au nom de l'U.D.F., M. Michel Pinton a affirmé que cette « prise en main accrue de l'information (...) constitue un manquement grave aux règles de l'équité et du pluralisme démocratique ».

Le chef du service politique d'Antenne 2, M. Noël Copin, a réduit ces protestations à leur juste valeur en soulignant que, contrairement aux informations erronées publiées à ce sujet,

M. Mauroy avait bel et bien été invité à s'exprimer sur la deuxième chaîne de télévision, mais que les programmes respectifs du premier ministre et d'Antenne 2 empêchaient que cette invitation soit honorée avant le premier tour. Elle le sera au lendemain du second. Ce journaliste a précisé qu'il n'y avait eu « aucune pression et encore moins confiscation » d'Antenne 2. Il reste que le premier ministre a effectivement mené campagne sur TF 1, mercredi soir, après avoir assisté, en spectateur muet, à la présentation du journal télévisé. Il a expliqué aux téléspectateurs que les socialistes veulent simplement réaliser « sans précipitation » le programme de M. François Mitterrand, répété que le « changement » est « une affaire de longue haleine », et indiqué, à propos des difficultés des paysans, qu'il s'entreprendra la semaine prochaine de dossier des prix agricoles avec M. Helmut Schmidt. Comme il avait beaucoup parlé, au goût, semble-t-il, du présentateur du journal, on ne lui a donné que « quelques secondes » supplémentaires pour donner le point de vue du gouvernement sur l'implantation des missiles soviétiques en Europe occidentale.

A quatre jours du second tour, M. Mauroy a ainsi « confisqué » la télévision pendant... huit minutes ! Assurément, la « prise en main » s'accroît... — A. R.

DEUX DÉBATS

M. Mermaz (P.S.) : il peut y avoir des forces de progrès à notre droite

M. Guichard (R.P.R.) : il est déshonorant pour la France d'avoir des ministres communistes

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a estimé mardi 16 mars, au cours d'un débat avec M. Olivier Guichard (R.P.R.) organisé par France-Inter, que, si la majorité a subi « un manque à gagner du côté du parti communiste » à l'occasion du premier tour des élections cantonales, c'est parce qu'il n'y a pas eu une mobilisation suffisante dans l'électorat de ce parti. Évoquant le cas des candidats classés « divers gauches », M. Guichard a souhaité que soit publiée la liste de ces candidats, ajoutant : « Ce sera alors un état de rire partant parce que, la plupart du temps, il s'agit de candidats qui sont depuis longtemps dans l'opposition au pouvoir socialiste actuel. » Parlant du rythme du changement, le député socialiste de l'Isère a observé : « Faire une pause, c'est changer de politique. Accélérer, ce serait le signe qu'on s'inquiète, qu'on s'alarme, qu'on se précipite. Il faut aller à notre rythme et faire les choses que nous avons promises de faire. »

« L'alternance, à enemble déclaré M. Mermaz, sera un jour entre les forces de progrès ; il peut y avoir des forces de progrès à notre droite, c'est bien évident, en dehors du parti socialiste. » Estimant « déshonorant pour la France d'avoir des ministres communistes dans le gouvernement », M. Guichard a affirmé : « Puisqu'on cherche à faire quelque chose pour reconstruire et aider la Pologne, il y avait au moins une sanction qui était à notre disposition, qui ne gênait personne, pour laquelle nous nous sommes vu demander l'avis des ministres du gouvernement français. Je ne sais pas si cela aurait réchauffé le cœur des Polonais, à ajouté le maire de La Baule, mais cela aurait été plus digne de notre parti. » M. Mermaz a répondu à ce sujet : « Nous entraînons dans un mouvement patriotique l'électorat communiste. Moi, je me souviens que le général de Gaulle, même s'il a parfois travaillé avec les communistes à certains moments de sa vie, a toujours eu la présence d'esprit de ne jamais les insulter. » Il s'est contenté d'insister sur leur sujet le mot de « séparatisme », a répliqué M. Guichard, et de dire qu'ils étaient à l'Est. » (L.)

(1) M.D.L.R. — La formule selon laquelle « les communistes ne sont pas à gauche mais à l'est » a souvent été utilisée par Guy Mollet. L'auteur en est Edouard Depierre, premier secrétaire national du P.S.U., délégué en octobre 1961, et non le général de Gaulle.

Le fonds et la forme

Ces questions ont été abordées mercredi 17 mars en conseil des ministres. Compte tenu de l'heure tardive, le chef de l'Etat a souhaité que, après l'exposé de M. Defferre présentant les résultats du premier tour, la discussion ne soit pas trop longue. Mais un premier échange a eu lieu. A aucun moment M. Mitterrand ne s'est décollé de l'équipe gouvernementale : son souci était d'écouter et d'analyser les causes d'une situation, et de s'attacher aux moyens de la redresser ; d'insister en quelque sorte sur la volonté qui doit être commune de réagir.

Il n'empêche que se sont les méthodes de travail et d'explication du gouvernement qui sont en cause ; que trop de membres du gouvernement ont commis trop de maladresses ; et qu'il convient d'indiquer tous les pôles du pouvoir (gouvernement, parti, groupes parlementaires) à un effort de rigueur et de discipline. Reste à savoir si l'on peut se contenter d'une explication qui privilégie la forme et non le fond de l'action gouvernementale. L'ensemble des communistes est précisément qu'à la faveur du recul de la gauche ne ressurgisse la problématique de la « pause » dans les réformes. Les réformistes de la droite ont compris l'intérêt qu'il y a pour eux à utiliser le thème de la « pause », écrit d'ailleurs l'hebdomadaire du P.C.F., « Révolution », publié vendredi 19 mars.

Aussi bien M. Mauroy que M. Jospin ont été fermes sur ce point : le changement, tel qu'il a été annoncé, doit se poursuivre. Il s'agit, pour le premier ministre comme pour le premier secrétaire du P.S., non pas tant de rassurer le partenaire communiste que d'agir en fonction d'une analyse du scrutin cantonal.

« Battez-vous »

Cette analyse a été ébauchée au conseil des ministres. Il en ressort que la gauche a, certes, payé le prix d'un certain nombre de mécontentements catégoriels, qu'il s'agisse des cadres, des paysans, ou des écologistes. Il faudra donc que le gouvernement, tiennent compte de ces mécontentements : le président de la République a donné l'exemple, mercredi, par une déclaration où ne peut plus fermer sur les questions agricoles : à Bruxelles, la France défendra « pied à pied », avec « opiniâtreté » les intérêts des agriculteurs français ; le P.S. n'était pas en reste : son éditorial a rencontré celui de la C.G.C. ; des groupes de travail vont être mis en place.

Mais, aux yeux du gouvernement, l'essentiel du « manque à gagner » enregistré le 14 mars ne se situe pas là : l'opinion générale est, semble-t-il, celle du chef de l'Etat est qu'une partie de l'électorat de gauche, donc de l'électorat populaire, a fait défaut à la majorité. Parce que, à tort ou à raison, cet électorat pense que les progrès sociaux tardent à venir.

Sans doute les premières mesures du nouveau pouvoir viendront-elles à opérer un certain nombre de retournements (allocations familiales, vieillesse, SMIC, etc.). Mais, face à la fronde patronale du dernier trimestre, et en raison des contraintes budgétaires, le gouvernement avait décidé de ne pas trop « charger

Pour le 150^{ème} anniversaire

Une odeur de soufre : Goethe, Nerval et le Docteur Faust

C'est la réimpression du Faust complet de Johann Wolfgang von Goethe dans la traduction incomparable de Gérard de Nerval, celle dont Goethe lui-même, disait : « en allemand, je n'aime plus lire mon Faust mais, dans cette traduction française, tout reprend fraîcheur, nouveauté et esprit ».

L'édition est accompagnée de trois suites d'illustrations hors-texte du XIX^e siècle signées Tony Johannot, Jean-Paul Laurens et Alexandrov-Liezen-Mayer, un superbe volume de 496 pages au format in octavo 14 x 21 cm.

On peut se demander si la rencontre de Goethe et de Nerval sous le patronage du docteur Faust est vraiment un hasard. Il y a comme une odeur de soufre dans l'air à propos de cette collaboration.



Faust de Goethe dans la traduction incomparable de Gérard de Nerval

Cet engouement commun pour le personnage devait conduire Goethe à écrire l'ouvrage le plus fort de la langue allemande et à trouver en Gérard de Nerval un traducteur prédestiné. Attention, c'est un livre démoniaque.

Un marché diabolique Le thème de Faust est singulièrement attachant : Le vieux docteur Faust se plaint de l'infirmité d'une

existence toute consacrée à des études stériles. Le Diable, sous les traits de Méphistophélès, lui propose la révélation de toutes les voluptés contre son âme. Le marché est conclu. Faust retrouve sa jeunesse en buvant un philtre. Il s'éprend de Marguerite qu'il séduit avec l'aide des subterfuges du démon. Marguerite devient folle à la suite de ses égarements et meurt absoute. Faust résiste au

Diable et son âme est sauvée grâce à Marguerite.

Une édition raffinée Quant à la réalisation de l'ouvrage, elle obéit à la tradition de qualité Jean de Bonnot. Le livre se présente sous reliure plein cuir décoré à froid sur les deux plats et à l'or véritable 22 carats sur le dos. Le reste est à l'avenant : beau papier filigrané aux canons, tranche de tête également dorée à l'or fin véritable, tranches, signet et pages de garde.

J'espère que vous apprécierez ce volume fait avec amour et respect, dans cette ancienne tradition librairie qui tend à disparaître, éliminée par l'utilisation de plus en plus poussée des techniques industrielles. Je pense qu'il est bon que nous préservions l'esprit et les tours de mains d'un travail d'art fait consciencieusement, avec des cahiers cousus au fil, des reliures en cuir naturel et un papier de la qualité d'autrefois.

Garantie à vie Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'âme une satisfaction inestimable. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

J. de Bonnot

GRATUIT

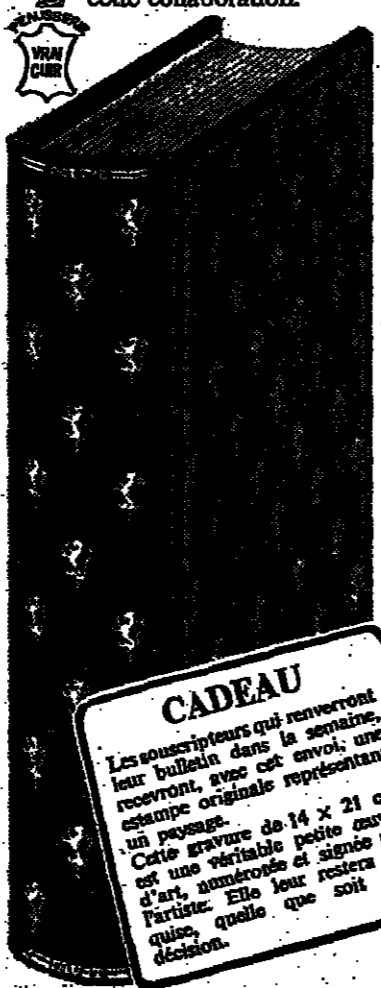
Prêtez-moi ce livre S.V.P.

BON à renvoyer à

Jean de Bonnot
7, fg Saint-Honoré
75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le volume du Faust de Goethe auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 121 F (+ 10,70 F de frais de port). Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE COMPLÈTE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
SIGNATURE _____



CADEAU Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, sans cet envoi, une gravure originale représentant un paysan. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera précieuse, quelle que soit leur décision.

PLUS DE RETOURS GACHÉS

CONFEZ LA GARDE DE VOTRE PATRIMOINE GARDIENNE TÉLÉSURVEILLANCE

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-LOUIS Tél. (1) 262.37.37

POLITIQUE

M. MARCHAIS : le P.C.F. a souffert de la « campagne » menée contre lui depuis 1977.

M. Georges Marchais, invité, mercredi 17 mars, du journal de 18 heures sur R.T.L. (1), a déclaré que l'absence de mobilisation de l'électorat de gauche, au premier tour des élections cantonales, s'explique par « une certaine quiescence après les grandes victoires de mai et juin, une sous-estimation des pouvoirs nouveaux accordés aux conseils généraux, sans doute, aussi, un peu de mécontentement : il y a probablement des électeurs qui pensent que les choses ne vont pas assez vite ».

Le secrétaire général du P.C.F. a évoqué aussi les « facteurs parasites » qui ont pu agir sur l'électorat communiste : la « campagne menée contre nous depuis 1977 », visant à présenter le P.C.F. comme « ne voulant pas aller au gouvernement, comme n'étant pas unitaire », « Sans doute, aussi, la Pologne », a ajouté M. Marchais. Il a réaffirmé que les communistes avaient « simplement pris une position qui avait comme objectif d'éviter le bain de sang » dans ce pays.

M. Marchais a souligné, d'autre part : « Nous n'appréhensions pas le résultat actuel [du P.C.F.] comme étant la conséquence de notre participation au gouvernement ».

(1) Le secrétaire général du P.C.F. devait participer, jeudi 18 mars, à un débat avec M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., puis au journal de 20 heures sur TF1.

A Huelgoat (Finistère-Sud) LE CANDIDAT DU P.C.F. SE RETIRE DEVANT UN « DISSIDENT »

(De notre correspondant.)

Brest. — Dans le canton de Huelgoat (Finistère-Sud), où le candidat du P.C.F. M. Marc Cozilis, adjoint au maire du chef-lieu, s'efface devant M. Daniel Créoff, maire communiste de Brest, qui s'était présenté bien que sa fédération lui eût préféré M. Cozilis, le retrait de celui-ci décidé par la fédération du Nord-Finistère et les sections locales du P.C.F., s'explique par la crainte de subir, au second tour, un échec encore plus cuisant qu'au premier. Le 14 mars, en effet, M. Créoff s'était placé en tête de la gauche avec 1 685 voix contre 1 278 pour M. Cozilis, dans ce canton tenu par le P.C.F. depuis trente-cinq ans. Même avec le report des voix socialistes et de l'U.D.F. (respectivement 370 et 97) sur M. Cozilis, celui-ci n'aurait pu l'emporter. D'ailleurs, ce transfert de bulletins était loin d'être assuré, une grande partie de l'électorat du P.S. et de l'U.D.F. s'étant déjà prononcée, au premier tour, pour M. Créoff. Celui-ci aura un seul adversaire au second tour, M. Guillaume Le Sargue (modéré).

Les communistes ont justifié le retrait de leur candidat par « la conception qu'ils ont de la démocratie et du socialisme à la française, c'est-à-dire respectueux du suffrage universel ». Cependant, ils n'ont encore donné aucune consigne de vote à leurs partisans. — J. de R.

PRÉSENT DANS 173 CANTONS Le P.S.U. a obtenu 0,26 % des suffrages exprimés en métropole

Le P.S.U. n'ayant pas communiqué à la presse la liste des cantons où il présente des candidats, on ne connaît pas le nombre de cantons où il est présent. Les résultats publiés dans le *Monde* du 18 mars, sous l'étiquette « extrême gauche », que leur avait attribués les préfectures (1), les suffrages obtenus par ces candidats ont été comptabilisés par nous dans cette même catégorie. Compte tenu des indications fournies le 18 mars par le P.S.U., ces chiffres doivent être révisés comme suit :

— Le P.S.U. a recueilli 50 064 voix en métropole, soit 0,26 % des suffrages exprimés ; il ne présentait pas de candidats outre-mer.

— L'extrême gauche a recueilli 3 086 voix en métropole (0,01 % des suffrages exprimés) et 4 645 voix dans les DOM (1,38 %), soit, au total, 7 731 voix et 0,04 % des suffrages exprimés.

Le P.S.U., qui a obtenu 3,25 % des suffrages exprimés au total dans les cantons où il se présentait, estime que c'est là un résultat « très encourageant », comparé au faible score de sa secrétaire nationale, Mme Eugénie Bouchard, dans l'ensemble du pays, au premier tour de l'élection présidentielle (1,10 %). Le P.S.U. obtient ses meilleurs résultats dans les Ardennes (15,17 % à

(1) L'un d'eux a été classé « écologique » à Livron (Lot) et un autre « divers gauche » à Saint-Pierre-d'Arcton (Pyrénées-Atlantiques).

LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 17 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

- **PRIX AGRICOLES**
Le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes, et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture ont rendu compte des travaux des deux premières journées de la session du conseil des ministres de l'agriculture de la Communauté économique européenne des 15, 16 et 17 mars 1982.
- **Le conseil a procédé à un nouvel examen détaillé des propositions de la Commission sur la fixation des prix de la campagne 1982-1983, et la réforme des règlements des productions méditerranéennes.**
- **La délégation française a insisté sur l'urgence d'une décision du conseil sur la proposition de la Commission d'ouvrir une distillation exceptionnelle de vins de table.** (Lire page 25.)
- **ÉLECTIONS CANTONALES**
Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a présenté et commenté les résultats du premier tour des élections cantonales.
- **DIFFUSION DES FILMS**
Le ministre de la culture a présenté une communication sur les réformes relatives à la diffusion des œuvres cinématographiques. Celui-ci vient, d'une part, à développer les capacités de création et de diffusion
- **TRAVAIL MARITIME**
Le conseil des ministres a adopté un projet d'ordonnance portant modification du code du travail maritime. Les conditions d'engagement et de travail des marins étant régies par des lois particulières, les ordonnances relatives aux conditions de travail à bord des navires de la marine de commerce, à la durée du travail et aux congés payés ne sont pas applicables au personnel navigant de la marine de commerce. L'ordonnance a pour objet de confier aux marins des avantages équivalents à ceux qui ont été reconnus aux autres salariés. Elle permet également de combler le retard qu'avait pris le droit du travail maritime en instituant le droit au repos compensateur des heures supplémentaires, ainsi qu'un droit aux congés payés pour les marins de la pêche artisanale.
- **AMNISTIE**
Le secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé des rapatriés, a présenté une communication sur l'état d'avancement du projet de loi qui, conformément aux engagements du président de la République, vise à réparer les préjudices de carrière subis par les rapatriés du fait d'activités politiques ou syndicales, et à effacer les séquelles consécutives aux événements d'Algérie. Ce projet de loi sera soumis à un prochain conseil des ministres dans sa forme définitive.

M. JOSPIN SOUTIEN M. FILLIOUD « VICTIME DE SA FONCTION »

Valence. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., s'est exprimé, mercredi 17 mars, à Romans (Drôme) au cours d'un meeting de soutien aux candidats socialistes du département, et notamment à M. Georges Fillioud, ministre de la communication, qui est en ballottage défavorable dans le canton de Romans 1, dont il est le conseiller sortant.

M. Jospin n'a pas caché la situation « difficile » dans laquelle se trouve le ministre de la communication. « Georges Fillioud, a-t-il dit, a été victime de sa fonction parce qu'il a concentré sur lui toutes les injustices, toutes les passions, tous les enjeux de pouvoir que représente la décision. » « Ce n'est pas à Georges Fillioud de porter la responsabilité de la mauvaise qualité des programmes mais aux directeurs des chaînes (...). Lui n'a d'autre mission que de préparer les réformes ».

M. Fillioud, pour sa part, a dénoncé « les rumeurs qu'on exploite sans aucune vérification et les affaires qu'on fabrique ». — (Corresp.)

● **M. MICHEL DEBRE** (R.P.R.), réélus, dès le premier tour, dans le canton d'Amboise, conseiller général d'Indre-et-Loire, a souligné, mercredi 17 mars, l'importance du deuxième tour. « Il ne s'agit pas seulement de désigner des hommes et des femmes qui devront exercer leurs responsabilités au sein des conseils généraux dotés de grands pouvoirs en vertu des nouvelles dispositions sur la décentralisation », a déclaré le député de la Réunion. « Il s'agit aussi de se prononcer sur l'avenir de notre nation, gravement affaiblie par une dégradation continue de la situation économique, par un effacement sous le poids de l'ordre public que de la liberté des citoyens et, à l'extérieur, par une détérioration sensible de sa politique étrangère ».

● **LE MOUVEMENT NATIONAL DES ELUS LOCAUX** (M.N.E.L.) appelle « les Français à se mobiliser pour assurer dans chaque canton le succès du candidat unique de l'opposition face à celui de la coalition socialo-communiste ».

Les résultats du parti républicain

UNE LETTRE DE M. BLANC

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, nous a adressé une lettre dans laquelle il nous demande de rappeler que son parti présentait trois cent soixante dix-sept candidats dont cent trente trois sortants. M. Blanc précise que cent treize de ces sortants ont été réélus et que trente cinq candidats ont été élus au premier tour.

Enfin, M. Blanc observe qu'au total, les candidats du P.R. ont recueilli en métropole 974 066 voix (soit 7,85 %) et non 396 851 (soit 3,20 %) comme le *Monde* l'a estimé dans le tableau de résultats, publié le 17 mars.

Le *Monde* avait sollicité à plusieurs reprises les responsables du parti républicain pour obtenir la liste des candidats que celui-ci présentait, et ce avant le scrutin. Le P.R. a préféré attendre les résultats du premier tour pour répondre à cette demande. Nos estimations doivent être revues en hausse pour cette formation — ce qui entraîne une diminution de voix, à l'intérieur de l'U.D.F., au détriment des adhérents directs de l'union mais également une baisse du score recueilli par les « modérés ». En revanche, nous pourrions donner entière satisfaction à M. Blanc sous peine de priver certains autres partis de l'opposition de voix recueillies par des candidats qu'ils revendiquent. Cette situation se retrouve notamment dans la famille des indépendants, où P.R. et C.N.I.P. revendiquent souvent tous deux un même candidat.]

M. BARIANI : l'impérialisme du P.S.

M. Didier Bariani, président du parti radical, a déclaré, mardi 16 mars : « Il n'y a aucun espace politique possible pour les radicaux aux côtés des socialistes. (...) Les radicaux de gauche ont subi les sévères effets de l'impérialisme du parti socialiste. Leurs électeurs doivent donc tirer les conséquences : chaque fois qu'un radical s'est posé en cause, ils voteront pour l'opposition, qui leur garantit le nécessaire contre-poids républicain aux excès du pouvoir actuel ».

(Publié)

A l'occasion de « LA JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA DISCRIMINATION RACIALE » déclinée par l'ONU

COLLOQUE LICRA

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTI-SEMITISME

le SAMEDI 20 MARS 1982 à 20 h 30

à la

DOMUS MEDICA

60, bd de Latour-Maubourg, 75007 PARIS

Sur le thème :

« **PSYCHOLOGIES ET PSYCHOPATHOLOGIE DU RACISME** »

sous la présidence de Jean PIERRE-BLOCH

Avec la participation de :

Docteur Georges GACENOCCHI
Psychiatre - Psychanalyste - Chargé de cours à Paris-V.
Docteur Cyrille KOUPFER
Neuro-psychiatre - Professeur au Collège de médecine des Hôpitaux de Paris.
Professeur Emmanuel LE ROY LADURIE
Historien - Professeur au Collège de France.
Monsieur Serge MOSCOWITZ
Psychosociologue - Directeur d'études à l'E.H.E.S.
Professeur Ibrahim SOW
Neuropsychiatre - Professeur à l'Université de Basse-III.

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

PIERRE GUYOTAT, PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE

Écrivain maudit, scandaleux, Pierre Guyotat conçoit l'écriture comme un défi tragique, un acte de voyance.

Interview de Gilles Barbedette

RECHERCHES DANS L'INTÉRÊT DES FAMILLES

La plupart des 15 000 personnes recherchées chaque année par leurs familles sont des disparus volontaires. Pour les autres, l'arsenal policier et judiciaire est souvent inopérant.

Enquête de Patrick Benquet

(Publié)

Vous dites « Fast Food » ?... Où en est « Le Phénomène Restauration Rapide »

A l'occasion et dans le cadre du Salon de la Restauration Rapide, deux journées internationales de conférences sont organisées avec la participation de leaders et de spécialistes de cette profession en pleine expansion... spécialistes américains, européens, français.

Où en est le fast food aux États-Unis, et des projets d'expansion en Europe des chaînes américaines. La restauration rapide en France, existe-t-elle ? Évolution des formules de « vienniserie ». Comment aborder et résoudre les problèmes d'implantation, de financement, d'hygiène et de diététique, de gestion...

Autant de thèmes qui seront traités durant ces deux journées, les 2 et 3 avril 1982 - Rendez-vous à la Tour Olivier de Serres, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris (Grand Auditorium), de 8 h 30 à 15 h.

Sur inscription - Participation : 1 800 francs pour les deux jours. Bénéficiaires, programme détaillé, au Commissariat du Salon de la Restauration Rapide, 13, rue de Liège, 75003 Paris. Tél. : (1) 230-64-00.

Le Salon de la Restauration Rapide (« Fast Food Exhibition ») aura lieu du 2 au 5 avril 1982, à Paris - Porte de Versailles.

Organisation : EQUIPHOTEL / COLLECTIVITE INTERNATIONALE

L'intolérance politique gagne du terrain

Nous sommes inquiets

Nous sommes en colère

Avons-nous raison ?

Jugez-en !

en lisant cette semaine :

les nouvelles

Nous avons besoin de votre avis !

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT

14 numéros : 100f

A découper et retourner aux Nouvelles Littéraires, 10, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Règlement par chèque bancaire à l'ordre des M. L.

NOM

ADRESSE

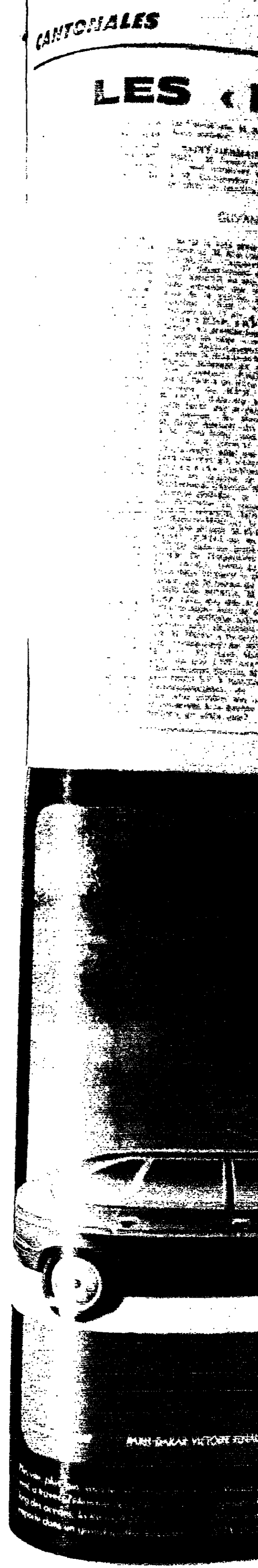
PARIS NEW-YORK PARIS

2390

FORUM VOYAGES

L'ATTEIR MOINS CHÈRE

1, rue Cassini (9^e St-Sulpice) 75006 Paris Tél. 544 38 68
12, rue d'Orléans (9^e Opéra) 75002 Paris Tél. 288 71 94
22, rue Jeanne-d'Arc 75001 Paris Tél. (01) 933 25 59



CANTONALES

POLITIQUE

LES « DÉPARTEMENTS-TESTS »

Nous poursuivons notre étude de la situation politique dans les départements où le second tour des élections cantonales sera particulièrement serré. (« Le Monde » du 18 mars).

ESSONNE

Ce département symbolise parfaitement les déceptions de la gauche. Avant le scrutin, elle-mêmes sur une nouvelle poussée socialiste : au point que le P.S. pensait pouvoir rattraver au P.C. la présidence de son conseil général qui comprenait douze communistes, huit socialistes, cinq R.P.R. et deux U.D.F. et huit « modérés ».

Même s'il est en mesure de conserver six de ses sept élus sortants, le P.C. est sans doute en passe de perdre la présidence de M. Robert Lakota, mais au profit de la droite. Et cela du fait d'un recul socialiste l'opposition peut, en effet, perdre un canton, celui de Ris-Orangis ; mais elle peut en enlever un au P.C., celui d'Étampes, et trois au P.S., ceux de Montgeron, Saint-Chéron et Saint-Germain-lès-Corbeil.

Or, il suffit de trois gains pour renverser la majorité de l'assemblée départementale. Dans les quatre cantons-tests, la situation est la suivante :

ETAMPES : le sortant communiste, M. Gérard Letranch, dispose pour le second tour d'un potentiel (5 576 voix) inférieur au score du candidat de l'opposition au premier tour : M. Jean Condoumbel (C.N.I.P.) a en effet obtenu 5 642 suffrages. Or les reports de voix à gauche d'un électoraliste socialiste à un candidat communiste sont rarement parfaits.

MONTGERON : le sortant socialiste, M. Carrigou, est à la merci d'un bon report des voix de la candidature « modérée » Mme Guiraudon au profit du candidat de l'opposition le mieux placé, le R.P.R. M. Josse (il y a 1 005 voix d'écart entre le potentiel droite et le potentiel gauche).

SAINT-CHÉRON : le total des voix de la gauche au premier tour est supérieur de 130 voix au score du candidat unique de l'opposition, M. Marest (R.P.R.) ; le sor-

tant socialiste, M. Sanvoisin, est donc menacé.

SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL : M. Despiere (P.S.) devra s'il veut conserver son siège face à M. Campredon (R.P.R.) combler un handicap de 942 voix

GUYANE

Seule la voix prépondérante du président, M. Elie Gastor (div. g.), élu député — apparenté socialiste — du département en juin dernier, assurait au sein de l'assemblée sortante une majorité aux élus de la gauche, à égalité de nombre — huit — avec ceux de l'opposition (7 div. g. et 1 ext. g. contre 2 U.D.F., 3 R.P.R. et 3 modérés). Au premier tour, la gauche a perdu un siège — celui du canton de Saint-Laurent-du-Maroni — après la défaite de M. Raymond Tarcy, dirigeant du parti socialiste guyanais (P.S.G.), autonome membre du R.P.R. M. Léon Bertrand, mais elle a compensé cette perte par le gain du siège du canton de Macouria que M. Serge Adelson (div. g.) a pris à M. Yves Robo (mod.). M. Gastor, lui, a conservé son siège (Simamary) ainsi que M. André Lecante (ext. g.), leader de l'Unité guyanaise (indépendantiste). Dans les cantons de Cayenne-Nord-Ouest, Cayenne-Nord-Est et Cayenne-Sud-Est, le ballottage est favorable au conseiller sortant. En revanche, dans le canton de Remire-Montjoly, le conseiller socialiste sortant, M. Etienne-Yves Barrat (P.S.G.) est en situation difficile face au jeune candidat unique de l'opposition, M. Joël Joly (mod.), trente-quatre ans. Tous deux briguent le siège laissé vacant par le retrait du doyen de l'assemblée sortante, M. Jacques Louy (div. g.), qui a décidé, à soixante-seize ans, de se retirer de la vie politique active. Dès le premier tour, ils étaient seuls en lice. M. Barrat a recueilli 540 voix, soit trente-cinq de moins que M. Joly (575 voix). Mais il n'y avait eu que 1 187 votants pour 2 504 électeurs inscrits. M. Barrat parviendra-t-il à mobiliser assez d'abstentionnistes du premier tour pour combler son handicap et conserver à la gauche le « bénéfice » du statut quo ?

LOIRE

Le conseil sortant, présidé par M. Lucien Neturith, était composé de vingt-deux élus de droite (9 U.D.F., 5 R.P.R. ou appar. 7 mod., C.N.I.P.) et de dix-sept élus de gauche (8 P.C., 6 P.S., 1 M.R.G., 2 div. g.). Au soir du premier tour, sur les dix-neuf sièges à pourvoir (9 sortants de droite, 10 de gauche), on enregistrait la réélection de six conseillers sortants, tous de l'ancienne majorité : MM. Mont, sénateur, Bayard, député, Merton (U.D.F.), Gaillard et Merley (mod.), Lecomte (sout. R.P.R.).

Deux conseillers sortants : MM. Ernst (div. g.), à Saint-Germain-Léval, et Granger (M.R.G.), à Saint-Jean-Soleymieux, avaient d'autre part, dû céder leur siège dès le premier tour à des élus de droite : modéré dans le premier canton (M. Rolin) ; U.D.F.-C.D.S. dans le second (M. Barale).

Huit sièges sur dix-neuf en compétition reviennent donc, d'ores et déjà, à l'ancienne majorité. Celle-ci devrait sortir encore renforcée du second tour de scrutin. En effet, si M. Jean Auroux (P.S.), ministre du travail, est en ballottage favorable à Roanne-Sud, les deux socialistes et le communiste sortants, à Saint-Etienne, sont en situation défavorable, et la gauche risque ainsi de perdre cinq sièges sur les dix, en jeu, qu'elle possédait avant cette élection :

A SAINT-ETIENNE-NORD-OUEST : M. Hugon (c. s. P.S.) peut compter sur 5 994 voix et l'on totalise les bulletins de gauche du premier tour, mais son concurrent U.D.F.-C.D.S., M. Séve, sur la même base, le talonne de 242 voix (pour 11 748 suffrages exprimés).

A SAINT-ETIENNE-SUD-EST-I : M. Verin, député et conseiller sortant P.S., n'aurait qu'une voix d'avance : 4 983 contre 4 982 à M. Thellac, R.P.R.

Enfin, à ST-ETIENNE-SUD-EST-II : M. Arnaud (c. s. P.C.) est devancé par son concurrent socialiste, M. Debout, qui se trouve lui-même en ballottage défavorable : 4 472 voix de gauche au premier tour contre 5 046 pour la droite. Le bénéficiaire en serait M. Despres (R.P.R.).

MEURTHE-ET-MOSELLE

Le parti communiste détenait la présidence de ce conseil général depuis 1979. À la suite d'une erreur de vote d'un conseiller de l'opposition, alors que celle-ci comptait dix-neuf sièges, contre dix-huit pour la gauche. Le premier tour a permis à la droite de conserver quatre de ses neuf sièges renouvelables, de prendre un siège au P.S. et de se placer favorablement pour conserver Domèvre-en-Haye, Gerbéviller, Vandœuvre et Veselize, prendre au P.S. Nancy-Est et Saint-Nicolas, et enlever le nouveau canton de Laxou. Le P.S. a conservé un siège et en a pris un à la droite : il devrait l'emporter, au second tour, à Briey (jusqu'alors détenu par le P.C.F.), tandis que le M.R.G. devrait conserver Bacarac, le Mouvement des démocrates, Longwy, et le P.C.F., Longwy et Mont-Saint-Martin. Les reports de voix seront intéressants à observer à POMPEY, où M. Trovati (P.S.) a devancé le conseiller sortant communiste au premier tour (3 973 voix contre 3 375). M. Le Bihan (mod.) ayant obtenu 4 791 voix.

A PONT-A-MOUSSON : M. Bertelle (P.C.) a devancé le P.S. (4 577 voix contre 3 760), le conseiller sortant socialiste n'ayant pas été représenté par son parti, et la droite, représentée, au second tour, par Mme Christophe (R.P.R.), ayant rassemblé 6 964 suffrages, 552 voix s'étant portées, en outre, sur un candidat modéré, considéré comme « divers gauche ».

TOMBLAINE : M. Mme Durupt, qui a obtenu 3 155 voix, peut compter sur 1 255 voix, recueillies par le candidat du P.C.F. face aux 4 413 voix de M. Jehl (mod.).

OISE

La gauche aura du mal à confirmer la majorité qu'elle avait conquise en 1972. Elle a perdu au premier tour le canton de Méru et n'a pas enlevé celui nouvellement créé à Beauvais-Nord-Est.

Au deuxième tour, le P.S. est bien placé pour l'emporter à Attichy, Betz, Compiègne-Sud-Ouest, Creil-Sud, Maignelay-Montigny, Nanteuil-le-Haudouin,

Neuilly-en-Thelle, Nivillers. Le P.S. devrait enlever Liancourt, Montataire et le R.P.R., Clermont.

Dans trois cantons, le scrutin de ballottage est plus incertain si l'on se réfère aux potentiels des voix de la gauche et de la droite :

BEAUVAIS-NORD-OUEST : M. Amsellem, conseiller sortant socialiste, peut compter sur 4 404 suffrages et M. Billot, R.P.R., sur 4 248.

COMPIEGNE-SUD-EST : dans ce nouveau canton, M. Regnier peut tabler sur 3 021 voix et M. Maignan sur 2 942.

GRANDVILLIERS : le conseiller sortant socialiste a un potentiel de 2 145 voix et M. Bouvier, modéré, de 2 567 voix. Le conseil général comprend 5 P.C., 17 P.S., 3 div. g., dont un à Auneuil a été réélu contre la gauche. — 2 U.D.F., 5 R.P.R. et 7 modérés.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Le jeu de la politique locale en pays catalan ne recoupe pas vraiment les circonscriptions nationales. C'est sans doute la raison pour laquelle M. Gregory, sénateur modéré, occupe avec une majorité de gauche (7 P.C., 3 P.S., 2 M.R.G. contre 9 modérés, 1 U.D.F. et 1 R.P.R.) la présidence du conseil général. La gauche pouvait espérer mettre un terme à cette anomalie, mais c'est l'opposition qui sort renforcée à l'issue du premier tour qui a pourvu cinq des dix-sept sièges renouvelables ou créés : ont déjà été élus deux modérés, deux U.D.F. et un communiste.

Sur les douze sièges en ballottage, quatre devraient aller au P.S., ceux de Ceret, Latour-de-France, Perpignan III et Toulouges ; un au P.C.F., Olette ; deux au R.P.R., Perpignan VIII et VI ; un au M.D.S., Perpignan IX. Dans quatre cantons l'issue du scrutin de ballottage est plus incertaine.

WILLAS : M. Baffara, P.S., peut compter sur 3 814 suffrages du premier tour tandis que M. Daugnac, conseiller sortant modéré, peut en espérer 3 437.

COTE-RADIEUSE : Mme Farrot, P.C., conseillère sortante, dispose d'un potentiel de 4 365 voix de gauche alors que M. Olibo, modéré, s'il reste seul en lice, peut

se fonder sur les 5 658 suffrages de la droite au premier tour.

PERPIGNAN V : le potentiel de la gauche au profit de Mme Lecaïn, P.S., est de 1 774 voix ; celui de M. Fa R.P.R., de 1 890 voix.

VINÇA : Mme Pla, P.C., conseillère sortante, peut compter sur 2 720 voix et M. Soler, modéré, sur ses 2 602 suffrages du premier tour.

(A suivre.)

PRÉCISIONS

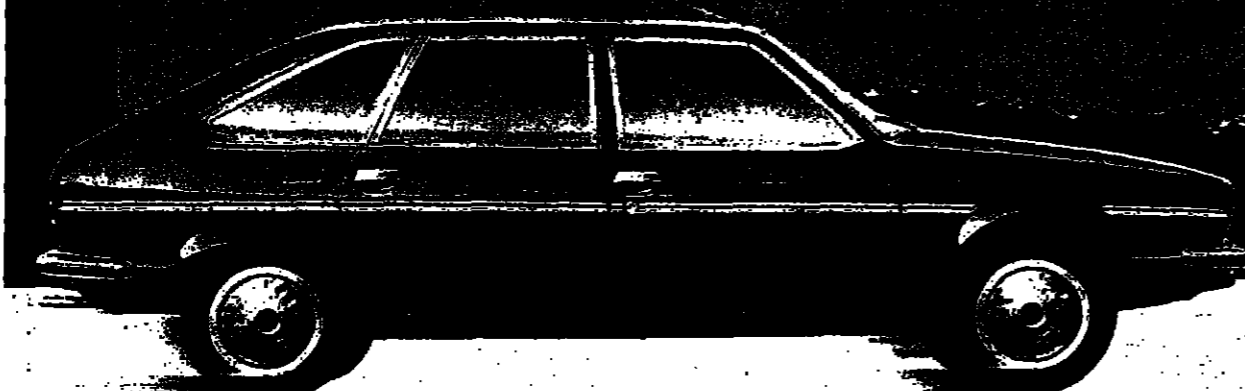
● **ALLIER.** — A la suite d'une erreur de transmission, les chiffres des résultats du premier tour des élections cantonales dans le canton de Saint-Fourcain-sur-Sioule (Allier) ont été inversés. Les chiffres exacts sont les suivants : MM. Maximin (P.C.), conseiller sortant, 2 600 voix ; Estève (P.S.), 534 ; Coulon (U.D.F.), 2 867. Cette erreur, qui attribue au candidat communiste le score obtenu par le candidat U.D.F. et vice versa, ne modifie pas le commentaire paru dans le Monde du 16 mars. Bien que plus difficilement, M. Maximin devrait conserver son siège.

● **MANCHE.** — Deux candidats classés divers gauche par la préfecture de la Manche nous demandent de préciser qu'ils n'appartiennent à aucun parti. Il s'agit de M. Vatin, maire de Flamanville, en ballottage favorable dans le canton des Pieux, face au candidat socialiste M. Duval, et de M. Ganne, conseiller municipal de Saint-Etienne-du-Harcouët, qui a mis en difficulté dans ce canton le conseiller sortant U.D.F., M. Guinebaud, maire du chef-lieu.

● **MORBIHAN.** — Dans le canton d'Esteren, M. Roger Michal (mod.) a été réélu avec 73,19 % des suffrages exprimés.

● **TARN.** — Dans le canton de Vauor, M. Bosc, conseiller sortant, n'est pas « P.S. dissident », mais divers gauche et, contrairement à ce que nous avons indiqué (le Monde du 16 mars), il se représentait puisqu'il est en tête du ballottage et devrait l'emporter, au second tour, grâce au report des voix recueillies par le candidat de l'U.D.F.

LE GRAND SOUFFLE



RENAULT 20

ESSENCE OU DIESEL

Plus vite, plus loin, sous le capot d'un moteur à injection, à travers l'habitacle des plus confortables, dans un moteur Renault 20, vous trouverez un grand souffle. Voyez :

un Renault 20, vous trouverez les plus confortables, dans un moteur Renault 20, vous trouverez un grand souffle. Voyez :

un Renault 20, vous trouverez les plus confortables, dans un moteur Renault 20, vous trouverez un grand souffle. Voyez :

103, 32 72 000 F. Millelme 82. Consommation à vitesse stabilisée : 7,4 l/100 km à 90 km/h, 9,6 l/100 km à 120 km/h. Cycle urbain Renault 20 à partir de 57 500 F.



PARIS-DAKAR : VICTOIRE RENAULT 20 TURBO 4X4

tolérance
olitique
e du terrain
nmes iniques
nmes en col
nous raison
Jugez-en
nt cette semaine
ouvertes
vons besoin
otre avis!
RE SPECIALE
DONNEMENT
1000
UM VOYAGE

JUSTICE

LA MORT D'UN OPÉRÉ DES AMYGDALES

miens éléments. Dans le cas contraire, les experts, constitués en un collège unique, devront procéder à une nouvelle autopsie afin de confirmer ou infirmer la dernière hypothèse est probable.

Le traité de médecine légale du professeur Léon Déroutet, auquel ont été associés des professeurs et experts nommés mercredi, précise en effet : « Le doute médico-légal et les inconnues de la procédure pénale ne sont pas des notions complètes du cadavre. Le même traité est, du reste, relativement pessimiste quant aux chances de succès de la médecine légale, affirmant : « Les conditions de la mort pourront être déterminées par les investigations du médecin légiste, mais les conditions de la poission et de la justice lors des constatations sur les lieux, ces constatations ayant souvent plus de chances d'être exactes que les constatations faites dans le laboratoire. » Les constatations seront effectuées plus tôt, dès la

L'ORIGINAL... ET L'OFFICIEL

Le Quotidien de Paris et

Le *Quotidien de Paris* et le *Figaro* publient, ce jeudi 18 mars, à la « une » des titres choc. Ainsi donc, plusieurs journaux, dont le *Monde*, le 17 mars, auraient publié un rapport de police incomplet. Le *Quotidien de Paris* parle de « rapport truqué ». Le *Figaro* de « rapport tronqué ». Qualificatifs outrageants, mais surtout informations inexactes.

En fait, le rapport que nous avons publié comportait six points. Ces six premiers points sont très exactement, à quelques exceptions près, les six premiers points publiés dans le rapport officiel publié par nos confrères. Reste le septième point, dont nous disposons, mais que nous n'avons pas publié justement parce qu'il était trop éblouissant, biffé par l'auteur du rapport, le commissaire Marza. Biffé, mais parfaitement lisible. Voici ce septième point, l'original : « Cette affirmation du rapport statistique faisant échec à la thèse de la responsabilité des médecins légistes, en conséquence, aucune explication ne peut être donnée aux gémissements du pleurostome, à la position du corps et enfin à la possibilité matérielle de tirer deux fois, les deux fois, le même mortel et son G383198... »

Conclusions dans les dix jours

Outre le rapport balistique, le rapport médico-légal et la note de synthèse de la police, les experts ont reçu l'arme — un revolver de calibre 38 spécial, de marque Taurus — trouvée au domicile de René Lucet, ainsi, entre autres, qu'un dossier de photographies précisant l'état des lieux de la pièce où reposait son corps deux heures trente environ après les deux coups de feu entendus par Mme Lucet, à 5 h. 45.

Le paquet de Marseille a demandé aux six experts de travailler vite. « Avec diligence », a-t-il indiqué. De source judiciaire, on précise que cette formulation signifie « sous huitaine ». En fait, alors que la chancellerie et le parquet de Marseille espèrent recevoir les conclusions avant six jours, les experts pensent conduire bien leurs travaux en une dizaine de jours. Les conclusions du collège des spécialistes en bactériologie et médecine légale seront alors rendues publiques. — L. G.

SCIENCES

● **Le Comité du rayonnement** national, que préside M. Georges Riou, a attribué, aux lauréats, le mardi 16 mars au grand foyer de l'Opéra, ses prix attribués en 1981 : sciences biologiques et médicales, docteur Jean-François Bach ; sciences physiques et mathématiques, M. Antoine Labeyrie ; sciences économiques et sociales, MM. Henri Becq, Charles Defontaine, Jean Etcheverry, J. Gilmas, Roger A. Maréchal, André Parixy de la société Bonny, et illustrateur de l'année, la Compagnie du ballet du Théâtre national de l'Opéra ; prix Chateaubriand, M. Camille Bour-nique.

● La société mathématique de France a porté à sa présidence, pour 1982, M. Christian Houzel, professeur à l'université de Paris-Nord, spécialiste des fonctions analytiques de plusieurs variables complexes et de l'histoire des mathématiques.

Le tribunal de Paris rendra le 28 avril son jugement dans l'affaire Farçat

Le point de savoir si le décès du jeune Alain Farcat eut lieu le 25 septembre 1973 après soixante-douze jours d'un coma consécutif à une banale ablation des amygdales à la clinique Perrenon et de la trachéotomie, des constatations pénales pose à la seizième chambre correctionnelle de Paris des problèmes fort délicats (*Le Monde* des 19 et 25 février). Dans ce cas, le juge d'instruction M. Jean Acheambault, premier substitut à effectivement laissé au tribunal le soin d'apprécier la culpabilité que ne peut avoir le juge d'instruction, se demande si, au cas où, qu'un plan sur la conscience des juges, c'est l'absence d'autoptie du corps de la victime, hypothèse à laquelle se sont refusés les heureux parents du jeune homme.

De ce fait, on ignore et la cause de la mort et la cause de la syncope dans laquelle est resté le malade durant les quelques minutes où l'infirmière s'est absentée de sa chambre.

Pour le représentant du parquet l'accident était néanmoins « prévisible et évitable ». Il est certain que si la circulaire du 30 avril 1974 — précisément suscitée par le drame Farjat — instituant les salles de ré. il avait existé à l'époque, et si l'opéré y avait été placé sous une surveillance ininterrompue, celui-ci aurait pu être ranimé à temps.

Seulement voilà : selon les défenseurs qui se sont succédés à la barre — le bâtonnier Mollet-

Vieville, M. de Couhaud, Gouver-
nieux, Maréchal, Espinosa, Gouver-
neur et Gallot — l'intervention d'Au-
cun d'heure pratiquée sans anes-
thésie totale n'était accompagnée
d'aucune surveillance particulière
dans une salle de réveil d'Alain
Farcat, qui n'était pas endormi.
Plus important donc que
cette clinique elle-même et
dépourvue de salle de réveil, Les
avocats de la défense se sont
efforcés de démontrer l'un après
l'autre que ni l'un d'eux, ni l'un
n'avaient commis aucune fau-
te. Le chirurgien, le professeur
Jean Labadie, ni l'anesthésiste, le
docteur Jean-Louis Gallot, ni la
mière, Mlle Anne-Marie Le Goff
ni le « directeur médical » de
cette clinique Perrenot, le profes-
seur de gynécologie et d'obstétrique
cette clinique elle-même et attes-
té par des constatations faites
en justice comme civilement
responsable. Aucun reproche ne
peut être fait, aucun reproche
concerne la période pré-opé-
ratoire et l'intervention elle-même.
Pour ce qui est de la surveillance
post-opératoire, il en va de même.

Celle-ci est d'accord avec le représentant du ministère public qui a demandé aux juges de « ne pas accabler » l'infirmière qui a cru bien faire en gultant quelques instants un opéré qui paraissait jusque-là se trouver dans un état normal, afin d'aller préparer une injection d'antibiotiques. Le chirurgien avait achevé sa tâche. L'anesthésiste avait confié le patient à l'infirmière. Le pro-

fesseur Jean-Louis Lortat-Jacob qui ne se sentait nullement investi d'une fonction directoriale, faisait, à juste titre, confiance à ses confrères, conservant toute leur autonomie vis-à-vis de leurs

Alors ? Le docteur Solange Clot étant partie, le docteur Brunet d'Aubiac, anesthésiste, comme elle se trouvait sur place lorsque Mlle Le Goff donna l'alerte, rétablit les battements du cœur et la respiration. Malheureusement le cerveau était resté un peu trop longtemps sans irrigation. Si Mme Clot était demeurée à l'intérieur de la clinique, elle n'aurait pu faire mieux que

Si le jeune homme était resté sous surveillance constante il est possible qu'un praticien eût pu intervenir à temps pour le ramener. Mais pourquoi aurait-on été obligé de maintenir une surveillance constante et pour combien de temps ?

A cet égard on peut se demander, a fait remarquer l'un des avocats, si le placement d'un opéré dans une chambre individuelle est une bonne chose. Dans une chambre où se trouve au moins un autre patient, ce dernier peut au besoin demander de l'aide en cas d'accident.

Bref, les défenseurs ont réclamé avec insistance la relaxe de leurs clients.

Le tribunal doit se prononcer le 28 avril.

JEAN LACHATRE

Incidents au procès de trois militants du CTD-UNATI.

M. von Bülow
est déclaré co

Newport (A.F.P., A.P., U.P.J.). — M. Claus von Bülow, citoyen danois, descendant d'une grande famille allemande, a été reconnu coupable, mardi 16 mars, par un tribunal de New York (Rhode Island) d'avoir *séduit* deux reprises d'assassinés sa femme en lui faisant des piqûres d'insuline. Mme von Bülow, qui souffre d'hypoglycémie est, depuis décembre 1980, hospitalisée à New-York, dans un état de coma dont les médecins estiment qu'elle ne sortira jamais. (Le Monde du 12 mars).

Le juge Needham a décidé de laisser M. von Billow en liberté, contre une caution de 100 000 dollars, jusqu'en 2 avril, date à laquelle le tribunal doit rendre sa sentence. M. von Billow, qui a été déclaré coupable, mais n'est pas encore condamné, risque vingt ans de prison pour chacune des deux tentatives de meurtre. S'il est condamné à cette peine, il devra, avant d'être libérable sur parole, faire sept ans et demi ou quatorze ans de prison, suivant que les deux peines seront confondues ou non. Les avocats ont déclaré qu'ils avaient l'intention de faire appel au jugement.

● Une discussion d'ordre professionnel est à l'origine du mouvement, comme le lundi 15 mars dans la soirée, de M Gérard Gattermann, quarante-huit ans, secrétaire général de la Fédération des taxis parisiens, et de son collègue, le directeur des taxis précités, la Franco-Suisse, dont le siège est avenue de Villiers à Paris-17. Le corps de la discussion qui avait été dissimulé dans le coffre d'une sa propre voiture, gère dans le parc de stationnement souterrain de l'avenue Foch à Paris-16° avait été découvert dans l'après-midi du mardi 16 mars, par un policier du quartier Champs-Elysées, au poste des Champs-Elysées Grand Palais) pour évaluer les policiers.

Le meurtrier présumé M Marcel Louvet, quarante-sept ans est à la fois propriétaire d'un taxi et est le président-directeur général de la société

M. Louvet devait être présente ce jeudi 18 mars, au juge d'instruction, au terme d'une garde à vue dont la prolongation avait été décidée le mercredi 17 mars.

● **PRECISION.** — Nous avons écrit, dans *Le Monde* du 12 mars, que les agresseurs de M. Bakhtiar avaient été condamnés après que les jurés des assises les Hauts-de-Seine eurent répondu « à l'unanimité aux soixante-sept questions qui leur étaient posées ». Le secret du délibéré n'ayant pas été enfreint, nous aurions dû écrire que les jurés s'étaient prononcés « à la majorité de huit voix au moins ».

Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.



LE GOFF
LA
CIVILISATION
DE L'OCCIDENT
MEDIEVAL
ARTHUR DE LA PORTE
CHAMPS
FLAMMARION

384 pages
30 F
▲▲▲▲

Une société hantée par l'obsession de survivre et qui parvient à maîtriser l'espace et le temps, à défricher les forêts, à se rassembler autour des villages, des châteaux et des villes, à inventer la machine, l'horloge, l'université, la nation. L'enfance de l'Occident.

CHAMPS/FLAMMARION

Le Monde

LIVRES

LA VOGUE DU ROMAN HISTORIQUE

Quand la Bretagne rencontre l'Inde

● L'aventure prodigieuse de René Madec et la promesse d'une jeune femme chez qui l'érudition ne tue pas le rêve.

Le Nabab est le produit de deux aventures peu communes. L'une est vieille de deux siècles. Elle concerne ce René Madec, petit mousse breton devenu nabab après vingt-sept ans passés à guerroyer aux Indes (1754-1778) et qui possédait sa rue à Quimper où il revint mourir en 1783, fortune faite et anobli non seulement par le Grand Moghol, mais aussi par Louis XVI. Elle est extraordinaire.

L'autre vient d'être vécue par une jeune femme, professeur agrégé au lycée Jacques Decour, et elle aboutit à ce gros roman, le premier de son auteur, qui conte à pas lents mais avec une puissance d'évocation et une richesse de contenu remarquables, l'épopée du premier. Dans son genre c'est aussi une promesse.

Irène Frain, la trentaine, originaire de ce port de Lorient où son compatriote s'était embarqué jadis sur un bateau de la Compagnie des Indes, a rencontré René Madec à l'occasion d'une étude historique qu'elle a publiée chez Fayard *Quand les Bretons peuplaient les mers*. Il lui avait fourni trois pages. Elle ne le voyait pas encore en héros de roman. Ce sera une idée de son éditeur, sans doute en quête d'ouvrages dans le genre de *Louisiana* qui lui a si bien réussi.

Au cœur de la mousson

En digne fille de l'Université, Irène Frain s'est documentée avec le plus grand sérieux, comme l'avait fait Maurice Deonnaire. Elle a compulsé les archives, les Mémoires, les études les plus savantes, jusqu'à Tempé du monde de Fernand Braudel, elle a scruté les miniatures indiennes pour y retrouver l'air, les mœurs du temps. Dans un petit livre qui devrait, tant il est bon, être donné avec son livre, elle présente ses sources. La principale c'est évidemment les *Mémoires* de son héros, une centaine de pages manuscrites que la Bibliothèque nationale conserve dans son fonds de documents diplomatiques. Elle les donne à lire au lecteur. Quel exemple de probité !

Puis un beau jour, sachant qu'un prince, si digne qu'il soit, apprend mal son devoir dans les livres, elle s'est embarquée toute seule pour les Indes, en pleine mousson, « parce que la mousson c'est vital pour ce pays », dit-elle. Et elle a accompli à une seconde fascination.

Il se peut bien qu'elle ait, trahi l'amour que lui inspirait déjà Madec pour l'éloignement que lui a donné cette terre exotique. Vertige qu'elle n'a pas manqué de mettre à son héros, peut-être au détriment de la vérité historique et de la vraisemblance psychologique. Mais si elle a nourri d'elle-même cette tête brûlée des *Mémoires*, du guerrier sont pleins de schémas et d'aventures de description, tout un tremolo poussé devant le Taj Mahal et le récit minutieux des folles cérémonies de son mariage avec une « fiancée d'Agre », elle s'est aussi retrouvée en lui, dans son goût de l'aventure, son désir d'ascension sociale — Irène Frain ne fait pas mystère de ses origines modestes.

Voir pages 16 et 17
la suite
de nos articles
sur les romans
historiques

et de sa volonté d'en sortir qui passait par l'école — et dans son ardeur à vouloir libérer l'Inde, non seulement pour servir la « nation », l'insouciance France d'alors, mais pour rendre cette fabuleuse civilisation à elle-même.

Irène Frain ne se contente pas de suivre pas à pas les péripéties réelles de son Madec : défections, trahisons, batailles gagnées ou perdues, prisons, engagement au service de l'Angleterre, abhorrence, marches forcées, qui finiront par faire de lui ce riche marocain, à la tête d'un « parti » — ou appelle-t-on ainsi les troupes errantes d'Européens qui louaient leur service aux princes de l'Inde.

donstun ou à un empereur Moghol devenu sans pouvoir. Elle lui en invente d'autres, telles ces romantiques amours pour une princesse hindoue, la belle Saravati. Amours d'abord romantiques, puis transfigurés par la séparation. Tout se passe comme si elle projetait soudain les légendes hindoues et un peu du mythe de Tristan sur son solide aventurier.

Saravati commandera de près ou de loin l'odyssée de Madec. D'abord au service de l'amour et de la beauté, elle passera au service de la guerre pour la libération de l'Inde. Elle n'a jamais existé, mais le rôle que lui fait jouer Irène Frain n'est pas

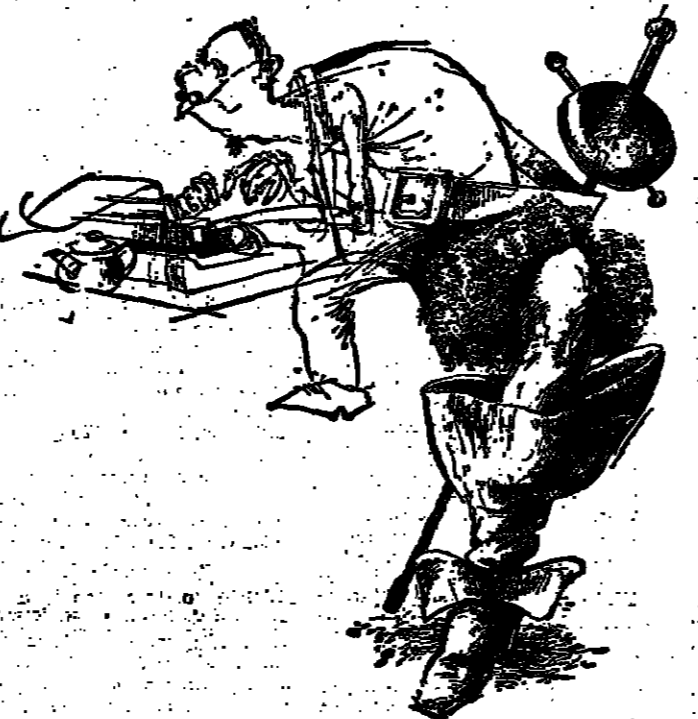
invraisemblable. Il a même été tenu, quelques années plus tard, par une autre femme, une musulmane celle-là, ancienne bayadère, dont Michel Lardoux nous a donné les *Mémoires fictifs* l'an dernier dans *Roman de la légende*. Sombre (1). Elle avait été enlevée, formée, épousée par un fils de Madec, le mercenaire allemand Walther Rheinhardt, baptisé Sombre.

On reconnaît déjà Madec dans ce livre, comme Sombre tient une place importante dans le Nabab. Mais, avec lui comme avec sa princesse lointaine, Irène Frain a pris toutes les libertés. Faisant de lui le rival en gloire et en amour de Madec, elle force le trait et lui donne une allure saïannique. Si l'on en croit Michel Lardoux, les relations entre les deux hommes étaient tout autres.

Le Nabab, auquel ne manquent ni les passions, ni les meurtres, ni les poisons, offre un curieux mélange de romanesque, d'exotisme historique et de précisions ethnographiques souvent poétiquement rendues, car Irène Frain sait écrire et l'érudition chez elle ne tue pas le rêve. En cela, il se situe un peu dans la lignée des *Immémoriaux* de Segalen, cet autre Breton qui partit à la recherche de Tahiti. Il n'en a pas l'austère grandeur. Mais Irène Frain s'est tellement imprégnée des paysages, de l'art, des coutumes, des superstitions de l'Inde, qu'elle nous introduit superbement au cœur de ce monde autre dont elle a subi les prestiges. Et je ne tiens pas pour rien sa réécriture intelligente d'un passé aboli, ignoré, où la France se mesurait à l'Angleterre pour des comptoirs de plaisirs et de commerce, qui s'appelaient Pondichéry et Chandernagor.

JACQUELINE PIATIER.

1. LE NABAB, d'Irène Frain, Ed. Lattès, 355 pages, 55 F.
(1) Albin Michel.



★ Dessin de CAGNIAT.

Bruno Racine et son « gouverneur de Morée »

● Un premier roman prometteur sur la vanité des entreprises humaines.

DANS les dernières années du dix-septième siècle, la République de Venise, au terme de brillantes campagnes, représentait sur l'ensemble du monde, c'est-à-dire le Péloponnèse, qu'elle avait dû céder deux siècles plus tôt.

En 1711, le gouverneur Augustin Sagredo reçoit la mission de renforcer Nauplie, première place de la Morée, en y construisant une nouvelle forteresse, assez impressionnante pour décourager toute nouvelle entreprise de l'ennemi.

Le *Gouverneur de Morée*, premier roman de Bruno Racine, est le journal, supposé de Sagredo, depuis l'annonce de sa nomination en février 1711 jusqu'au mois de juillet 1714.

Dès les premières pages de ce livre, on est frappé par la force et la beauté d'un style dont la maturité fait croire que l'auteur est, comme son héros, un homme guidé de sa jeunesse. Bruno Racine a trente ans, mais il semble avoir été gagné par la sagesse dédaignée et le détachement à peine averti du gouvernement, vieux serviteur de la République, qui a beaucoup vécu et beaucoup réfléchi. Habitué aux missions lointaines, Sagredo sait quitter sans regret Venise, où il n'a guère d'attachés à rompre, si ce n'est avec ce vieux palais qu'il retrouve chaque fois un peu plus dégradé. Quand il s'embarque pour Nauplie, au printemps 1711, il est accompagné de l'architecte Lasalle, qui va étudier avec lui les conditions d'implantation d'une forteresse impenable. Tour de suite, il apparaît que Lasalle est, en outre, au-dessus de sa réputation, pourtant prestigieuse : Sagredo ne saurait mieux faire qu'en le laissant faire. L'ampleur du projet conçu par

l'ingénieur excite son témoin attentif : non pas une forteresse, mais sept, fichées sur un roc escarpé. Un escalier de, trois cents marches et un souterrain secrets relieront l'ensemble à la ville basse et à son port.

Il faut démolir le vieux fortin, creuser le roc, faire vivre sur le chantier les équipes d'ouvriers vénitiens, qui devront se mêler le soirs possible à la population grecque, dont on ne sait si elle est dangereusement hostile ou résignée à la présence des vainqueurs. Sagredo a des espions, qu'il paie et qu'il méprise. Il sait à petit bruit envoyer à la justice divine quiconque fait mine de trahir l'autorité de Venise.

Tandis qu'il protège ainsi la tranquillité de Lasalle, et lui permet de hâter les travaux, le gouverneur s'immerge en secret sur les intentions, réelles et ses propres maîtres : est-il bien nécessaire de donner tant de peines et d'argent à cette construction isolée au bout du monde ? N'y aurait-il pas des moyens moins dispendieux de se concilier la population et d'assurer la sécurité de la province ? Enfin, quel sort lui réservera-t-on à lui-même, quand la forteresse sera achevée ? Il sait d'expérience que la politique vénitienne préfère les méandres aux lignes directes ; et que ses vrais desseins sont les moins déclarés. Aussi les ministres qu'il échange avec la chancellerie sont-elles empreintes d'une prudence suspecte. Il ne se confie qu'à son Journal.

Mais il admettant tant le génie de Lasalle, et il s'attache si fort à son œuvre, qu'il brûle de s'y associer. Il se réserve de dessiner la chapelle. Il y travaille avec ardeur. Ainsi, la mission qu'il avait acceptée avec indifférence, comme toutes les autres devaient sa raison de vivre et sa passion. Il obéit et commande les marches, il fait mettre en place colonnes et frontons, il devient en quelque sorte le disciple de l'architecte.

Cependant, ses conceptions esthétiques demeurent différentes : au rationalisme français de Lasalle, à son style sobre et mesuré, Sagredo oppose un goût tout vénitien pour le faste et le théâtre. Dans les dessins qu'il crayonne en rêvant d'un palais imaginaire, les ornements embellissent les murailles, et tout un peuple de statues hante les jardins animés de jeux d'eau.

Le gouverneur de Morée, José d'un destin qu'il avait bien raison de redouter, se trouvera un jour brutalement séparé de sa chère forteresse. Ce sera l'occasion d'entreprendre une œuvre nouvelle, et de se livrer tout entier à sa passion de construire : le palais Sagredo sera par ses soixante restauré, rénové, et lui-même aura pu cela englober un tiers de sa fortune.

Le portrait du gouverneur est tracé de main de maître : sans illusion sur les entreprises humaines, dont l'issue est le plus souvent dérisoire, il ne peut vivre pourtant sans l'enthousiasme qui se creuse. Non seulement les projets de Sagredo ne sont-ils pas toujours à l'image de ce palais vénitien, éblouissant, somptueux, et bâti sur des pilotis pourris, tout englué de secrets coquillages ? Un jour, la façade se lézarde, l'escalier d'honneur penche d'un côté, comme les campagnes qui dominent la ville, et la mort qui était là depuis toujours, soulève son masque. Les enchantements et les maléfices de Venise sont comme une visible méditation sur l'évanescence des chefs-d'œuvre. Augustin Sagredo est joueur d'échecs : il sait que le plaisir d'une belle partie n'est pas de la gagner, mais de la jouer.

L'entrée en littérature de Bruno Racine est une indiscutable réussite : s'opère dès maintenant attentifs à l'œuvre qui suivra.

JOSANE DURANTEAU.

1. LE GOUVERNEUR DE MORÉE, de Bruno Racine, Grasset, 285 pages, 52 F.

le feuilleton

L'Affaire Jésus

Ce bougre de Guillemain !

LE 19 mars, Henri Guillemain entre dans sa quatre-vingtième année. On ne le dirait pas. Quel bougre d'homme ! Par bougre, je n'entends pas seulement le « Bulgare » des Bas-Latins, autant dire : l'hérétique, rageur envers tous les bigots. Le mot se charge pour moi de bougonnement admiratif, comme quand Flaubert l'applique à ses maîtres, et Guillemain aux siens, Hugo ou Jaurès. J'appelle bougre le contraire des affreux dont Jean Massin dresse la liste fétide (Talleyrand, Metternich, Franco) ; tout brave, bref, qui « nous étonnera toujours ».

C'est le cas de Guillemain, une fois encore, avec cette *Affaire Jésus*. On guette l'iconoclaste des fausses légendes (ses ennemis disent : le « fouille-merde ») ; et on découvre un or du cœur, ardent, mais pacifié. Mon dernier livre, annonce-t-il. Allons donc ! Tous les écrits sont des témoignages. Il est pourtant vrai que, dans celui-ci, on sent une récapitulation urgente. Il y a de quoi au soir d'une vie remplie de livres et d'actes, un croyant résume ses raisons de croire, à l'a-quel-bon qui les tenaille : gageons qu'il sera exaucé !

par Bertrand Poirot-Delpech

tirées de ses auteurs favoris, Rousseau, Hugo, Lamartine, Péguy, Jaurès, Claudel, Bernanos, de l'histoire de la Commune ou des nationalismes, et de son existence privée. Pas moins.

Le vœu de Guillemain serait que les jeunes lecteurs trouvent dans ce témoignage d'homme à homme un remède à l'a-quel-bon qui les tenaille : gageons qu'il sera exaucé !

LONGTEMPS, les catholiques ont parlé d'eux-mêmes avec la morgue, ou la fausse honte, des triomphes. Les voici moins fiers ! Pour un peu, il leur viendrait des timidités de secte en voie de disparition. En un temps où la satisfaction des besoins matériels éclipsait tout, où ne sont prises au sérieux que les questions auxquelles science et technique peuvent répondre, ruminer le « d'où venons-nous, où allons-nous ? » de Gauguin donne l'air stupide, attardé. N'importe : Guillemain s'obstine dans la foi de son enfance. L'enseignement de celui qu'il nomme Ischoua ou le Nazarin, de préférence à Jésus ou Christ, lui paraît conserver toute son importance libératrice.

L'envie de croire ne désarme pas l'historien habitué à soupçonner les plus mensonges des traditions. A la suite de Charles Perrot — *Jésus et l'histoire*, Desclée de Brouwer, 1979 —, la critique des sources s'assure de l'historicité indéniable de ce que rapportent les Évangiles. Une biographie du Christ ne lui semble pas scientifiquement possible, et Renan reste pour lui l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire (l'équivalent de la *Belle Hélène* pour l'Antiquité, ironisait Proust) ; mais les convergences des Évangiles l'emportent sur leurs contradictions. A ses yeux, l'homme Jésus a bien existé, avec une chair pareille à notre chair, et un caractère singulier, porté au paradoxe, à l'humour, volontairement chaste.

En tout cas, son enseignement ne saurait être réduit, comme on l'a tenté vers 1947 sur la foi du document de Qumran, à une suite de la prédication essénienne, ou à une simple lutte de libération contre l'occupant romain, comme y incitent nos dernières guerres. On ne saurait prouver que le Crucifié a vaincu la mort, mais il est sûr que ses disciples, eux, ont cru à sa résurrection, et, ajoute Guillemain, on ne se fait pas tuer pour conforter une imposture.

RESTE le retentissement qu'a connu cette histoire, alors qu'il s'en est raconté bien d'autres. La logique voudrait que tout s'arrêtât là. Pourquoi en est-il sorti le christianisme ?

Guillemain médite ce miracle historique sans en tirer une raison supplémentaire de croire, mais plutôt des motifs à rougir. Quoi de commun entre Jésus et les papes de la Renaissance ? Comment oublier l'inquisition, les carnages d'indiens, les bûchers de juifs, les 17e Damn pour la Saint-Barthélemy, les bédouilles données à Franco et à Bokassa ? Depuis que Constantin a érigé le christianisme en religion d'État et en auxiliaire de l'ordre, que d'encouragements aux oppressions politiques et économiques !

Autre écran dressé entre les Évangiles et nous : l'idéologie surajoutée au long des siècles par les conciles, à la demande du pouvoir civil ou sur pression des possédants. Nulle part il n'était question, à l'origine, de réconciliation à l'ordre établi, de péché originel, de rachat, d'indulgences, de mérites, d'immaculée conception, d'assomption de la Vierge...

(Lire la suite page 15.)

LES NOUVELLES COMPLETES DE

Somerset Maugham

Mr. Ashenden agent secret

"Avec cette première édition française complète de ses nouvelles, c'est la sortie du purgatoire d'un merveilleux conteur d'histoires sorcissantes."

PIERRE DEMERON "MARIE-CLAIRE"

JULLIARD

UN NOUVEAU GRAND CLASSIQUE DANS LA COLLECTION L'ORANT



"Un ouvrage complet sur la Vierge, à lire absolument..."
"Une Marie conquérante et résolument moderne..."
"La Vierge royale, le Christ psychanalyste, l'innocent et l'adulte, le cinquième Évangile..."

DANS LA MÊME COLLECTION
Technique de la prière, Le sacre de l'amour, Le méditant, Le mystère des origines.

L'ORANT

ÉDITIONS FRIANT 96 Bd Ang-Bianqui 75013 PARIS. Tél. 336.18.46
FLEURUS DISTRIBUTION 31 rue de Fleury 75296 PARIS CEDEX 06. Tél. 544.38.34

HISTOIRE UNIVERSELLE DES CHIFFRES PAR GEORGES IFRAH



"L'histoire des chiffres, c'est aussi l'histoire de l'humanité, l'histoire des civilisations, l'histoire de l'intelligence humaine. Georges Ifrah a tiré de sa recherche érudite un livre passionnant et passionnant, indispensable dans toute bonne bibliothèque."

L'histoire universelle des chiffres est un monument qui captivera plus d'un lecteur, pas même mathématicien, et qui ne manquera pas de donner à méditer à plus d'un pédagogue. Une magnifique réussite.

L'Education

SEGHERS

Georges Suffer romancier

Un royaume pour une tombe

roman

"Un petit-fils de Léon Bloy et de Bernanos, qui survole les siècles et les événements avec la belle négligence des baroudeurs intellectuels. Un drôle de roman, tour à tour abstrait et passionnant, irréal et touchant."

François Nourissier de l'Académie Goncourt
Le Figaro Magazine
"Suffer a fait d'un coup d'essai et d'un coup de roman deux coups de maître."
Georges Elgozy
Le Figaro

GRASSET

DANEMARK

...l'année des châteaux!



Coupons à retourner à l'OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK 142, Champs-Élysées, 75009 Paris - Tél. 562.17.02 et voir aussi nos brochures, cartes, etc., sur vos prochaines vacances au Danemark.

DANEMARK
— à vous de tout cœur!

la vie littéraire

Spinoza

en épigraphe de Lacan

La revue *Littoral* (éditions Erès, 19, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse) en est déjà à son troisième numéro, intitulé *Asseritude paranoïaque*. On ne s'étonnera pas d'y rencontrer Salvador Dali, le sauveur, comme son nom l'indique, et Jean-Jacques Rousseau plus qu'embarrassé par la gloire douteuse de son homonyme, Jean-Baptiste Rousseau; « tout se passa, écrit Balzac de Saint-Girons, comme si Jean-Baptiste Rousseau commandait par-delà la mort le destin de cet alter ego qu'il teste de ses propres talents, mais aussi de ses pensées contradictoires et de son goût dangereux pour une parole inattendue ».

Outre un dossier sur la Folie à deux dans la psychiatrie française et une étude de Guy Le Goff sur le thème: « Ce que le paranoïaque ne réussit pas », on lira également les réflexions passionnantes qu'ont inspirées à Robert Mrazal la rencontre de Lacan et de Spinoza, à propos, bien entendu, de la problématique du désir, essentielle pour l'un comme pour l'autre. Mrazal montre comment, dès 1832, Lacan a compris, peut-être le premier, l'importance de Spinoza non comme métaphysicien, mais comme psychologue de la personnalité. — R. J.

Escalade

dans l'auto-compliment

On n'est jamais si bien servi en éloges que par soi-même: mais certains écrivains se livrent, dans leurs prières d'insérer et leurs

bandes, à une escalade d'auto-compliments qui sous-estime l'intelligence du public et risquent de se retourner contre eux. La, la même semaine, sur des bandes de Grasset: « La cinquième évidence d'un grand talent » et « Quand l'art de la nouvelle touche à la perfection ».

Écrira-t-on en l'an 2000 ?

Lors des récentes Rencontres internationales d'écrivains qui ont eu lieu à Montréal, la question fut posée de savoir comment et à quel rythme en l'an 2000. Les participants, Français, Mexicains, Américains du Nord, Écossais, Italiens, Haïtiens en exil, et, bien entendu, Québécois, se groupèrent vite en deux camps. Le premier autour de F.-J. Temple et Tristan Cabral, défendant l'individu et le génie du lieu, le second, où figuraient en cavalier presque seul, corréiste et juvénile, le philosophe suisse Claude Jaquillard.

Les débats, de qualité mais quelquefois acerbes, prirent un tour nouveau avec l'entrée en lice de la cohorte féministe conduite par la Québécoise Nicole Brossard. Mais, là, c'est en définitive Chantal Chawaf qui, mieux que d'autres, sut trouver le chemin des esprits et des cœurs.

Il fut aussi question d'ordinateur. Certains le craignaient pour l'avenir du livre, d'autres voyaient en lui le nouveau porte-plume. Quelques-uns, qui ne s'en souciaient guère, prolongèrent les rencontres en profitant de la merveilleuse hospitalité québécoise et de la splendeur des lacs et des forêts sous la neige, dans le sillage de Jean-Guy Pilon, Gaston Miron et Pierre Morency.

La Commune en images

« Vous êtes resté à Paris sous la Commune ? — Oui. — La grande prière se pencha à l'oreille de l'assesseur, puis, s'adressant aux agents: « Conduisez-moi cet homme à la queue. » (...) Je suis escorté de deux agents à brassards tricolores. Je me trouvais dans la petite cour du Sénat. Nous tournâmes à gauche et un spectacle inoubliable m'apparut brusquement. Pressés entre un long mur et la limite des bosquets, une masse d'hommes qu'entouraient des soldats. A mon arrivée, les rangs s'ouvrirent et se refermèrent. C'était là ce que le grand prêtre appelait la queue. De moment en moment un peloton de ligards arrivait et emmenait les six premiers. On entendait alors des détonations. Des centaines, des centaines et des centaines de pauvres diables étaient ainsi exécutés. Il y a des monceaux de cadavres sous les deux grandes pelouses... »

Max Vulliamy, qui raconte ainsi un massacre de communards par les versaillais le 25 mai 1871, fut sauvé par un étudiant en médecine, qui le prit pour un condisciple. D'autres récits de témoins célèbres ou anonymes (Louis Michel, Elisée Reclus, P.O. Lagaray, etc.), cinquante illustrations d'époque et une chronologie réunies dans *La Commune en images* montrent ce que fut Paris insurgé, puis sauvagement réprimé par les versaillais. Les Éditions François Maspéro ont conçu spécialement cet ouvrage pour une intense campagne de promotion chez les libraires jusqu'au 15 avril. Il sera remis gratuitement à tout acheteur de trois livres parmi les collections de poche de cet éditeur.

vient de paraître

Romans

HENRI GOUGAUD: *Bâtisseurs*. — Comment Guillaume, suivi l'histoire des Parisiens exilés à la recherche de sa propre vérité. (Le Seuil, 288 p., 59 F.)

JEAN FERNIOT: *Le Pape et le Saint-Esprit*. — En 1294, un comte dépeuplé du pape abdiqua cinq mois plus tard. L'auteur conte cet épisode peu connu de l'histoire de l'Église et pose la question: celui qui tient le pouvoir peut-il poursuivre une quête spirituelle? (Grasset, 284 p., 62 F.)

VIVIANE FORRESTER: *Les Alibis cavaliers*. — A quoi rêvent les jeunes filles? Celle-ci rêve des passions de l'homme alors que se sent capable « avoir aimé la vie ». Par l'auteur de *La Violence du cadavre*. (Acréole, 238 p., 59 F.)

ROBERT PINGET: *Monsieur Songe*. — Il n'arrive jamais rien d'exceptionnel à ce vieux roman original et bilingue, ce qui fait que tout est pour lui événement grave. De ce qui pourrait être triste, Robert Pinget en a fait, dit-il, un « divertissement ». (Minaud, 128 p., 40 F.)

MAURICE SCHUMANN: *Le Concerto en sol mineur*. — Pour quoi Marie, la violoniste, a-t-elle fait son choix? Le grand pianiste Walter Calder? Le poète même au jour les secrets du cœur humain. (Flou, 257 p., 50 F.)

Lettres étrangères

IRMGARD KEUN: *Le Jeune Fille en sol artificiel*. — Une jeune fille de dix-huit ans, qui rêve de devenir une vedette, part à la conquête du monde, c'est-à-dire de Berlin. Par l'auteur de *Géa*. Traduit de l'allemand par Dominique Aurand. (Balland, 250 pages, 69 F.)

WALKER PERCY: *Les Signes de l'Apocalypse*. — A l'approche de la cinquantaine, Will Barrett sent de plus en plus étiqueté comme un homme qui ne croit pas à la mort l'obéissant. Choisira-t-il? Traduit de l'anglais par Françoise et Guy Cassin. (Calmann-Lévy, 370 pages, 89 F.)

BRUCE CHATWIN: *Le Vicaire de Ouidah*. — L'histoire extraordinaire d'un missionnaire d'origine britannique, au Dahomey, en 1810, fait d'un fabuleusement riche avant de sombrer dans la misère. Traduit de l'anglais par Jacques Chabert. (Grasset, 224 pages, 49 F.)

BOYHO STRAUSS: *Reffin*. — L'histoire de la décadence et du moment où le « raffin » précède le chaos. Traduit de l'allemand par Éliane Kienholz. (Gallimard, 182 pages, 55 F.)

KENZABURO OE: *Dîner - nous comment survivre à votre folie*. — Nouvelles d'un auteur né en 1925, qui, après, à vingt-deux ans, la plus grande récompense pour un jeune romancier, le prix Akutagawa, ce qui allie avec aisance la science-fiction au fantastique, le vécu au mytique. Traduit du japonais par Marc Micrèze, préface de John Nathan. (Gallimard, 304 pages, 98 F.)

Critique littéraire

MICHEL GRASSET: *Faust*. — A l'occasion de la publication de *Souvenirs*, un universitaire d'importance, on se rappelle comme mode de surgissement des idées et des idées romanesques. (Kailash, 294 pages.)

Poésie

PIERRE GAMARRA: *Le Mère et l'Enfant*. — P. Gamarra a établi cette anthologie des plus beaux poèmes consacrés à l'amour entre mère et enfant. D'Aragon à Rimbaud, d'Eluard à Villon. (Temps actuels, 146 p., 45 F.)

LUCIEN SCHERER: *Le Grand Espérance des poètes 1940-1945*. — L'espérance de rénaissance qui anime une partie de l'intelligentsia pendant l'occupation est évoquée à travers des lettres et des textes inédits de Paul Eluard, Pierre Seghers, Max-Pol Fouchet, René Char, Albert Béguin, Vercors, Jean Tardieu, Jean Lescaur, Aragon, Robert Desnos, André Frénaud, Pascal Pia, etc. Précédé de *Hier, Demain, Tomorrow*, de Jean Lescaur. (Temps actuels, 386 p., 79 F.)

Arts

JEROME PEIGNOT: *De la couleur*. — Les aspects typographiques, historiques et plastiques des couleurs. Une abondante iconographie accompagne le texte de J. Peignot. (Jacques Damase, un album de 224 p., 190 F.)

Essais

SAUL FRIEDLANDER: *Reflets de la conscience*. — L'auteur d'écrits dans les années de la Résistance, de romans et de chroniques contemporaines, une certaine fascination pour le nazisme. (Le Seuil, 140 p., 49 F.)

ALFRED SAUVY: *Mondes en marche*. — Les conditions de la « marche » des riches vers les pauvres définies après une analyse de la situation complexe du monde. (Calmann-Lévy, 268 p., 67 F.)

JACQUES ELUL: *Changer de révolution*. — A partir de la conjonction de facteurs historiques et technologiques, l'auteur distingue la possibilité d'une « vraie révolution ». (Le Seuil, 296 p., 69 F.)

Philosophie

ALAIN BADIOU: *Théorie du sujet*. — Par le dernier philosophe moderne, la tentative, à l'aide de Lacan, de reconstruire le noyau d'une philosophie du sujet compatible avec le marxisme. (Le Seuil, 350 p., 120 F.)

Document

NICOLAS MEINBERG: *Mémorial Baudouin et la chute de Hitler*. — L'étonnante histoire d'un Suisse de

en poche

Une leçon d'humanité de Golding

PUBLIÉ quelques années après *La Mort du moucheur*, qui le fit connaître en France, ce roman de William Golding est l'histoire d'une passion: celle du doyen Jocelin pour Dieu, auquel il décide d'élever une flèche de « 400 pieds »; cette flèche « sera le schéma de la prière suprême », déclare-t-il à tous ceux qui tentent de s'opposer à son irrémédiable décision. Lorsque l'on sait que la flèche n'a pas de fondations, on comprend à quelles oppositions, en commençant par le maître d'œuvre, le vieux doyen se heurte. La flèche est le livre d'un combat, d'une opposition entre les hommes du commun et un prêtre qui brûle d'amour divin. Mais ce dernier, qui qu'il ait également à repousser les assauts de démons, est protégé et assisté par un ange: sa flèche se dressera dans le ciel.

Récit symbolique, ce livre n'a rien d'austère, car, et c'est ce qui lui donne tout son prix, l'auteur sait aller constamment du plus terre à terre au plus mystique, sans rien renier de ce qui fait la condition humaine. Le regard amusé que Golding porte sur le moindre de ses personnages fait de *La Nef* une magistrale leçon d'humanité.

★ LA NEF, de William Golding, traduit de l'anglais par Marie-Lise Maréchal, l'Imaginaire/Gallimard.

● Avec Baudelaire, « l'érotisme devenait chose aussi sérieuse que la mystique, tous deux pointant vers un mystère commun. (...) De tous les poètes français de l'amour, Baudelaire était le seul qui ne parlât d'un langage, du moins un langage d'adultère ». Ces lignes sont extraites de la préface que Pierre Emmanuel consacre à Baudelaire, la femme et Dieu, étude rééditée dans « Points Seuil », qu'il publia il y a quinze ans. Depuis, les affinités entre les deux poètes sont devenues plus manifestes encore dans la trilogie de P. Emmanuel, *Une, Deux, l'Autre*.

● En mémoire de son fils qui se suicida à vingt et un ans, Roger Ivor écrit cette adresse, *Je porte plainte*, au président de la République, contre l'activité délétère de certaines sectes. Rééditée dans « Le livre de poche », la plainte de Roger Ivor a gardé toute sa force et, malheureusement, toute son actualité.

● Mettez-vous donc un « état d'innocence », adjuce Paul Demiéville en introduction à cette *Anthologie de la poésie chinoise classique*, « Poésie Gallimard », qu'il a dirigée et qui a exigé la participation d'une quinzaine de collaborateurs. En échange, « vous vous trouvez, écrit-il, dans un monde ennobli, où tout est repos, simplicité, détente, et auprès de quoi toute autre poésie vous paraîtra verbeuse ».

● Françoise Mallet-Joris invite à une incursion dans le monde du show-business avec *Diebitch-Roi*, réédité dans « Le livre de poche ». Un « archaïsme de la chanson », idole fragile de notre temps, se brûle aux feux de la rampe et témoigne de l'angoisse et du désespoir d'une partie de la jeunesse, des fans pathétiques et navrés.

● Il suffira de dire que je suis Juan Pablo Castel, le peintre qui a tué Maria Iribarne; je suppose que le procès est resté dans toutes les mémoires et qu'il n'est pas nécessaire d'en dire plus sur me personnel: ainsi commence *Le Tunnel*, « Points Roman », d'Ernesto Sabato, traduit de l'espagnol par Michel Bihard. Ce récit glacé d'un drame de la jalousie, écrit par l'un des plus grands écrivains d'Amérique latine, entraîne dans le tunnel sans fin des passions et de la solitude.

en bref

● LA COLLECTION « TRAVAILLES DU XIX^e SIÈCLE », chez l'éditeur Jean-Cyrille Godéroy, invite à revisiter la bibliothèque du siècle dernier, à travers, parmi les textes d'une prodigieuse richesse que les manuels de littérature n'ont pas canonisés. Deux premiers ouvrages sont réédités: « La Rose et le Vert », suivi de « Mins de Vangel », de Stendhal, présentés par Michel Déon, et « Bismarck », de Flaubert, présenté par Henri Meschonnet.

● LE TRENTA-DEUXIÈME PRIX MAX JACOB DE POÉSIE a été attribué à Jean-Michel Frank pour un fort recueil de deux cent cinquante pages « Le Christ est du matin », publié chez Gallimard, que l'auteur considère comme son œuvre la plus achevée. Né en 1922, l'auteur est agrégé de philosophie. Ses poèmes, souvent d'inspiration religieuse, se caractérisent par leur simplicité. Il fut tout effet, remuait étant commenté dans l'expression et l'expérience.

● L'ÉCRIVAIN BELGE JACQUES-GEORGES LINZ, cinquante-deux ans, a obtenu le prix belge-canadien 1981, ont annoncé l'ambassade du Canada et le ministère belge de la communauté française. Le prix sera remis au lauréat le 31 avril, lors du Salon international du livre du Québec.

● LE JURY DU PRIX PRINCE-PIERRE-DE-MONACO, doté de 30 000 F et qui récompense un auteur pour l'ensemble de son œuvre, a retenu cinq noms: Alain Bosquet, Milan Kundera, Patrick Modiano, Michel Mohrt et Christine de Rivoyre. Le prix sera remis le 5 mai à son lauréat dans la principauté.

le charme de Jean

« Vous êtes resté à Paris sous la Commune ? — Oui. — La grande prière se pencha à l'oreille de l'assesseur, puis, s'adressant aux agents: « Conduisez-moi cet homme à la queue. » (...) Je suis escorté de deux agents à brassards tricolores. Je me trouvais dans la petite cour du Sénat. Nous tournâmes à gauche et un spectacle inoubliable m'apparut brusquement. Pressés entre un long mur et la limite des bosquets, une masse d'hommes qu'entouraient des soldats. A mon arrivée, les rangs s'ouvrirent et se refermèrent. C'était là ce que le grand prêtre appelait la queue. De moment en moment un peloton de ligards arrivait et emmenait les six premiers. On entendait alors des détonations. Des centaines, des centaines et des centaines de pauvres diables étaient ainsi exécutés. Il y a des monceaux de cadavres sous les deux grandes pelouses... »

Max Vulliamy, qui raconte ainsi un massacre de communards par les versaillais le 25 mai 1871, fut sauvé par un étudiant en médecine, qui le prit pour un condisciple. D'autres récits de témoins célèbres ou anonymes (Louis Michel, Elisée Reclus, P.O. Lagaray, etc.), cinquante illustrations d'époque et une chronologie réunies dans *La Commune en images* montrent ce que fut Paris insurgé, puis sauvagement réprimé par les versaillais. Les Éditions François Maspéro ont conçu spécialement cet ouvrage pour une intense campagne de promotion chez les libraires jusqu'au 15 avril. Il sera remis gratuitement à tout acheteur de trois livres parmi les collections de poche de cet éditeur.

le DOUGRE DE GUI

« Vous êtes resté à Paris sous la Commune ? — Oui. — La grande prière se pencha à l'oreille de l'assesseur, puis, s'adressant aux agents: « Conduisez-moi cet homme à la queue. » (...) Je suis escorté de deux agents à brassards tricolores. Je me trouvais dans la petite cour du Sénat. Nous tournâmes à gauche et un spectacle inoubliable m'apparut brusquement. Pressés entre un long mur et la limite des bosquets, une masse d'hommes qu'entouraient des soldats. A mon arrivée, les rangs s'ouvrirent et se refermèrent. C'était là ce que le grand prêtre appelait la queue. De moment en moment un peloton de ligards arrivait et emmenait les six premiers. On entendait alors des détonations. Des centaines, des centaines et des centaines de pauvres diables étaient ainsi exécutés. Il y a des monceaux de cadavres sous les deux grandes pelouses... »

Max Vulliamy, qui raconte ainsi un massacre de communards par les versaillais le 25 mai 1871, fut sauvé par un étudiant en médecine, qui le prit pour un condisciple. D'autres récits de témoins célèbres ou anonymes (Louis Michel, Elisée Reclus, P.O. Lagaray, etc.), cinquante illustrations d'époque et une chronologie réunies dans *La Commune en images* montrent ce que fut Paris insurgé, puis sauvagement réprimé par les versaillais. Les Éditions François Maspéro ont conçu spécialement cet ouvrage pour une intense campagne de promotion chez les libraires jusqu'au 15 avril. Il sera remis gratuitement à tout acheteur de trois livres parmi les collections de poche de cet éditeur.

Max Vulliamy, qui raconte ainsi un massacre de communards par les versaillais le 25 mai 1871, fut sauvé par un étudiant en médecine, qui le prit pour un condisciple. D'autres récits de témoins célèbres ou anonymes (Louis Michel, Elisée Reclus, P.O. Lagaray, etc.), cinquante illustrations d'époque et une chronologie réunies dans *La Commune en images* montrent ce que fut Paris insurgé, puis sauvagement réprimé par les versaillais. Les Éditions François Maspéro ont conçu spécialement cet ouvrage pour une intense campagne de promotion chez les libraires jusqu'au 15 avril. Il sera remis gratuitement à tout acheteur de trois livres parmi les collections de poche de cet éditeur.

Max Vulliamy, qui raconte ainsi un massacre de communards par les versaillais le 25 mai 1871, fut sauvé par un étudiant en médecine, qui le prit pour un condisciple. D'autres récits de témoins célèbres ou anonymes (Louis Michel, Elisée Reclus, P.O. Lagaray, etc.), cinquante illustrations d'époque et une chronologie réunies dans *La Commune en images* montrent ce que fut Paris insurgé, puis sauvagement réprimé par les versaillais. Les Éditions François Maspéro ont conçu spécialement cet ouvrage pour une intense campagne de promotion chez les libraires jusqu'au 15 avril. Il sera remis gratuitement à tout acheteur de trois livres parmi les collections de poche de cet éditeur.

essais

Le charme de Jean Grenier

Jean Grenier possédait trois vertus qui manquent cruellement aux philosophes actuels : l'esprit de finesse, l'humour et la modestie. Il exprimait des pensées profondes dans un langage sans manières. On en trouve la preuve, une nouvelle fois, en lisant ce volume où sont réunies et reclassées toutes les définitions qui figuraient dans les précédents lexiques publiés par l'auteur des lieux.

Jean Grenier a mis ses pensées avec celles des écrivains qu'il fréquentait. Ainsi, au mot « amour », vous tombez sur ces interrogations d'Erasmus : « Dites-moi, le vous prie, peut-on aimer quelqu'un quand on se fait soi-même ? Peut-on vivre en bonne intelligence avec les autres quand on n'est pas d'accord avec son propre cœur ? Peut-on apporter quelque agrément à la société quand on est ennuyé et fatigué de sa propre existence ? » Au mot « âme », Jean Grenier demande à l'opulente de s'abstenir d'être charitable : « Avoir une belle âme ne devrait pas être permis au-dessus d'un certain degré de fortune. C'est de l'accaparement. Contentez-vous de votre richesse, ne méprisez pas au point de vouloir nous faire du bien. »

Cherchant à définir la curiosité, l'auteur répète les propos d'un certain J. P. : « J'ai déjà manqué ma naissance : je veux

assister à ma mort. » Quant à Dieu, Jean Grenier nous confirme que c'est un personnage d'une grande mélancolie, « appelé Lord Spion parce qu'il est condamné à vivre seul et à s'ennuyer ».

Pour le mot « dupe », c'est le cardinal de Retz qui est cité : « L'en-est plus souvent dupe par la défiance que par la confiance. » Il est vrai que restreindre le crédit qu'on accorde aux autres n'apporte pas une belle vie, car on fait un méfiance usagée de soi-même lorsqu'on réprime ses élans ou ses incertitudes par crainte d'être abusé. Mieux valent les désarrois du sage que les déceptions que la « triste » sècheresse.

« Cachez pour montrer, tel peut être le but de l'écrivain », disait encore Jean Grenier, avec son art du paradoxe. Lui-même parvenait à ce but en donnant toujours du charme à ses vœux discrets. Ainsi, lorsqu'il confie : « Je voudrais passer six mois à Paris, six mois à Rome et le reste au Caire », ou bien, lorsqu'il médite sur la volupté, il évoque « le froissement des feuilles dans le vent pendant une nuit d'été ».

FRANÇOIS BOIT.
★ LEXIQUE de Jean Grenier. Editions Fata Morgana (15, rue de Valenciennes, 75011 Paris). 115 p., 120 F.

au fil des lectures

recits

LE COUP DE FOUDRE

Rien n'est plus périlleux que d'écrire à chaud sur l'événement. Le journaliste y sacrifie, dont c'est le métier. Mais les écrivains, les poètes... Deux s'y sont essayés, à l'un des deux, à l'autre du 10 mai. Maurice Achard évoque avec une mémoire qui aurait été saisie dans une tornade, projeté hors de ses habitudes dans une rêverie hallucinatoire et déambulatoire.

François Coupry réagit plus en complotiste, en historien des esprits et en philosophe spéculatif. Ancien de mai 68, un temps membre du P.C., il raconte d'expériences et de s'expliquer par quel phénomène d'illumination, quel transport sentimentale, ce qu'il avait ressenti pour négocier ce dilemme lui est apparu soudain comme l'aube d'une nouvelle.

Dans l'événement, il y a une source. Il entre une part de naïveté, d'enfance, au sens le plus merveilleux du terme, dans cet enthousiasme réveillé qui admet sans retenue ce qu'il avait d'abord méprisé sans nuances. François Coupry nous présente, dans le style autobiographique qu'il affectionne, des tableaux acérés et colorés de la nuit du 10 mai, de l'insurrection à l'Élysée, de la marche au Panthéon, mais aussi de ces réunions pour discuter les résumés des journaux, deux heures avant que le commun des mortels n'en soit informé.

PAUL MOHRELLER.
★ Tableaux de Maurice Achard. Stock, 175 p., 50 F.
★ Le bouillonnement d'une idée neuve en France, de François Coupry. Mémoires d'aujourd'hui, 235 p., 65 F.

lettres étrangères

LA BELLE JEUNESSE D'ANA NOVAC

De Christine Amory et Anne Frank jusqu'à un récent témoignage de la petite Wanda Przychalska (1), nombreux sont les écrivains d'enfance qui nous plongent dans l'enfer de la guerre et des déportations. Les deux auteurs de *La Belle Jeunesse* d'Ana Novac, se distinguent par la vision très particulière d'une adolescence qui connaît déjà la force de la décision contre la violence brutale ou sournoise.

Ana Novac est née en Transylvanie roumaine où vit encore une importante minorité hongroise et où sous les « protocoles » d'extrême droite on tentait de maintenir la xénophobie entre les populations. En 1940, le dictateur de Vienne, imposé par Hitler, coupe en deux la belle patrie, laissant un tiers à la Roumanie et déplaçant les deux autres à la Hongrie. Les Novacs, juifs et pauvres, se trouvent dans la dernière. La mauvaise. Quand l'armée rouge et l'armée roumaine (ayant tourné les armes contre les Allemands, les alliés de la veille) la libèrent, les juifs — contrairement à ce qui s'était passé en Roumanie — avaient presque tous été exterminés. Comme Elie Wiesel, Ana survécu.

Contrairement à Wiesel, qui pousse l'Occident, Ana Novac s'installe à Bucarest, capitale d'une démocratie populaire. Elle y vit jusqu'en 1965, auteur dramatique à succès. Après Auschwitz, les romans ne lui font plus peur, elle trouve la mesure en littérature et, dans son ardeur « révolutionnaire », naïve, attaque les tares d'un régime de plus en plus policier. En l'espace d'une seule soirée, nous raconte-t-elle dans son avant-propos, aussi important que le texte du *Journal* lui-même, ce fut la dégringolade : Ana Novac s'était moquée, dans une de ses pièces, du « pouvoir en tant qu'ennemi visible pour la cause, quel que soient les bons volontés et le parti de ceux qui le détiennent ».

Nous la retrouvons à Paris, en 1965, à l'époque des douces illusions. Le public est sûr d'arriver : ainsi une première version de son *Journal* de fille « bien élevée » à Auschwitz tombe dans l'indifférence. Pourtant, en Hongrie et en Allemagne fédérale, le livre est très apprécié. Voici aujourd'hui une seconde version, augmentée, qui, avec une belle écriture et une ironie terrible, nous de transmet l'expérience d'Ana.

EDGAR REICHERMANN.
★ *Journal* d'Ana Novac. Traduit du hongrois par l'auteur et Jean Parvulesco. Presses de la Renaissance, 240 p., 50 F.

(1) *Journal de Wanda*, Ed. Cane.

roman

LES HÉSITATIONS DE CLAUDE MAURICAC

« Voici que je commence un *Journal*, alors que j'ai un roman qui s'écrit dans ma tête », écrit Claude Mauriac dès la première phrase de *Radio sans fil*. Et le lecteur s'étonne. Pourquoi diable s'écrit-il « le roman » si son roman si l'envie, si l'inspiration font défaut ? « Écrire si se passe par l'empêchement », recommande Gide. Les mots qu'on puise dans le *Journal* de Mauriac, pourtant, s'en empêchent. Il bâille, il regarde l'heure, il la note, il recopie deux fois la même citation de Proust, il se redit, il compte les pages, les lignes, et s'interroge : pourquoi donc la mystérieuse romanesque ne prend-elle pas ?

Parce qu'il y manque l'action, les personnages, et qu'une suite de révisions, souvenant, nous fait bien de le constater. Le *Journal* se venge d'avoir été cédé la place à la fiction. Il la range et l'envoie.

En vain l'auteur s'accroche-t-il aux besognes de Rouman, Kierkegaard ou Soljenitsyne pour cerner un instant d'éternité, retrouver les seuls mots par l'intermédiaire desquels disparus, accéder au « temps immuable » qui permettrait enfin à l'œuvre de naître. Sans cesse le présent lui coupe la parole. C'est la ressemblance d'un ami, ce l'été d'été, nous dit-il. « Si ce roman ne veut rien, c'est que ce roman ne veut rien », murmure-t-il. « J'y ai mis l'essence, ce qui reste au fond de moi, ce qui est pour moi. Ces pages, on les découvre au détour d'une conversation floue. Derrière le romanesque on trouve l'antique. C'est là qu'il y a un poème. Que ne l'a-t-on laissé chanter ! »

GABRIELLE ROLIN.
★ *Radio sans fil*, de Claude Mauriac. Grasset, 263 p., 55 F.

poésie

L'OR DU PÉROU

La poésie péruvienne d'hier et d'aujourd'hui n'est guère connue en France. C'est pourquoi la petite anthologie de José Carlos Rodríguez, poète péruvien vivant à Paris, est la bienvenue. Plusieurs voix sont ici rassemblées, qui viennent de la cime, de la forêt ou de la sierra. Rodolfo Hinostroza, César Martínez, Tulio Mora, Jorge Nejar, Juan Ojeda, Jorge Pimentel, Abelardo Sánchez-León, Enrique Venegas ont des voix communes, sans de l'air indien ou du dédoublement, angélique et terrestre, qu'ils de l'histoire, fascination plus ou moins marquée des cultures andines, humour et ironie, révolte contre l'ordre établi, contradictions innées virulentes qui mènent J. Ojeda au suicide.

Ces poètes se singularisent par une étonnante puissance verbale. On devine vite qu'ils écrivent vers à l'encre de la coupe du monde, à leur risque et péril. Et nous pourrions admettre un tel élan de Jorge Nejar : « Que puis-je faire, que puis-je faire ? »

ANDRÉE LAUDR.
★ Poésie latino-américaine d'aujourd'hui : le Pérou. Édition bilingue. Présentation de J.-C. Rodríguez. Traduction de Catherine Sauter.

Poésie, 1. n° 57-60, 35 F.

CE BOUGRE DE GUILLEMIN

(Suite de la page 13.)

Devant les objections des rationalistes à l'existence de Dieu, et leurs accusations d'infantisme, Guillemain retrouve sa verve batailleuse. Avec le bougre Hugo, il professe que la puerilité est du côté de ceux qui, en se baissant les yeux devant l'inconnu, ont le supprime. Bismarck est appelé à la rescousse, pour qui la surimpression « extrême » du connu par rapport à ce qui reste à connaître est une des grandes faiblesses de la pensée contemporaine.

AUX positivistes selon qui, de Feuerbach à Monod, la religion née de la peur et bouter-trou du non-connu ne peut que reculer, Guillemain fait observer que l'évolution répond à une idée directrice (Claude Bernard), qu'elle est une démonstration expérimentale de Dieu (Jaures), qu'il n'y a pas de programme sans programmeur (Kastler).

Ce qui n'est pas réductible en concepts n'est pas dénué de réalité. Il y a la connaissance du cœur chère à Pascal, la musique et la poésie intraduisibles en langage scientifique (François Jacob), et, par-dessus tout, cet acharnement au bien, ce bain naturel de morale, cette invincible espérance, que les philosophes échouent à expliquer, de Freud à Jankélévitch, Ernst Bloch et Sartre lui-même. S'appuyant sur l'entraine de l'Observateur du 10 mars 1980 dont on n'a pas fini d'entendre parler, Guillemain n'est pas mécontent de faire admettre par son bêtise de la rue d'Ulm que chaque conscience obéit à une morale intérieure, à une réquisition vague, à un mandat dépassant le réel. Que dit d'autre Luc quand il place le Royaume de Dieu « en nous » (XVII, 21), ou Kafka quand il parle d'« abîme de lumière » ? Sans voir dans cet élan une expression de l'infini, comme Jaures, Chaillos devait concéder qu'un tropisme, dans la parole, est alimenté par la totalité.

Et qu'on ne prétende pas que cette dimension d'amour est un produit culturel (Mead), qu'elle allie notre liberté (Feuerbach, Merleau-Ponty), ou, avec les marxistes, qu'elle brise les révoltes. En vieux homme de gauche, Guillemain rappelle que le marginal subversif appelé Christ, sinon le christianisme, refusait l'iniquité et n'excluait pas la violence si aucun autre moyen ne venait à bout de l'injustice institutionnelle.

De gauche, l'auteur l'est aussi face à l'évolution de l'Eglise. Pour lui, Vatican II n'a pas menacé l'essentiel, comme le redoutent les intégristes. Pour retrouver l'audience perdue, Rome devrait aller au-delà, reconnaître ses fautes passées, renoncer à ses pompes, au soutien des puissants. Mais, en bon fidèle, il ne pose pas de condition à son maintien dans une Eglise qui, à son mérite, tout en le trahissant, de trahisse la Parole.

Contrairement à tant de croyants âgés dont la principale raison de croire semble le refus affoibli du néant proche, Guillemain n'aspire pas à un « ailleurs », de toute façon impensable et inimaginable. Bien qu'il ait des raisons personnelles de croire au miracle, son propre fils ayant été sauvé de la poliomyélite la nuit d'août 1955 où un prêtre, il l'a su plus tard, n'avait cessé de prier à l'inspiration de l'enfant, il n'oublie pas que Lamartine a perdu le foi pour des raisons exactement inverses, en 1832, à la mort de sa fille Julia.

Pour quelques ex-voto comblés, que de déments atroces, en effet, au « tout ce que vous demandez en son nom... » ! La souffrance des innocents, la voilà le pire obstacle à la foi, le « casse-tête », soupire Claudel devant l'auteur, sous les grands arbres de Brangues. Pourquoi Dieu a-t-il organisé cette tuerie qu'est la nature ? Le Nazaréen est resté muet sur le Mal ; il s'est contenté de s'y soumettre, bras en croix.

Au moment de remettre sa copie, Guillemain tremble un peu. Le grand reflux que connaît la foi va-t-il se poursuivre, ou doit-on voir un signe de regain dans la quête, par les jeunes d'après 1968, d'un au-delà du politique ? Redevenue marginale, la secte va-t-elle reprendre sa marche incertaine, comme au temps de la grande à Jésus ? Ce memento de raisons de croire, nouées à la diable comme un bouquet des champs, ne risque-t-il pas le double appât des séducteurs et des fâtes ?

Que ce bougre de Guillemain se rassure, et qu'il ne regrette pas d'avoir été plus commentateur que créateur (comme si, dans son cas, ce n'était pas tout un !) : Dieu, si c'est lui, se manifeste dans son livre exactement à la façon dont il est dit dans le Livre des Rois, comme « un petit souffle, dans la paix du jour, remuant l'herbe à peine ».

S. POTROT-DELPECH.

★ L'AFFAIRE JESUS, de Henri Guillemain, Le Seuil, 260 p., 45 F.

Jean-Marc Roberts

L'ami de Vincent



roman/Seuil

« Tout cela, qui a l'air nonchalant, est d'un raffinement secret mais réel. Roberts, cette fois, est tout à fait entré dans sa peau et dans sa manière. »

François Nourissier / Le Figaro Magazine

« L'énigme dénouée, chacun reste, lecteurs et protagonistes, avec sa version des choses. Avec sa solitude. Et sa petite musique de nuit, laconique : c'est la touche de plume de ce romancier. »

Serge Kostler / Le Monde

Seuil

CHAILLOT POESIE

RENDEZ-VOUS AVEC

CLAUDE MOUCHARD

LUNDI 22 MARS - 20H30 PRECISES

AU GRAND FOYER (Entrée Place du Trocadéro)

D'ARAGON

A ZOLA

506* AUTEURS

SONT DANS

FOLIO

Vous aimez Homère, Flaubert, Molière ? Ou bien Tourneir, Yourcenar, Déon, Boudard, d'Ormesson ? Ou encore Wolinski, Buzzati, Claire Etcherelli ? Peu importe, tous sont dans Folio. Folio, c'est une incroyable diversité : 506 auteurs, 1.582 titres. Pour l'instant : chaque mois, il y a 6 nouveaux Folio. Et les jeunes lecteurs ne sont pas oubliés : pour eux, Folio a créé Folio-Junior, une série où Jules Verne et la Comtesse de Ségur rencontrent Goscinny, Pierre Gripari... et bien d'autres.

Cette année, Folio fête son 10^e anniversaire et organise un grand concours doté de 10 voyages à Ceylan avec U.T.A., et de milliers de livres Folio. Pour jouer, c'est facile : demandez à votre libraire le poster et le catalogue "spécial concours Folio."

folio
la bibliothèque idéale

* au 1/2/1982

Paul-Alexis Ladame sur les traces de ses ancêtres

Quand le laurier reverdira, de Paul-Alexis Ladame, est à coup sûr un roman historique, mais d'un genre à part. Au lieu de ressusciter une époque, il suit les avatars d'un idéal, le catharisme, à travers sept siècles d'histoire occidentale, sur les traces, fictives ou réelles, de ses ancêtres. Il voit ceux-ci émigrer d'Occitanie après le sac de Béziers, se fixer à Neuchâtel au treizième siècle, et, tout en se maintenant autour de ce foyer suisse, rayonner en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, aux États-Unis, en Russie. Il s'ensuit une vaste fresque à épisodes dont les personnages changent tandis qu'un certain esprit demeure. C'est à prouver la permanence de cet esprit que s'emploie le livre, qui bascule ainsi du côté du roman à thèse. Car les cathares, que Paul Ladame va retrouver, successivement, dans les vaudois, les protestants, les bogomiles,

les templiers, les anabaptistes, les républicains, les anarchistes, c'est-à-dire tous les hérétiques qui peuplent sa famille, sont moins, à ses yeux, les sectateurs d'une théologie précise que les adeptes d'une morale de l'amour. Ils sont déliés de la lettre de toute religion par l'esprit de liberté que leur ouvre le gnosticisme.

Attachante par la variété des scènes historiques que l'auteur recrée en des lieux et des moments si divers, cette geste, qui glisse à sa manière toute héraldique, n'est pas sans naïveté manichéenne. Elle inquiète par les rapprochements hasardeux qu'elle instaure entre les multiples résistances aux pouvoirs établis qui se sont manifestées au cours des siècles. Paul-Alexis Ladame s'explique sur son entreprise dans l'entretien ci-dessous.

« Il existe encore une diaspora cathare »

« Paul-Alexis Ladame, vous exposez en détail, sur cinq cent soixante-quinze pages, sept siècles d'histoire de votre famille, depuis le sac de Béziers jusqu'aux années 1900. Pourquoi vous êtes-vous arrêté là ? »

— Je n'avais pas l'intention de faire mon autobiographie. Je suis journaliste depuis quarante ans, à la radio, à la télévision, dans la presse écrite. Ce livre est avant tout une enquête, un reportage — romancé bien sûr. Cette histoire pourrait être celle de toute famille désaccablée et obligée de cacher ses origines. J'ai fait l'expérience, en tant que correspondant étranger, du nazisme en Allemagne dans les

années 30. La saga des Ladame est un peu une réponse aux totalitarismes.

— Vos cathares apparaissent parfois comme des gauchistes, écolos, régionalistes du Moyen Âge. N'est-ce pas transformer la réalité cathare à la lumière de problèmes contemporains ?

— Tout ce que nous savons des cathares a été écrit par leurs persécuteurs, surtout par les dominicains. Aucune source, en ce qui concerne cette « hérésie », n'est neutre. Leurs aspirations, leurs principes mystiques, par exemple, ont été « redécouverts » à la fin du dix-septième siècle, peu avant la révocation de l'édit de Nantes.

J'ai consulté, aussi bien en France qu'aux États-Unis, et partout où j'ai pu en trouver, tous les documents disponibles, mais j'ai préféré, plutôt que de les utiliser au pied de la lettre, procéder par reconstructions.

— Depuis Jehaneret, le premier La Dame, sauvé du sac de Béziers en 1209, jusqu'à Charles Ladame, votre père, qui assiste à la première révolution russe de 1905, on a souvent l'impression que le même homme s'exprime à travers les siècles et les pays. Est-ce vous-même ?

— Il y a bien sûr une double identification du romancier et du descendant à ses personnages. Je n'ai pas voulu imposer des différences de langage qui me paraissent artificielles. Mon père était psychologue, ami de Jung, et j'ai passé mon enfance dans ce milieu. Peut-être est-ce pour cela que je crois fortement à l'existence d'un inconscient familial, qui se transmet et crée une singularité. Malgré leurs différences, leurs migrations, il reste dans cette famille un esprit de clan. J'ai extrapolé sur les Ladame plus anciens, d'après ceux que j'ai connus et leurs récits.

— Le docteur Paul Ladame, votre arrière-grand-père, vivait et travaillait à Paris pendant la Commune. Vous évoquez, à son propos, les « meneurs sans scrupules » de l'insurrection parisienne. Votre tolérance ne faiblit-elle pas un peu ?

— Je crains toujours les mou-

vements de masse. A la tête de toute révolution, il y a non pas des idéalistes mais des menteurs. C'est ma conviction profonde. Je ne critique pas, dans cette circonstance, l'idéal de la Commune, mais ces éternels meneurs qui poursuivent leurs buts au mépris de ceux qui les suivent.

— Le sac de Béziers, suivi de celui de Montségur, marquent la fin du catharisme en Occitanie. En Italie, où les persécutions étaient beaucoup plus faibles, il a disparu de lui-même au cours du treizième siècle. Cette religion n'était-elle pas de toute façon vouée à disparaître ?

— Si l'on parle d'événements, d'organisation cathare, c'est exact. Mais je ne crois pas au catharisme tel que l'ont présenté les vainqueurs. Ce qui demeure, c'est l'idéal cathare, de justice, de tolérance et d'optimisme. Origène, le théologien alexandrin du troisième siècle, disait : « Nous autres, chrétiens, n'avons besoin ni de temples ni de prêtres ». Quand le laurier reverdira exprime avant tout la survie de cette foi. Il existe encore une diaspora cathare. Tout en refusant les excès des fanatismes, ses membres ont pu devenir catholiques, protestants, quakers, anabaptistes, anarchistes ou même communistes. Ce sont eux que je cherche à travers mon livre.

Propos recueillis par ALEXIS LECAYE.

★ QUAND LE LAURIER REVERDIRA, de Paul-Alexis Ladame. Albin Michel, 575 pages, 90 F.

Traduisez, s'il vous plaît !

LA légende évoquée par Alain Billy et Bernard Duplessy est celle de saint Marcol, dont les reliques, déposées au monastère de Saint-Maurin, sont l'objet des convoitises rivales de deux villages équidistants au sanctuaire. Auprès et Baignols, en Provence, autour de 1890. Construit comme un scénario, le livre met en scène, dans de brèves séquences, un grouillement d'hommes et de femmes aux prises avec la vie quotidienne, tous les visages de la mort, le peste, l'inquisition, les jolies et grandes terreur mêlées. L'assise historique sur laquelle s'appuient les deux auteurs est incontestablement solide et ils ont le sens du mouvement qui rend à ces temps leur rythme et leur souffle.

D'où vient, dès lors, qu'on ne participe au récit qu'avec peine, avec découragement parfois ? Trop de personnages, sans doute, aux noms difficiles à retenir, « un folsonnement onomatopéique » certes, mais qui décon-

D'autre part, on tient à un bon exemple des difficultés rencontrées par les romanciers d'histoire, quand ils n'adoptent pas le franc parti de s'exprimer en langage moderne. Nous voulons bien admettre que les papiers occultes fournissent de mots rassurants ; mais qui, aujourd'hui, entre Nîmes et Bagnols, sait encore ce que sont les matagots, aludels, crucibles, restanques et autres farabourdes ? Qui, de culture moyenne, pourrait dire le sens des mots sandarake, cane-pin, hopar, maître, soieret, etc. Inconcevables dans le Robert aussi bien — je le sais cherché avec une quarantaine d'autres — que dans le Vocabulaire Littré ?

Si l'on veut à tout prix jouer la carte régionaliste, il faut joindre au roman un glossaire et prévenir le lecteur de la gymnastique qu'il devra faire pour se distraire.

G. G. A.

★ BRAISES D'UNE LÉGENDE, d'Alain Billy et Bernard Duplessy. Albin Michel, 317 pages, 50 F.

LA VOGUE

Les fantasmes de la généalogie

Le roman de Paul-Alexis Ladame sous le regard d'un historien.

CHACUN livre qui paraît sur le catharisme « retire quelque chose au trésor des connaissances humaines », disait l'un de mes maîtres, effaré par l'avalanche éditoriale qui déferle depuis cinquante ans sur les malheureux albigeois. Le cas du *Laurier*, de Paul-Alexis Ladame, est, certes, différent : ce travail de fiction ne prétend guère à la pertinence historique. Il repose pourtant sur certaines présuppositions : elles méritent le regard attentif d'un chercheur, attaché à l'exacte étude du passé. De pointilleux savants refusent, en effet, l'adoption d'ancêtres en histoire, telle qu'elle est pratiquée par notre auteur. Des cathares du treizième siècle, il nous mène par engendrement quasi direct aux protestants du dix-huitième puis aux révolutionnaires du vingtième.

Les Ladame ou Ladama (famille protestante et helvétique)

sont originaires du midi de la France ; de là à les faire descendre des cathares, il n'y a qu'un pas ; l'auteur le franchit allègrement ; il s'appuie pour cela, nous dit-il, sur des archives familiales ; depuis longtemps elles sont détruites ou brûlées ; Ladame ne les a connues que par ouï-dire. Fantasmes ? De cette filiation albigeois-huguenots, décidément hypothétique, le romancier de *Quand le laurier reverdira* tire d'importantes bénéfices secondaires : les Ladame, en effet, furent de graves pasteurs neuchâtelois ; ils se mêlèrent par la suite aux idées généralistes ou brouillonnes de la Belle Époque. Défilent donc dans ce livre les républicains, les francs-maçons, les rose-croix, les anarchistes, les communistes, les révolutionnaires russes, etc. Pour faire bonne mesure, au cours d'un périple romanesque dans l'empire des tsars, Ladame cite même quelques cosaques qui descendent, paraît-il, des bogomiles (cousins balkaniques des albigeois). Le bonnet est bouclé, le roman se mord la queue : il demeure cathare de bout en bout.

Albigeois, vaudois, protestants

A la base du livre s'inscrit une généalogie, qui fut courante dans les milieux méridionaux ; mais les recherches récentes en ont fait justice une fois pour toutes : selon les porteurs de cette thèse aujourd'hui périmée, les cathares seraient géographiquement, familialement ou culturellement, peu importés, les ancêtres des calvinistes du Midi. Or rien n'est plus faux. Tout au plus peut-on établir cette succession processionnaire pour quelques familles de Toulouse et peut-être de Castres. A Montallou et aux environs, des trois lignages qui, aujourd'hui encore, paraissent descendre authentiquement (à la différence des Ladame) des cathares du quatorzième siècle, je veux dire les Clergues, les Fleurs ou Rives et les Badie, aucun n'a jamais donné dans le moindre calvinisme ; ces trois familles se sont du reste empressées d'oublier leurs origines albigeoises jusqu'à ce que l'historien Duvernoy leur rafraîchisse la mémoire. Plus généralement les bastions du catharisme méridional étaient situés dans l'Aude, la Haute-Garonne et l'Ariège ; ceux du protestantisme se trouvaient en Cévennes ou dans le Béarn. Vues de Paris ou de Lausanne, ces différences géographiques paraissent minimes. Envisagées sur place, elles sont décisives. L'hétérogénéité quasi totale entre catharisme du douzième siècle et protestantisme du seizième, sans parler du progressisme du vingtième, a d'autres conséquences idéologiques : elle empêche en effet d'affirmer que l'Eglise catholique fut la constante ennemie des mêmes forces du progrès, sous

Philippe Auguste comme sous Félix Faure.

En fait, il existe bien une généalogie véritable : elle mène aux huguenots non pas depuis les cathares, mais depuis les vaudois, courageux hérétiques du Moyen Âge ; ils furent les disciples lointains du marchand lyonnais Pierre Valdo (douzième-treizième siècle). Les descendants des vaudois se maintiennent héroïquement dans leurs vallées alpines jusqu'à la fin du Moyen Âge, puis ils rallient les protestants au premier tiers du seizième siècle. Ils fusionnent alors avec l'immense courant huguenot dont sortira effectivement (par la diaspora de la Révolution) les pasteurs suisses, les généraux prussiens et les pionniers d'États-Unis. Ladame a du reste senti fugitivement ce problème : il l'introduit dans son récit (qui se lit souvent de façon plaisante) une référence à l'émigration vaudoise.

Le thème de son prochain roman me paraît donc tout trouvé. Au dix-septième siècle une dame vaudoise cette fois-ci, et non plus albigeoise, apparentée aux Ladame s'embarque clandestinement, par amour, sur une barque d'émigrants puritains qui se dirige vers les colonies anglaises d'Amérique du Nord ; séduite en cours de route dans une cabine (je m'inspire ici d'un passage croustillant de l'ouvrage), cette aimable personne devient l'aïeule d'innombrables Yankees parmi lesquels — pourquoi pas ? — Abraham Lincoln, libérateur des esclaves noirs.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

Centenaire de P. MAC ORLAN

1882-1970

Le Nègre Léonard et Maître Jean Mullin

La Cavalière Elsa

La Venus internationale suivi de Dinah Miami

Le Chant de l'équipage

Le Quai des brumes

La Bandera

Masques sur mesure

Le Camp Domineau

Sous la lumière froide

La Chique du café brebis

Suivi du Petit manuel du parfait aventurier

Les Dés pipés

La Lanterne sourde

Poésies documentaires complètes

La Tradition de minuit

Malice, Les Jours désespérés, Les Soldats, Les Voisins

La Petite Cloche de Sorbonne

Le Rire jaune

Suivi de La Bête conquérante

Mémoires en chanson

La Maison du retour écorçant

L'Ancre de miséricorde

Les Clients du bon chien jaune

Mademoiselle Bambù

Ouvrages disponibles dans les collections Blanche Folio et 1000 Soleils

GALLIMARD *nrf*



L'anarchie ?

Pour comprendre son histoire, ses hommes et sa pensée à travers le 1^{er} dictionnaire-lexique

Les mots de l'anarchie de Roger Boussinot

Editions Delalain PARIS 742.79.59

4 NAVIRES

au départ du Pirée

K LINES HELLENIC CRUISES pour vos croisières aux ILES GRECQUES, TURQUIE-CHYPRE-EGYPTE-ISRAËL.

Les MTS ORION, ATLANTIS, GALAXY ET KENTAVROS sont entièrement air conditionnés pour votre confort. Cabines élégantes et service soigné, ajoutés à une cuisine internationale font de votre croisière un enchantement. Pour vos nuits de discothèque et orchestre !

6 départs par semaine. Croisières de 3 à 7 jours.

Au départ de la France, vous serez transportés à Athènes par ses vols spéciaux.

Le n°1 des mers Agents généraux A novitance 20, rue de la Michodière 75002 Paris Tél. 266.85.40 +

Le Monde DE L'EDUCATION

EXCLUSIF L'EDUCATION / le point

REUSSIR LE BAC

Les résultats : province, Paris, public, privé Les politiques des proviseurs, leurs avis A, B, C... les inconnues des séries Lycées ou collèges libres ?

EDITIONS Le Monde 10, rue de la Harpe 75005 Paris

ROMAN HISTOIRE

Une époque

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

Tableau des mœurs sous le Second Empire

DU ROMAN HISTORIQUE

Une épopée portugaise

● **Suzanne Chantal nous mène de 1807 à 1960, dans un roman somptueux qui retrace l'aventure du vin de Porto.**

PAS une page de trop, dans ce gros roman somptueux, qui nous emporte en 1807, à Porto, quand les troupes de Napoléon défilent pour mater la ville rebelle, et ne nous lâche qu'au tour de 1960, éblouis, heureux du plaisir retrouvé de

lire sans arrière-pensée intellectuelle, de s'enfouir à cœur et à corps perdus dans la durée, de se laisser aller au flot des vies, de devenir « autre », le temps présent et ses soucis abolis.

Rien du sentimentalisme qui agace dans les romans anglais de mêmes dimensions, quand ils sont de seconde zone. S'il est question d'amour, lui, et souvent, dans les générations qui se succèdent, ces amours sont toujours parfaitement intégrés à d'autres contingences, à la nécessité de lutter pour que s'accomplissent les destins et les œuvres.

L'œuvre est le vin de Porto,

cette merveille où le créateur a sa part et des dissonances d'impondérables, mais qui est profondément marquée par les inventions humaines. Une aventure semblable à celle du coq, un vin médiocre à l'origine aboutissant à un produit de luxe. Entre le porto du supermarché, bu en apéritif, à la sauvette, rafraîchi (cette hérésie), et le vintage millésimé 1863 que les hôtes du domaine d'Arramora savourent en silence, à la fin du repas, la bouteille décapitée aux tenailles rougies pour éviter au vin l'offense d'un éventuel débris de bouche, il y a la même distance qu'entre un vêtement fabriqué en série à Singapour et les minutieuses finitions de la haute couture parisienne.

Elle aurait pu s'arrêter au milieu de son ouvrage, à l'apogée d'une famille confondue avec l'apogée du porto. Jouer la facilité, en somme. Elle ne l'a pas voulu. Plus âpre, aussi attachante, la seconde partie montre ces « riches qui vivent comme des pauvres », l'argent constamment engagé dans l'entreprise, en butte à une modernisation inévitable, aux crises économiques, à la main-d'œuvre qui déserte quand le vignoble, tel une vache aux pis gonflés, réclame d'urgence des mains habiles, faute de quoi la récolte sera perdue, un malheur pour tous.

Suzanne Chantal pose très exactement l'angoissant problème que la mécanisation et les exigences commerciales imposent aux chefs : faut-il conserver à tout prix des traditions trop coûteuses et risquer d'être englouti, ou peut-on maintenir le renom de la marque — cet honneur des choses modernes ? L'œuvre en reçoit une tonalité plus grave, celle des *Destinées sentimentales* où Chardonne décrivait les fabricants de porcelaine livrés à la même impérieuse alternative. Plus près de nous, c'est à Louis-duc qu'on pense. Fût-ce ce roman grandiose avoir la même large audience auprès du public.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.
★ REVAMORA, de Suzanne Chantal. Ed. Orban. 694 pages, 85 F.

Tableau des mœurs sous le Second Empire

L'HISTOIRE a peu de part dans ce « roman historique ». Elle sert seulement à fixer, dans une époque, des mentalités, des campagnes ou bourgeoises. Des enrichis du Second Empire s'offrent des châteaux, des terres, des femmes, sans s'apercevoir des hargnes qu'ils suscitent chez les paysans du cru, l'Anjou.

Antoine Coireau est du terroir, lui aussi fils d'un enrichi, « l'Grand-Duc », un original grand troussier de filles et plus grand brasseur encore, devenu maître roulier à La Flèche. Il a appris à son gamin éternel l'art du collet, la traque de nuit dans les fourrés et les layris, le jeu de cache-cache avec les gardes, la ruse au danger. Quand père et fils se seront brouillés pour une peccadille, Antoine, tout naturellement, s'attachera à un vieux « braco ». Orsème, plus rusé qu'une belette, brave type qui se fiche des lois comme d'un noyau d'olive, mais veut qu'on respecte

la sienne, une loi d'honneur, primitive, intangible.

C'est le meilleur du livre : les hommes parlent dans un patois savoureux et précis, l'amitié est maîtresse du jeu, et l'on se dit que, peut-être, un nouveau *Rabouillet* vient de naître. Malheureusement, Claude Poullain introduit dans son récit l'amour pour une femme, une Parisienne qui a beaucoup roulé avant de rencontrer le comte Fandin-Lançon, nouveau possesseur du château, profitant des « booms » sur la bêtise survenue sur le zinc et sur les terrains de la capitale, qu'Hausmann bouleverse pour créer une ville moderne. Le roman se ramène alors à une banale histoire de jalousie, qui finira dans le sang, le style lui-même éblouissant de taches, comme si la grâce avait subitement abandonné l'auteur.

G. G.-A.
★ LE GRAND TRAQUET, de Claude Poullain. La Table ronde. 271 pages, 59 F.

Des raffinements extrêmes

Cette sensation que les civilisations du vin sont portées de raffinements extrêmes, on l'approuve, lui, physiquement. Mais à raconter le roman, on ne parviendrait qu'à le décharner, car sa richesse, précisément, vient de ce que chaque personnage, de Lydia, la grande dame d'Arramora, à Quériès, sa servante, de Véra, l'enfant trouvé, fondateur de la dynastie Castro-Avilier, à Ramiro, le solitaire, ou à Nati l'orgueilleuse, chacun de ceux qui traversent ces pages y laisse de fortes empreintes, participant à sa manière à l'aboutissement d'une œuvre d'art. Que les Anglais y jouent un rôle déterminant, renforce l'aura de magie qui entoure le porto et ouvre sur le grand large cette saga de la vallée du Douro.

Suzanne Chantal, auteur d'une *Histoire du Portugal*, connaît le pays sur le bout du doigt. De là vient que tout chante juste sous sa plume, les paysages, les mœurs qu'elle peint et les caractères, les grands événements politiques et les plus petits détails quotidiens.

Amours et botanique au XVIII^e siècle

Il y a du Marivaux (celui de la *Vie de Marianne*, et du *Paysan parvenu*) dans cette histoire d'une pauvre et jolie orpheline, recueillie par une brave baronne dominière de la Dombes, et qui fait une destinée par trop médiocre (épouser un rubin) pour monter à Paris. Le Paris des années 1780. Hélas ! les personnages du roman de Fanny Deschamps apparaissent parfois trop transparents, leurs contours psychologiques semblent trop nets, trop contrastés pour être vraiment crédibles. Tout le monde est beau ou laid, bon ou méchant au début de cette histoire.

L'auteur n'a pas ménagé l'eau de rose et les tons pastels pour évoquer ce microcosme campagnard au milieu du dix-huitième siècle, avec ses petites comtesses libérales qui s'ennuient au fond de leurs châteaux, avec ses hobereaux mal dégrosés, grands chasseurs, grands bêtisseurs et grands troussiers de jupons, avec son petit peuple, enfin, bien gentil, bien nourri et, tout compte fait, bien respectueux. Car madame la baronne, même si elle connaît le poids et la valeur de l'argent, ne montre guère d'acharnement à percevoir des droits seigneuriaux qui (c'est du moins l'auteur qui le suggère un peu naïvement) ne lui rapportent plus grand-chose.

On goûte aux confitures, on papote au coin du feu, et on prépare de petites fêtes.

La mécanique de cette *Bougainvillée* ne prend réellement son départ que lorsque l'héroïne, la pupille de ladite baronne, Jeanne Beauchamps, quitte tout ce petit monde pour gagner Paris. Elle ne tente pas l'aventure toute seule. Elle est pendue aux basques d'un certain Philippe Aubriot. Un drôle de type, celui-là, qui tranche avec les autres personnages. Médecin à ses heures, botaniste acharné, ce curieux savant Herbin lui vient lieu de père, de professeur et d'amant. Bref, Pygmalion. Jeanne, à Paris, va voler de ses propres ailes. Elle y ouvre une boutique d'horticulture — la mode était alors aux soins naturels, par les plantes — où les gens de la bonne société se bousculent. La gentille blondinette est devenue une femme d'affaires.

Pourquoi la « Bougainvillée » ? Le lecteur l'apprendra dans le volume suivant. Nous quittons Jeanne, la « belle Ursula », au moment où elle abandonne sa boutique pour suivre son Pygmalion à l'île Bourbon. Une affaire à suivre.

ANDRÉ ZYSBERG.
★ LA BOUGAINVILLE, de Fanny Deschamps, Albin-Michel, 385 pages, 75 F.

LIVRES
POLONAIS

et livres français
sur la Pologne

LIBELLA

12, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4
Tél. 326-57-09

WILLIAM CARLOS WILLIAMS
Poèmes

Édition bilingue traduite et présentée
par Jacqueline Samier-Ollier

« Williams est, de fait, le véritable héros de la première moitié du siècle américain. »

ALLAN GINSBERG

AUBIER

La Vie Privée des Hommes

Un grand livre des livres d'histoire qui font parler les hommes et pas seulement les grands hommes.

EGYPTE

1250-1350

Au temps des Mayas,
des Aztèques et des Incas...

De grands historiens, associés à de grands illustrateurs, ont apporté leur contribution à cette collection. Pierre Miquel, Louis-René Nougier, Régine Pernoud, Jean-Louis Rieupeyrou...

18 TITRES PARUS :

Les temps préhistoriques • Au temps des anciens Égyptiens • Au temps de la Grèce antique • Au temps des Gaulois • Au temps des Romains • A. Pompéi • Au temps des Mayas, des Aztèques et des Incas • Au temps des chevaliers et des châteaux forts • A l'abri des châteaux du Moyen Âge • Au temps des grandes découvertes • Au temps des mousquetaires • Au temps de Louis XV et des guerres en dentelle • A bord des grands voiliers du 18^e siècle • Au temps de la conquête de l'Ouest • Au temps de Napoléon • Au temps des premiers chemins de fer • Au temps de la Belle Époque et des premières automobiles • Vient de paraître : Des Celtes aux chevaliers du Moyen Âge.

CAVION
SIR LE
AC

Atome Pierre Miquel pour
les premières séries de
la collection des livres
de la Bibliothèque de la

histoire

Les dernières années du conflit

● **Henri Alleg et son équipe viennent de publier le troisième tome de leur histoire de la guerre d'Algérie. Celle-ci prit fin, il y a juste vingt ans, après la signature des accords d'Evian.**

« Il n'est jamais trop tard pour bien faire », dit la sagesse populaire, et de toute évidence, c'est de cette maxime que vient de s'inspirer l'équipe d'historiens marxistes réunie autour d'Henri Alleg pour mener à bien l'immense fresque de la guerre d'Algérie. La vérité oblige à dire en effet que, contrairement aux années 1953-1962, ce troisième et dernier volume de la série est sans nul doute le moins contestable. Pour l'essentiel, Jean Freire, auquel on doit la rédaction de l'ouvrage, n'a certes rien abandonné des principes, des schémas et de la dialectique souvent tranchante qui sous-tendaient l'analyse des auteurs des deux précédents tomes.

Fondamentalement, il demeure dans le cadre du marxisme le plus orthodoxe et relate le passé à travers une grille qui, à trop privilégier l'action des grandes forces économiques, sous-estime parfois le rôle des acteurs et, en l'occurrence, celui du premier d'entre eux, le général de Gaulle, peint ici sous les traits d'un personnage quelque peu ballotté par les tourbillons de l'histoire. En dépit de ces options, il est toutefois indéniable qu'un réel effort d'objectivité a été entrepris et que la somme considérable d'informations recueillies aux meilleures sources équilibre dans une large mesure les déformations auxquelles conduisent inévitablement l'idéologie dont se réclame ouvertement le maître d'œuvre. Une fois encore, on pourra se

déclarer en désaccord avec les perspectives choisies, formuler des réserves sur tel ou tel point, mais il sera difficile de ne pas reconnaître la sérieux du travail accompli et l'ouverture d'esprit de Jean Freire, qui, pour la première fois dans le cadre de cette vaste étude, essaie de comprendre la situation tragique des pieds-noirs arrachés brutalement à leur terre natale. Raisonnablement, on ne peut lui adresser qu'un reproche majeur : celui de ne signaler que de manière très allusive, au détour d'un paragraphe, le drame des harkis abandonnés par la France à leur triste sort et qui furent victimes par milliers de la vindicte de leurs compatriotes au lendemain de l'indépendance.

Volonté et résignation

L'intérêt constant que l'on éprouve à la lecture de cette évocation de l'ultime période du conflit est d'autant plus vif que l'auteur pose franchement nombre d'excellentes questions. Quatre années d'horreur, de sang et de deuil n'auraient-elles pas été évitées si de Gaulle avait compris, dès le départ, que le F.L.N. était le seul interlocuteur valable, qu'il était vain d'espérer un cessez-le-feu antérieur à l'ouverture des négociations de paix, que la formule de l'association étroite de l'Algérie à la France était un leurre, et le maintien de la souveraineté française au Sahara une utopie ? A cette interrogation, non point sacrilège mais capitale, le collaborateur d'Henri Alleg apporte bien entendu la réponse classique des communistes — à savoir qu'il fallait traiter tout de suite, sans poser de conditions — mais on lui sait gré de ne pas nous asséner ses arguments. Il nous fournit, au contraire, des éléments permettant de reconstituer la démarche du chef de l'Etat et d'apprécier

en elle la part de la volonté et celle de la résignation.

Pour autant qu'il soit possible de tirer des conclusions tranchées des déclarations très contradictoires du général sur le sujet, on peut affirmer, à l'instar de Jean Freire, que, bien avant son retour au pouvoir en 1958, il avait le désir sincère (mais dissimulé afin de ne pas heurter la sensibilité de l'armée et des pieds-noirs) de s'engager dans un processus assurant à l'Algérie une évolution progressive vers l'autonomie. Cependant, si les multiples confidences à des proches comme Jean Amrouche ou Louis Terrenoire prouvent sans discussion possible la réalité de cette ambition, on est bien forcé de constater, d'un autre côté, que, durant de longs mois — jusqu'aux accords d'Evian en définitive — le président de la République tâtonna avant de trouver le moyen susceptible de favoriser la réalisation de son projet.

Au vrai, né au dix-neuvième siècle, à une époque où l'empire était encore une grande chose, il ne pouvait visiblement se résoudre de gaieté de cœur à voir disparaître l'œuvre de plusieurs générations et des liens déjà séculaires. Comme en matière sociale, il avait une conscience aiguë des problèmes, percevait confusément les solutions mais avait certaines difficultés à les mettre en application, et l'auteur ne se trompe certainement pas lorsqu'il écrit qu'aux alentours de 1960 le plan du général pour l'Algérie pouvait se résumer comme suit : d'abord gagner sur le terrain, puis, quelques années après, procéder à des élections, la puissance du F.L.N. ayant été annihilée et, enfin, mettre en place des institutions qui, tout en étant différentes de celles qui existaient jusque-là, sauvegarderaient en grande partie les intérêts français de l'autre côté de la Méditerranée. En fait, pour que

de Gaulle se décide à négocier véritablement, il faudra que la pression internationale atteigne un degré extrême, qu'il sente alors que le rôle de la France dans le monde serait amoindri en cas d'obstination de sa part sur cette question cruciale.

Loi d'avoir été un choix délibéré, les accords d'Evian apparaissent donc comme l'unique porte de sortie qui s'offrait à un homme dont les conceptions de paix avaient été démenties par l'événement au cours des mois précédents. Quelle que soit notre dette de reconnaissance à l'égard du général de Gaulle pour avoir mis fin à cette tuerie, Jean Freire n'a assurément pas tort de se demander si, plutôt que d'entretenir les illusions des pieds-noirs et de l'armée, plutôt que de lancer celle-ci dans une coûteuse campagne de pacification, il n'aurait pas été préférable de trancher brutalement le nœud gordien et d'ouvrir plus vite de véritables pourparlers.

Deux décennies après le dénouement, il peut évidemment paraître facile de résoudre ce dilemme en faisant abstraction des difficultés de l'heure et notamment de la folle meurtrière de l'O.A.S. qui contribua à la radicalisation dans chacun des camps en présence. Reste, malgré tout, qu'un tel débat mériterait d'être ouvert à l'heure où la France et l'Algérie se retrouvent unies dans le souvenir des milliers de morts de cette guerre.

ERIC ROUSSEL

★ LA GUERRE D'ALGERIE, T. III, DES COMPLETS DE 13 MAI A L'INDEPENDANCE, de Jean Freire. Sous la direction de Jean Alleg. Editions Temps actuels, 318 pages. Nombreuses illustrations, 320 F.

Deux manières de relater le drame

● **L'effort d'impartialité et les vieilles rancunes.**

VINGT ANS après la fin du conflit algérien, est-il enfin possible de dépassionner le débat et de relater sans haine ce grand drame ? Pour leur part, Evelyn Lever et Bernard Droz, en sont fermement convaincus et le prouvent dans une *Histoire de la guerre d'Algérie* qui, venant après plusieurs autres, ne renouvelle certes pas complètement le sujet, mais a le mérite incontestable de fournir au grand public un panorama aussi honnête que possible.

Cette impartialité, dont ils se sont fait une règle, les deux auteurs la mettent d'ailleurs en pratique dès le départ, dans les pages consacrées aux origines de la tragédie, à ces vingt ans durant lesquels les Français repoussèrent toutes les réformes susceptibles d'assurer l'évolution pacifique vers l'indépendance et multiplièrent les provocations vis-à-vis des populations musulmanes, en particulier au moment de la célébration du centenaire de l'octobre 1952, lorsque les autorités eurent le mauvais goût de faire défiler en costume 1830 les tribus vaincues. Clairs, précis, pleins de références chiffrées, ces chapitres mettent en évidence de manière équilibrée les responsabilités respectives des pieds-noirs et de la métropole et constituent de véritables modèles pour tout pacifique vers l'indépendance et multiplièrent les provocations vis-à-vis des populations musulmanes, en particulier au moment de la célébration du centenaire de l'octobre 1952, lorsque les autorités eurent le mauvais goût de faire défiler en costume 1830 les tribus vaincues. Clairs, précis, pleins de références chiffrées, ces chapitres mettent en évidence de manière équilibrée les responsabilités respectives des pieds-noirs et de la métropole et constituent de véritables modèles pour tout

premier dit que ses prémisses. LA encore, l'histoire est abondante, le commentaire lucide n'equivaut aucune question brillante, notamment le rôle des communistes dans la lutte anticolonialiste, rôle que nos deux historiens estiment à juste titre important tout en soulignant les ambiguïtés doctrinales et les hésitations tactiques du P.C.F. et du P.C.A. D'une manière générale, nul n'est ici privé a priori du bénéfice de la bonne foi, et l'on ne peut que louer la distinction intelligente opérée, à l'intérieur de l'armée, entre un noyau dur d'irréductibles, par exemple, sans fanatismes des solutions de force, et d'autres officiers qui accomplirent leur tâche sans haine — « contribuant ainsi à sauver les charmes d'une amitié franco-arabe ».

Au total, c'est donc une œuvre de réconciliation que viennent de nous donner Evelyn Lever et Bernard Droz, auxquels, en outre, il faut savoir gré d'avoir analysé de façon très pertinente les fluctuations de l'opinion française. Il paraît difficile, en revanche, d'en dire autant du colonel Henri le Mire, qui, lui, raconte de vieilles rancunes dans son *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, ouvrage sous-tendu du début à la fin par la thèse de ceux qui

ne voulaient jamais replacer l'affaire dans son contexte international eturrent jusqu'au bout qu'une victoire militaire aplani-rait toutes les difficultés.

A la décharge de l'auteur, on peut, bien entendu, faire valoir que, mêlé de près aux événements (en tant que membre de l'état-major du général Massu), il n'était peut-être pas le mieux placé pour accomplir un tel travail, mais il reste que rien ne peut justifier les passages de ce volume où le colonel le Mire non seulement défend les torts coloniaux, mais cite en exemple la conduite du colonel Argoud, qui, on le sait, se rendit tristement célèbre en procédant à des exécutions publiques massives.

Emménagement, engagé, ce livre n'a, en définitive, qu'un seul aspect positif : il montre aux générations actuelles qui pourraient l'avoir oublié quel était le degré d'aveuglement de ceux que l'on appelait alors les ultras.

E. R.

★ HISTOIRE DE LA GUERRE D'ALGERIE, d'Evelyn Lever et Bernard Droz. Le Seuil. Collection Poésie, 325 pages, 28 F.

★ HISTOIRE MILITAIRE DE LA GUERRE D'ALGERIE, d'Henri le Mire. Albin Michel, 482 pages, 28 F.

POETES !

Edisons nos œuvres entre nous. Soyez parmi les soixante à créer et diffuser le premier volume de l'Anthologie de Poésie Quotidienne. Son « contrat de cession » vous sera soumis sur simple envoi immédiat de votre adresse à : « LOGOR », 7, avenue Raoul Dufy - 06200 Nice.

Deux Français qui témoignèrent

LES réactions françaises à la guerre d'Algérie constituent un phénomène si déformé que l'on ne peut qu'acquiescer avec la plus grande satisfaction toutes les initiatives visant à remettre sous nos yeux les textes authentiques et irréductibles de tous les esprits clairvoyants qui, du début à la fin du conflit, plaideront en faveur de la concorde et de la négociation.

Parmi ces esprits, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Mgr Duval, archevêque d'Alger, occupent une place de choix et furent particulièrement contestés par tous les tenants du statu quo qui n'acceptaient pas que la raison puisse triompher. Souvent insultés, ils contribuèrent plus que quiconque à la prise de conscience des problèmes algériens par l'opinion française, et, à l'occasion de l'anniversaire de la signature des négociations de paix, il était juste que leurs écrits de l'époque fussent de nouveau mis en circulation.

Avec le temps, Lieutenant en Algérie de Jean-Jacques Servan-Schreiber a pris la valeur d'un véritable document d'histoire, à travers lequel le lecteur de 1982 revivra « en direct » le drame des soldats français combattant dans les djebels et celui des populations musulmanes soumises à la répression.

Complété par l'auteur d'une chronologie, d'une importante postface et d'une lettre d'Ahmed Ben Bella relative au *Défi mondial*, Lieutenant en Algérie mérite de prendre place aux côtés du témoignage de première importance qu'est le choix des déclarations de Mgr Duval de 1964 à 1962. Ce recueil démontre, à ceux qui en douteraient encore, que, loin d'avoir pris parti pour l'un des deux camps, le prélat ne cessa de se placer sur un plan exclusivement spirituel, tentant toujours de faire prévaloir les valeurs chrétiennes : la paix, la tolérance et la charité.

E. R.

★ LIEUTENANT EN ALGERIE, de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Editions n° 1 et Paris-Match, 160 pages, 128 F.

★ AU NOM DE LA VERITE (Algérie 1954-1962), de Léon Etienne Duval. Textes présentés par Denis Gonzalez et André Nothier. Editions Cane/Jean Offredo, 287 pages, 65 F.

3^e millénaire

en hommage de la 1^{re} Jeunesse marginalisée. Jeunesse dangereuse. Les relations cosmo-ADN passent par les médias techniques. par Edouard GUILLE. Force et faiblesse de la jeunesse. par Claude TOROSSIAN et des articles de : Jean-Michel CLARON, Yves CHRISTIAN, Marc-Alexandre FELDEN, Ahmed MICHEL, Bassam NICOLESU, Jacques OUDOT, Michel RANDOM.

25 F en vente dans les kiosques et chez l'éditeur : Editions du 3^e millénaire, 15, rue de Muret, 75016 Paris

Se perfectionner ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBGM 8, rue de Berni - 75008 Paris



LE RETOUR DE charlie
MENSUEL
Coucou le revoilà ! le journal qu'on lit sur un divan en croquant du chocolat.
n° 1 / chez votre marchand de journaux.

D'ALGERIE

Deux figures



Charles André Julien, de son vrai nom Julien, un chef de guerre algérien, est mort le 19 mars 1982, à l'âge de 62 ans, des suites d'une longue maladie. Il avait été l'un des principaux dirigeants du F.L.N. et avait joué un rôle important dans la guerre d'Algérie. Son décès a été annoncé officiellement par le F.L.N.

EXCLUSIF JAL la plus



D'ALGÉRIE

Deux figures : Messali Hadj et Abderrahmane Farès

● A travers leurs mémoires.

Du fait de la clandestinité à laquelle furent longtemps contraints les combattants de l'indépendance, du fait aussi des remous internes qui suivirent la proclamation de la nouvelle République en 1962, l'histoire du nationalisme algérien est relativement pauvre en témoignages directs, et, en attendant qu'Ahmed Ben Bella nous livre un jour le sien, on ne peut que se féliciter de voir enfin publiées deux importantes contributions à la connaissance du mouvement d'émancipation : les mémoires de Messali Hadj et ceux d'Abderrahmane Farès qui, après avoir poursuivi une carrière politique dans le cadre des institutions françaises, devint président de l'exécutif provisoire au lendemain des accords d'Évian.

S'arrêtant en 1938, les souvenirs du premier n'apportent sans doute aucun éclaircissement sur l'action controversée que Messali mena après la guerre de 1940 et qui le conduisit à s'opposer au F.L.N. et sur laquelle Mohamed Harbi, dans une intéressante postface, porte un jugement, assez émané. Tels qu'ils se présentent, c'est-à-dire tronqués et fortement condensés — le manuscrit ne comptait pas moins de six mille feuillets — ces mémoires n'en constituent pas moins un document des plus précieux dans la mesure où ils révèlent d'une part l'ardeur d'un tempérament et, d'autre part, les innombrables obstacles que le jeune militant dut surmonter pour faire du courant qu'il incarnait une force politique réelle, originale, revendiquant ouvertement pour la première fois le droit des Algériens à disposer d'eux-mêmes.

Un chef charismatique

De la naissance, en 1898, au sein d'une pauvre famille de Tiemcen à l'arrestation, en 1938, ce qui éclate dans ces pages, c'est, en effet, tout d'abord, la résolution irrédoublable d'un homme qui, à travers les épreuves de l'exil et de la prison et les exemples d'Abd El Kader, de Mustapha Kemal ou d'Abd El Krim, prit peu à peu conscience de la condition humiliée de son peuple, chercha obstinément sa voie et comprit rapidement, comme le lui avait enseigné son instituteur, que « celui qui n'est pas organisé devient finalement le serviteur de l'organisateur ».

Ce précepte, Messali, à l'évidence, ne l'a jamais oublié, et si



Portrait de Messali Hadj, par Bernard Glesne.

Charles-André Julien n'a pas tort de voir essentiellement en lui un tribun, un chef charismatique en contact profond avec la sensibilité des masses, malin, persévérant, de ce volume attestent qu'il fut également toujours attentif aux réalités, toujours soucieux du jeu des alliances possibles. A cet égard son témoignage est d'autant plus intéressant qu'il permet de reconstituer presque au jour le jour les relations souvent conflictuelles que l'Étoile nord-africaine (puis, après sa dissolution, le P.P.A.) entretenait avec les forces de gauche et, en particulier, avec le mouvement communiste international d'après Messali, bien que très religieux, adhère dans les années 30, convaincu à l'époque que seul le P.C.F. était décidé à défendre les exigences des nationalistes algériens. En règle générale le mémorialiste ne se montre pas tendre vis-à-vis de ses anciens alliés : s'il remarque que le parti social-

liste — auquel il s'était opposé au moment du projet Blum-Viollette — protesta contre son emprisonnement par le gouvernement de Front populaire en 1938, il ne cache guère son lourd contentieux avec les communistes qui, obéissant aux ordres de Moscou, lui enjoignirent de mettre en sourdine ses revendications en 1937-1938 et qui, devant son refus, tentèrent de le discréditer en le présentant sous les traits d'un disciple de Jacques Doriot.

De ces calomnies et de bien d'autres encore tous ceux qui ont participé à cette édition font bien entendu justice, et il est significatif que la préface soit signée de Ben Bella qui, aujourd'hui, réhabilite son adversaire d'hier, mort en 1974 à Paris sans avoir pu revoir la terre pour laquelle il avait tant donné. Ainsi, à mesure que les passions s'apaisent, Messali Hadj reprend-il dans l'histoire de son pays la place éminente qui lui revient. Grâce à

ce livre les jeunes retrouveront en tout cas son vrai visage : celui d'un infatigable lutteur qui, selon l'expression de Charles-André Julien, « opposait au régime colonial moins un programme structuré que des idées-forces contre lesquelles aucune objection ne pouvait prévaloir ».

Un pragmatique

Contrairement à la période 1945-1962, le témoignage d'Abderrahmane Farès est, lui, d'une tout autre tonalité et le contraste ne saurait surprendre puisque, à beaucoup d'égards, l'ex-président du conseil général d'Alger et de l'Assemblée algérienne est l'exacte antithèse du chef de l'Étoile nord-africaine. Né en 1911 dans un milieu relativement privilégié, successivement bachelier à Sétif, puis notaire à Collo (il fut le premier Algérien à occuper une telle charge), Abderrahmane Farès se différencie de Messali Hadj non seulement par ses origines, mais aussi par ses conceptions, sa souplesse son itinéraire, qui l'amena à fréquenter sur les bancs du Parlement de nombreux hommes politiques de la IV^e République. Socialiste, partisan de réformes, il n'a jamais été l'avocat des solutions radicales. Ami de Fehat Abbas, il crut longtemps à l'intégration, et lors de la première Assemblée nationale constituante, il fut de ceux qui soutinrent sans succès le projet de collège unique.

Immédiatement après la révolte de 1964, le pragmatique qu'est Farès prend conscience pourtant que l'heure des réformes est passée et que, sans le F.L.N., aucune issue n'est possible. Pénétré de cette certitude, il tente de convaincre les responsables et, à la fin en 1963, on se rend compte que bien des erreurs auraient été évitées s'il avait été écouté. Courageux, il paie aussi de sa personne et travaille à préparer

Si pour vous, sciences de pointe et spiritualité ne sont pas incompatibles

3^e millénaire EST VOTRE REVUE

en vente dans les kiosques : 25 F et chez l'éditeur : 15, rue de Messali, 75016 Paris.

l'avenir. Considéré par le F.L.N. avec une certaine méfiance, il n'hésite pas cependant à renouer au plus fort de la tension Ali la Pointe et devient à partir de cette date l'un des intermédiaires privilégiés entre les deux parties. Après avoir refusé le poste de ministre d'État que lui offre de Gaulle en 1958, Farès maintient le contact selon le vœu du G.P.R.A. et essaie de faire comprendre au général qu'il est vain d'ignorer le F.L.N. Arrêté en 1961, il prend sa revanche un an plus tard : président de l'exécutif provisoire d'avril à juillet 1962, il remplit ce rôle avec tact et réussit à persuader Jean-Jacques Susnil, successeur de Selan à la tête de

l'O.A.S., de la vanité de son combat.

Vivant, riche de confidences inédites, le livre de Farès est le simple récit de ces années terribles, durant lesquelles il fit tout ce qui était en son pouvoir pour éviter le pire.

E. R.

★ LES MÉMOIRES de Messali Hadj, préface de Ben Bella, postface de Charles-André Julien, Charles Robert Aguirre et Mohamed Harbi ; texte établi par Renaud de Rochebrune. Éditions Lattès, 324 pages, 75 F.

★ LA CRUELLE VÉRITÉ, L'ALGÉRIE DE 1945 à L'INDÉPENDANCE, d'Abderrahmane Farès, Plon, 251 pages, 70 F.

JEAN PERROT HENRY JAMES une écriture énigmatique

Les refoulements victoriens et la vision du double, l'Anamorphose littéraire, Thorstein Veblen, Freud, Sacher-Masoch : quelques clés sont ici proposées pour déchiffrer le secret d'une écriture.

100 F

Collection RES/BABEL

LOUIS QUÉRÉ

Des miroirs équivoques

Aux origines de la communication moderne

Une nouvelle problématique de l'histoire de la communication, de sa détérioration contemporaine, de sa dimension symbolique.

72 F

AUBIER

Lisez chaque mois BiO - La Lettre des BIOTECHNOLOGIES

8 Plants Bruns - 95000 CERGY

Spécimen sur demande - Abonnement : 650F/an

EXCLUSIF

JALen 747 sur la ligne la plus courte vers Tokyo.



A partir d'avril, seule JAL met en service le vendredi son 747 sur la ligne rapide Paris-Tokyo-via Moscou.

Vous pourrez ainsi bénéficier d'un voyage plus court de 3 h 45 par rapport à la route polaire tout en profitant du confort inégalé des 747 JAL.

Avec en 1^{ère} Classe de véritables lits pour passer de vraies nuits, nos fauteuils inclinables si bien étudiés pour votre repos, champagne, vodka bien sûr... et la gentillesse de nos hôtesses japonaises.

La ligne la plus rapide allée au plus grand confort, c'est une exclusivité JAL. Ainsi tous les jours, un 747 JAL vous emmène à Tokyo par la route polaire ou via Moscou.

Vous savez voyager. Nous savons recevoir.



JAPAN AIR LINES

BIEN SÛR JAL

DÉFENSE

M. Henu n'espère pas de l'ordonnance sur les trente-neuf heures une amélioration de l'embauche dans les arsenaux

La réduction de la durée du travail, dans la mesure où le salaire est maintenu, ne permettra pas de créer des emplois dans les arsenaux de l'Etat, compte tenu d'un budget militaire qui demeure constant. C'est pourquoi les personnels civils de la défense nationale sont invités à améliorer leur productivité et à proposer, aux employeurs, une meilleure organisation de leur travail.

A ce jour, le ministère de la défense emploie cent quarante et un mille civils (fonctionnaires, contractuels, auxiliaires et ouvriers), dont soixante-huit mille à la délégation générale pour l'armement et quarante-trois mille cinq cents dans l'armée de terre. C'est principalement à eux que s'adressait, directement ou indirectement, M. Henu, avec le souci d'expliquer comment s'appliqueraient dans les arsenaux l'ordonnance gouvernementale du 16 janvier 1982 sur la réduction de la durée du travail.

Ces faisant, le ministre de la défense avance des propos qui s'apparentent à la thèse de la C.F.D.T. — à savoir qu'une réduction du travail compensée en salaire risque de ne pas créer d'emplois, — bien que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, ait, dans une lettre du 30 septembre 1981 à ses ministres, considéré que le principe donné en 1982 à l'emploi et à la rémunération du personnel nouvellement recruté ne permettrait pas d'envisager la progression du pouvoir d'achat moyen des agents de l'Etat déjà en place.

L'ordonnance de janvier ramène, dans les arsenaux, la durée hebdomadaire de travail de quarante et une à trente-neuf heures, restant entendu que le gouvernement n'accepte pas de réduire de deux heures la durée du travail de ceux qui y accomplissent déjà moins de trente-neuf heures.

Ces trente-neuf heures seront payées quarante et une heures — les ouvriers de l'Etat sont rétribués mensuellement sur une base horaire, — mais cette compensation intégrale en salaire ne s'accompagne pas, pour autant, du maintien de certains avantages acquis (par exemple, des heures de transport rémunérées dans quelques usines) que le ministère de la défense a estimé parfois injustifiées ou « laxistes ».

Au ministère de la défense, on se dit conscient du fait que le passage à trente-neuf heures n'a pas d'effet concret sur l'embauche. « L'idée qu'il faut s'occuper une baisse de son niveau de vie pour pouvoir recruter n'est pas admise par tout le monde », constate un conseiller de M. Henu. « Comme le budget de la défense pour 1982

En substance, le ministre de la défense, M. Charles Henu, a développé ces arguments, récemment, à l'Ecole nationale des sciences et techniques avancées, où il avait réuni des directeurs d'établissement militaire, puis au Palais Bourbon, devant les députés membres de la commission de la défense, auxquels il a exposé l'évolution des relations de travail dans les arsenaux de l'Etat.

glements volontaires de personnels, souvent compétents et expérimentés, interviendront alors même que seront recrutés des jeunes dont la formation exigera, précisément, le maintien de cet encadrement ancien.

Parallèlement à ces initiatives, le ministre de la défense a donné pour consignes à ses directeurs d'arsenal de prendre toutes leurs responsabilités dans les négociations avec les syndicats, qui doivent être décentralisées et adaptées à chaque établissement.

« Il ne s'agit pas, leur a-t-il dit à l'Ecole nationale des sciences et techniques avancées, de céder complaisamment aux pressions des personnels sous le prétexte de préserver le climat social alors qu'on souhaite seulement avoir la paix. La concertation n'exclut pas la fermeté. Mais il ne faut pas, non plus, basculer d'un excès dans l'autre et refuser systématiquement de prendre en compte les aspirations légitimes. »

Dans un domaine précis, celui des sous-traitances ou travaux annexes délégués par des arsenaux à des entreprises civiles, nationalisées ou privées, le ministre de la défense n'entend pas céder à certains syndicats qui réclament le rapatriement systématique de toutes ces activités induites au profit d'établissements militaires.

« Le gouvernement, explique M. Henu, n'aura pas un double langage », en demandant aux petites et moyennes entreprises qui travaillent pour les arsenaux de s'associer à la lutte pour l'emploi et en leur portant indirectement des coups sous la menace de leur retirer ou de réduire les commandes de l'Etat.

Au ministère de la défense, on entend, au contraire, exiger des arsenaux qu'ils maîtrisent mieux leurs réseaux de sous-traitance — au besoin en négociant de nouvelles conventions avec les fournisseurs — pour que les établissements militaires jouent leur rôle de « maître d'œuvre » ou d'« intégrateur » technologique dans la mise au point et la production des systèmes d'armement, sans casser ou paralyser l'environnement industriel régional. — J. L.

Nominations militaires

- Le général Capillon devient chef d'état-major de l'armée de l'air
- Les généraux Bizard, Merlet et de Lamby obtiennent leur quatrième étoile

Sur la proposition de M. Charles Henu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 17 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **AIR.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne le général de corps aérien Bernard Capillon, nommé chef d'état-major de l'armée de l'air en remplacement du général d'armée aérienne Guy Fleury, qui atteint la limite d'âge de son rang le 10 juin prochain.

Né le 15 octobre 1929 à Elzette (Luxembourg) et ancien élève de l'école de l'air à Salon-de-Provence, entré dans la chasse, Bernard Capillon a servi notamment en Algérie avant de commander à Dijon un escadron de Mirage-III. Après diverses affectations en Allemagne fédérale, à Paris et des états aux Etats-Unis, il prend le commandement de la base aérienne de Luxeuil en septembre 1972.

Deux ans plus tard, il est nommé adjoint « air » à la présidence de la République, et, comme jeune général de brigade aérienne, c'est lui qui sera chargé, à la demande de M. Valéry Giscard d'Estaing, alors chef de l'Etat, d'aller récupérer à Tripoli les épaves de l'Airbus A300, au Tchécoslovaquie, par le colonel Ouedd.

En mars 1977, le général Capillon est sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, chargé, plus spécialement, des opérations et, à ce titre, il sera responsable, entre décembre 1977 et janvier 1978, de l'engagement aérien de la France à la demande de la Mauritanie. En février 1979, il commande en second, à Metz, la force aérienne tactique et la 1^{re} région aérienne. Il est promu général de division aérienne en janvier 1980.

En mars 1981, il est nommé commandant la défense aérienne à Taverney (Alsace) avec le rang de général de corps aérien. Agé de cinquante-deux ans, le général Capillon, qui commandait la défense aérienne, peut espérer conserver l'état-major de l'armée de l'air jusqu'à la limite d'âge, en octobre 1986. La désignation de ce jeune officier général participe de la volonté de M. Henu, explicitée à plusieurs reprises, de rajeunir les grands commandements. Il faut remonter à 1962 (nomination du général André Martin aux mêmes fonctions) pour trouver un responsable plus jeune.

Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Henri Chapuis et Félix Cardenas.

● **TERRE.** — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Alain Bizard, Jacques Merlet (nommé conseiller du gouvernement pour la défense et mis à la disposition du ministre de la défense) et Charles de Lamby (nommé commandant la 2^e région militaire à Lille).

Sont promus : général de brigade, les colonels Pierre Tignères, René Henry et Jean-Claude Labrousse (nommé adjoint au général commandant la 1^{re} région militaire, le 3^e corps d'armée et gouverneur militaire de Paris).

● **MARINE.** — Sont nommés vice-président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte le contre-amiral André Bouquès et commandant l'aviation embarquée et le groupe de porte-avions, le contre-amiral Bernard Klotz ; chef de la division transmissions - électronique - informatique à l'état-major des armées, le contre-amiral Yves Morel.

● **ARMEMENT.** — Est nommé chef du service « mobilité » à la direction technique des armements terrestres, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Médonnère.

● **SERVICE DE SANTÉ.** — Est nommé commandant l'Ecole du service de santé des armées de Lyon-Bron le médecin général, médecin-chef des services de classe normale Jacques Sepetlian. On précise, au ministère de la défense, que le médecin général Sepetlian aura comme commandant adjoint de l'Ecole Mme le médecin en chef Michèle Reboul, qui exerce précédemment les fonctions de directrice des études. Mme Reboul est l'officier supérieur le plus ancien des cadres féminins de service de santé des armées.

Sont mis à la disposition du ministre de la défense, le médecin général, médecin-chef des services hors classe Jean Pauré ; du directeur central du service de santé des armées, le médecin général inspecteur, médecin-chef des services hors classe Joseph Thabaud.

CARNET

Naissances

— Le docteur et Mme J.R. KATZ sont très heureux de faire part de la naissance de leur petit-fils Jérôme, au foyer de Jean et Olivier, à Hollywood, le 13 mars 1982.

Décès

NICOLAS BATESTINI

— Nous apprenons le décès, survenu le 11 mars 1982, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de M. Nicolas BATESTINI, grand officier de la Légion d'honneur, médaille militaire.

Né le 27 août 1893 à Calvi (Corse), avocat en 1912, Nicolas Batestini fut, trois ans plus tard, attaché à la cour de Bastia, puis rédacteur au ministère de la justice. Après avoir été chef du secrétariat particulier de M. Adolphe Landry, ministre de la marine (1920-1921), il entra à la chancellerie avant d'être nommé conseiller à la cour de Paris en 1926.

Conseiller technique du garde des sceaux et directeur des affaires criminelles au ministère de la justice en 1930, conseiller à la Cour de cassation en 1931, à nouveau conseiller technique au cabinet du garde des sceaux en 1934, Nicolas Batestini devint président de chambre en 1937, puis premier président de la Cour de cassation en 1953. Depuis 1951, il en était premier président honoraire.

— Mme Jacques Bensaude, M. et Mme Claude Bensaude, M. et Mme Daniel Bensaude et M. Alain Bensaude et ses enfants, M. et Mme Olivier Bensaude et leurs enfants, Mme Alfred Bensaude et ses enfants, M. et Mme Charles Maillet, M. et Mme Simon Lazard, ont la douleur de faire part du décès, à Liabonne, le 14 mars 1982, de M. Jacques Bensaude, industriel au Portugal, ancien conseiller du commerce extérieur de la France, officier de la Légion d'honneur, médaille de guerre 1939-1945, médaille de la France libre, commandeur de l'Ordre du Mérite.

— Les amis de Paul LADHUE, administrateur en chef de la Région d'Outre-mer, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, ont la tristesse de faire part de son décès à l'âge de cinquante-huit ans. Un service religieux sera célébré à sa mémoire le samedi 27 mars 1982, en l'église de la Trinité (place d'Edouard-Dreyfus, Paris-9^e).

— Le président, Le conseil de l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, Les membres de l'université de Bordeaux-II, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Toujon, Metz, Marseille, Annecy. Le docteur et Mme Roger Guillerm, M. et Mme Claude Schütz, Le docteur et Mme Rakondravaso, Le docteur et Mme Bernard Collin, Le docteur et Mme Daniel Collin, M. et Mme Jacques Vurpillot, M. Gérard Collin, ses enfants, Patrick, Joëlle Helata et Thomas, Patrick, Martine Schütz et Olivier, Didier, Corinne Calotay, François et Jean-Baptiste, Eric et Sylvie Schütz, Philippe Schütz, Philippe et Sophie Retel, Jean-Stanislas et Hervé Collin, Jean-Pierre et Nathalie Collin, Thierry, Philippe et Isabelle Vurpillot, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

— Les familles Michel, Pierre, Collin, Phœnix, Kohler, Schaal, Bernabé et Gravel, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean COLIN, né Elizabeth Michel, appelée à Dieu le 14 mars 1982, à Annecy. Le service religieux a été célébré au temple de Metz. L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité de la famille. « Père, je veux que là où je suis, Ceux que tu m'as donnés soient (eux aussi avec moi) » (Jean, 17, vers. 24.)

— Nous apprenons le décès de M. Jean LEVALLOIS, ancien conseiller général de la Manche, survenue le lundi 8 mars 1982, dans sa quatre-vingt-quinzième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 12 mars. Cet avis tient lieu de faire-part. 133, avenue de Versailles, 75016 Paris.

— Nous apprenons le décès de M. Jean LEVALLOIS, ancien conseiller général de la Manche, survenue le lundi 8 mars 1982, dans sa quatre-vingt-quinzième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 12 mars. Cet avis tient lieu de faire-part. 133, avenue de Versailles, 75016 Paris.

— Les amis de Paul LADHUE, administrateur en chef de la Région d'Outre-mer, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, ont la tristesse de faire part de son décès à l'âge de cinquante-huit ans. Un service religieux sera célébré à sa mémoire le samedi 27 mars 1982, en l'église de la Trinité (place d'Edouard-Dreyfus, Paris-9^e).

— Le président, Le conseil de l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, Les membres de l'université de Bordeaux-II, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

— Les amis de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques, ont la tristesse de faire part du décès de M. René LALOU, maître-assistant de psychologie à l'U.E.R. de sciences sociales et psychologiques. Ses obsèques ont eu lieu le lundi 15 mars 1982.

PANORAMA IMMOBILIER

LA FONTAINE REBEVAL
Boulevard de la Villette Paris 19^e.



Vivez un quartier d'avance sur les autres

Vivez à Paris au cœur du vieux Paris, c'est-à-dire un quartier d'avance sur les autres. C'est de ce quartier que vous propose la Fontaine Rebeval: un immeuble de grande classe avec terrasses, bouillottes et balcons. 15 appartements grand standing, ou 2 pièces de 45m² ou 5 pièces de 110m².

Avec la Fontaine Rebeval, vous faites du 19^e un quartier peu banal. Bureau de vente: 100 boulevard de la Villette/Paris Rebeval 75019. Ouvert lundi, jeudi, vendredi de 14h à 19h samedi et dimanche de 10h à 19h et de 14h à 19h. Tél. 321.47.93.

Je désire recevoir une documentation - La Fontaine Rebeval -

Nom : _____


Prénoms : _____

Tél. privé : _____

Tél. professionnel : _____

Coupons à retourner à : Capri 4, place Raoul Dautry - 75015 Paris. Tél. 321.47.93. MON.C 19/3

Paris - Les Charmilles
26 mn à l'ouest
pour retrouver une seconde nature.*
A Montigny-le Bretonneux.



* Escapade par train au départ de Paris Montparnasse

C'est sur place qu'il faut juger nos maisons. Alors ce week-end, venez aux Charmilles, à Montigny-le Bretonneux, nous avons aménagé et décoré à votre attention les maisons de notre Hamlet témoin.

Vous y découvrirez un petit havre de 4 hectares, avec 55 belles maisons d'un étage, chacune avec son jardin, les uns isolés et les autres jumelés. Des maisons qui offrent de 4 à 6 pièces allant de 141 m² à 177 m².

Confort, espace, espace vert, tout est là pour que vous retrouviez une seconde nature.

Bureau de vente: avenue Eric Satie, Tél. 043.01.41.

Ouvert le lundi, jeudi, vendredi de 14h à 19h le samedi et dimanche de 10h à 12h et de 14h à 19h.

Possibilité de prêt conventionné.

Je désire recevoir une documentation - Les Charmilles -

NOM : _____

ADRESSE : _____

TELEPHONE: privé : _____ professionnel : _____

Coupons à retourner à : CAPRI 4 place Raoul Dautry, 75015 PARIS Tél. 321.47.93

combien de m² avez-vous dans Paris?
Au Nouveau Chesnay
118 m² + 6 m² de balcon + 2 parkings.
977.000 F

Pour vous y rendre. Par la route: autoroute de l'Ouest jusqu'à la deuxième sortie, prendre la N184, direction Versailles. A la Place de la Loi, prendre la rue de Versailles. Par le train: Versailles rive droite. Gare St-Lazare.

Prêt conventionné allégé.

REALISATION **STIM**

GEFIC

Visite des appartements et bureau de vente sur place 29, rue de Versailles - Le Chesnay. Tous les jours de 14h à 19h, sauf le mercredi. Samedi et dimanche de 10h à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 955.49.38

723 78 78

Pour tout renseignement, retournez ce bon à GEFIC 4, place d'Iéna 75116 Paris.

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

A SAINT-CLOUD
petit immeuble de standing
2 PIÈCES : 419.000 F
qui dit mieux?

un placement en toute sécurité
N'ACHETEZ QUE SI NOUS LOUONS*
(rentabilité brute : 6 %)

12 bis RUE DAILLY
A 5 minutes à pied de la gare de St-Cloud.
(Liaisons SNCF St-Cloud-RER : 3 minutes)

ANJOU *265.09.99

BORDS DE MER

à COLLIOURE
« Le Partage du Soleil » (*)
(* marque déposée), vous propose de
DEVENIR PROPRIÉTAIRE
d'un droit de séjour pour toujours d'une semaine ou plus, dans des appartements luxueusement meublés (2 P. et studios), balcons, terrasses, piscines, vue sur la mer. Réservation 1.000 F. Prix fermes et définitifs. Crédit possible: 3 à 5 ans. Livraison mai 1982. Exemple: 15 jours en meublé pour six personnes: 30.000 F.

Rens.: Centre Méditerranéen d'Etudes et de Réalisations Immobilières, 73 bis, avenue Niel, 75017 PARIS, tél. (16-1) 380-56-56

résidence des Albères




Votre appartement du studio au 3 pièces au centre de Canet Plage et à 100 m de la mer.

Pour recevoir une documentation, veuillez nous envoyer votre carte de visite et vos coordonnées.

14, avenue de la Méditerranée, 66140
CANET PLAGE
Tél. (68) 80.59.15

Les côteaux de Tu-es-Roc
Erquy (Côte d'Armor)

Les plages de sable fin, les falaises colorées. La mer à perte de vue. A vos pieds devant votre maison sur la Côte d'Armor.



Pour recevoir une documentation renvoyer ce bon à: Gestrad: 22, rue Royale 75008 Paris. Tél.: 260.34.54

Nom : _____

Adresse : _____

Le Clos de Bénerville
Bénerville-s-Mer (Deauville)

La Normandie normande. En pleine campagne. A 150 m de la mer.



Pour recevoir une documentation renvoyer ce bon à: Gestrad: 22, rue Royale 75008 Paris. Tél.: 260.34.54

Nom : _____

Adresse : _____

Le Parc Marie-Antoinette
Deauville

La Normandie normande. Au cœur de Deauville. A 150 m de la mer.



Pour recevoir une documentation renvoyer ce bon à: Gestrad: 22, rue Royale 75008 Paris. Tél.: 260.34.54

Nom : _____

Adresse : _____

UNE VRAIE TERRASSE
résidence **LES BOSQUETS**
à 5 minutes de la mer

3ème ET DERNIÈRE TRANCHE
12 P. P. EXCEPTIONNELLES
12 pièces cuisine
80 m² + 10 m² terrasse
2 pièces haute-croix
54 m² - 16 m² grande terrasse
studio 24 m² + 45 m² balcon

VUE SUR LE GOLFE / CALME / CONFORT
DISPONIBLE COURANT ÉTÉ 1982

100 % VUE MER
LES BALCONS DE **port Saint-Laurent**
bureau de vente sur place

Face à la mer, une résidence de standing, à proximité de tous commerces (Cap 3000), et proche de l'aéroport international de Nice. Du studio au 3 pièces. Très ensoleillés. Prix de lancement fermes et définitifs à la réservation. Ex: Studio 29,70 m² + loggia 6,80 m² à partir de 278.000 F.

St. Pierre Ziller
06700 St-Laurent du Var
Tél. 93/07.71.37

CÔTE D'AZUR
Domaine de **La Garazine**
Dominez Antibes et la mer !
2 prestigieuses résidences dans un parc luxuriant. Un choix d'appartements du studio au 4 pièces, aux prestations d'excellentes qualités.

Pour recevoir une documentation, adressez votre carte de visite à SEGECO, 15, rue Honoré Labande Pr de Monaco Tél. (93) 30.14.22

ET SI VOUS FAISIEZ LES PREMIERS PAS VERS VOTRE RÉSIDENCE DE VACANCES, BORMES-LES-MIMOSAS

Exceptionnel sur la plage de la Favière. Vue unique sur mer. Appartements du studio au 3 pièces avec balcon. Gestion locative. Studio: 333 600 F.

CAVALAIRE-SUR-MER
A 500 m de la plage. Luxueuses villas de style provençal. Du studio au 4 pièces, avec piscine, tennis, solarium, dans un parc de 12.000 m². 2 pièces: 505.700 F. Gestion locative.

Renseignements et vente Capri-Loisirs
14, rue Magellan, 75008 Paris. Tél.: (1) 720-74-64.

TROUVILLE
Votre Appartement - Vacances, au bord de la Touques.

Clouques Rives

67, avenue Kennedy - à 200 m du Pont des Balgès
Studios. 2.3 Pièces. Appartements Duplex.
Bureau de Vente sur place ouvert: Lundi, Jeudi, Vendredi, Samedi et Dimanche de 14 h à 18 h.

Je suis intéressé par "Clouques Rives" et souhaite recevoir votre documentation:

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. Bureau : _____ Domicile : _____

Retournez ce coupon à: PROCESSEC - C. DRABER
60, rue de Londres 75008 Paris.

réalisation PROCESSEC SOMIER

ETRANGER

VOTRE VILLA
Au bord de la mer sur la **COSTA BRAVA**
pour 2 600 FF/m²

- Près des principaux centres touristiques
- Nombreux appartements et villas disponibles
- Crédit personnalisé - Location possible

Autres programmes à : Malaga-Alicante-Mallorque

Demandez notre documentation
DECESA - 87, rue de la Tour - 75016 Paris Tél.: 504.79.31

Nom : _____

Adresse : _____

N.P. : _____

Localité : _____

Pour tous renseignements concernant cette rubrique
RÉGIE-PRESSE
Mme P. BALAGUER, tél. 233-89-55

Tout ce vert

Grandeur et vicissitudes d'un jeune réalisateur

théâtres

LES SPECTACLES


ACTUEUX

OPERA
OPERA COMIQUE
 8 h. 30. *Le chaperon rouge*.
 10 h. 30. *Le chaperon rouge*.
OPERA COMIQUE
 8 h. 30. *Le chaperon rouge*.
 10 h. 30. *Le chaperon rouge*.
OPERA COMIQUE
 8 h. 30. *Le chaperon rouge*.
 10 h. 30. *Le chaperon rouge*.

THEATRE
THEATRE DE LA VILLE
 8 h. 30. *Le chaperon rouge*.
 10 h. 30. *Le chaperon rouge*.
THEATRE DE LA VILLE
 8 h. 30. *Le chaperon rouge*.
 10 h. 30. *Le chaperon rouge*.

CHAMPS-ELYSEES (n.s.) - PARAMOUNT
PARAMOUNT ORION (n.s.) - P.A.
PARAMOUNT MARLON (n.s.) - P.A.
PARAMOUNT BASTILLE (n.s.) - P.A.
PARAMOUNT GALAN
ST. CHARLES CONVENTION (n.s.) - P.A.

Dans leur monde la chose la plus érotique c'est l'orgasme



KEIN FOND A KRISTOFFER
UNE FEMME D'AFFAIRE

ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m. col *	Le m. col †
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14 10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36 45
AGENDA	31 00	36,45

formation professionnelle

Stage de 17 semaines gratuit,
perfectionnement à la

GESTION DE LA PRODUCTION

du 5-4 au 30-7-1982

pour Cadres techniques et de production.

Rémunération assurée par l'Etat.

AFRAMP - 874-70-87 et 285-58-51

**représentation
demandes**
Femme bne expérience venant
rech. poste de représentante
M^{me} Raynaud 1, rue Juliette
Lamber, 17^e. Tél. : 267-61-70

propositions
diverses

Pour connaître les possibilités d'emplois à l'étranger (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe), demandez notre revue spécialisée **MIGRATION** (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris, cod. 08 (doc. gr.)

occasions
MOQUETTE
PURE LAINE

PRIX POSE
75 F T.T.C. m² - 058-81-12
bateaux

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

de 12 à 16 C.V.

1981 - NEUVE - 0 KM

PRIX INCROYABLE
C.K.T. - 577-92-72.

100

BOURG-LA REINE Métro
A LOUER BEAUX
LOCAUX, BUREAUX NEUFS

INCENNES. A transformer
226 m² anc., bureaux et entrepôt
avec verrière + cour intérieure.
SPACIM - 522-95-32.

**fonds
de commerce**
93 SAINT-DENIS
place du marché
et BAR pour renseignements

boutiques
BOULOGNE ESCUDIER
EMPLACEMENT, EXCEPT. 70 m².

immeubles

ETOILE

TRÈS BEL IMM. PIERRE
DE TABLE 4 ÉTAGES

**RESTAURÉ et MODERNISÉ
ENTièrement LIBRE.**
Usage d'habitation.
A vendre en totalité.
Ecrire sous réf. 3.904,
PUBLICITÉ GAUTHON
9, rue Rodier, 75008 PARIS.

**Vous désirez vendre
VOTRE IMMEUBLE
PARIS - BANLIEUE**

**hôtels
particuliers**

AVIGNON CENTRE
HOTEL BERNARD DE RASCAS
proximité du Palais des Papes,
le bel hôtel particulier du 14^e
siècle, la plus vieille demeure de
ville à facades en encorbellement
avec ses consoles de forçage.

son splendide escalier à vis, ses plafonds à poutres découpées, et un bâtiment classé intérieurement et extérieurement monument historique. Il vous apporte avec ses belles caves voûtées un ensemble de 1420 m² de plancher utilisable à toutes fins.

IL EST A VENDRE.
enseignements : G. PHILIPPE
74, chemin de l'Étang.
94160 Saint-Mandé.
tél. : (1) 685-88-77.

L'immobilier

SPORTS

OMNISPORTS

Cinquante-deux candidats pour trente-six sièges au conseil d'administration du Comité olympique français

Cinquante-deux représentants du mouvement sportif, dont les vingt-quatre présidents des fédérations olympiques, brigront, le 30 mars, les trente-six sièges du conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.).

Candidat au conseil d'administration, le président sortant, M. Claude Collard, qui a été mis en cause en raison de son engagement politique en faveur de l'ancienne majorité, ne brigrera pas le renouvellement de son mandat.

Un seul candidat s'est officiellement déclaré pour la présidence, M. Georges Boudry, président de la Fédération française de volley-ball et vice-président du conseil sortant du C.N.O.S.F. Automateur de mouvement des « réformateurs », qui ont obtenu une modification des statuts contre l'avis de M. Collard, M. Nelson Paillon, président de la Fédération de handball, a laissé entendre qu'il pourrait être candidat à la présidence s'il était sollicité par ses amis. Ce serait notamment l'intention de M. Fernand Sastre, président de la Fédération de football,

qui a été également l'un des animateurs des réformateurs.

Souhaitée par les pouvoirs publics, cette réorganisation redonnera-t-elle au cours normal la concentration entre le ministère à la jeunesse et aux sports et le mouvement sportif, concertation qui est pratiquement au point mort depuis le 10 mai ?

A la suite de l'absence des représentants du C.N.O.S.F. à la dernière réunion du Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) afin de dénoncer ce manque de concertation, le ministère a publié un communiqué où il estime que, « d'une façon générale, l'ouverture de structures permettant à des athlètes de concilier carrière sportive et carrière professionnelle est, depuis des années, la revendication principale des milieux sportifs. Tout doit être mis en œuvre pour y parvenir. Le ministère de la jeunesse et des sports est tout prêt à soutenir les initiatives qui pourront prendre le mouvement sportif. Il note, toutefois, que, depuis neuf mois, aucune initiative n'a été prise dans ce domaine par le C.N.O.S.F., alors que les besoins sont immenses ».

Or le mouvement sportif n'entend pas ce langage. M. Boudry a ainsi expliqué que, « les pouvoirs publics ont fait une erreur en nous reprochant de pratiquer la politique de la chaise vide alors que la chaise ne nous avait pas été offerte. Le ministre a eu le mérite de négocier et de signer une série de conventions pour assurer l'intégration des athlètes dans la vie sociale. Mais pourquoi avoir écarté de ces opérations le mouvement sportif qui avait réclamé au précédent gouvernement de telles mesures sans les obtenir ? Notre revendication a débouché sans nous. Dans ces conditions, que l'on ne demande pas notre accord pour le financement par le F.N.D.S. d'une action à laquelle nous n'avons pas été associés ».

TENNIS

Henri Leconte éliminé Pat Dupré à Metz

Le jeune Henri Leconte (dix-huit ans), déjà très en vue sur le circuit international français, a causé la première surprise des huitièmes de finale du tournoi du Grand Prix de Metz (75 000 dollars) en éliminant l'Américain Pat Dupré (tête de série numéro 2), éliminé il est vrai par une vendée au genre, par 6-3, 6-1. Il reconquerra en quart de finale un autre Américain, Peter Fleming, vainqueur du tournoi de Wimbledon, 6-3, 5-7, 10-8. Le Suédois Jan Gunnarsson, qui a battu l'Américain Matt Doyle, 6-3, 6-3 et l'Allemand de l'Ouest Karl Meier, 6-3, 6-3, se sont également qualifiés pour les quarts de finale.

Deux têtes de série ont été éliminées en huitièmes de finale du tournoi W.C.T. de Strasbourg (300 000 dollars) : l'Indien Vijay Amarnath, battu par l'Américain Terry Moor, 6-4, 6-4, et l'Américain Eddie Dibbs, surclassé par le Suisse Heinz Günthard, 6-3, 6-0. Les deux autres huitièmes de finale disputés le 17 mars ont été plus conformes à l'ordre établi avec les succès des Américains Tim Mayotte et Sandy Mayer sur leurs compatriotes Trey Waltke, 6-3, 6-2, et Richard Meyer, 6-4, 7-5.

RESIDENCES - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. (093) 80.98.31 (P.F.A.I.M.)

CYCLISME

Bazzo sous le déluge dans Paris-Nice

(De notre envoyé spécial.)

Mandelieu. — Paris-Nice, qu'on surnomme « la Course au soleil », a traversé la Provence sous une pluie diluvienne, dans une atmosphère de Bazzo, un spécialiste du mauvais temps, qui a très logiquement remporté, mercredi 17 mars, la sixième étape La Seyne-Mandelieu. Au terme d'une échappée de plus de 100 kilomètres, ce coureur dur au mal a terminé épuisé et frigorifié, mais il est parvenu à conserver quatre minutes d'avance sur ses suivants immédiats, parmi lesquels le Français Gilbert Duclos-Lassalle, qui a déposé à l'italienne Kelly du mal-lot blanc de leader.

La performance de Bazzo n'est pas sans rappeler celle que Jean-François Chaurin avait réalisée le premier jour entre Châlons-sur-Marne et Montreaux. Le jeune Parisien, qui débute dans la course, a payé, on le sait, son effort démesuré. Cependant, il n'a pas tout perdu, car il a réussi en l'espace de quelques heures à se faire un nom dans un sport où il faut parfois des années pour se faire une place.

De son côté, Bazzo a recueilli les fruits de son obstination et il a montré l'exemple en pratiquant l'offensive qui peut rendre au cyclisme français son panache d'autrefois. En l'absence de Bernard Hinault, qui fonce si souvent la course et de ses équipiers qui excellent dans l'art de la verrouiller, il y avait des occasions à saisir... Surtout pour les coureurs de la nouvelle génération, qui ont tout à gagner et qui bénéficient du démarrage.

Ce n'était pas le cas du vétéran néerlandais Joop Zoetemelk, qui pouvait pratiquer l'attentisme en spéculant sur la dernière étape contre la montre dans le col d'Eze, compte tenu de ses qualités de grimpeur. Lesquelles lui ont permis de remporter plusieurs fois Paris-Nice. Malheureusement, il a été victime d'une chute qui l'a contraint à l'abandon.

JACQUES AUGENDRE.

FOOTBALL

Coupe de France : aucune surprise

Avec le retour au système des matches aller et retour, les seizièmes de finale de la Coupe de France n'ont donné lieu à aucune surprise. Douze équipes de première division, disputant les huitièmes de finale le 30 mars et le 6 avril.

RÉSULTATS

Nice et Monaco 1-1 (0-2)
Tours b. Auxerre 3-1 (1-2)
Paris-S.G. b. Nîmes 2-0 (1-0)
Laval b. Calais 6-0 (3-1)
Nancy b. Thonon 3-0 (3-1)
Dunkerque et Metz 0-0 (1-3)
Bordeaux b. Lorient 5-0 (0-0)
Lyon b. Saint-Brieuc 4-2 (2-0)
Valenciennes b. Maubeuge 3-1 (2-3)
Bastia b. Brive 1-0 (3-1)
Brest b. Caennais 5-1 (3-0)
Saint-Etienne b. Sedan 4-0 (2-0)
Besançon b. Reims 2-0 (0-1)
Marseille b. Montpelier 4-2 (2-0)
Le Havre b. Fontenay-lez-Compton 3-0 (1-2)
Toulon b. Chamois 4-1 (0-0)

Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller.

COUPE DES CHAMPIONS

Anderlecht (Belg.) b. *El. Rouge Belgrade (Youg.) 2-1 (2-1)
*C.S.K.A. Sofia (Bulg.) 2-0 (0-1)
Liverpool (Angl.) 2-0 (0-1)
Bayern Munich (R.F.A.) et Univ. Craiova (Roum.) 1-1 (2-0)
*Astoria Villa (Angl.) b. Dyn. Kiev (U.R.S.S.) 2-0 (0-0)

COUPE DES COUPES

*Dynamo Tbilissi (Union soviétique) b. Legia Varsovie (Pol.) 1-0 (1-0)
*Frankfort (R.F.A.) b. Tottenham (Angl.) 2-1 (0-2)
Lokomotiv Leipzig (R.D.A.) b. *Barcelona (Esp.) 2-1 (0-3)
F.C. Porto (Port.) et Sunderland (Angl.) 2-2 (0-1)

Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller. Les demi-finales auront lieu les 7 et 21 avril.

COUPES D'EUROPE : LIVERPOOL ÉLIMINÉ

Le Football Club de Liverpool, détenteur de la Coupe d'Europe des clubs champions et vainqueur, après prolongation, quatre jours plus tôt, de la Coupe de la ligue profession-

Cette semaine dans **Le Monde** du 21 mars

Recherches dans l'intérêt des familles

La plupart des 15 000 personnes recherchées chaque année par leurs familles sont des disparus volontaires. Pour les autres, l'arsenal policier et judiciaire est souvent inopérant.

L'immobilier

appartements ventes

appartements ventes

appartements ventes

<p>1^{er} arrdt Immobilier de style rénové. App. carcéral 80 m², 6^e ét., sec. sol., 733-55-20.</p> <p>3^e arrdt MARAI Pierre de taille (V.P.), Tr. b. sur, de 50 et 35 m², 4 ét., Pous. duplex, 272-40-19.</p> <p>4^e arrdt SULLY-MORLAND Plein sol., Grand standing, 3 pièces, 70 m², 670.000 F. Téléphone : 267-17-47.</p> <p>5^e arrdt LIQUEUR RENOVATION 4, rue du Port-de-Fer, Rastant 3 et 4 ét., vaste et moderne, vous HAZARDER à 300.000 F. Tél. 737-33-60 de 11 h à 19 h.</p> <p>JARDIN DES PLANTES compt. 60 LUXE en cours.</p> <p>LE POLYVALE de 2 à 5 p., et DUPLEX, de 10 à 15 p., 11-19 h. 1 et 3, RUE POLYVALE, Renseignements : 267-37-37.</p> <p>Bureau-Central, 354-88-10, 3 pièces, 80 m², sec. sol., TERRASSE 70 m².</p> <p>PL. CONTRESCARPE, 6^e ét., cuis. équip., bne, w-c., meub. Parf. d'art. 300.000 F. 321-03-19.</p> <p>6^e arrdt RUE CHRISTINE Séjour + chambre, tr. confort, cuis. 5 pièces, 22-25-28.</p> <p>7^e arrdt PLACE BRETEL Sous les toits 52 m², 6^e ét., chambre, cuisine équipée, baine, charms, 22-25-28.</p> <p>DURCO, pierre de 1, beau 5 p., 3 ch., serv. prof., 5^e ét., sec. St-Florent, imm. 222-18-43.</p> <p>CHAMP-DE-MARS, imm. bourgeoise, 6^e ét., 60 m², 500.000 F. - 555-20-00.</p>	<p>10^e arrdt RUE LAFAYETTE, Gd standing, 100 m², 100 m², 3^e ét., 1.400 m², 783-89-96 ou 548-54-98.</p> <p>FAUR SAINT-DEMS 75 m² appartement, 2 ét., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>11^e arrdt Près de la NATION rénové, Hall d'entrée, salon, 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>Métro FAIDHERBE Pleine v. 2 p., entrée, cuis., w-c., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>AV. DE LA RÉPUBLIQUE 5 pièces tout confort, immeuble pierre de taille, rénové, 110 m², 22-25-28.</p> <p>MÉTRO NATION LES ARCADES DE LA NATION 115 m², 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>REUNY-DIDEROT L'ESTÉREL DE PARIS Construction neuve 2 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p>	<p>PROCHE DU BOIS DE VINCENNES A 300 m de Parc de Charente, 5, rue des Jardins, dans immeuble neuf très beau, 4 pièces 95 m² + balcon. Prix : 905.000 F. Hébergement immédiatement. Vente sur rendez-vous. 577-51-64 ou 321-47-93.</p> <p>PRÈS MAIRIE XI^e Superbe studio, vraie cuisine, salle de bain, tr. déco. EXCEP. 180.000 F. - 208-18-30.</p> <p>13^e arrdt Métro PORTE-D'ITALIE OFFRE PROMOTIONNELLE valable jusqu'au 1^{er} mars 1982 3 pièces 494.000 F. 4 pièces 511.000 F. 5 pièces 523.000 F. Prêts CONVENTIONS sur place ou par chèque de 14 à 19 h, samedi et dimanche de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h. L'IMMOBILIER DE PARIS 46, avenue Jean-Jaures, GENTILY. T. 546-07-73 ou 723-72-00.</p> <p>CORVISART PLACEMENT : dans une belle maison, tr. Sirey et C. - 501-78-87.</p> <p>BD MASSÉNA 2 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., Sirey et C. - 501-78-87.</p> <p>J. D'ARC, imm. 80, 4 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>CHEVALERET 4 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>RÉPUBLIQUE - bon immeuble A SIREY - 835.000 F. 120 m², 5 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>14^e arrdt Studio, kitch., w-c., baine, ch., 100 m², 22-25-28.</p> <p>15^e arrdt BOUGCAUT 2 pièces tout confort. Sirey et C. - 501-78-87.</p>	<p>CONVENTION REALTY 2, 3, 4 et 5 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>FELD-FAURE 3 p., ch., chauffage central, bel imm., ravale, sec., 5^e rue, cuisine, 22-25-28.</p> <p>SAINT-CHARLES Dans imm. rénové, 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>PARMI, 554-70-72 DUPLEX, imm. standing, 7^e ét., 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>POUR IMAGINATIF 210 m² à aménager, 4.300 F. 22 m² à louer, 555-75-34.</p> <p>COMMERCE petit studio 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>CONVENTION Revenant studio sur jardin 330.000 F. - 553-80-88.</p> <p>16^e arrdt MUETTE TROCADERO Gd b. + 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>URGENT CAUSE DÉPART PASSY 690.000 F. Europe, original, carrelé, 4 pièces, 22-25-28.</p> <p>AUTELLE STANDING Living, 3 chambres, 2 baine, 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>TROCADERO Sur jardin beau point de vue, immeuble grand standing, bel appartement 6-7 pièces, services, 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>EXCELSA Idéal investissement ou pied-à-terre, 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>3 BEAUX DUPLEX Finitions supérieures, 14/17 h et samedi 11/13 heures 71 - VICTOR-HUGO. 90 m², 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>RUE DES MARRONNIERS 90 m², 3 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p>	<p>PLACE VICTOR-HUGO 5/6 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>17^e arrdt MONCEAU, 1^{er} ét., 4 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>45 AV. DE VILLIERS maison MALEHERRES REHABILITATION PRESTIGE Ancien atelier d'orfèvrerie structure en DUPLEX AVEC LOGGIA DE 2, 4 et 5 PIÈCES + quelques studios. Luxe, prestations. Vente jeudi et vendredi 12 à 18 h.</p> <p>TOCQUEVILLE dans imm. rénové avec sec. BEAU DUPLEX 2 baine, 11^e ét. 750.000 F. - 784-75-00.</p> <p>57, RUE DE PHONY Dans immeuble. Grand standing. 200 m² de parc, 100 m² de terrain. RUE DE PHONY - 774-02-57.</p> <p>TERRES STANDING Espace élevé, solé 4 pièces. URGENT - 555-20-00.</p> <p>RUE DU MONT-CENIS EXCELLENT PLACEMENT Petit studio à rénover. 85.000 F. - 723-50-00.</p> <p>19^e arrdt Prox. avenue Jean-Jaures 3 pièces (dont 1 cuisine). 45 m², P. 170.000 F. Pyrène 324-32-18 le mardi.</p> <p>BUTTES-CHAUMONT Avec part. v. 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>20^e arrdt RARE PAVIL. PARIS 5 p. 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>91 - Essonne PALAISEAU - Studio de report 25 m², tr. ch., 180.000 F. Agence de Saint-Rémy 060-02-02 - 052-11-16</p> <p>PALAISEAU, 1^{er} étage, 2 pièces 45 m², 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p>	<p>92 Hauts-de-Seine BOULOGNE Rue de Paris 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>BOULOGNE Boulevard Jean-Jaures 3/4 p., 80 m², 635.000 F. Sirey et C. - 501-78-87.</p> <p>BOURG-LA-REINE 200 mètres du métro 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>ASNIÈRES MAIRIE IMMEUBLE RENOVÉ Double living + chère tout confort, meublé, 22-25-28.</p> <p>CHATELAIN-CLAMART Part. vend. 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>BOULOGNE MÉTRO Plusieurs séjours + chambre. Rénové, 22-25-28.</p> <p>VILLE D'AVRAY Centre, 2 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w-c., 22-25-28.</p> <p>SAINT-MAUR 150 m² de parc, 10 m² de terrain, 22-25-28.</p> <p>SAINT-MAUR 150 m² de parc, 10 m² de terrain, 22-25-28.</p> <p>SAINT-MAUR 150 m² de parc, 10 m² de terrain, 22-25-28.</p>
---	--	--	--	---	---

LOGEMENT

LE CONGRÈS DE L'UNIL

M. Quilliot a choisi la « réforme tranquille » du 1 % logement

De notre correspondant

Grenoble. — Le congrès de l'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL), qui se tient à Grenoble du 17 au 19 mars, a fait apparaître les inquiétudes de certains en matière de contrôle par l'Etat de l'utilisation des sommes collectées au titre du 1 % (contribution patronale sur les salaires réservés à l'aide au logement). L'importance de ces sommes (7 milliards de francs environ par an) explique que les syndicats ouvriers et le patronat, qui siègent ensemble aux conseils d'administration des C.I.L. (comités interprofessionnels du logement), s'y intéressent autant.

Les organisations syndicales rejettent tout projet qui aboutirait à la fiscalisation du 1 % et, écartant toute forme de « banalisation », demandent que les fonds soient utilisés là où ils sont produits : elles ont également rappelé que cette institution n'était pas la « chose » du patronat et qu'elle devrait être gérée de façon véritablement paritaire, notamment pour assurer un contrôle de son usage « social ».

M. Yvon Chotard, premier vice-président du C.N.P.F., qui s'est exprimé mercredi après-midi 17 mars à Grenoble, a rappelé l'attachement de son organisation au 1 % logement et souligné qu'il était « entièrement à la charge des employeurs ». Il s'est élevé contre toute tentative de « politisation » de cette institution, refusant ainsi l'entrée d'élus locaux dans les C.I.L. « Une association plus étroite des représentants salariés dans le cadre général du fonctionnement des organismes collecteurs et un plus grand partage dans ce domaine sont nécessaires », a, entre autres, déclaré M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, qui s'exprimait pour la première fois publiquement sur le 1 % logement, précisant aussitôt que le gouvernement avait choisi la voie de la « réforme tranquille », indiquant que la gestion du 1 % devait rester décentralisée et que sa fiscalisation n'était pas envisagée. Il a, d'autre part, confirmé que tous les salariés, et donc les cadres, auront à nouveau accès à ce 1 % : « Nous mènerons soigneusement une politique de prêts plus efficace, en refusant le saupoudrage et en adoptant des montants de prêts plus élevés pour les bas revenus ».

Le ministre a également réaffirmé que soit réglé un problème « brûlant », celui des groupes qui se sont formés et qui se développent autour des C.I.L. : « Il n'est en rien dans mes intentions de vouloir « casser » des sociétés qui, dans de nombreux cas, marchent bien et font du bon travail. Nous avons trop besoin de maîtres d'ouvrage comme ceux-là pour que nous portions atteinte à leur dynamisme ; mais il ne faut pas que de l'extérieur on puisse avoir l'impression que les constructeurs qui appartiennent à ces groupes bénéficient de facilités auxquelles les autres n'ont pas accès. Pas de monopoles, donc, pas de circuits obligatoires ».

Le ministre a conclu en proposant une politique de « recentrage » de l'institution du 1 % pour mieux exprimer les demandes des salariés et mieux réaliser le paritarisme.

CLAUDE FRANCHILLON.

AFFAIRES

DOUZE SOCIÉTÉS FRANÇAISES VONT ACCÉDER AU MARCHÉ « A TERME » DE LA BOURSE DE PARIS

Douze actions de sociétés françaises, négociées jusqu'à présent « au comptant » de la Bourse de Paris, vont accéder le 5 avril prochain au marché « à terme », prenant ainsi la place des anciennes actions de sociétés nationalisées négociées depuis plusieurs semaines sous l'appellation de D.T.I. (droits à titre indemnitaire).

Ces derniers doivent être radiés du marché « à terme » le 23 mars prochain, date de la liquidation des opérations pour le mois de mars et, ultérieurement, sans doute à la mi-avril, du marché des actions lorsque les pouvoirs publics procéderont à l'échange de ces D.T.I. contre les futures obligations indemnitaires.

Les titres des sociétés suivantes sont concernés par cette opération : Airsep, Bongrain, Cedis, Compagnie générale de géophysique, Compagnie parisienne de résonance, Damart, Euromarché, Francarep, les Immeubles de la plaine Mouton, Merlin-Délin, Omnium financier de Paris et Promodes.

● Texas Instruments, le numéro un américain des composants électroniques, va procéder à de nouveaux licenciements : environ deux mille sept cents emplois seront supprimés aux États-Unis et dans les autres pays où le groupe est implanté, soit une réduction de 3 % de l'effectif global. En juin 1981, Texas Instruments avait déjà licencié deux mille huit cents personnes. L'entreprise avait espéré que des mesures à court terme (réductions d'heures) lui auraient permis d'attendre une reprise du marché. Mais sa faiblesse persistante tant aux États-Unis qu'en Europe l'a contrainte à licencier à nouveau.

ÉNERGIE

L'OPEP tente d'enrayer la chute des prix du pétrole

Les treize ministres de l'OPEP se réunissent à Vienne, au siège du secrétariat général de l'organisation, à partir du 19 mars, pour tenter d'enrayer la baisse du prix du pétrole. Les ministres du Venezuela et de l'Équateur ont appelé, le 17 mars, à une réduction importante de la production des pays membres. Les pays arabes présents à Doha (Qatar), pour une conférence arabe de l'énergie, étaient convenus d'une diminution de la production de 2 millions de barils par jour. La réunion « consultative » de Vienne devrait donc tenter de répartir le sacrifice entre les différents membres.

En revanche, la plupart des ministres se sont déclarés favorables au maintien du prix de référence à 34 dollars le baril, soit 5 dollars de plus que sur les marchés libres.

« Si pour quelque raison que ce soit la réunion de Vienne ne permettait pas de résoudre le problème [de l'excédent de l'offre de pétrole sur la demande] nous souleverons de nouveau la question de la production à Quito, lors de la prochaine conférence de l'OPEP », assurait récemment M. Nabil, le ministre algérien, à un quotidien du Koweït. Autant dire qu'il envisageait déjà la possibilité d'un échec à Vienne.

On peut en effet s'interroger sur l'utilité de la tenue — sans grande préparation — de cette conférence consultative de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La situation est connue (le Monde du 13 mars) : la chute de la consommation a provoqué par la morosité de l'économie mondiale et par les efforts de substi-

tution — s'est poursuivie au début de 1982. Les derniers chiffres publiés pour la France sont impressionnants. Pour les deux premiers mois de l'année — par rapport à la même période de 1981 — les livraisons de fuel domestique ont chuté de 34,40 %, celles de fuel lourd de 24,10 % ; les carburants ont eux aussi été touchés (- 5,4 %) tout comme le gazole (- 4,7 %). Or tous les grands pays industrialisés connaissent une évolution analogue.

A ce phénomène s'en est ajouté un autre sur l'ampleur duquel les différents accords du marché pétrolier sont divisés : celui du déstockage. Pour la C.E.E., en tout cas, dont les ministres chargés de l'énergie se sont réunis le 16 mars, le mouvement est net

d'échec à Vienne, à aligner ses prix sur ceux de la mer du Nord (qui correspondent à un prix de référence de 28,5 à 29 dollars).

Sans une réelle discipline des prix, la solution envisagée par l'OPEP d'agir sur la production risque d'être d'une efficacité limitée.

A Doha, où beaucoup d'entre eux étaient réunis la semaine passée pour une conférence arabe de l'énergie, les ministres de l'OPEP ont convenus de ramener leur production globale à 18,5 millions de barils par jour (pour une capacité de 35 millions).

Encore les ministres réunis à Vienne devront-ils répondre à deux questions : cela suffit-il ? Et qui doit se sacrifier ?

PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT DES PAYS MEMBRES DE L'OPEP (en milliers de barils/jour)

	Fév. 1981	Fév. 1982	% de variation
Arabie Saoudite	10 261	7 400	- 27,8
Nigéria	1 843	1 800	- 2,3
Venezuela	2 195	1 800	- 18,0
Indonésie	1 621	1 500	- 7,5
R.A.U.	1 065	1 350	+ 26,9
Iran	1 500	1 000	- 33,3
Irak	700	900	+ 28,6
Koweït	1 554	900	- 42,1
Libye	1 650	850	- 48,5
Algérie	900	800	- 11,1
Qatar	482	360	- 25,3
Émirats	222	222	0,0
Gabon	142	150	+ 5,6
Total	24 776	19 018	- 22,5

sans être excessif : de cent vingt sept jours de la consommation de 1981 (déjà en forte baisse) du début de l'année, les stocks ont tombés à cent vingt jours. Ils ne devraient plus être que de cent dix-sept jours à l'automne, ce qui pourrait poser quelques problèmes en cas d'hiver rigoureux et d'une reprise économique.

Ce niveau des stocks des pays industrialisés n'est pas indifférent pour la stratégie de l'OPEP, car ce peut faire l'organisation s'ajuster sur les prix ou sur la production ?

Les prix. Nul ne veut y toucher officiellement. Plusieurs ministres, à commencer par celui d'Arabie Saoudite, ont affirmé ces jours derniers leur volonté de maintenir le prix de référence du pétrole arabe léger saoudien à 34 dollars le baril. Les pays de l'OPEP, qui ont justifié en 1980 des hausses de prix excessives par la contagion des marchés libres n'entendent pas se soumettre à ceux-ci lors de l'ouverture est à sa baisse. Or, à Rotterdam, où il n'y a guère eu de transactions récemment, l'Arabie Saoudite était vendue 38,50 dollars le baril, il y a dix jours.

Une réduction des prix saoudiens serait, il est vrai, un élément négatif de première importance pour l'OPEP. Et, comme elle apparaît peu vraisemblable actuellement, mais le maintien de la référence de 34 dollars par baril exigerait un minimum de cohérence dans les prix des pays membres. Or l'Irak a fortement baissé ses tarifs pour tenter de trouver des clients, le ministre vénémoisien vient de reconnaître implicitement devant son Parlement qu'il offrait des rabais de 2,50 dollars par baril sur le pétrole léger — une pratique quasi générale — et le Nigeria s'apprêterait, en cas

de 19 millions de barils par jour en février (voir tableau ci-contre), la production de l'OPEP serait tombée à 18 millions au cours de la première quinzaine de mars : le Nigeria affecté par la politique de Londres et d'Oleio, l'Indonésie devant le refus de Caltex d'acheter les quantités contractuelles, l'Arabie Saoudite, ont dû encore réduire leur extraction. Jusqu'au mois de juin — époque à laquelle les compagnies commencent à se réapprovisionner pour l'hiver suivant — une réduction de production au niveau de 18,5 millions de barils quotidiens, semble insuffisante pour équilibrer offre et demande.

Reste à savoir qui devra baisser. L'Arabie Saoudite a déjà répondu : « Les pays qui ont un excédent financier ». Mais ceux-ci ont déjà supporté l'essentiel de l'effort.

En un an, selon la revue Le Pétrole et le gaz arabe, l'extraction du Koweït a chuté de 42,1 %, celle de la Libye de 48,5 % et celle de l'Arabie Saoudite de près de 30 %. Les autres pays à larges populations et faibles revenus — sont, il est vrai, fortement affectés par la chute de leurs revenus. Le sacrifice « supplémentaire » sera d'autant plus difficile à répartir que l'Irak et l'Iran, après un espoir de médiation, ont décidé de poursuivre les hostilités et qu'une guerre verbale de plus en plus dure oppose la Libye à l'Arabie Saoudite.

Le maintien d'un pouvoir — même érodé — de l'OPEP, comme organisation, passe par la prise de mesures réelles, efficaces et équilibrées réparties. Mais hormis l'Arabie Saoudite, qui a toujours refusé de parler officiellement de production à l'OPEP, il n'est pas sûr que les pays membres soient économiquement et politiquement à même de les accepter.

BRUNO DETHOMAS.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U.	6,1600 6,1710	+ 30 + 120	+ 170 + 230	+ 440 + 610
\$ can.	5,0735 5,0800	+ 22 + 70	+ 71 + 145	+ 130 + 262
Yen (100)	2,5570 2,5617	+ 505 + 237	+ 625 + 460	+ 1.227 + 1.221
D.M.	2,5922 2,5969	+ 129 + 194	+ 338 + 343	+ 829 + 1.087
Florin	2,3501 2,3526	+ 147 + 170	+ 396 + 357	+ 850 + 831
F.B. (100)	13,8563 13,8906	- 593 - 190	- 556 - 37	- 816 + 440
F.S.	3,3659 3,3728	+ 237 + 329	+ 602 + 682	+ 1.396 + 1.739
L. (100)	4,7714 4,7730	- 292 - 326	- 535 - 187	- 1.097 - 1.069
S. 100	11,1461 11,1604	+ 278 + 375	+ 596 + 739	+ 1.795 + 2.085

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/1/8	9/1/8	9/1/8	9/1/8	9/1/8	9/1/8
	15/1/8	15/1/8	15/1/8	15/1/8	15/1/8	15/1/8
Florida	9	9	9	9	9	9
F.B. (100)	12	12	12	12	12	12
F.S.	12	12	12	12	12	12
L. (100)	12	12	12	12	12	12
C.	12	12	12	12	12	12
F. français	12	12	12	12	12	12

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

NEUBAUER

met en vente
ses PEUGEOT 82 D'EXPOSITION (0 km)
et de DIRECTION

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 31 MARS

M. JOEL - Tél. : 766-02-44

INDUSTRIELS VOUS NE POUVEZ PLUS REUSSIR SANS MARKETING.

Réussir.

Comme Adret Electronique, comme Danto Rogeat (climatisation) comme Astra Plastique (bouchage), comme Verdol (machines textiles), comme bien d'autres...

Pourquoi ces petites et moyennes entreprises industrielles réussissent-elles comme des grandes... malgré le prix du pétrole, les taux d'intérêt, les pressions meurtrières, les marchés qui s'effondrent, les technologies qui changent et l'emploi à sauvegarder ?

Interrogez-les.

Leur réponse : « sans marketing je ne m'en serais pas sorti ».

Ni baguette magique, ni manuel de principes, le marketing n'est autre que la connaissance du terrain. C'est le fil conducteur qui permet à l'entreprise de trouver son chemin à travers un imbroglio de choix, tous aussi cruciaux :

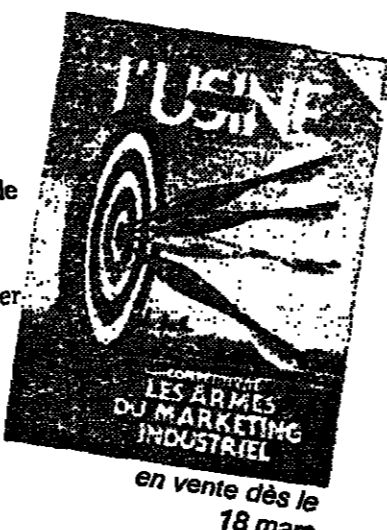
- Quelle filière technique adopter ?
- Quel segment de marché explorer ?
- Quels sont les concurrents ?
- Quels sont les nouveaux besoins, comment s'y adapter ?
- Comment lutter contre la banalisation des produits, écueil redoutable de l'industrie actuelle depuis que tout le monde tend à vendre la même chose au même prix.

Bien poser ces questions et bien y répondre, voilà à quoi sert le marketing industriel.

On s'aperçoit que les entreprises qui le pratiquent arrivent à anticiper les crises et réussissent les épineux virages de l'adaptation.

Quant aux autres...

L'Usine Nouvelle fait le point, chiffres à l'appui.



L'USINE NOUVELLE

en vente dès le 18 mars

DOSSIER EXCLUSIF
COMPÉTITIVITÉ : LES ARMES DU MARKETING INDUSTRIEL

AGRICULTURE

APRÈS LA RÉUNION DES MINISTRES DES DIX

L'épreuve de force semble inévitable entre Londres et Paris

La réunion de deux jours et demi que viennent de tenir à Bruxelles les ministres de l'Agriculture des Dix a été particulièrement délicate. Pour deux raisons, bien évidemment liées entre elles. La négociation sur les prix agricoles, non seulement n'a pas progressé, mais, en réalité, ne s'est pas véritablement engagée. Les Britanniques ont refusé d'accepter une augmentation en bloc des prix, la distillation exceptionnelle de vins rouges réclamée comme une mesure urgente d'apaisement, politiquement indispensable, par la France et par l'Italie.

Les autres États membres, invités par le ministre français, Mme Edith Cresson, à tenir compte des incidents graves qui viennent de se produire dans le Midi, avaient accepté, moyennant quelques aménagements, la proposition de la Commission : l'accord aurait pu se faire sur une distillation exceptionnelle de 6,5 millions d'hectolitres à un prix égal à 81,5 % du prix d'orientation, soit à 14,92 F le hectolitre. L'objectif, à ce prix inférieur aux prix pratiqués en France, était de dégruger le marché italien (où les prix sont plus bas) et d'atténuer d'autant la pression exercée sur le marché français par les vins italiens. Les Britanniques, peu sensibles aux raisons politiques mises en avant par Mme Cresson et M. Barthelemy, le ministre italien, ont exprimé la crainte que l'alcool perturbât le marché de l'alcool de synthèse.

Les ont indignés qu'ils s'opposaient à l'opération tant qu'ils n'auraient pas reçu des apaisements à ce sujet. L'impression prévalait à Bruxelles qu'un fait de cette obstruction signifiait par la volonté de manifester leur détermination et aussi d'engranger un maximum de cartes avant la négociation européenne de la fin de l'année.

Cette négociation, le gouvernement de Londres la considère comme formant un tout. Il n'est pas disposé, en l'état actuel des choses, à prendre des décisions sur les prix et mesures de

soutien agricole sans s'être obtenu la satisfaction en matière budgétaire. On sait que les Britanniques considèrent que leur contribution nette, au budget européen, c'est-à-dire la différence entre ce qu'ils versent et ce qu'ils reçoivent, doit faire l'objet d'une compensation permanente prise en charge par les autres États membres. Ceux-ci veulent bien continuer à consentir un effort financier important en faveur du Royaume-Uni (des compensations budgétaires considérables, d'un montant total de 13 millions de francs, leur ont déjà été accordées au titre des exercices 1980 et 1981), mais à condition qu'il soit provisionné et décaissé.

M. Mitterrand vient de souligner avec solennité un second aspect de la position française. La France ne tolérera pas qu'un fait de cette nature, aux répercussions communautaires, d'autant plus que la politique agricole commune fait partie des engagements communs des pays membres, a déclaré le président de la République, qui a ajouté : « La France n'acceptera pas un démantèlement de la politique agricole commune. Elle attend de ses partenaires qu'ils soit dit clairement que l'Europe doit continuer de se développer et bien qu'ils soient qu'ils préfèrent ouvrir une crise plutôt que de se laisser aller à un moment où la coopération européenne s'impose dans tous les domaines. » L'avisement ainsi donné au plus haut niveau est clair : Paris refuse le marchandage, le donnant-donnant ou, dit plus brutalement, le chantage. Pas question de subordonner la fixation des prix agricoles à un accord sur la compensation budgétaire britannique.

La mise en garde arrive à point nommé, car la réunion des ministres de l'Agriculture vient de se terminer. La simple menace de veto britannique bloque d'ores et déjà le fonctionnement normal du Marché commun. Les ministres ont réagi de lundi à mercredi comme s'ils considéraient qu'une vaste négociation, dépassant très largement l'agriculture, se poursuivait et qu'ils étaient en train de négocier, était inévitable. Du coup,

MARCHÉ COMMUN

Mme Thatcher joue de la menace d'une crise grave

De notre correspondant

Londres. — A l'approche de la réunion des ministres des affaires étrangères et du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix, la fermeté et la détermination de Mme Thatcher n'ont pas varié. Mme Thatcher, président du conseil des ministres, et Thom, président de la Commission de la C.E.E., qui font la tournée des capitales de la Communauté pour explorer les possibilités d'un accord sur la contribution britannique, ont quitté Londres, le 16 mars, avec l'impression que les positions n'avaient pas bougé et que les perspectives étaient mauvaises.

Mme Thatcher en a fait une affaire personnelle. Elle est absolument décidée à obtenir une réduction de la « note » payée par son pays à la Communauté. La contribution nette des Britanniques, qui doit de 50 millions de livres en 1981, serait de 600 millions cette année, si rien n'était changé. Le premier ministre veut mettre fin à cette « situation insupportable ». Le gouvernement britannique recherche un accord à long terme. Il considère que sa contribution devrait être fixée en fonction d'un indice fixe, comme le produit national brut par exemple. En revanche, les autres membres, s'ils sont disposés à faire un effort pour tenir compte de la situation particulière de la Grande-Bretagne, insistent pour que la « ristourne » soit forfaitaire, dégressive et limitée dans le temps.

Mme Thatcher refuse toute augmentation des prix agricoles pour la prochaine campagne aussi long-

tamps qu'elle n'aura pas obtenu satisfaction. On ne le cache pas à Londres, soulignant que le mandat du 30 mai 1980 (qui porte sur la relance de la Communauté, la politique agricole commune et la question du budget) forme un tout. Les Le gouvernement de Londres s'en prend toujours à une politique agricole qu'il juge « injuste et irréaliste », car elle crée des surpluses qui sont ensuite vendus à bas prix à l'U.R.S.S., celle-ci pouvant ainsi libérer des moyens financiers pour accroître sa puissance militaire. La politique agricole commune empêche encore de dégager des ressources communautaires pour d'autres politiques, dans l'industrie et l'aménagement du territoire. Mme Thatcher espère, en tout cas, que la simple menace d'une crise grave amènera ses partenaires à manifester plus de bonne volonté. C'est la tactique qu'elle utilisera à n'en pas douter en recevant, vendredi 19 mars, le chancelier Schmidt.

DANIEL VERNET.

LE GENRE HUMAIN 2. penser classer

Revue trimestrielle publiée avec le concours de la Maison des Sciences de l'Homme, de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales et du CNRS
FAYARD

SOCIAL

LA C.G.C. ET LE P.S. CONSTITUENT DES GROUPES DE TRAVAIL COMMUNS

Deux délégations du P.S. et de la C.G.C. se sont rencontrées, mercredi 17 mars, au siège de la Confédération générale des cadres. L'entrevue, qui a duré trois heures, s'est déroulée dans un climat qualifié d'« excellent » par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et de « très franc » par M. Jean Menu, président de la C.G.C.

Au terme de cette discussion, les deux formations ont décidé de constituer des groupes de travail qui seront chargés d'étudier les divergences confirmées par la rencontre et de tenter de rapprocher les points de vue. La C.G.C. s'inquiète du risque d'opposition d'une « hiérarchie parallèle » dans les entreprises, avec la création de conseils d'atelliers et l'entrée de représentants syndicaux dans les conseils d'administration. Elle maintient son opposition au plafonnement du quotient familial, craint les effets d'un resserrement de la hiérarchie des salaires, mais admet qu'un effort de solidarité soit consenti par les titulaires de salaires supérieurs à 26 000 F par mois. Elle a exprimé une nouvelle fois ses préoccupations sur l'avenir des régimes de retraite complémentaire et de la garantie de ressources.

■ PRECISIONS. — M. Jacques Brunhes, député P.C. des Hauts-de-Seine, précise qu'il propose du projet d'ordonnance sur le travail à temps partiel (le Monde du 16 mars) il a présenté plusieurs réserves et propositions : nécessité de contingentier ce type de travail, par un quota maximal, d'établir un seuil minimal et maximal de la durée du travail, de ne pas diminuer le nombre global d'heures travaillées dans l'entreprise, de ne pas accroître la charge individuelle de travail, etc.

CONJONCTURE

Les attaques contre le franc

(Suite de la première page.)

L'écart ne cesse de se creuser entre la France et l'ensemble des grands pays industrialisés depuis la mi-80 et ce, au rythme de 1,60 % l'an. Cet écart de se resserme qu'en période de forte inflation dans le monde.

Cela a été le cas pendant toute l'année 1979 et pendant une partie de l'année 1980. La tendance actuelle est donc mauvaise. n'en déplaise à M. Delors qui s'estime « assez satisfait » des résultats de février. Tendance d'autant plus inquiétante que nos coûts salariaux croissent plus vite qu'à l'étranger.

Déficit réduit en février

Les résultats de notre commerce extérieur ne sont pas bons non plus depuis six mois. Les statistiques du quatrième trimestre 1981 (le Monde du 17 mars) montraient une dégradation sensible, aggravée en janvier. En tendance — et en volume — les importations croissent nettement plus vite que les exportations : + 4,3 % pour les premières, 1,8 % pour les secondes au quatrième trimestre 1981 d'après les comptes nationaux. Les chiffres mensuels qui retracent des valeurs font apparaître une moindre dégradation car les « termes de l'échange » nous sont actuellement favorables (les prix à l'exportation augmentent plus vite que les prix à l'importation). Cette mauvaise évolution va-t-elle se poursuivre ? Les prochains mois le diront. Mais le résultat de février est plutôt encourageant.

Le déficit de la balance commerciale a diminué en février, comme cela arrive souvent en cette période de l'année. En chiffres bruts, le solde négatif des échanges extérieurs a représenté 8,9 milliards de francs, au lieu de 8,9 milliards en janvier. Ce solde est sensiblement plus élevé que celui qui avait été enregistré en février 1981 (3,9 milliards contre 7,8 en janvier de l'an dernier). Les importations ont, en février, atteint 57,4 milliards de F, en augmentation de 5,8 % en un mois et de 15,7 % en un an. Les exportations se sont élevées à 15,7 milliards, en progression de 13,6 % par rapport à janvier, mais de 12,3 % par rapport à février 1981.

Après correction des variations saisonnières, le déséquilibre commercial s'est situé à 5,3 milliards de francs, au lieu de 7 milliards le mois précédent. En février 1981 le solde négatif avait été de 2,8 milliards, au lieu de 4,8 mil-

liards en janvier de la même année. Les importations ont, en février, atteint 56,8 milliards, en diminution de 3 % en un mois, mais en augmentation de 16,7 % en un an. Les exportations se sont élevées à 51,5 milliards, sans changement par rapport à janvier, mais en progression de 12,3 par rapport à février 1981. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi à 90,7 % au lieu de 88 % le mois précédent et 94,3 % une année plus tôt.

Malgré le résultat de février, la tendance du commerce extérieur demeure mauvaise depuis septembre 1981. Calculé sur les six derniers mois, le déficit corrigé a atteint en moyenne mensuelle 8,8 milliards de francs, soit pratiquement le double de celui qui avait été enregistré pendant le semestre mars-août de l'an dernier (3,5 milliards de francs).

Ces éléments inquiétants — qu'aggrave la faiblesse du franc — ne doivent pas faire oublier la contrepartie positive de la politique gouvernementale, qui est la reprise de la croissance économique au rythme de 2,5 % l'an. Le problème est maintenant de savoir si la conjoncture internationale va s'améliorer, ce qui apporterait à l'action du gouvernement Mauroy un sérieux appoint si elle restait mauvaise, ce qui forcerait la France à refaire ses comptes et modifier ses ambitions.

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

APPEL D'OFFRES RESTREINT

Non et adresse de service qui passe le marché :
ETABLISSEMENT PUBLIC DU PAYS DE LA VALLÉE
Département M.A.I.
(M. F. Belmar)
Département Marais
(M. L. Lemaire)
211, avenue Jean-Jaures
75019 Paris - Tél. : 248-27-28

Les prestations consistent à :
- sélectionner, réceptionner, cataloguer, conditionner :
• 150 000 livres scientifiques,
• 5 000 périodiques,
• 20 000 documents audio-visuels,
par l'usage d'un système informatique intégré de bibliothèque.

Daté limite de réception des candidatures : 28 mars 1982 à 17 h.

Informations complémentaires aux « S.O.M.I.P. » du 12 mars 1982 ou « Monteur Sédiment et T.P. » du 8 mars 1982.

Le 28 mars, Lufthansa s'installe à Roissy-Charles de Gaulle.



Le 28 mars, Lufthansa quitte Orly Ouest et s'installe à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, Aérogate 1.

Nous vous accueillerons dans le hall 6 jusqu'à 30 minutes avant le décollage. Au satellite 6 jusqu'à 15 minutes avant le décollage, si vous n'avez qu'un bagage à main.

A Roissy-Charles de Gaulle, vous trouverez toujours une place de parking dans Aérogate 1, vous permettant un accès rapide à nos comptoirs d'enregistrement.

Si vous voyagez en 1ère classe, vous disposerez enfin d'un Senator Lounge. Car, avec Lufthansa, vous continuez d'avoir le choix, sur tous nos vols, entre 1ère classe et classe économique à service complet. De plus en plus complet même, puisque désormais toutes les boissons sont gratuites pour tous les passagers sur nos vols européens.

 **Lufthansa**

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VINGT ANS APRÈS : « Un demi siècle », par le général Joubert ; « Une journée du souvenir », par Wladimir Marek ; « Une nouvelle espérance », par Jacques Roseau ; « Sois-tu ou pas sois-tu ? », par Alain de Sény ; « Le dernier quart d'heure », par Gabriel Metzner.

ÉTRANGER

3. EUROPE
— ESPAGNE : le procès des putochistes
— POLOGNE : un appel d'un dirigeant de Solidarnosc réfugié dans la clandestinité
4. AMÉRIQUES
— CANADA : la fin du boycott de la Chambre des communes par les conservateurs
5. AFRIQUE
— ALGÉRIE : le gouvernement prend des mesures pour encourager le secteur privé
6. DIPLOMATIE
— Les réactions aux propositions de M. Brejnev sur les euro-missiles
7. ASIE
— CAMBODGE
— BURMA
— 7-8. PROCHE-ORIENT
— Les suites du voyage de M. Mitterrand en Israël

POLITIQUE

9. LES ÉLECTIONS CANTONALES : M. Mauroy a « confisqué » la télévision
11. Les départements-tests

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : L'Affaire Jésus
14. LA VIE LITTÉRAIRE
15. AU FIL DES LECTURES
18-19. HISTOIRE : la guerre d'Algérie

SOCIÉTÉ

12. Les développements de l'affaire Lucet
— JUSTICE : le mort d'un opéré des amygdales au tribunal de Paris
20. DÉFENSE : selon M. Hérin, « l'ordonnance sur les trente-neuf heures ne devrait pas améliorer l'ambouche dans les arsenaux »
27. SPORTS : cinquante-deux candidats pour trente-six sièges au conseil d'administration du Comité olympique français
24-25. RADIO - TÉLÉVISION : VU : « La peau des vaches »

CULTURE

22. EXPOSITIONS : Mondrian et l'école de La Haye
— CINÉMA : rencontre avec Didier Haudepin
— MUSIQUE : le « jeune Verdi » au Châtelet

ÉCONOMIE

28. LOGEMENT : M. Quilliot a choisi la « réforme tranquille » du 1 %
29. AGRICULTURE : l'épreuve de force semble inévitable entre Londres et Paris

EQUIPEMENT

30. DÉCENTRALISATION
— TRANSPORTS : les routiers organisent, le 29 mars, une « journée nationale d'action »

RADIOTÉLÉVISION (24-25)
INFORMATIONS
SERVICES (25)
Météorologie et état de la neige : « Journal officiel »
Mots croisés : Loterie nationale, Arlequin et Loto
Annonces classées (26 et 27) : Carnet (20) ; Programmes spectacles (23 et 24) ; Bourse (31).

Aujourd'hui dans
Le Monde
transactions
immobilières
5, 6, 7, 8, 15, 16
arrondissements

Le numéro du « Monde »
daté 18 mars 1982 a été tiré à
525 794 exemplaires.

A B C D E F G

Après le raid de commandos sud-africains en Angola

Pretoria accuse le Zimbabwe de soutenir les nationalistes namibiens

Le raid-éclair effectué le samedi 13 mars par des commandos sud-africains dans le sud-ouest de l'Angola (le Monde du 18 mars) a donné l'occasion à Pretoria de mettre en cause le Zimbabwe. Lui reprochant de soutenir les masquards de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO), le général Charles Lloyd, commandant en chef des forces sud-africaines en Namibie, a accusé le gouvernement de M. Robert Mugabe de fournir des armes et de la nourriture aux hommes de M. Sam Nujoma, accusé qui ont le valeur d'une mise en garde. Dans les milieux militaires sud-africains, on affirme que la présence d'un camp de la SWAPO dans le sud-ouest de l'Angola, à proximité immédiate de la frontière namibienne, prouve que les nationalistes namibiens avaient l'intention d'infiltrer le Kaokoveld et de l'annexer à l'Angola. Les nationalistes namibiens, situés dans le nord-ouest de la Namibie et demeurés relativement calmes jusqu'à présent (Le Monde du 18 mars), ont été surpris dans des conditions parfois très dures, de quinze mille à vingt mille

habitants appartenant à l'ethnie Himba, se prête admirablement à des actions de guérilla.

Le raid de samedi a été, semblerait-il, effectué par des soldats du 52^e bataillon transporté, environ 2 kilomètres de l'objectif par des hélicoptères Puma, de fabrication française. Cette unité, plus connue sous le nom de « Buffalo regiment », avait fait la « une » de la presse internationale en janvier 1981, lorsque certains de ses membres avaient fait état d'extrémités contre des civils angolais.

« A Washington, on indique que le raid sud-africain porte un coup aux efforts occidentaux en vue de régler le problème namibien à la veille d'une rencontre des représentants du « groupe de contact » sur la Namibie, prévue ce jeudi à Londres.

Un porte-parole du Foreign Office a déclaré mercredi : « Nous déplorons la dernière action sud-africaine, qui ne peut que nuire aux efforts pour parvenir à une solution pacifique aux problèmes de la région. » — (A.F.P., Reuters).

Conformément aux règles édictées par l'O.M.S.

Nestlé réglemente sa publicité pour les aliments infantiles

Nestlé vient de faire parvenir à toutes ses filiales et à l'ensemble de ses représentants des directives aux termes desquelles les activités de la firme devront désormais s'aligner sur les règles contenues dans le « Code international de commercialisation des substituts du lait maternel » qu'avait adopté l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) en mai dernier (le Monde du 23 mai 1981), à l'unanimité moins une voix — celle des Etats-Unis — et neuf abstentions.

Ce code édictait des règles très strictes pour la commercialisation de tous les produits d'alimentation infantile : leur vente, ainsi que celle des biberons et tétines, ne devait plus faire l'objet d'aucune publicité « ou autre forme de promotion auprès du grand public ». Toutes distributions d'échantillons, de cadeaux, toutes ventes promotionnelles, tout contact entre les agents de commercialisation et les parents des enfants, y compris dans les hôpitaux et les maternités.

Enfin, il était prévu que l'étiquetage de ces produits mentionnerait à l'avenir la supériorité de l'allaitement maternel, et que disparaîtraient les termes « humanisé » et « maternisé ». Il était demandé aux cent cinquante-cinq Etats membres de l'O.M.S. d'intégrer ces dispositions dans leurs législations nationales. Le respect de ces mesures, présentées par l'O.M.S. comme un ensemble d'exigences minimales, doit faire l'objet d'un bilan critique lors de l'Assemblée mondiale de la santé en 1983.

Ce projet de code a interdit des programmes éducatifs essentiels, avertit déclaré à ce moment les industriels réunis au sein de l'ICIT (1), organisme dont fait partie Nestlé. La firme de Vevey avait néanmoins pris les devants et demandé à ses agents de développer leurs activités plus discrètement : elle avait, en effet, la cible principale d'un boycottage, particulièrement efficace, organisée notamment dans les pays

anglo-saxons. Elle avait en outre, gagné un procès contre un groupe contestataire extrêmement actif, auteur d'un pamphlet intitulé de la firme « Nestlé dément » : les moins les attendus du jugement émis à Berne demandaient à la firme de réviser ses méthodes de pénétration commerciale, notamment dans le tiers-monde.

Dans un communiqué qu'elle vient de publier, la firme indique que « par ces nouvelles directives, elle confirme son attachement à toutes améliorations de l'alimentation infantile dans le monde, et continue d'agir en producteur distributeur responsable ».

Les substituts du lait maternel ont représenté, en 1981, 250 % du chiffre d'affaires de la firme, qui a atteint cette année 25 milliards de francs suisses (environ 8,5 milliards de francs). Il s'agit néanmoins d'un marché en pleine expansion. — C.B.

(1) International Council of Infant Food Industry.

Le mécontentement s'accroît chez les officiers de la marine marchande et pourrait se traduire, le 13 avril, par le blocage des ports, et des mois d'ordre de retard à l'appareillage des navires. Après avoir réuni, le 17 mars, à l'appel de tous leurs syndicats (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et autonomes) des assemblées nationales « contre la dégradation des régimes de pension », les officiers ont été reçus par M. Louis Le Pen, ministre de la mer, selon eux, n'a pas donné satisfaction à leurs revendications. Ils demandent à bénéficier d'une pension de retraite égale à 70 % de leur meilleur salaire lorsqu'ils étaient en activité.

La force de paix du Sinaï. — Les premiers contingents américains, qui constituent le gros de la force de paix, qui sera déployée dans le Sinaï après le retrait de l'armée israélienne, le 28 avril, ont commencé à arriver, mercredi 17 mars, en Israël.

Le nombre de journées de grève a augmenté en janvier au rythme annuel de 33 %

Au cours du mois de janvier 1982, juste avant que soient déclenchées la plupart des actions sur l'application des trente-neuf heures, le ministère du travail a recensé trois cent vingt-deux conflits du travail. Ces conflits ont affecté trois cent cinquante et un établissements, mobilisant quarante-sept mille personnes (+ 35 % par rapport à décembre 1981), et occasionné la perte de cent vingt-cinq mille journées. La comparaison avec janvier 1981 montre un doublement des effectifs touchés et une augmentation de 33 % du nombre de journées perdues. Par rapport à janvier 1980, les effectifs touchés ont augmenté de 25 %, mais le nombre de journées perdues a diminué de 11 %. L'année 1980, dans son ensemble, avait été marquée par une diminution de moitié du nombre de conflits par rapport à l'année 1979.

● A GRAVELINE, le conflit sur le charbon de la centrale nucléaire s'est durci mercredi 17 mars. Les piquets de grève qui sont installés devant le site depuis trois semaines n'ont pas cessé de se multiplier. Les équipes de quart et le personnel de sécurité de la tranchée 3. Ainsi les deux mille salariés de la Société générale d'entreprises (S.G.E.), occupés à finir le gros œuvre des deux dernières tranches (5 et 6) depuis le début du conflit n'ont pu accéder à l'intérieur du site. Ce conflit mené par les salariés des entreprises de sous-traitance a pris le relais d'une précédente grève des ouvriers de la S.G.E. qui avaient obtenu le paiement intégral de leurs jours de grève. Mis en chômage technique, les salariés des entreprises sous-traitantes avaient eu des indemnités inférieures à celles des salariés de la S.G.E. maintenant le paiement intégral des jours de grève.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

● A CAHORS (Lot), les deux rapides « Capitole », circulant dans le sens Toulouse-Paris et Paris-Toulouse ont été retardés le 17 mars pendant une heure en gare à la suite d'une grève des cheminots.

A Marseille

UNE DÉCLARATION DE Mme LUCET

(De notre envoyé spécial.)

Marseille. — Mme Françoise Lucet, veuve de René Lucet, a commenté publiquement, jeudi 18 mars en fin de matinée, les derniers développements qui ont abouti à la désignation d'experts chargés de déterminer les circonstances de la mort de son mari, le 4 mars.

Dans une déclaration lue à la presse dans les locaux de la station régionale de R.F. 3 à Marseille, Mme Lucet a déclaré, en présence de son avocat, M. Mathieu Baffert : « J'ai la certitude que mon mari s'est donné la mort au petit matin, par fatigue ou par désespoir. Elle a par ailleurs qualifié d'« aberrations », d'« horreurs et de mensonges » la plupart des informations parues ces derniers jours dans la presse radio-télévisée. Reprenant les circonstances exactes, selon elle, qui entourèrent la mort de son mari, elle a tenu à préciser qu'elle n'avait jamais déclaré qu'il était éconduit environ six semaines entre les deux détonations. Bien au contraire, elle a souligné avoir entendu un premier bruit, « comme une porte qui claque », suivi d'une déflagration. « Pourquoi et par qui la presse a-t-elle lu des rapports d'expertise que ne possède pas ? » s'est-elle interrogée. « Pourquoi la chancellerie et le procureur de la République ont-ils donné une telle publicité à la mesure qu'ils prennent ? » Elle s'est ensuite refusée à répondre à toutes les questions. — J.-Y. N.

Dans une déclaration lue à la presse dans les locaux de la station régionale de R.F. 3 à Marseille, Mme Lucet a déclaré, en présence de son avocat, M. Mathieu Baffert : « J'ai la certitude que mon mari s'est donné la mort au petit matin, par fatigue ou par désespoir. Elle a par ailleurs qualifié d'« aberrations », d'« horreurs et de mensonges » la plupart des informations parues ces derniers jours dans la presse radio-télévisée. Reprenant les circonstances exactes, selon elle, qui entourèrent la mort de son mari, elle a tenu à préciser qu'elle n'avait jamais déclaré qu'il était éconduit environ six semaines entre les deux détonations. Bien au contraire, elle a souligné avoir entendu un premier bruit, « comme une porte qui claque », suivi d'une déflagration. « Pourquoi et par qui la presse a-t-elle lu des rapports d'expertise que ne possède pas ? » s'est-elle interrogée. « Pourquoi la chancellerie et le procureur de la République ont-ils donné une telle publicité à la mesure qu'ils prennent ? » Elle s'est ensuite refusée à répondre à toutes les questions. — J.-Y. N.

M. BERNARD MENASSEYRE EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION AU MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

M. Bernard Menasseyre, conseiller référendaire à la Cour des comptes, chargé de mission auprès de Mme Nicole Questiaux, a été nommé, au conseil des ministres du 17 mars, directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère de la solidarité nationale. Il remplace M. Edouard Ripert, administrateur civil qui occupait cette fonction depuis septembre 1979. (Après quarante-trois ans, M. Bernard Menasseyre, sorti de l'École nationale d'administration en 1935, a successivement été rapporteur près la commission de la santé du V^e Plan, et près la commission supérieure de la Sécurité sociale, puis conseiller du président de la commission chargée de préparer la réforme de la prévoyance (M. Yves Cabanne) de 1975 à 1979. Il avait été nommé en juin dernier chargé de mission auprès de Mme Nicole Questiaux, pour les moyens de la solidarité, le budget et la création d'emplois.)

M. VAN LENNEP DEMEURE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.C.D.E.

M. Emile Van Lennep demeure secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.). Réuni le 17 mars, le conseil des représentants permanents des vingt-quatre pays membres de l'Organisation a décidé d'inviter M. Van Lennep, âgé de soixante-sept ans, à exercer jusqu'à son terme le mandat qui lui avait été conféré en 1979.

8 jours en
islande
à partir de :
5000 F
Paris-Paris
Agrépa
42, rue Étienne-Marcel (2^e)
508.81.50

du temps
pour payer
toute la vie
pour en profiter...

Cette alliance diamants
créée par MP, vaut 9.500 F,
vous la porterez sans
attendre avec un versement
complant de 950 F
le solde jusqu'à 24 mois dont
de 3 à 6 mois de crédit gratuit
après acceptation du dossier.

Un choix considérable
d'alliances diamants
de 6.500 F à 90.000 F.

catalogue couleur gratuit sur demande.

MP
4, pl. de la Madeleine
260.31.44
88, rue de Rivoli
138, rue La Fayette

destination
ISLANDE

Découvrez l'Islande,
selon vos goûts et vos aspirations...

Formules individuelles :

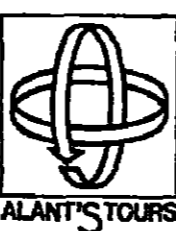
- l'Islande au gré de votre fantaisie (transport + location de voiture)
- Circuits auto-hôtel (transport + location de voiture + hébergement)

Circuits accompagnés :

- la Saga Viking ou Montagnes et Fjords (autocar + hôtel)
- l'Aventure islandaise (autocar + camping)

Nous pouvons également construire votre propre découverte du Pays : transport aérien ou maritime, « Passeport Autibus », location de véhicules tout terrain, etc.

Consultez votre Agent
de Voyages ou
ALANT'S TOURS
17, rue Molière
75001 Paris
tél. 296 59 78



ALANT'S TOURS

Recherches dans l'intérêt des familles

PAGE IV.

Dossier : la population de la France

PAGE XI.

AUJOURD'HUI • Signes : quelque part en France (III) ; ZAC : la longue traque d'un chasseur d'usines (V) ; Collectifs : des H.L.M. pour la « nouvelle famille » ; Angoisse : les cancéreux se domptent la main ; Croquis (VI).

DEMAIN • Les travailleurs du futur : les rendez-vous de Vienne (VII) ; Bioclimat : des maisons dans le vent ; Crible (VIII).

ÉTRANGER • Des Américains en colère (IX) ; Sikkim : les cendres de la nostalgie ; Reflets du monde (X).

CLEFS • Histoire : le « boom » économique français vu d'Amérique (XII) ; Dictionnaire du cynisme (XIII) ; Langage : erreurs judiciaires ; Science : bataille pour un ordinateur ; Poésie : Guillevic (XIV).

DISQUES • Classique ; Jazz ; Variétés (XV).

NOUVELLE • La nuit des bêtes, par Jean-Pierre ANDREVON (XVI).

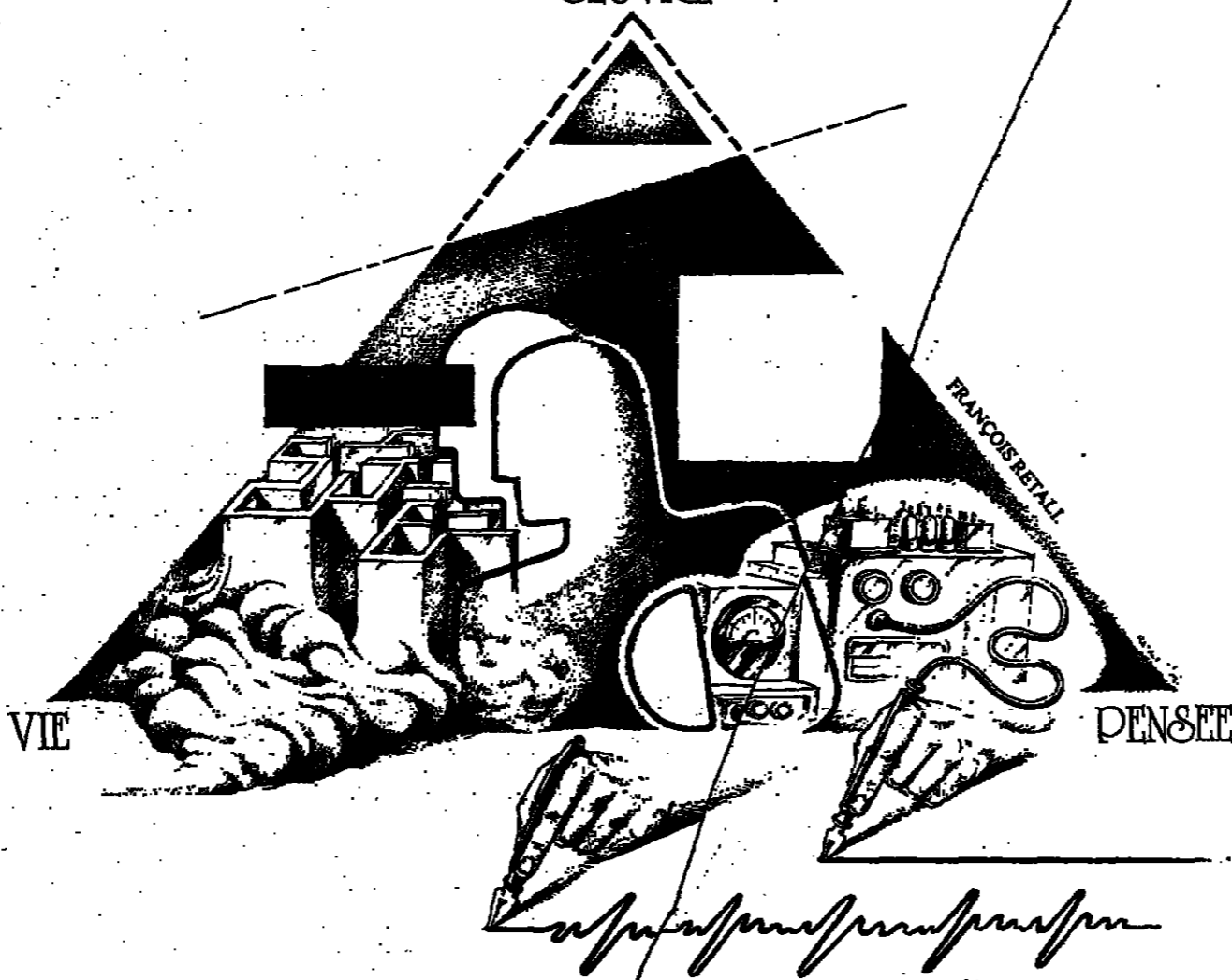
SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 553 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 21 MARS 1982

Le Monde

DIMANCHE

ŒUVRE



Pierre Guyotat par qui le scandale arrive

PIERRE GUYOTAT est l'un des seuls grands écrivains contemporains à avoir vu toute son œuvre entourée de scandales. Scandale d'une vision de boucherie guerrière et de prostitution esclavagiste dans *Tombeau pour cinq cent mille soldats* (1967), qu'Antoine Vitez a mis en scène au Théâtre national de Chaillot en alternance avec *Faust* et *Britannicus* (1). Scandale d'une homosexualité prostitutionnelle ainsi que d'une sexualité cannibale, incestueuse, dans *Eden, Eden*, livre publié et interdit en 1970 (2). Scandale enfin de la langue phonétique, apostrophée, de *Bond en avant* (1972-1973), texte joué aux Rencontres internationales de La Rochelle, puis à la Cartoucherie de Vincennes à l'initiative du metteur en scène Alain Ollivier, et inclus dans *Prostitution* (1975). Pierre Guyotat, depuis, a développé cette langue dans une masse considérable d'écrits qui ne sont pas encore publiés (3).

A contre-courant, Pierre Guyotat réaffirme le rôle de l'inspiration dans la création littéraire et la solitude des créateurs publics, en qui il voit davantage des inadaptés que des génies. Le coup de force de son œuvre — de la littérature à l'écriture, puis à la « matière écrite » — évoque les traditions chamaniques du corps visionnaire. Son écriture est conçue comme un défi à la morale, à Dieu, aux idéologies, à l'idée d'une culture nationale mais aussi à lui-même.

« A vous lire, on est amené à se demander de quel poids l'imagination peut peser sur le corps et la physiologie d'un écrivain. Comment envisagez-vous cette influence aujourd'hui ? »

— Hospitalisé à la suite, entre autres, d'un coma et d'une septicémie, j'ai « vu » quelque chose que j'ai toujours su, mais qui a pris dans ce contexte médical rapproché une force accrue, parce que c'était pensé, malaxé et mixé depuis cet atelier de réanimation sous quoi, pour moi, le fracas des engins d'urgence se confondait dans la neige et dans la glace avec celui des chars polonais, c'est l'extrême inhumanité de toute vie tarabotée, pillée et menacée par le poids de l'imagination qui à la longue façonne le corps d'origine, voire le dédouble ou le triple, au point que je ne sais pas trop comment choisir ce « je » qui vous répond.

— Il y a des gens qui sont des survivants de naissance ou des non-existants à force d'être : les grands artistes, les grands politiques et autres grands témoins prophètes... Tous ces individus-là sont d'immenses malades athlétiques auxquels la société arrache du Beau, du Grand, du Message. Il n'est pas vrai qu'un individu doté d'une très forte imagination créatrice-émettrice soit « comme les autres ». La société consummatrice ne cesse d'arracher à ces gens-là des morceaux de bravoure. J'ai

« vu » que cette société s'impose à nous autres comme prophète monumentale en inventant des destinées, donc du scandale.

— Revenons à cette conception de l'artiste selon laquelle l'imagination le rendrait différent des autres hommes.

— La vérité n'est pas dans la personne qui crée, mais dans cet autre corps qui est fait du trop plein du corps d'origine. L'inspiration, on ne peut en rendre compte qu'avec des mots qui sont aussi de l'ordre de l'inspiration. La matière écrite est atomique. Croit-on vraiment que de petits sauts de puce post-structuralistes vont faire avancer les choses ? Ce qui est sûr, c'est qu'on n'est pas prêt d'atteindre le noyau de cet atome-écriture parce que l'art, la matière écrite se développent et s'accroissent sans cesse. La science qui pourrait rendre compte de la profondeur de ce phénomène, cette science-là est à naître, mais dans un univers débarrassé de la matière écrite (4).

Voyance

— Admettez que parler d'inspiration a une connotation mythique.

— L'inspiration, d'abord, est un mythe. Mais ce qu'on entend, ce qu'on lit, est un discours hystérique : les explications à la mode pour qui l'écriture n'est d'un moyen,

Ecrivain maudit, scandaleux, Pierre Guyotat — dont le Théâtre national de Chaillot vient de mettre en scène *Tombeau pour cinq cent mille soldats* — conçoit l'écriture comme un défi tragique, un acte de voyance. Relevant d'une grave maladie, il parle de inspiration, de Dieu, du sexe et de la mort.

GILLES BARBEDETTE

alors que pour nous autres c'est l'inspiration, se posent comme des camions sur les grandes œuvres océanes. Résultat : une « philosophie aux couleurs de la poésie ». Nous n'avons plus ce grand discours philosophique qui avait, entre autres fonctions, celle — poétique — de faire s'intromettre le soi-disant rationnel et le soi-disant irrationnel. Seuls les explicateurs à la mode pratiquent cette scission infondée, cruelle et nocive entre l'inspiré et son acte. A l'inverse, les peuples connaissent l'unicité qu'il y a entre l'acte et la personne qui fait cet acte.

— Trêve de ces discours qui intègrent « le poète dans la cité » et qui, dans les faits, ne cessent de traquer en lui des manies dérisoires, déchets d'inspiration, prétexte à suspicion. Au lieu de quoi, on passe perpétuellement à côté de la totale so-

s'il est imagé. Toutes les grandes phrases de l'humanité sont des images.

— Les visions apocalyptiques de *Tombeau pour cinq cent mille soldats*, notamment, sont-elles des reflets de mondes possibles ?

— Ces mondes sont possibles, puisqu'ils sont écrits ! Ces visions sont du réel quotidien, universel, et, d'autre part, les images de ce livre et des autres, qui, à première vue, peuvent paraître monstrueuses donc invraisemblables, ne doivent leur fréquence, leur vitesse et leur tassement sanguinaire qu'au temps qui me presse.

— Prenons *Tombeau pour cinq cent mille soldats* comme exemple : est-ce plus noir que la réalité ?

— Le réel tragique, noir, est infini ; or tout écrit a une fin livresque.

— Avez-vous rêvé de faire se rejoindre totalement le réel et la matière écrite ?

— Non seulement je l'ai rêvé, mais cette jonction s'est faite en moi dans une douleur jubilatoire. Il est vrai que je vis avec en moi une masse de matière écrite, inédite et inachevée, c'est-à-dire conçue sans début ni fin, donc en tant que destinée. Mais il peut se produire un court-circuit terrible entre vie, œuvre et pensée qui paralyse l'une ou l'autre de ces trois actions et empêche de réaliser ce rêve. Tout ce que j'ai écrit depuis *Tombeau pour cinq cent mille soldats* est un défi à la

morale. J'ai ressenti comme une nécessité urgente que ce « crime contre l'esprit » — vouloir le monde tel que je l'écris — soit inscrit et laisse des traces.

— Ce crime se traduit par un crime contre la langue, qui est criminalisée et très cohérente, en dépit de l'apparence d'une prétendue illisibilité. Sans doute, je l'ai déclaré et écrit jadis, des savants — d'une discipline future ou peut-être déjà en place — seront-ils les seuls à me déchiffrer. Mais la musique de cette langue devrait d'emblée attendrir les cœurs les plus endurcis. Ce que j'ai recherché et trouvé, c'est donc la langue du crime, celle des organes qui tuent. J'ai utilisé, par exemple, le système de l'apostrophe, qui, entre autre abolit le « e muet ». C'est une nécessité rythmique. L'apostrophe, c'est tenter de réduire le mot à sa racine, c'est le tailler, le couper. Voilà plus de dix ans que je respire cette matière, que je restitue une âme à l'anonymat servile sexuel de tous les temps, que je lui respire sa langue éternelle.

Scénographie prostitutionnelle

— Parlons des réactions scandalisées devant votre œuvre. Ne peut-on les expliquer simplement par cette vision d'une sexualité qui s'écarte des schémas classiques ?

— J'ai certainement aidé malgré moi à l'éclosion de processus dits de libération sexuelle, libération du discours écrit ou parlé, jusque dans les médias. Mais dès la rédaction de *Tombeau pour cinq cent mille soldats*, je m'étais placé au-dessus de cette problématique bien-mal par l'irruption ou l'effraction de la prostitution. Ma scène prostitutionnelle-esclavagiste, peut-être, élude la question de la sexualité parce qu'elle la fait s'emballer dans un système d'exhibition, de négocié, de verbe donc qui recouvre l'acte sexuel proprement dit.

(Lire la suite page X.)

(1) Voir l'article de Colette Godard, *Le Monde* du 3 décembre 1981 : « Un pari furieux ».

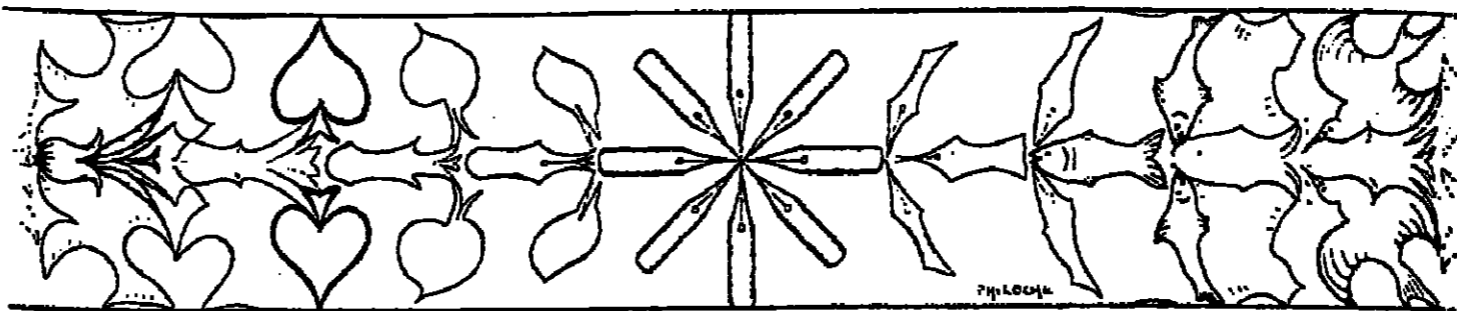
(2) Voir « le Monde des livres » du 15 janvier 1982. A la suite d'une lettre ouverte de Pierre Guyotat au ministre de l'Intérieur, publiée par *le Matin* (1^{er} décembre 1981), la triple interdiction d'exposition, de publicité et de vente aux mineurs qui frappait *Eden, Eden, Eden* depuis 1970 a été levée par un arrêté de M. Gaston Defferre publié au *Journal officiel* le 10 janvier dernier. En 1970, un député non inscrit, M. François Mitterrand, avait dans une question orale au premier ministre protesté contre cette interdiction digne d'« un ordre moral inspiré du maréchal de Mac-Mahon ». Une pétition internationale avait été lancée, à l'initiative de Jérôme Lindon, directeur des Editions de Minuit, pour protester contre cette interdiction.

(3) Parmi la masse inédite, trois titres annoncés : *le Livre, Histoire de Samara Machel, la Découverte de la logique*.

(4) Cf. un fragment de la *Découverte de la logique*, publié dans les *Cahiers du chemin* (Gallimard, n° 29, 1977).

— *Tombeau pour cinq cent mille soldats, Eden, Eden, Eden, Littérature interdite, Prostitution*, ont été publiés chez Gallimard.

COURRIER



D'après les « Métamorphoses » d'ESCHER.

Couthon

On a les grands hommes qu'on peut : rendons justice au village d'Orce, il a mis deux cents ans à digérer le sien ! (*Le Monde Dimanche*, 28 février 1982.)

L'anecdote serait donc banale si Couthon (Georges Auguste) n'était hissé aujourd'hui sur son piédestal en un temps où l'on se dit très soucieux en matière de droits de l'homme.

Fils de notaire, avocat lui-même, puis président du tribunal du district de Clermont-Ferrand, Couthon était un juriste professionnel ; malheureusement, c'est aussi le rédacteur de la loi du 22 prairial, qui réorganisa le tribunal révolutionnaire, en « *supprimant défenseurs et témoins* » (*Encyclopædia Universalis*, vol. 18, p. 462).

Ce détail — oublié par votre rédacteur — agacera peut-être quelques lecteurs du *Monde Dimanche* ; il en amusera aussi quelques autres !

J. GOUTAL
(Paris.)

Innovateurs sociaux

Après notre article du 28 février sur « *L'argent brûlant des caisses de retraites* », le directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (C.N.A.V.) nous écrit :

L'auteur unit, dans une condamnation globale, le « *paritarisme social-financier* » des régimes complémentaires et la « *bureaucratie étatique* », stéréotype qui ne saurait désigner que le régime général. De fait, la Caisse nationale d'assurance vieillesse est nommément mise en cause. Je note qu'à l'appui de ce jugement lapidaire, le seul argument invoqué est la politique d'action sociale, qui consisterait essentiellement à « *vendre des séjours de vacances aux vieux* ». Exemple, la Caisse de retraite in-

terreprises, qui consacre 2 % à l'aide ménagère et 77 % aux vacances.

Je ne sais si nous nous classons « *vns derniers des innovateurs sociaux* », comme le dit aimablement l'auteur (mes administrateurs apprécieront), mais il est de notoriété publique que la Caisse nationale d'assurance vieillesse, depuis sa création, a toujours été l'élément moteur de la politique d'action sociale en faveur des personnes âgées, notamment en matière de maintien à domicile. Ainsi, l'an dernier, 86,5 % des crédits d'aide individuelle ont été affectés à l'aide ménagère et 7,7 % à l'amélioration de l'habitat. L'aide aux vacances a représenté moins de 5 % du total.

FRANCIS PA'ARD.

Mata-Hari (suite)

Le corps de Mata-Hari livré à la Faculté de médecine. Le cœur de Mata-Hari prélevé par le professeur Prenant et réduit en coupes histologiques, présentées encore en 1931 à ses étudiants par le professeur Renuieu...

Et les yeux de Mata-Hari — qu'elle avait superbés ?

Puis-je évoquer ici le souvenir d'Edouard Retterer, chef de travaux pratiques d'histologie en 1909 à la faculté de médecine de Paris ? Il avait publié chez Hachette un excellent manuel d'anatomie et de physiologie animales qui était en usage pendant la guerre 1914-1918 pour la préparation du second baccalauréat. Il enseignait les sciences naturelles aux élèves des classes de philosophie et de mathématiques élémentaires, à l'Ecole alsacienne, en 1918-1919, lorsque j'y étais moi-même élève.

Le docteur Retterer passait pour avoir une magnifique collection de paupières... et il jouissait d'un certain prestige dans la classe pour avoir obtenu d'ajouter récemment à cette collection, pour le moins originale, les paupières de Mata-Hari.

Ce bruit flatteur devrait donc correspondre à la réalité (*le Monde Dimanche* du 7-8 février), et me laisse rêver : les paupières de Mata-Hari ouvertes aujourd'hui encore, peut-être, sur l'éternité...

Ch. W.
(Paris.)

Pour mercenaires

Du collectionneur de poupées au fana du micro-ordinateur, tout maniaque nord-américain a dorénavant à sa disposition sa revue spécialisée, bulletin de liaison à tirage confidentiel ou publication en vente libre dans n'importe

quelle grande surface. Ainsi aux côtés du dernier numéro de *Penthouse* interdit à la vente ici et là pour des clichés trop explicites, on peut se procurer, pour la somme de 15 F, *Soldier of Fortune*, célèbre magazine américain pour mercenaires de tout pays.

Fondé en 1976 par Bob Brown, un ancien colonel des « *Forces spéciales* » au Vietnam, ce mensuel, lié à la puissante National Rifle Association, sert d'abord d'intermédiaire à ceux qui, respectés des rizières d'Indochine ou des sables du Yémen, sont toujours prêts à monnayer leur vie, mais est lu aussi par tous les marginaux qui, regroupés en communautés armées jusqu'aux dents, se préparent dans les déserts de l'Arizona à survivre au prochain holocauste. Si les reportages qui composent la livraison de mars sont, quoique marqués par un anticommunisme farouche, de facture traditionnelle — utilisation d'armes chimiques au Laos, au Cambodge et en Afghanistan ; interview d'un fabricant de mitrailleuses israélien ou d'un spécialiste sud-africain de l'arme blanche, fournisseur du Rhodesian Special Air Services ; fiasco de Seychelles, dirigé par le légendaire « *Mad* » Mike Hoare, en novembre dernier, — les encarts publicitaires qui les accompagnent valent à eux seuls la lecture. Du catalogue des libraires spécialisés, les titres suivants : *Le Crime parfait* et *comment le réussir*, la *Passé à l'homme* ou comment croturer l'animal le plus dangereux, par un baroudeur aux expériences variées aux quatre coins du globe, une série

de cinq volumes intitulés *Comment tuer*, une pléthore de manuels pour tous les Coplan du monde (techniques de sabotage, falsification de documents officiels, arts martiaux, etc.). Le professionnel peut également se procurer l'arsenal complet nécessaire à l'exercice de ses fonctions, du gilet pare-balles au stylo-dague en passant par toute la gamme d'armes automatiques, mitrailleuses y comprises.

A la suite d'un billet relatant la découverte d'une « *montagne d'or* » dans la forêt amazonienne où un nommé José-Maria de Silva aurait amassé en une seule journée l'équivalent de quelque 5 millions de dollars avec lesquels il construit présentement le bordel le plus moderne de toute la région, ces conseils pour mercenaires au chômage par un ancien de la Légion : « *A votre arrivée à Paris, prenez un taxi et rendez-vous au poste de police le plus proche où vous présenterez un papier avec l'inscription : « Je veux de l'argent (sic) avec la Légion étrangère... » « Faites soigner vos dents aux Etats-Unis, car il n'y a pas de bons dentistes en France... » « Si vous êtes divorcé ou séparé, gardez cela pour vous, sinon vous ne pourrez ni recevoir ni envoyer de lettres... » Aux nombreuses annonces classées offrant toute la panoplie de souvenirs nazis, s'ajoutent bien entendu des offres de services de mercenaires, spécialistes du contre-terrorisme, experts en démolition de toutes sortes, pilotes risquant tout pour « *casser du rouge* » ou comme cet ex-« *marine* » dont le curriculum vi-*

ta se lit ainsi : « *Mentalement compétent, moralement douteux, militariste convaincu — à des relations avec le milieu — peut vous fournir un homme, un bataillon ou des hordes* ». Non, Attila n'est pas mort...

E. L.
(Canada.)

« Sentiments immortels »

La société est aujourd'hui faite de telle façon qu'elle est, avant tout, une grande compétition. Une compétition « *sélective* » et sans merci, une compétition où, souvent, les jeunes ne peuvent parvenir à prendre une quelconque place importante.

La sagesse de l'homme, dit-on, est fonction de son âge et de son expérience.

Mais il est tout de même possible à chacun de s'exprimer, de pouvoir dire ou narrer ce qu'il pense et ressent, sans trouver, irremédiablement dressée devant son ambition, cette imposante barrière de l'âge.

Cela lui est possible, car il est sur terre une chose qui existe depuis bien longtemps, et qui ne peut disparaître. Cette chose n'existe pas ailleurs, et n'est autre que la poésie.

Mais alors, pourquoi ne connaît-on les poètes qu'une fois leur âge bien défini ? Pourquoi n'est-il pas donné aux jeunes le même espoir qu'aux adultes, à savoir d'exposer au public leurs sentiments, leur manière de les définir et de les vivre. Cependant, plus le temps passe, plus j'ai l'espoir qu'un jour, quel que soit son âge, quel que soit son

sexe, chacun pourra faire découvrir sa poésie à autrui.

Car la poésie n'a pas d'âge. Elle n'est que le reflet du plus profond de chacun, et je puis soutenir que les jeunes sont autant capables, sinon plus, que les adultes d'être sensibles aux innombrables faits qui composent leur existence.

Ainsi, à travers cet océan poétique qui nous est inconnu, multiples sont les jeunes auteurs (entendant par jeune un âge avoisinant le quart de siècle et moins), et bien rares sont les personnes qui comprennent ces éternels poètes en herbe. Alors pouvons-nous nous demander pourquoi ? Pourquoi une telle méfiance et un tel dédain, pourquoi les jeunes « *écrivains* » n'ont-ils pas le droit et surtout la possibilité d'être pris au sérieux ? Est-ce par convention ?

« *Demain est pour moi* » [l'espoir,

Demain, je voudrais revoir
La vie, l'amour, le bonheur,
Et ne plus connaître l'heure.

JEAN-MARIE GUIVARCH.
(Mont-Saint-Aignan.)

Le rôle du juge (suite)

Les réactions d'un de vos lecteurs, M. Ferrand de Boissard (courrier du 7 mars 1982) au sujet de votre article : « *Les Français malades de l'administration* », sont en grande partie exactes. Il faut cependant préciser que l'Administration française n'est pas aussi puissante qu'il le laisse entendre. Plus particulièrement, la compétence des tribunaux judiciaires (c'est-à-dire de droit commun) n'est pas totalement exclue, contrairement à ce qu'écrit M. de Boissard, pour des litiges touchant de près l'administration. Je cite votre lecteur : « *On est moins indemnisé si l'on est renversé par la voiture d'un ministre que par celle d'un particulier* ». Cela est inexact : depuis une loi du 31 décembre 1957, des dommages dus aux véhicules publics sont jugés par les tribunaux judiciaires, et obéissent donc aux règles du droit civil. De même, si un litige survient entre E.D.F., organisme public, et un usager, sont compétents les tribunaux judiciaires. Et il y a d'autres exemples.

Il faudrait donc également que l'on mette fin à une équation simpliste : « *Tribunaux administratifs = moins bonne protection des citoyens* ». Les exemples là aussi abondent, en sens inverse : lorsque « *le Monde* » fut abusivement saisi en 1957 par le préfet d'Alger, le Conseil d'Etat n'a-t-il pas considéré que cette mesure excédait ses pouvoirs, allant ainsi plus loin qu'un simple examen de « *l'aspect extérieur* » de la mesure, qui présentait une apparence de légalité. Au contraire, lorsqu'un étudiant, sortant le 26 février 1970 de la bibliothèque Sainte-Geneviève, fut conduit au poste pour cette seule raison que sa photo d'identité était peu ressemblante, et qu'ainsi « *des infractions* » pouvaient avoir été commises ? (!) voulut obtenir réparation, la Cour de cassation approuva la détention et la non-allocation de dommages et intérêts.

« *Les tribunaux judiciaires, gardiens des libertés publiques* », nous enseigne-t-on. Peut-être. Mais le juge administratif est ainsi devenu, et c'est tant mieux, un défenseur des libertés.

CHRISTOPHE CAILLIOT.
(Etudiant Paris-III.)

● RECTIFICATIF. — *Les femmes en politique* : sur la foi de renseignements donnés par l'Assemblée nationale, nous avons écrit que les vingt-huit femmes députées se répartissaient ainsi : 16 P.S., 1 M.R.G., 7 P.C., 1 U.D.F., 3 R.P.R. En réalité, il y a dix-neuf femmes du P.S. et quatre femmes du P.C.

Vive la guerre publicitaire !

M. Jean-Marie Goudard, de la firme Roux, Seguela, Cayzac et Goudard, cité dans une chronique du *Monde Dimanche*, nous adresse, sans invoquer le droit de réponse, la « *contre-chronique* » qu'on lira ci-dessous.

Le *Monde Dimanche* (« *Le combat des chefs* » de Claude Fischler — 6 février) a joyeusement brocardé les publicitaires, présentés comme des chamailleurs agitant leurs crécelles, aiguillant leurs couteaux. Absence de malice de la part de l'auteur ? Probablement. De perspicacité ? Sans doute. Car la guerre de la publicité a bien lieu. Mais ce n'est pas une querelle de personnes, c'est un combat d'idées. Ce n'est pas une querelle de clocher, c'est un affrontement mondial.

Depuis la fin de la guerre, la publicité est régie depuis les Etats-Unis. Lorsqu'elles s'implanteront à travers le monde, les

multinationales, Procter and Gamble, Esso, Coca-Cola, General Motors, emporteront leurs agences dans leurs attachés-cases. Pour le plus grand bien de la publicité : les Bates, J. Walter Thomson, Young and Rubicam, nous apprennent leurs méthodes et leur savoir-faire. Ce succès, mérité, fut payé très cher : hors la France et le Japon, les agences américaines sont aujourd'hui majoritaires dans tous les pays du monde. Et les plus gros annonceurs français, B.S.N., L'Oréal, Lesieur, dépensent encore l'essentiel de leurs investissements à travers des agences américaines.

Pourtant, le paysage est en train de changer. Il y a dix ans, les agences les plus importantes, les plus créatives, les plus dynamiques étaient américaines. Aujourd'hui, la plus importante est japonaise (Dentsu), les plus créatives, anglaises (Saatchi and Saatchi, Collet Dickinson and Pearce), les plus dynamiques, françaises (Eurocom, Roux Seguela Cayzac et Goudard). Cette perte de souveraineté est d'abord une perte d'imaginaire. Riches et repus, nos maîtres d'Amérique ont pris du ventre en prenant de l'âge. Ils ont remplacé les pionniers de génie, les Raymond Rubicam, les David O'Gilly par des gestionnaires appliqués. La crise est passée par là. Il y a vingt ans, notre maître à tous, William Bernbach, préchait : « *La publicité n'est pas une science mais un art* », et il inventait les campagnes les plus brillantes de l'histoire de la publicité : Volkswagen, Levis/Bread, Ohrbach's. On lui a fait remarquer que « *la publicité était d'abord un business* » et on l'a exilé au dernier étage de son agence. Le druide devenu silencieux, la publicité new-yorkaise a perdu son âme. Et la nôtre avec elle : il suffisait que Madison Avenue éternue, pour que nous prenions de l'aspirine. Jusqu'à la révolte.

Car, aujourd'hui, les idées nouvelles soufflent depuis notre Vieux Continent. C'est de ce côté-ci de l'Atlantique que la publicité invente et que s'enflam-

ment les vrais débats. Publicité de la vigueur ou de la mollesse. Publicité qui affirme le caractère des marques ou qui flatte le marque de caractère des annonceurs. Publicité qui traite la marque comme une personne ou qui prend des études comme on prend des tranquillisants. Publicité qui crée des marques-stars ou qui les soumet aux platitudes des robots.

Ces questions de bon sens sont des questions sacrilèges. Elles ont déclenché une bataille d'Hernani avec envolée de foulards et coups de pied dans les valseuses. Parce que les enjeux économiques sont énormes et que des notables ont été mis en place pour préserver les avantages acquis. Fischler a raison : les conséquences sont quelquefois grotesques. Ainsi le président du Syndicat de la publicité a-t-il exclu la deuxième agence de France. Motif ? Impertinence. Et un autre président américain a pris, laborieusement, la plume et, plus aisément, quatre colonnes dans *Le Quotidien* pour dénoncer l'irresponsabilité des perturbateurs.

Ce ne sont pourtant que des péripéties. Elles cachent la nature du désordre : une profession tout entière vit sa crise d'adolescence. Seuls les aveugles, par conformisme ou par paresse, peuvent l'ignorer. New-York, déjà, ouvre les yeux. Alex Kroll, président de Young and Rubicam, déclare : « *La publicité qui étouffe et qui intéresse, la publicité qui intrigue et qui provoque, celle qui fait avancer l'art de la persuasion, la nouvelle publicité, la publicité fraîche, ne se fait plus chez nous, aux Etats-Unis* ». Dérangée dans son sommeil, l'Amérique va réagir. Aucun pays au monde ne possède sa vitalité, son invention, son sens du spectacle.

Le traumatisme venu d'ici est sau. Car une profession ne progresse que par la diversité, et l'uniformité anglo-saxonne devenait assommante. Il annonce une meilleure publicité et une vraie guerre, à la loyale : lorsque Eurocom et R.S.C.G., après T.B.W.A., auront pris pied sur Madison Avenue.

PARTI PRIS

Marronniers

Le « *marronnier* », c'était, naguère dans le jargon journalistique, un article d'atmosphère, aimable, ému, imprégné du souvenir de Jean-Jacques Rousseau. On l'appelait ainsi parce que, chaque année, il était de tradition de décrire les bourgeois rougeoysants d'un arbre particulièrement précoce. Et urbain, ce qui facilitait les choses.

On parle encore de « *marronniers* », mais l'origine du mot s'est perdue, ou presque. Le lecteur pressé n'a plus le temps, croit-on, de s'intéresser à ces fariboles. Ne voit-il pas des arbres à la télévision ? Ne part-il pas le samedi à la campagne prendre un bain de chlorophylle ?

D'ailleurs, les arbres, les fleurs et les petits oiseaux, autrefois inspirateurs d'innombrables dissertations sur le « *sentiment de la nature* » (*Mme de Sévigné* et son foie, les orages et les sombres forêts de Chateaubriand...), sont aujourd'hui entrés en politique.

Les réveries d'un promeneur solitaire ont été remplacées par les marches écologiques. L'herbe tendre a moins d'émoussement que de défenses farouches. Les marronniers eux-mêmes, grillés par les vapeurs d'essence ou abattus clandestinement dans les arrière-cours, sont devenus un tiers-monde à protéger.

Justes combats, et nécessaires. Mais, ce 21 mars, qu'il pleuve, qu'il vente ou que le soleil brille, ne pourrions-nous pas un instant laisser les couteaux au vestiaire et jouer, sans plus, du retour de ce bon vieux printemps ?

JEAN PLANCHAIS.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

LISTRAC
Vente directe France et étranger.
Tarif sur demande. CAVÉ DE VINIFICATION DES GRANDS VINS.
Tél. : (56) 58-23-19 - 33480 Laroque-Médac.

GRAND VIN DE BORDEAUX
Appellation d'origine contrôlée Fronsac
Château Kérédan - Vignobles
33126 Fronsac. Tél. : 84-32-09

GRANDS VINS D'ANJOU
Sennar - Crémant de Loire
Hauter, 49540 Martigné

Santé

GELÉE ROYALE PURE et POLLEN « MUSCLÉ »
Demandez donc mon tarif gratuit
LA PELLEGRINE HENRI
Ferme de Champeaud
23000 GUÉRET

Pour vos Fêtes de Pâques, comme pour toutes les autres, pensez... au

FOIE GRAS DU GERS,
qu'il soit
Mi-cuit, frais en terrine ou en conserve :

Jean-Marie BELLET
dans sa
« **MAISON DE CADEILLAN** »
32220 LOMBEZ, GERS.
(62) 62-43-51

les prépare 100 % artisanalement, ainsi que de nombreuses autres spécialités.
Catalogue GRATUIT sur demande.
Spécialiste de la vente par correspondance.



MARC TULANE

Signes

Quelque part en France

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

H.L.M., T.V., supermarchés, multinationales... En une trentaine d'années, la France des bourgs et des provinces, des paroisses et des corporations, s'est transformée en une vaste société anonyme, où les individus mènent une vie de robots, programmés par la technocratie et le grand capital. Cela, c'est l'image, à peine caricaturale, que la France — comme tous les pays développés — se fait d'elle-même, absurde qu'elle est par l'ouragan de la révolution industrielle. Tout le monde en est d'accord : elle a plus changé en trois décennies que durant les trois siècles précédents. Le bulldozer du développement économique a renversé, comme un château de cartes, la civilisation patiemment construite par les générations passées.

Mais si ces constatations cachaient une autre réalité ? Si, les yeux fixés sur les grands mouvements qui perturbent notre horizon, nous perdions de vue ce qui fait l'existence ordinaire ? Autrement dit, est-il bien sûr que la façon dont les gens vivent ne soit que la conséquence mécanique des évolutions qui gouvernent l'ensemble de la société ? Ces questions méritaient d'être posées. Après avoir beaucoup analysé le destin de l'humanité, peut-être valait-il la peine de se pencher plus modestement sur le sort des individus.

C'est ce qu'a entrepris de faire le Centre national de la recherche scientifique, dans une opération particulièrement ambitieuse, intitulée « Observatoire du changement social », et animée par M. Jacques Lautman, professeur de sociologie à l'université Paris-V. Depuis cinq ans, une dizaine d'équipes régionales, mobilisant près de deux cent cinquante chercheurs — sociologues, historiens, géographes, mais aussi économistes, juristes, ethnologues, ont observé une soixantaine de lieux en France, pour tenter de saisir ce qui « avait changé ».

Campagnes et zones industrielles, quartiers anciens ou banlieues nouvelles de grandes villes, bourgs commerciaux et cités moyennes, régions riches et pauvres..., tous les visages de la France contemporaine ont ainsi été passés au crible par ces modernes explorateurs (1).

L'impression majeure qui ressort de cette série de coups de sonde est que la société française a finalement bien résisté à la bourrasque. Elle a été bouleversée — souvent durement ; elle n'a pas été détruite. Les hommes ont fait preuve d'une plasticité, d'une capacité d'adaptation qui ont permis d'amortir la brutalité des chocs. Ils ont su établir entre eux des rapports nouveaux là où les anciennes structures sociales étaient peu à peu balayées. Ce sont ces nouveaux types de relation qui leur ont permis de supporter la dureté du dépaysement, de l'incertitude économique, de la transformation complète des conditions de vie.

Pour lutter contre l'isolement ou l'angoisse du lendemain, des réseaux se mettent spontanément à fonctionner, créant des solidarités et des échanges de service. Réseaux familiaux — où se mêlent les branches et les générations, — de voisinage, d'origine locale, de profession ou de sympathie politique ou syndicale, qui peuvent être mobilisés lorsqu'il s'agit de trouver un emploi, de se construire une maison, de ruser avec l'administration, de se dépanner, de travailler au noir ou d'échanger des produits fabriqués avec les moyens du bord. Il existe toute une activité souterraine, élastique, relevant à la fois de la nécessité et du plaisir, mettant en jeu les ressources domestiques et amicales, qui n'entre dans aucune statistique, mais qui donne à la vie moderne ce « mou » sans lequel les individus seraient broyés par les institutions.

Ces ressources, on les trouve dans le territoire précis du quartier ou de

la municipalité. Ce n'est pas une mince surprise que de constater que, contrairement à ce qu'on dit souvent, toute vie sociale n'a pas disparu des campagnes désertées ou des grands ensembles urbains. L'attachement au lieu de vie, au cadre familial, se manifeste à travers une vie associative renouvelée, des luttes souvent vives pour la conquête du pouvoir municipal, un mouvement profond pour retrouver des traditions locales ou régionales. A observer de près les multiples microcosmes de la vie locale, on constate que chacun tente d'inventer à sa façon les nouveaux équilibres qui lui permettront de jouer son propre jeu, d'affirmer son identité. Que ce soit pour l'emploi, le cadre de vie ou l'action culturelle, l'échelon municipal s'efforce inlassablement de récupérer les pouvoirs que l'autorité centrale tente de lui ravir. Il y a une persistance, un enracinement de l'autonomie locale qui sont une des données profondes de la

société française et qui opposent une tenace résistance à l'emprise des appareils étatiques.

Ces batailles sont inséparables de celles que se livrent les groupes sociaux. Ce mouvement de restructuration sociale et d'opposition au pouvoir central a été en grande partie pris en charge par une classe nouvelle : celle des « intellectuels » (enseignants, travailleurs sociaux, spécialistes de la santé ou de l'urbanisme, salariés de l'État...), des techniciens et des cadres de l'industrie ou du secteur public. Cette « classe moyenne supérieure », produite par la démocratisation des études supérieures et le développement du secteur tertiaire, est allée disputer aux notables de l'industrie et des professions libérales le pouvoir qu'ils détenaient sur la scène politique locale.

C'est dans le cadre des nombreuses associations qui se sont créées pour l'aménagement du territoire, l'animation socioculturelle ou l'amélioration du cadre de vie qu'elle a trouvé le terrain de manœuvre le plus approprié. Agissant en marge des institutions et exprimant des aspirations spontanées de la population liées à la croissance, ces associations permettaient d'exercer une pression efficace sur le pouvoir politique local — en attendant de l'investir par le jeu électoral... — et de créer un tissu de relations sociales. Grâce à elles, les classes moyennes assuraient leur emprise sur la population et se constituaient une clientèle.

Mais si elles ont joué un rôle d'animation et d'encadrement, les classes moyennes n'ont pas pour autant été une force d'attraction irrésistible. Là encore, on peut observer à quel point les structures sociales sont plus résistantes qu'il n'y paraît et combien la grande homogénéisation n'est pas pour demain. Les militants des classes moyennes qui ont voulu

« animer » le peuple des campagnes ou des cités ouvrières — un peu comme les dames patronesses de jadis allaient aux pauvres pour les secourir — se sont retrouvés seuls, les paysans et les ouvriers préférant s'animer à leur façon — qui est peut-être moins distinguée, mais aussi efficace sur le plan affectif. Aux associations socioculturelles fréquentées par les classes moyennes répondent celles de pêche, de chasse, de jardinage ou de sport, dont le recrutement demeure largement populaire.

Cette vitalité du local, cette résistance du particulier face à l'universel étatique marquent-elles une réorganisation de la société française sur des bases nouvelles, plus décentralisées, après la formidable aspiration centripète de ces dernières années ? N'est-ce au contraire qu'un sursaut ultime, un simple répit ? Les chercheurs du C.N.R.S. penchent pour la première hypothèse. Prennent-ils leur désir pour la réalité ? Crisés par leur découverte, voient-ils du nouveau là où il n'y aurait que des survivances ? On peut se demander combien de temps les particularismes locaux résisteront aux grandes forces d'attraction politiques, économiques et culturelles qui drainent le pays.

Mais il est plus probable que la grande phase d'uniformisation a correspondu à une période particulière de notre histoire — celle du gaullisme, de l'équipement industriel et de la croissance accélérée. Avec la crise et l'apparition d'idéologies et de forces politiques nouvelles, une page a été tournée. D'autres équilibres se constituent. La France, à tâtons, se façonne de nouveaux visages. Puisant dans son patrimoine, elle expérimente de nouvelles voies. Quelque part en France, quelque chose se passe...

(1) Les rapports de ces enquêtes sont publiés dans les *Cahiers de l'observation du changement social*, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 15, quai Anatole-France, 75007 Paris. Seize volumes (désignés par vol. 1 à 10).

AUJOURD'HUI

NON, vraiment, vous ne pouvez pas imaginer ce que c'est. Je ne souhaite à personne de vivre ça ! - Ce n'est plus la tragédie qu'exprime le doux visage de Marguerite Ollier, kinésithérapeute, célibataire de cinquante ans : il y a trop longtemps maintenant que sa sœur Michelle a disparu dans des circonstances que personne, à ce jour, n'a pu élucider. Mais la certitude profonde - faite de quatre années de vaines recherches, de contacts multiformes, de « militantisme » pourrait-on dire - que les autres ne peuvent comprendre l'angoisse qui étire ceux qui ont été frappés par la disparition soudaine et mystérieuse d'un proche.

Et ce n'est pas l'éventualité de la mort probable du disparu qui mine le plus sournoisement les pères, mères, maris, femmes, frères, sœurs, mais bien plutôt cette affreuse situation d'ignorance où ils se retrouvent durant ces années, qui finiront par éroder quelque peu leur chagrin mais resteront à jamais voilées du gris d'un deuil qui ne sait où s'exprimer... Ils en sont à réclamer, à supplier, qu'on retrouve au moins un cadavre pour pouvoir le pleurer.

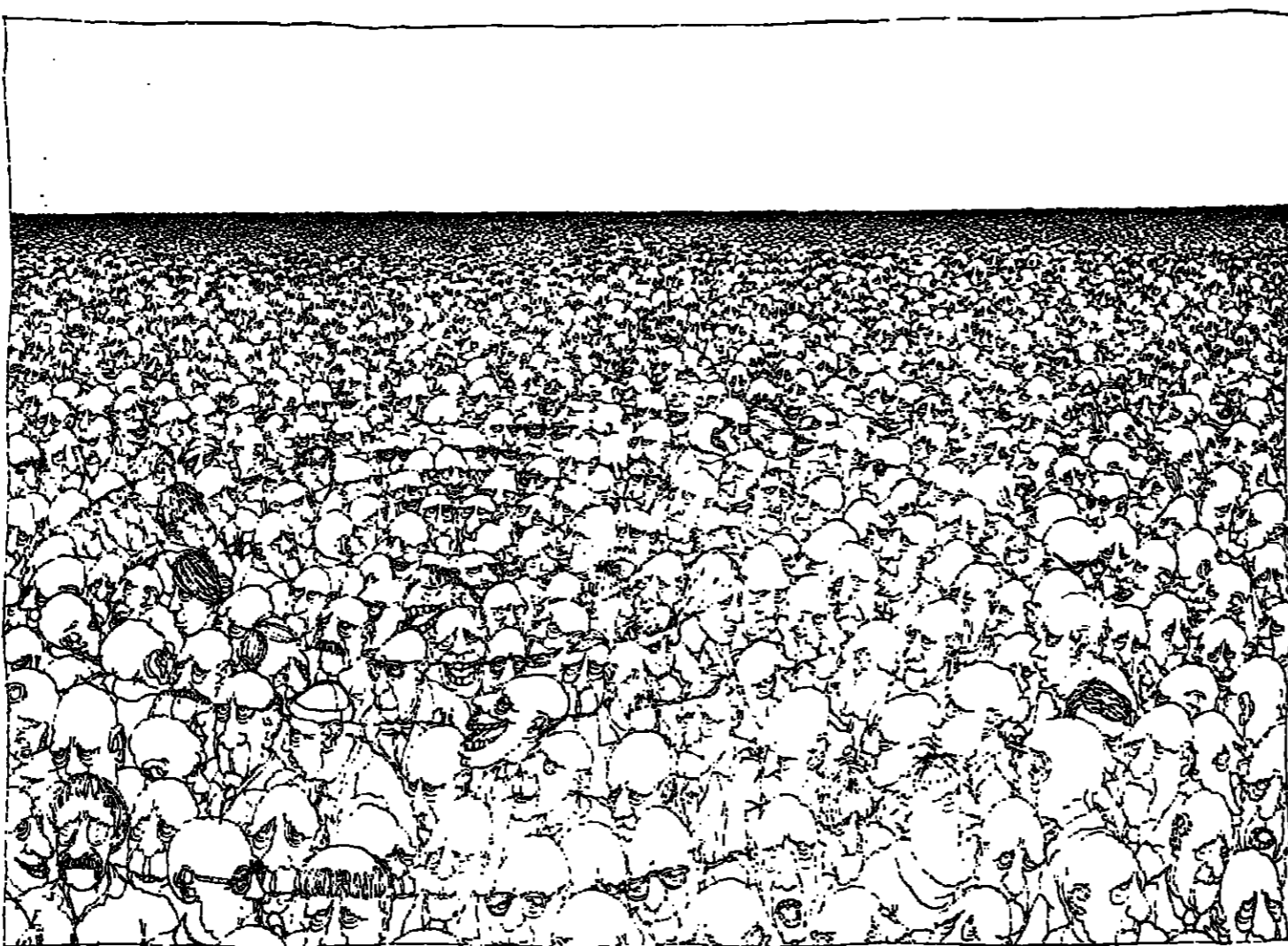
Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1978, Marguerite Ollier constate, à 2 heures du matin, que sa sœur Michelle n'a pas regagné l'appartement qu'elles partagent à Avignon. Elle eut immédiatement le sentiment, « comme un poids qui me tombait dessus », que « quelque chose de grave venait d'arriver ». Michelle, la disparue, n'est pas une frêle personne, timide, maladroite, sujette à des sautes d'humeur ou à des foudrues amoureuses, couvée par une sœur attentionnée et protectrice. Au contraire ! C'est une forte femme de quarante-neuf ans, dévouée à son métier d'infirmière, menant sa vie tambour battant sans crainte des conventions et pesanteurs sociales. Une de ces natures généreuses dont le non-conformisme chevillé au corps n'est pas signe d'un égoïsme tapageur mais plutôt d'altruisme. Rien ne l'arrêtait quand elle pensait qu'il fallait agir... Rien ne l'aurait empêchée, en pleine nuit, égarée dans n'importe quelle situation, de réveiller le premier quidam venu pour téléphoner à sa sœur afin d'expliquer un retard ou un changement dont elle n'aurait pu supporter de la laisser dans l'ignorance.

« Il va bientôt revenir »

Dans la nuit devenue hostile, Marguerite Ollier s'accroche à son téléphone : rien au service des urgences de l'hôpital ; rien au commissariat - « Rappelez-vous demain » - rien à l'hospice où travaille Michelle, sinon qu'on lui apprend que le jeune Marocain hémiparétique que sa sœur avait ce soir-là conduit dans sa voiture à un cours d'alphabétisation n'est pas rentré dans sa chambre.

« Michelle, c'est fini ! », ne peut s'empêcher de penser Marguerite dans l'aube naissante du 17 janvier. « On la retrouvera lardée de coups de couteau demain matin... ». Des images de rixes entre Nord-Africains, de règlements de comptes mystérieux où sa sœur se serait laissée entraîner par le handicapé marocain dont elle s'occupe, hantent son imagination. Mais cette conviction immédiate et inébranlable, elle ne réussira pas à la faire partager à la police.

Et c'est bien là le drame, cette première étape dans le périple épuisant que doivent parcourir ceux qui découvrent un jour qu'un proche a disparu : la police refuse de croire a priori qu'une disparition est autre chose qu'une fugue, une escapade amoureuse... un acte volontaire, que, au nom de la liberté fondamentale qu'a tout citoyen d'aller et



JYH

DISPARUS

Recherches dans l'intérêt des familles

Près de quinze mille personnes sont recherchées chaque année par leurs familles. La plupart de ces disparitions sont volontaires. Pour les autres, l'arsenal policier et judiciaire est souvent inopérant.

PATRICK BENQUET

de venir librement, la police - sauf en ce qui concerne les mineurs et les délinquants - ne peut sanctionner. Ils étouffent de colère, d'indignation, ceux qui dans les commissariats se voient éconduire d'un : « Ne vous inquiétez pas, il va bientôt revenir ! » qui ne fait que les renvoyer à leur angoisse solitaire et à leur désarroi.

« La plupart des disparitions signalées sont volontaires », plaident les policiers attaqués et parfois même insultés. Et chacun de s'envoyer à la tête les mêmes statistiques, interprétées différemment selon le point de vue qu'on a choisi de défendre. Chaque année, affirment certains gros titres de presse, près de 15 000 personnes « disparaissent » en France ! Qu'en est-il ? Effectivement, en 1980, 13 597 cas de recherches dans l'intérêt des familles (RIF) ont été centralisés par un service spécial à Paris. Chiffre impressionnant, certes, mais qui recouvre à la fois le mari qui, inexplicablement, n'est pas rentré un soir de son travail, le cousin lointain perdu de vue depuis dix ans et qu'on aimerait bien retrouver pour liquider une succession, ou encore le père indolent qui a préféré s'éclipser sur la pointe des pieds plutôt que de payer une pension alimentaire.

Sur ces 13 597 personnes, 7 633, soit plus de 50 %, ont été retrouvées. Les autres ont-elles été enlevées, séquestrées, assassinées ? - Bien évidemment non, répond Georges Padoly, responsable du RIF à Paris. Très souvent, les familles qui ont déposé une plainte omettent de prévenir la police quand la personne recherchée est réapparue d'elle-même : ce qui fausse les statistiques. - Et puis il y a ceux qui ne veulent surtout pas qu'on se préoccupe de leur sort, et ils doivent être nombreux puisque parmi les 7 633 retrouvés, 4 292 (soit 56 %) refusent, comme c'est leur droit, que leur nouvelle adresse soit communiquée à leur famille...

Quant aux disparitions de mineurs (le RIF ne s'occupe que des majeurs), il ne s'agit le plus

souvent que de fugues dont la police judiciaire, tenue de s'en occuper (un mineur n'a pas le droit de s'éclipser sans laisser d'adresse), trouve la solution dans la quasi-totalité des cas ; tant il est difficile pour un moins de dix-huit ans de passer une frontière, d'aller à l'hôtel ou de retirer de l'argent à la banque sans se faire rapidement repérer.

Où, c'est vrai, il ne faut pas craindre de l'affirmer aux familles qui cherchent désespérément à comprendre, que se trouvent des boucs émissaires en accusant d'incurie la police : chaque année des milliers de personnes décident de tourner la page, de refaire leur vie loin d'un foyer, d'un travail, d'un quotidien qu'ils ne veulent plus supporter.

« Je devais bien mal le connaître »

Mais si l'écrasante majorité des disparitions sont volontaires, bien d'autres ne le sont pas. Citons en vrac les amnésiques, les accidentés, dans le coma ou décedés, les suicidés, et aussi les enlevés, séquestrés, assassinés, dont on ne retrouvera jamais la trace.

Comment faire la distinction ? A quel moment, à partir de quel indice décider que telle disparition est inquiétante ? Il est bien certain qu'il n'est pas possible de déclencher des enquêtes pour chacune des quelque 15 000 personnes théoriquement recherchées chaque année. Mais quels sont les critères ? Dans la plupart des cas les proches sont convaincus que la disparition est

anormale : il leur est souvent impossible de concevoir que l'être aimé ait pu délibérément s'en aller : ils ne peuvent imaginer que la communication se soit à ce point dégradée. « Je devais bien mal le connaître », avoue la femme du P.-D.G. de Pontivy (Morbihan), qui avait prétendu mentir en mer en mai 1981, et que sa compagnie d'assurances retrouva quelques mois plus tard à Tahiti, coulant des jours paisibles avec sa secrétaire.

D'où cette incrédulité des services de police à laquelle se heurtent, le plus souvent les familles de ceux dont raisonnablement la disparition peut inquiéter. Dans le cas de Michelle Ollier, les présumptions qu'un drame venait de se produire étaient accablantes. Pourquoi serait-elle partie volontairement dans sa vieille 2 CV fatiguée alors qu'elle devait prendre livraison, dans la semaine, d'une voiture neuve, alors que son compte en banque n'avait pas été touché ? Si elle avait voulu vivre une liaison amoureuse, son non-conformisme notoire la mettrait à l'abri du qu'en-dira-t-on. Tente-t-on l'aventure avec un pauvre travailleur immigré analphabète condamné à passer sa vie sur une chaise d'infirmière ? s'interroge son entourage. Les détails renforçant la thèse du drame s'accumulent. Marguerite Ollier en bombarde les services de police. Mais sa foi ne lui permet pas de soulever la montagne de l'inertie policière.

Et pourtant que d'efforts ! Le surlendemain de la disparition, elle va frapper à toutes les portes de son immeuble pour demander si quelqu'un aurait des relations avec un policier qui pourrait appuyer sa demande. Son frère, qui

habite Draguignan (Var), en connaît un, qui lui conseille de porter plainte. Il faut trouver un avocat, se rendre chez le procureur. « Vous savez, on connaît plein d'histoires d'infirmières qui s'amourachaient de grands malades », commente ce dernier. La gendarmerie est alertée. Le directeur des renseignements généraux, connaissance d'un voisin, la reçoit.

L'enquête de police ne démarre que huit jours après le dépôt de la plainte : la sûreté urbaine fait interroger seulement le directeur de l'hospice, la cuisinière qui a vu partir la voiture et l'assistante sociale s'occupant de l'infirmière. « Les questions tendaient à montrer que ma sœur était partie volontairement avec lui. En fait ils cherchaient à étayer une thèse préconçue. Ils refusaient l'hypothèse du crime qui leur aurait obligés à des investigations plus poussées. » On fait intervenir la sœur de Valéry Giscard d'Estaing : « Fugue », répond invariablement la préfecture.

« Ça nous rendait fou ! C'est là qu'on s'est rendu compte qu'on demandait quelque chose qui ne se faisait pas. Les personnes qui intervenaient pour nous revenaient en disant : « Vous êtes devant un mur ».

Leur avocat perd rapidement pied. On leur conseille de prendre un « pénaliste », qui les incite à se porter partie civile. Michelle a disparu depuis dix jours déjà. « Le procureur aurait pu de son propre chef saisir immédiatement la police judiciaire. Il ne l'a pas fait. En se constituant partie civile, la justice est forcément saisie. » L'inspecteur désigné reconnaît que la fugue paraît peu probable et avance l'hypothèse de l'accident... alors qu'aucune trace de la voiture ou des corps n'a été retrouvée. Un commissaire du S.R.P.J. de Montpellier - il y a un mois que Michelle a disparu - déclare qu'on lui fait perdre son temps avec un dossier vide et qu'il ne peut rien faire, car « les pistes sont froides ». Le procureur, charitable, propose une enquête auprès de la Sécu-

rité sociale pour vérifier si Michelle ne s'est pas inscrite dans une autre ville... Le juge d'instruction refusera pendant deux mois de recevoir sa sœur : « Cela a été ignoble. J'avais préparé toute une liste de questions, de pistes. Il m'a ricané au nez et a voulu me faire signer un procès-verbal dans lequel était écrit : « L'hypothèse de la fugue n'est pas à exclure... »

Le téléphone de Marguerite Ollier sonne nuit et jour. Elle passe des journées à rédiger des lettres, à faire des démarches. Des radiesthésistes proposent leurs services. Les journaux publient des avis de recherche. Un ami journaliste marocain part enquêter au Maroc, dans le village d'origine de l'infirmière : les nouveaux éléments qu'il en rapporte sont transmis à la police. Une commission rogatoire ordonne de faire des recherches sur les listes des passagers des aéroports. Au bout d'un an, une deuxième commission rogatoire est lancée pour faire des recherches auprès des agences de voyages et des aéroports qui n'ont pas encore répondu. « Arrivé à ce stade de bêtise, vous baissez les bras... » Quand, au bout de deux ans, la notification de non-lieu lui est envoyée par la poste, Marguerite Ollier signe le récépissé... Elle a échoué.

Entre autres, les moyens juridiques lui ont fait cruellement défaut. « Il n'y a pas de statut juridique de la disparition : c'est un non-droit », explique M^{re} Sylvie Etienne, avocate des amis de Marcelle Nicolas, infirmière de vingt-neuf ans disparue en Corse avec son fils Yann, âgé de huit ans, en août 1979. En cas de disparition inexpliquée, le code civil renvoie à la notion d'« absence » et ne se préoccupe que de ce que l'absent a laissé derrière lui, ses biens, ses ayants droit. Le disparu lui-même n'entre pas dans le champ de la loi. Dans un premier temps, le juge de tutelle peut constater qu'il y a « présomption d'absence » et prendre une série de mesures visant à gérer ses biens.

Au bout de dix ans, l'absent est considéré comme mort par un jugement du tribunal de grande instance, avec toutes les conséquences qui en découlent sur ses biens. Quant au disparu lui-même, il est abandonné à son sort car, pour que le système judiciaire se mette en branle, il faut qu'il y ait au moins un crime ou un délit révéli, un auteur ou une victime. L'absence de cadavre, en particulier, paralyse l'action de la police.

« Je suis chez les prêtres »

Aujourd'hui, Marguerite Ollier considère sa sœur comme bel et bien morte. Mais elle a pris conscience d'un problème - les disparitions inexplicables - qui ne cessera plus de la hanter.

Elle prend contact avec un comité - Vérité sur les disparitions - que l'abbé Patrick Giros et l'avocate Colette de Marguerite ont créé à Paris (1). Dans la multitude de lettres que reçoit ce comité, elle va découvrir que le calvaire qu'elle a connu, d'autres familles le vivent. La famille Hassane, dont la fille Martine a disparu en avril 1979 et dont on retrouve la trace - mais seulement la trace - dans un « Eros center » à Francfort. Mme J. Cagnard, dont le fils, Pascal, âgé de dix-neuf ans, n'est pas rentré à sa caserne le 10 juillet 1978 et dont le seul indice laissé aux parents fut son sac, retrouvé sous une porte cochère des Champs-Élysées : « Le temps qui passe me fait terriblement peur », écrit-elle au comité. Et Gilles Lecomte, dont le dernier signe de vie d'Annie, quinze ans, disparue le 17 septembre 1980, fut un coup de téléphone, vite coupé, où sa fille disait seulement : « Je suis chez les prêtres... »

La longue traque d'un...
chasseur d'usine

est devenu difficile de s'installer dans...
chasseurs d'entreprise

plus en plus loin.

WANE DELWASSE

« Je suis chez les prêtres »

Rabatteurs

« Je suis chez les prêtres »

Marguerite Ollier crée un comité à Avignon. Elle vient fréquemment à Paris pour participer aux réunions de l'association, où des familles se regroupent, où les responsables de la police sont interpellés, où certains essaient de faire le lien entre les disparitions en France et celles, érigées en système de gouvernement, en Argentine et dans bien d'autres pays. Pour elle, pour retrouver sa sœur, il est trop tard. Mais elle veut comprendre comment l'Etat et la société réagissent face au problème des disparitions inexplicables.

Car l'Etat n'est pas inactif. Rue des Saussaies, à Paris, à la direction de la réglementation et du contentieux de la police générale, les bureaux sont modestes. C'est là que sont centralisés chaque année environ quinze mille RIF. Paradoxe de l'administration, ce service est officieux. En effet son intervention n'est régie par aucun texte législatif ou réglementaire. L'administration accepte en quelque sorte de « rendre service » aux familles qui s'inquiètent d'un de leurs membres. La recherche est le plus souvent motivée par un héritage en souffrance ou par le simple désir de renouer des contacts.

Ce service, l'administration le rend de façon purement « admi-

nistrative » : sans procéder à aucune véritable enquête. Le membre de la famille du disparu dépose une demande au commissariat ou à la brigade de gendarmerie de son domicile ; elle est acheminée à la préfecture et, en cas d'échec, au niveau national, qui répercute ainsi chaque année dans tous les services de police près de quinze mille fiches.

Que peut faire le malheureux fonctionnaire confronté à cette avalanche d'avis de recherche ? Il compare, s'il en a le temps, avec d'autres fichiers au niveau local. On en vient à s'étonner que, dans ces conditions, l'efficacité soit de 50 %. Il est évident que ce système ne peut répondre aux cas des disparitions inquiétantes qui relèvent, précise Georges Padoly, responsable du RIF, à Paris, de la police judiciaire. Mais on a vu qu'il est extrêmement difficile de déclencher son action.

Il serait injuste de dire que l'Etat n'est pas conscient de cette difficulté. Au sixième cabinet de délégation judiciaire de la préfecture de police à Paris, un service a été spécialement mis en place, depuis dix ans, pour s'occuper de ces disparitions « brutales et in-

quiétantes ». En province, c'est le pénal, et il faudra que la disparition soit terriblement « brutale et inquiétante » pour que la P.J. se mette en branle.

« Il faut que les familles sachent »

« Prendre les disparitions au sérieux » : c'est, pourrait-on dire, la principale vertu du sixième cabinet, composé d'une dizaine d'inspecteurs et d'enquêteurs, et qui centralise pour Paris et la petite couronne tous les cas inquiétants signalés par les commissariats (1 800 en 1981) ou par le RIF (800 en 1981). Premier objectif de ces enquêteurs : convoquer la famille et apprécier la gravité de l'affaire. L'enquête qui suivra, si nécessaire, n'a rien d'une véritable investigation judiciaire. Le peu de moyens (une seule voiture), le peu de temps à consacrer à chacun des huit à dix cas journaliers, l'impossibilité légale — puisqu'il n'y a pas de délit révélateur — d'interroger l'administration des finances (pour les impôts), la Sécurité sociale ou les banques, en limitent sensiblement l'efficacité.

Sur les 2 600 cas signalés en 1981, environ 200 — faut-il dire seulement ? — ne seront pas élucidés. Les autres — composés pour les deux tiers de départs volontaires et pour un tiers d'accidentés dans le coma, d'amnésiques, de malades mentaux, de suicidés, et de 8 cas qui se sont révélés être des affaires criminelles — ne résistent pas longtemps aux investigations, pour tant légères, du sixième cabinet. En résumé, en 1981, sur la région parisienne : 2 400 cas élucidés, dont un tiers étaient à juste titre inquiétants, et 8 affaires criminelles. Voilà qui justifie amplement un service de recherche. Les 200 cas non expliqués rendent urgent son renforcement. Car il y a encore beaucoup à faire, par exemple dans le domaine des cadavres non identifiés. Sur environ 300 cadavres découverts en région parisienne, en 1981, 150 ont posé de sérieux problèmes d'identification. Une vingtaine resteront à tout jamais anonymes (57 pour toute la France en 1980). Et l'absence d'un service national à l'image du sixième cabinet complique encore la tâche : entre une disparition signalée à Dunkerque et un cadavre identifié à Marseille, le lien a peu de chances de se faire. A Paris, le sixième cabinet tient à

jour le fichier des cadavres (non identifiés) et le confronte sans cesse aux demandes de recherche qu'il centralise.

Dans sa longue recherche pour mieux comprendre le problème des disparitions, Marguerite Ollier s'est heurtée récemment à cette question, découvrant avec effarement les quelque 10 000 personnes qui se suicident chaque année en France, et les drames que l'absence de tout cadavre ou d'identification avec un corps retrouvé à l'autre bout de la France entraîne dans les familles.

Pierre avait dix-huit ans. Il disparaît un jour en se rendant au lycée. Les parents signalent le fait au commissariat, où on leur dit qu'on a bien retrouvé un corps tombé d'un pont sur la voie ferrée, mais qu'il s'agit d'un homme de plus de trente ans. Aucune indication n'est donnée sur les habits de ce cadavre. Chez les parents, l'espoir demeure. Un an plus tard, l'espérance vacille : « Quand il n'est pas revenu pour les fêtes de Noël, je me suis dit : c'est grave », explique la mère à Marguerite Ollier, rencontrée à une réunion du comité. Cette dernière lui conseille de se rendre au sixième cabinet. L'inspecteur de service l'écoute, ouvre un fichier et retrouve immédiatement

la trace du disparu : c'était le cadavre retrouvé sur la voie ferrée le jour de la disparition.

« Je pense qu'il y a quantité d'affaires aussi énormes que celle-là, s'écrit Marguerite Ollier. Il faut que les familles sachent. » Oui, mais que faire ?

C'est une évidence, il est de plus en plus facile de disparaître dans nos sociétés modernes, où le tissu social et familial s'est extraordinairement relâché. Faut-il pour autant militariser la société, — l'informatique offrant la possibilité que toute personne disparue soit rapidement repérée ? « C'est ce que réclament, sans s'en rendre compte, les gens qui nous accusent de ne pas retrouver leurs proches disparus », plaident les policiers. Mais, au nom de la liberté individuelle, on ne néglige gravement les cas des disparitions inquiétantes, noyées dans la masse des disparitions volontaires. Délibérément ? Non, sans doute. Entre le droit imprescriptible qu'a chaque individu de tourner un jour la page et celui des familles de savoir ce qu'est devenu un membre disparu, l'équilibre est délicat.

(1) Comité Vérité sur les disparitions, 28, rue Juliette-Lambert, 75017 Paris (tél. : 766-29-67).

ZAC

La longue traque d'un chasseur d'usines

Depuis la « crise », il est devenu difficile de persuader les industriels de s'installer dans telle ou telle région. Les chasseurs d'entreprises vont traquer le gibier de plus en plus loin.

LILIANE DELWASSE

Au mur, des cartes détaillées de la région Rhône-Alpes et de ses huit départements, un planisphère multicolore, un plan de Lyon. Sur la table, des piles de dépliants en anglais et une couverture de *Time Magazine* avec cet appel pressant : « Rhône-Alpes en France : quand vous voulez vraiment démarrer une affaire. » Page une, une publicité touristique pas comme les autres : « Rhône-Alpes, la première région de France après Paris. Cinq millions d'habitants. Deux cent vingt millions de consommateurs dans un rayon de 500 kilomètres. Plus de dix mille entreprises industrielles. La plus vaste concentration d'industriels. Treize mille chercheurs de pointe. Rhône-Alpes : le plus large domaine skiable d'Europe. »

Modestement caché dans une rue paisible du centre de Lyon, le CRAI Centre régional Rhône-Alpes d'accueil et d'information des industriels — est une agence matrimoniale d'un type particulier. Émanation de la chambre de commerce et d'industrie, le CRAI fait figure d'entremetteur entre les collectivités locales qui cherchent des entreprises pour peupler leurs zones industrielles et lesdites entreprises qui cherchent à s'implanter. Une sorte de chasseur d'usines, mais à un haut niveau, puisque le CRAI « drague » dans le monde entier et surtout outre-Atlantique.

Rares sont les communes qui à elles seules aménagent une zone industrielle. En général, un montage associatif de la chambre de commerce et d'industrie et la ville en une société d'économie mixte qui équipe une ZAC, zone d'aménagement concerté. La zone n'ayant pas pour but de rester vide, il s'agit de la peupler,

c'est-à-dire de trouver des entreprises qui s'y installent. C'est là qu'intervient le chasseur d'entreprises. Personne n'a dès la naissance une vocation de chasseur d'entreprises. C'est l'occasion qui fait le larron. Les cent cinquante chambres locales de commerce et d'industrie ont toutes un assistant technique à l'industrie, généralement formé par l'Aprodi, Association pour la promotion et le développement industriels. C'est cet assistant technique qui tout naturellement se trouve investi de la mission délicate de chercher le client. Au niveau plus élevé des vingt et une chambres régionales, ce sont les chargés du service d'études économiques ou bien les responsables du développement régional.

Rabatteurs

Jean Taton a donc une double casquette : il est à la fois chargé du service d'études économiques de la chambre de commerce et d'industrie de la région Rhône-Alpes et directeur du centre régional d'accueil et d'information des industriels. Le CRAI regroupe vingt-quatre organismes. Chambres locales de commerce de la région, comités d'expansion départementaux, associations économiques, syndicats mixtes d'aménagement d'une zone, tous les aménageurs ont les mêmes objectifs : persuader les industriels que leur succès viendra de leur implantation dans tel site particulier et non pas à 20 kilomètres de là, sur la commune voisine... et rivale. Le CRAI a donc un rôle d'équilibre entre les concurrences locales souvent très vives.

Il doit également pondérer l'information, veiller à ce qu'il ne se raconte pas n'importe quoi : pas

question qu'une entreprise après six mois vienne trouver le CRAI et dise : « Vous m'avez raconté des histoires. Ce trou perdu sans aucun moyen de transport, avec une main-d'œuvre rurale non qualifiée et aucun équipement pour attirer les cadres, n'a rien d'un paradis pour industriel. » Ne pas essayer de persuader un fabricant d'ordinateurs de s'installer à Aubenas (Ardèche), ou sur le plateau de Bourg-en-Bresse. Savoir que chaque localité a ses problèmes, ses ambitions et ses limites. « Le succès, c'est quand une entreprise implantée reste ; ce qui arrive dans presque neuf cas sur dix. »

Pour connaître le terrain, il faut s'adresser aux gens du cru : ils connaissent le site, les querelles et jalousies, les autres entreprises complémentaires ou concurrentes, le climat social. Mais vis-à-vis du gibier le CRAI a un rôle de relais indispensable. D'autant que le gibier est gros au niveau d'une région qui représente le huitième du territoire français. Et à gros gibier chasseur émérite.

Pour des régions désertées comme les villages du Massif Central, le rabatteur peut avoir l'allure du V.R.P. et sa rondelle familière. Car son problème n'est pas d'aider les multinationales ou les fabricants de micro-processeurs à s'implanter, mais de persuader le patron d'un bistrot d'y planter son zinc, l'artisan d'y déposer ses clous, le commerçant d'y ouvrir sa boutique. Point n'est besoin alors au chasseur d'avoir une connaissance technique poussée et le style d'un P.D.G. qui saute d'un Concorde pour attraper le suivant.

La région Rhône-Alpes a des rabatteurs d'un autre calibre. C'est un polytechnicien qui chasse pour le syndicat mixte de la plaine de l'Ain (une zone qui devait, telle Sophia Antipolis dans les Alpes-Maritimes, devenir un parc à matière grise et se spécialiser dans l'industrie de pointe, mais est restée pratiquement vide). Le comité d'expansion économique de l'Isère s'est offert un « sciences-po ». Celui qui court les routes pour le compte de l'Aderly, Association pour le développement de la région lyonnaise, est ingénieur des mines. Quand à Jean Taton lui-même, le chasseur en chef, il est diplômé de géographie et de l'Institut d'études européennes de Bruges. Avant de revenir travailler dans sa région natale, il est passé par les institutions européennes, Communauté européenne du charbon et de l'acier, C.E.E.

Avant la crise, il suffisait de faire des foires et des salons, d'imprimer des dépliants, de prendre quelques contacts pour « appâter » les clients. « On se souait l'arbre, il tombait dix entreprises qui cherchaient à s'implanter. » Aujourd'hui, la

situation est bien différente : plus personne n'investit, et il faut faire du porte-à-porte pour trouver le client. Et il ne suffit plus de lui faire valoir tous les avantages de la région. Il faut d'abord en connaître les inconvénients, il les devine, il les redoute, il les pressent. « Dans toute l'Europe de l'Ouest, on sent les effets de la crise. Cela a commencé chez nous en 1976, 1977. Mais, depuis un ou deux ans, Italiens et Allemands renâclent aussi à investir. »

Alors Jean Taton et ses employés ont décidé d'aller voir plus loin. « Les Américains sont les seuls qui ont encore les moyens. Il ne faut pas hésiter. » Un appât de taille : l'implantation réussie près de Grenoble puis à L'Isle-d'Abeau, ville nouvelle de la région lyonnaise, de Hewlett Packard lui sert d'hameçon.

En 1980, il est allé passer une dizaine de jours aux Etats-Unis afin de rencontrer les hommes d'affaires et des financiers qui avaient renvoyé le coupon-réponse contenu dans le numéro spécial de *Time* sur la région Rhône-Alpes. Rien de tel qu'une bonne rencontre sur le terrain pour fermer le poisson. Le problème est qu'il faudrait y retourner régulièrement pour garder le contact. Ce qu'il manque ? Pardi, l'argent. « Nous n'avons pu y aller qu'une fois. Le CRAI n'a pas les moyens de renouveler ça tous les ans, ce qui serait pourtant très profitable. »

En attendant, il vient d'éditer à l'intention des Etats-Unis une plaquette qui définit les quatre secteurs leaders de la région Rhône-Alpes : la nucléaire et l'énergie, l'électronique, la santé et le phyto-sanitaire. Et d'expliquer que Grenoble est une ville d'intellectuels et de chercheurs, que Lyon est une métropole de 1,3 million d'habitants, que ce coin béni des dieux, siège de la plus haute technicité, est à 150 kilomètres de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Méditerranée, qu'il suffit de s'éloigner un peu des grands axes et d'aller flâner en Ardèche ou dans la Drôme pour trouver une qualité de vie dépayssante, même exotique, très « french », qu'en fin le mont Blanc est à une demi-heure de ski et que cela leur vaudra la gratuité éternelle de leur manager décentralisé de Manhattan à Annecy.

Les investisseurs américains sont souvent déjà implantés en

Europe, à Bruxelles par exemple. Il faut alors leur démontrer l'intérêt, majeur pour eux, d'une seconde implantation, ou même seulement d'un réseau de distribution. « Avant de dire aux gens : venez produire chez nous, il suffit de leur dire : venez commercialiser chez nous, embouteiller, encartonner... S'ils sont contents, ils se mettront peut-être à produire. »

Les friches

La DATAR, qui s'efforce de planifier l'aménagement des régions pour éviter un développement anarchique, octroie toutes sortes d'aide aux investisseurs. La PAT (prime d'aménagement du territoire) est une des plus importantes. Pourtant, en 1978, un rapport du Conseil économique et social montrait que ces primes n'étaient pas vraiment incitatives. D'une part, les impôts annulaient leur effet, d'autre part les échéances prévues pour le versement n'étaient presque jamais respectées. Enfin les démarches paraissaient si compliquées et si longues qu'elles décourageaient souvent les chefs d'entreprise, talonnés par d'autres urgences. Aux yeux des Américains, ces primes ne sont pas l'argument massue.

En période difficile, on varie l'offre. Jean Taton a plus d'un tour dans sa manche. De moins en moins de zones équipées et coûteuses qui risquent de rester sur les bras de l'aménageur, telle la plaine de l'Ain. En revanche, de plus en plus de bâtiments relais loués par la commune à un industriel : à la fin du bail, il s'en va si cela ne marche pas selon ses espérances ; la formule est plus souple, il n'a pas besoin d'acheter un terrain, l'investissement est moindre. « Que ne faut-il pas trouver quand la conjoncture est mauvaise ? »

Autre marchandise nouvelle : les friches industrielles. Les bâtiments à usage industriel abandonnés et souvent dégradés posent un problème d'urbanisme. Certains rabatteurs se spécialisent dans ces locaux, soit pour les réhabiliter pour d'autres usines, soit pour les transformer en équipements sociaux ou en habitations. Pourquoi pas ? A Paris, le comble du chic est d'installer un duplex de luxe dans un hangar désaffecté. On appelle cela un « loft ». Les locaux de la Semois à Grenoble, de Rhodiaccia à Lyon, ont été de ces friches que Jean Taton a réussi à faire revivre. « Pas facile. Le problème des friches, c'est que cela coûte plus cher de rattraper que de bâtir du neuf. »

La tâche du chasseur d'entreprises s'est donc compliquée. Sur mille entreprises prospectées, il prend cent contrats qui aboutissent à une dizaine de rendez-vous. Il en sortira deux ou

trois dossiers qui seront étudiés et peut-être une implantation... Quelques échecs, dont Jean Taton se souvient sans trop d'amertume. Il avait réussi un coup de maître : séduire un fabricant italien de pare-brise feuilletés, Penitalia Vernante. Après de nombreux épisodes, le contrat allait être signé. Mais la marée était trop belle. Veto du ministre de l'Industrie. Motif : on protège le marché français. B.S.N., qui fabrique le même produit, menace de fermer boutique si Penitalia Vernante s'installe à Chambéry. Entre deux patriotismes, il a fallu choisir. Jean Taton, lui, privilégie sa région. C'est pourquoi il se méfie des chasseurs qui appartiennent à des cabinets spécialisés ayant pignon sur rue dans la capitale. « Comme ils ne sont pas attachés à une région, ils risquent de faire profiter le Limousin ou l'Alsace des informations et des rares affaires encore sur le marché. »

Des succès aussi : Airgaz dans l'Isère, au Pége-de-Roussillon, est venu bien à propos remplacer Rhône-Poulenc, qui est allé planter ses choux ailleurs. Air Product, une société de gaz industriel, a L'Isle-d'Abeau, près de Hewlett Packard. Près de Chambéry, en Savoie, une société italienne a créé une filiale, la Société d'emboutissage précis. Davigel, une société de congélation d'aliments dans la banlieue sud-est de Lyon. A Valence, Staedler, une maison suisse qui produit des pièces de boulonnerie pour usinage. Des implantations récentes et solides. Le CRAI se défend d'être seul responsable de ces mariages : « C'est une concordance de facteurs qui transforment un flirt même poussé en union stable. »

Pour l'instant le chasseur ne fait pas de quartier, tout est bon pour attirer l'entreprise dans ses filets : quonelles de brochet, saucisson chaud lyonnais... Hélas ! les Américains sont plus sensibles à la précision technique des dossiers qu'à la gastronomie lyonnaise. Pour certains Européens, au contraire, les fleuves et la bonne chère sont de sérieux atouts. Et là tous les coups sont permis.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jeanne Favre, directeur de la publication,
Claude Jélin.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue de Valenciennes
75001 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
I.S.S.N. : 0395-2037.

COLLECTIFS

Des H.L.M. pour la « nouvelle famille »

Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, veut promouvoir des logements sociaux adaptés à la vie de la famille moderne. Avec la participation des intéressés.

MARYSE WOLINSKI

DES H.L.M., à visage humain. Fini les tours et barres sinistres aux cages d'escaliers obscures, cités-dortoirs à l'écart de la ville et de la vie ? Place aux vraies maisons, de quelques étages, à une architecture adaptée aux sites d'un quartier, d'une ville, d'une région, respectueuse de son histoire, place aux passerelles, aux terrasses, aux décrochements, aux jardins, aux parkings-ateliers... Voilà pour l'extérieur. Et à l'intérieur, des logements souples, évolutifs, tenant compte du projet familial de chacun.

L'humanisation des H.L.M., c'est le vœu (et l'affaire) du secrétaire d'Etat chargé de la famille (1). En effet, en septembre dernier, Georgina Dufoix, fraîchement nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, annonce en conseil des ministres les orientations de la politique familiale, décidée pour les mois à venir. L'une des perspectives prioritaires de son action concerne le cadre de vie et particulièrement l'habitat, « support essentiel pour un changement profond de la société ».

Six mois plus tard, la secrétaire d'Etat, battante et déterminée, met en route, à Béziers, la

première des dix opérations concrètes lancées pour 1982. Dix « contrats famille », passés avec les collectivités locales et les PACT (2) dans le cadre d'opérations programmées pour l'amélioration de l'habitat (3). Dix expériences de réhabilitation de quartiers anciens. Simultanément, le secrétariat d'Etat à la famille négocie avec l'Union des fédérations d'organismes H.L.M. (U.N.F.O.H.L.M.) pour la conclusion d'une convention nationale d'une durée de cinq années, sur le thème : « Pour une politique familiale de l'habitat social ».

Savoir-vivre et savoir-faire

Opérations de construction ou expériences de réhabilitation, conséquences des « contrats-famille » ou de contrats locaux signés avec des organismes H.L.M., toutes vont être conduites selon une démarche originale, inspirée de quelques rares exemples réussis d'habitat social.

En construisant la ZAC (Zone d'aménagement concerté) du Mont-Hermé à Saint-Brice-Courcelles, près de Reims, par exemple, les citoyens-urbanistes ont refusé de faire de leur village un lotissement-dortoir. A Nantes, une opération en cours de réhabi-

litation de H.L.M. est menée par des architectes avec la collaboration de sociologues et des habitants et, pour nombre d'entre eux, de leurs interprètes, arabes ou portugais. La vaste opération de rénovation et de réhabilitation dans le déjà si célèbre quartier de l'Alma-gare à Roubaix a été menée par les usagers eux-mêmes (4).

La clef de voûte de ces tentatives, aidées financièrement par le plan-construction (organisation chargée de conduire et de rendre opérationnelles les propositions et actions en faveur de l'amélioration et du renouvellement de la qualité architecturale), est la participation des habitants. Fréquemment exilés au-delà du quartier ou du centre-ville, au cours des opérations de réhabilitation ou de rénovation, les habitants ont été, lors de ces expériences, des participants actifs et écoutés, au-delà de la simple consultation. Des utilisateurs acteurs et partenaires, voire gestionnaires, formés et conseillés par une assistance technique. Le savoir-vivre des uns confrontés au savoir-faire des autres.

A Saint-Brice-Courcelles, l'opération d'urbanisme a été conçue avec la population (celle du village existant comme les futurs habitants de la ZAC) à l'initiative de la municipalité. Celle-ci estime que « le logement a une importance trop grande dans la vie des gens pour être considéré

comme un produit de consommation qui se fabrique, se vend, se loue comme une automobile ». Elus, techniciens et usagers réunis, commencent par réfléchir en commission sur les habitudes de vie du village et la façon d'intégrer les nouveaux habitants dans la vie collective, avant de parler de briques ou de parpaings. Ensemble, ils préparent leur futur cadre de vie.

A l'Alma-gare, l'initiative revient aux Roubaixiens. Quinze années pour défendre leurs courées et prouver que « construire est un acte de vie collective ». Leur lieu de lutte, discussions, conflits (nombreux), concertations : l'APU (Atelier populaire d'urbanisme), création originale de ces habitants bâtisseurs, militants forcés qui commencent seulement à être au bout de leur peine. « On a gagné sur l'urbanisme », disent-ils, « à nous maintenant de gagner sur la vie sociale ». Aussi ont-ils pris en main la gestion du quartier. Apprentissage sur le tas.

Une pièce en moins ou une pièce en plus

La participation est l'« objectif politique majeur » de Georgina Dufoix, le premier axe de la démarche à suivre dans toute opération. Avec une mobilisation indispensable et efficace de tous les partenaires locaux. Et, comme à l'Alma-gare, le second axe de cette démarche est de prendre en considération le « fait familial ». C'est-à-dire l'évolution de la famille dans le temps, le problème posé par le logement des adolescents ou encore la cohabitation, le rapprochement des différentes générations. Une réflexion qui contraint urbanistes et financiers à prévoir autre chose que des modèles normés et uniformes, « conçus sans réflexion dynamique sur la vie sociale », selon le secrétaire d'Etat.

Les solutions envisagées : la flexibilité, la souplesse du logement, qui évolue avec la taille de la famille. La flexibilité ne date pas d'aujourd'hui. Réaction des

années 60 contre les systèmes constructifs très rigides de l'époque, elle est définie (5) comme la possibilité donnée aux habitants de modifier l'agencement intérieur du logement. Notamment par un jeu de cloisons, les seuls points fixes étant la porte d'entrée et les gaines centrales. D'autres expériences ont porté sur une flexibilité partielle avec cloisons fixes ou mobiles, limitées aux espaces de séjour ou aux chambres. Des initiatives réalisées à Montreuil (Seine-et-Marne), au Val d'Yerres (Essonne), à Angers ou à Villepinte (Seine-Saint-Denis), souvent sans lendemain.

A l'Alma-gare, où la souplesse du logement est tout de suite apparue nécessaire pour une famille dont la composition varie avec les années, la flexibilité n'a pas été cherchée dans la structure architecturale. L'idée de l'équipe d'architectes (6) : permettre plus de souplesse avec un système d'« une pièce en moins ou une pièce en plus ». Elle propose par exemple de prévoir entre deux appartements, une chambre ou un studio isolé, donnant sur le même palier. Ce F1 pourrait être loué en cas de besoin à l'une ou l'autre famille, pour un moment donné et pour quel pas à la naissance d'un enfant, ou bien à un locataire étranger à l'immeuble, lorsqu'il est disponible.

Autre projet en cours de réalisation : des appartements conçus de telle manière qu'une ou deux pièces soient séparables du reste du logement. Une possibilité en cas d'accession à la propriété. « Une fois les enfants partis, l'appartement acheté se révèle trop grand », estiment les habitants de l'Alma. Les deux-pièces séparables avec une entrée indépendante et des points d'eau peuvent facilement être loués. Toutefois, l'autonomie de ces pièces reste en attendant un atout pour la famille, lieux destinés aux grands-parents ou aux grands enfants, vivant à l'étranger.

Autre initiative intéressante que souhaiterait généraliser le secrétaire d'Etat à la famille, les chambres d'hôte ou « logements de passage ». Un moyen de loger

à bas prix des visiteurs, la cousine ou le grand-mère, voire le cousin des enfants. Des petits espaces pris sur les mètres carrés de locaux collectifs et gérés par l'association des locataires ou des propriétaires. A l'Alma-gare, dans la première tranche construite, trois chambres d'hôte attendent leur locataire.

Toutes ces innovations, limitées jusqu'ici à quelques exemples, font déjà leur chemin. Des Angevins emménageront bientôt dans des logements flexibles et auront à leur disposition ces fameuses chambres d'hôte, dont les problèmes posés par la gestion ne sont pas encore bien résolus.

Enfin, une autre préoccupation dans cette nouvelle politique de l'habitat social : le souci du contexte architectural, de son histoire et de ses modes de vie. A Roubaix, les façades de l'Alma-gare ont retrouvé la traditionnelle brique rouge, matériau dominant des villes du Nord. Pour un autre projet de « maisons dans la ville », concernant la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing, on a réalisé une véritable enquête et une analyse sur le « bâti » existant. Même démarche prochainement à Bordeaux, où un projet prévoit au centre-ville la construction d'« échoppes », sur le modèle des petites maisons bordelaises traditionnelles.

- (1) En collaboration avec les ministres concernés.
- (2) Associations pour la protection, l'amélioration, la conservation et la transformation de l'habitat. 130 PACT, regroupés en fédération nationale, dont le siège est 4, place de la Vierge, 75013 Paris.
- (3) Les O.P.A. décidées par un comité interministériel sont mises en place par le Fonds d'aménagement urbain.
- (4) Ces exemples sont cités, fort bien expliqués et racontés dans le dernier livre du Plan-construction : « Quand les habitants prennent la parole », ouvrage collectif sous la direction d'Albert Mollet. Sur l'histoire de l'Alma-gare, voir aussi le Monde du 25 janvier 1982.
- (5) Dans l'innovation architecturale dans la production du logement social (Plan-construction), l'auteur Christian Mollet explique les différentes formes de flexibilité.
- (6) Thierry Verbiest et le groupe AUSAIP.



LES TRAVAILLEURS DU LOGEMENT

Les rendez-vous de

de la vie sociale et de la vie de la famille

de la vie sociale et de la vie de la famille

ANGOISSE

Les cancéreux se donnent la main

Une ancienne malade crée une association d'entraide entre les personnes atteintes d'un cancer. Elle veut aussi contribuer à réduire l'angoisse des bien-portants.

MARIE-CHRISTINE VALLET

LES Français atteints d'un cancer doivent être mieux intégrés à la société. Qu'ils soient guéris ou en traitement, ils sont encore trop considérés comme des marginaux. C'est sur cette idée de base que vient de se créer à Paris une association, l'APAC (Aide aux personnes atteintes ou ayant été atteintes d'un cancer), dont le but est de soutenir les malades et leurs familles (1). L'APAC se propose d'apporter aux malades des informations sur leurs droits sociaux, de leur obtenir des réductions sur les transports collectifs mais aussi de faire mieux accepter ces malades par le corps social par une campagne d'information auprès des bien-portants.

L'APAC veut ainsi élargir et compléter l'action de la Ligue nationale contre le cancer ou du mouvement Vivre comme avant, qui s'adresse aux femmes mutilées d'un sein. L'association sera présentée au public lors d'un gala de soutien, le 14 avril 1982, à la salle Pleyel, à Paris. Nadia Gomez, sa fondatrice, veut mettre au service des autres l'expérience qu'elle a vécue pendant trois années.

« Ici, quelle tristesse, quelle pauvreté, quelle vérité... et tant de plaintes pourtant chez ceux qui jouissent de la vie. » Cette phrase, Nadia l'a écrite sur son lit d'hôpital, il y a maintenant trois ans, en mai 1979. Elle ve-

nait de subir une opération grave : l'ablation d'une tumeur au foie. Son carnet ne l'a pas quittée. Jour après jour, elle y a noté le cheminement de sa maladie. Tout noté pendant ses dix-huit mois de chimiothérapie, dont douze « sans cheveux ». On peut lire aussi : « Aujourd'hui, bonne journée », trois mots tracés d'une écriture si faible et si tremblante qu'on mesure là, sans artifice, la dureté d'un traitement, la fatigue, immense, qu'il peut causer.

Coupe-fil

Trois ans plus tard, Nadia va bien. Elle a dû abandonner son métier de kinésithérapeute, mais sa vie est active, normale. Elle vient d'avoir trente et un ans, mais a l'impression d'avoir vécu dix ans de plus (« avec tout ce qu'on subit et tout ce qu'on réfléchit »). Mince, musclée, les yeux bleus, Nadia a pourtant peu « vieilli ». Avoir un cancer, c'est être considéré pendant cinq ans comme une personne malade. Des aides sont prévues par les services sociaux, mais il faut du temps aux malades pour les connaître. Entre les questions posées au bureau de la Sécurité sociale, les démarches auprès de l'assistante sociale et les « tuyaux » récoltés au hasard des couloirs, Nadia a mis deux ans.

« Les assistantes sociales n'ont pas le temps d'informer, de venir d'elles-mêmes vers le malade. » Ces malades ont droit à des aides financières, à des aides ménagères. Ils peuvent être dispensés de payer leurs factures de gaz, d'électricité et de téléphone. Un guide sera le meilleur moyen d'éviter toutes ces démarches : l'association le publiera. Car, dans cette période de traitement, il faut soulager le malade des soucis matériels. « Moi, j'étais protégée », raconte Nadia, « j'ai vécu grâce à ma sœur qui m'a donné de l'argent, à la caisse vieillesse des kinésithérapeutes et aussi grâce à l'homme avec qui j'étais ».

Mais les indemnités de la Sécurité sociale pour les salariés lui semblent insuffisantes. Moins de 3 000 F par mois. L'un des buts de l'APAC est d'obtenir plus, pour tous. « J'ai pu partir souvent à la mer ou à la campagne, et le changement d'air m'a permis de récupérer vite après les chimio ».

Mais le soutien financier n'est qu'un volet. Nadia estime qu'il doit y avoir une reconnaissance sociale des « personnes en chimio ». En leur donnant d'abord une carte. « A Paris, dans les villes, il faut souvent faire la queue, attendre dans le métro pour avoir une place. Quand on est en traitement, on a des angoisses, la fatigue nous amène au sol, nous met des poids sur la tête. Comment peut-on demander à ces gens-là de rester debout quand même ? Heureusement, j'avais une voiture, mais je me souviens, j'en aurais pleuré aux stations de taxis. » Cette carte, donnée seulement au moment du traitement, servirait partout de coupe-fil aux malades. « Quand le public sera prévenu, il saura que cette carte a un impact. »

La « chimiothérapie » remet en question la vie professionnelle. Même entre deux périodes de perfusion, il est impossible de travailler. « Il y avait à Villejuif le patron d'une scierie. Sous chimio, il n'avait plus du tout la force de diriger tout ça. Avec 100 % d'invalider professionnelle, Nadia a été forcée de quitter la kinésithérapie et a repris l'année dernière une activité dans les relations publiques. » Les malades, pendant trois à cinq ans, sont dans un « break ».

L'assurance-maladie les aidant, ils doivent profiter de ces années pour être actifs au lieu d'attendre. Comment ? Par des stages dans les entreprises, des activités à mi-temps, un rythme adapté de formation professionnelle. Des créations de postes ont déjà été demandées à plusieurs grosses entreprises.

Les bien-portants

Mais, pour être complet, il faut aussi, dit-elle, éduquer les autres, ceux qui ne sont pas malades. Car il y a parfois de l'incompréhension chez les bien-portants — c'est ainsi que sont appelés tous ceux qui ne sont pas touchés par le cancer, — et à entendre Nadia, on a l'impression de vivre dans deux camps séparés. « Nous, c'est la mort sûre et... peut-être y échapper. Vous, c'est le contraire. C'est la mort... peut-être. Notre problème, c'est la peur de mourir. Chaque matin, on se dit : « Pourvu que j'aie bien. » Et quand on fait une analyse de sang, on se dit : « Pourvu qu'elle soit bonne. » Car, nous, c'est le final qui compte. »

Quand il lui arrive d'avoir mal au foie, Nadia téléphone aux autres malades : « Si on a des angousses, on s'appelle entre nous. C'est une chaîne, on a besoin de se parler. A l'hôpital, on faisait des chimio collectives, à cinq ou six. Je suis restée parfois sept heures d'affilée, on en voit passer du monde ! Une femme pouvait nous parler d'elle pendant deux heures, on l'écoutait en silence. » Ce sera la même chose dans les bureaux de l'APAC. Ceux qui auront besoin d'un soutien moral seront accueillis par d'autres malades et par des psychologues.

Parallèlement, Nadia Gomez souhaite informer les bien-portants et créer un grand mouvement de solidarité. Des conférences sont prévues, notamment dans les grands lycées de Paris, à la demande du ministère de l'éducation nationale. Elles devront répondre à l'angoisse des bien-portants face au cancer : « Cette maladie, on en entend parler partout mais on ne l'explique pas vraiment. Les jeunes surtout, on leur cache les choses, mais ils se parlent entre eux. De

même, ceux qui nous accompagnent, nos familles, font de la cancérophobie. Ma sœur a été très perturbée. Elle va mieux parce que nous en avons beaucoup parlé. »

Et c'est là qu'il peut y avoir une grande ouverture et une aide mutuelle. « On a besoin des autres pour qu'ils comprennent nos problèmes, en retour nous saurons les aider à lever leur angoisse. » Nadia croit que par cette information, les bien-portants feront moins d'erreurs psychologiques. Comme ces amies venues la voir à l'hôpital et qui n'osaient pas être élégantes ou maquillées. « Et pourtant, quel plaisir c'était pour moi de les voir en forme. C'était comme un rayon de soleil. Face aux malades, il ne faut pas se culpabiliser d'être en bonne santé. »

« Racheter ma vie »

Si rien, en dehors de son récit, ne laisse deviner ce que Nadia a traversé pendant trois ans, on est tout de même frappé par le thème d'une peinture sur bois posée sur la cheminée de son appartement : la porte d'une chambre

d'hôpital par laquelle filèrent des rais de lumière. « Sur mon lit, j'ai peint pendant un certain temps et seulement des fleurs clos avec des lumières. On peut croire que je ne pensais pas, mais ma peinture pensait pour moi. C'était un moment de repos. » Nadia a vu beaucoup de malades se livrer à une activité, quelques-uns écrivent des livres. « Cela peut être le jardinage ou la cuisine. Cela permet de ne pas penser... toujours. Mais c'est aussi pour laisser une touche là où on a vécu. » Alors, ces œuvres, il faudrait aider les malades à les faire connaître.

Depuis trois mois, Nadia s'active dans tous les sens pour lancer l'association qu'elle dirige avec sa sœur Annabelle et France L'Helgoualch, la maman d'une petite malade qu'elle a rencontrée à Villejuif. Nadia sent une force qui la pousse : « J'ai besoin de racheter ma vie. Si je rachète et que je n'ai rien fait de ma vie, je me dirai, c'est normal, et je n'aurais peut-être pas la force de recommencer une autre chimio. »

(1) APAC, 133, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 562-17-17.

CROQUIS

Les mules d'Aristote

Aristote et Platon sont deux vieux jaloux qui se disputent le clientèle comme des marchands de tapis. Ils s'agrippent aux touristes en short qui débarquent des calques. Ils palabrent, gesticulent et vantent leurs mules. De belles mules aux noms de femmes fatales : Mimica, Helena, Nana... Ils feignent de les chouchouter, de les cajoler.

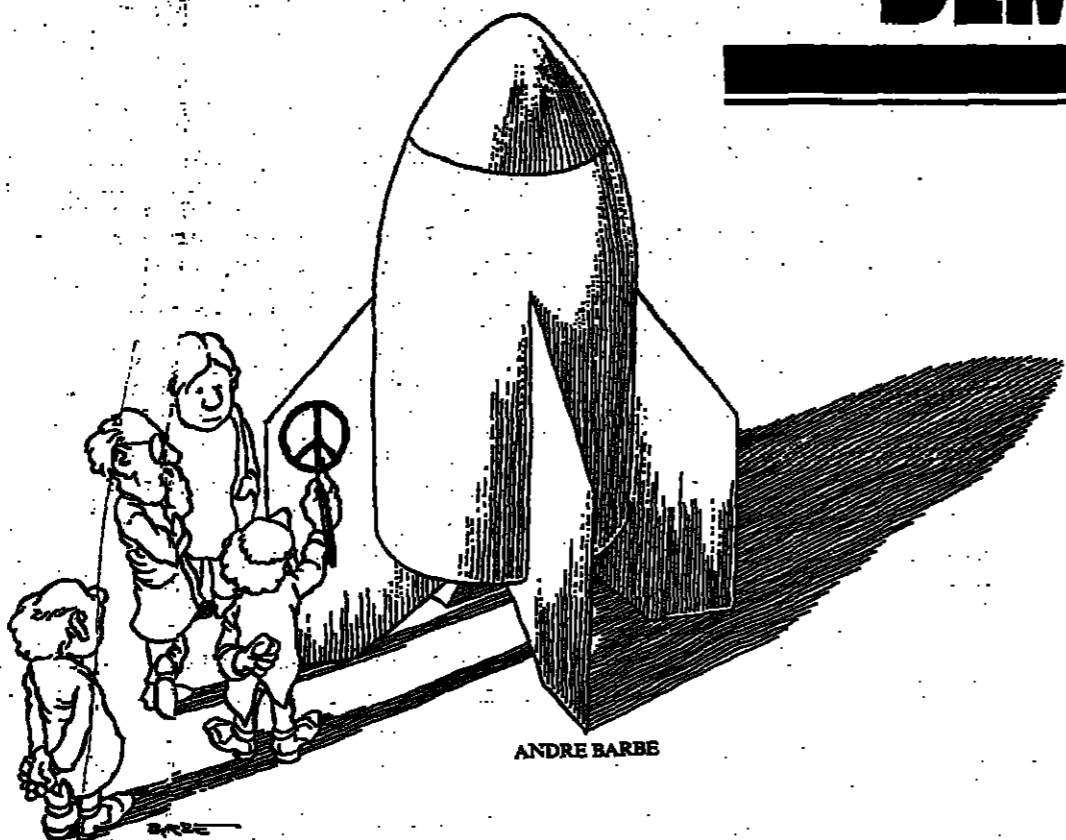
Les touristes, en provenance du Nevada, de Bavière ou des Hauts-de-Seine, hésitent puis s'enhardissent et chevauchent ces belles demoiselles. Au-dessus d'eux une falaise déchiquetée et, au sommet, à pic, la ville haute avec ses couples blanches. Platon et Aristote bastonnent leurs mules, font la course, cavalcant en s'apostrophan et en s'injuriant. C'est la grande ascension, la montée du Golgotha, avec le vertige, le grand vertige qui vous triture les entrailles. Les martyrs se

cramponnent à la selle, gémissent, glapissent, chavirent à babord, à tribord, font leurs prières. Certains ont de malaises et de vomissements abandonnent. « De là, Delas » s'époumonne Aristote. « Attention, attention. »

Mimica, Helena, Nana, comme des funambules défilent le vide. Elles filent avec l'abîme. Inconscientes, inconscientes, elles affrontent les précipices. En haut, les rescapés se précipitent dans la taverne et commandent un verre de raki, tandis que les autopsies les éplient en égrenant leur komboloi (chapelet) ou en jouant au tavli (tric-trac). D'autre héros, hagards, apeurés, le derrière en compote, sont le proie d'une inquiétude extériorisée, d'une angoisse insupportable de métaphysique pure. Une idée les hante : celle du retour.

DANIEL ACCURSI

DEMAIN



LES TRAVAILLEURS DU FUTUR

Les rendez-vous de Vienne

Une centaine de scientifiques de dix-sept pays de l'Est et de l'Ouest élaborent, dans l'ancienne résidence d'été des Habsbourg, des stratégies mondiales pour le troisième millénaire. (*)

ANNIE BATLE

Le « Schloss », château du XVIII^e à Axenbourg, Autriche. Le 15 août 1981. Des rires, dans un parc à l'anglaise. Des groupes de promeneurs éparpillés. Trois hommes bavardent en marchant : un Russe, un Américain, un Autrichien. Pas d'impasse lesquels : Jeremen Gvichiani, vice-président du comité d'Etat pour la science et la technologie de l'U.R.S.S., gendre de M. Kossyguine ; Roger Levien, ex-directeur de la R&D Corporation ; Rudolf Kichschlager, président de la République autrichienne.

Par les bois largement ouverts, on peut voir et entendre, dans un salon baroque tendu de soie, sous le porche de Marie-Thérèse d'Autriche, cinq hommes (un japonais, un Américain, un Polonais, un Bulgare, un Tchèque) discuter en anglais de l'énergie nucléaire en Suède. Dans une pièce voisine, une jeune femme dialogue avec un ordinateur, un PDP 11/70. Plus loin encore, des notes studieuses, penchées sur les tables de l'immense bibliothèque : 14 000 livres, 550 périodiques, un équipement en microfilm et un catalogue de titres informatisés.

L.K.G.B...

Nous sommes dans la résidence d'été des Habsbourg, à 16 km de Vienne, récemment et somptueusement rénovée pour abriter l'I.I.A.S.A., Institut international d'analyse de système. Lieu étonnant où une centaine de scientifiques (ingénieurs, diplômés des universités ou de grandes écoles) des pays de l'Est et de l'Ouest vivent et travaillent ensemble pour essayer de comprendre le monde complexe des problèmes mondiaux : sous la houlette d'un président russe et d'un directeur américain. Lieu unique puisque c'est la seule institution internationale et multidisciplinaire non gouvernementale. Lieu privilégié où Jeremen Gvichiani, physicien de Clark Gable, peut proposer pendant les pauses à ses camarades de l'Ouest « jouer » à la guerre... ou de l'échec !

1964 dans l'esprit de conciliation qu'animait leurs rencontres — on est à plein effort de coexistence pacifique entre le débarquement à Cuba et l'invasion de la Tchécoslovaquie — le président Johnson et Alexis Kossyguine envisageaient la création d'un

centre de recherches Est-Ouest, pour étudier les problèmes mondiaux de caractère technico-économique et constituer du même coup un élément important de la détente. Le projet, soutenu en particulier par G. Mac Bundy, président de la Fondation Ford, alors conseiller de Johnson, et par Pierre Massé, ancien commissaire général du Plan, prend progressivement forme.

Que les Russes aient souhaité se familiariser avec les méthodes d'étude américaines est évident, comme l'était le désir de ceux-ci d'américaniser les Russes pour mieux les contrôler. C'était d'ailleurs quasi officiel. L'était moins, bien que présent à tous les esprits, l'espoir de glaner des informations de part et d'autre. L'I.I.A.S.A., nid d'espions ? Ceux qui le prétendent ont triomphé l'été dernier lorsqu'on découvrit que le secrétaire général russe de l'organisation appartenait au K.G.B.

Les négociations diplomatiques aboutissent en octobre 1972 à la signature d'une charte créant l'I.I.A.S.A. « Institution non gouvernementale, multinationale et autonome » destinée à « contribuer à la solution des problèmes complexes des sociétés contemporaines en améliorant leur compréhension grâce à l'analyse scientifique et interdisciplinaire ; favoriser la coopération internationale sur des sujets d'intérêt commun ; encourager les applications au niveau national et développer le dialogue entre décideurs et scientifiques ».

Outre les États-Unis et l'U.R.S.S., l'Institut regroupe la France, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Bulgarie, le Japon, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne fédérale, la R.D.A., l'Italie, l'Autriche, la Suède, la Finlande, les Pays-Bas et le Canada. Le budget est couvert pour un tiers par les États-Unis, un tiers par l'U.R.S.S. et un tiers à égalité par le reste des pays participants. Le budget de 1981 représente 52 millions de francs. Les membres adhérents de l'organisation sont les académies des sciences des différents pays (1).

A la tête de l'Institut, un conseil composé des représentants des différents membres et présidé par un Russe (c'est J. Gvichiani). Il se réunit deux fois par an, et définit les grandes orientations de l'Institut. Le directeur est américain. Le premier fut Howard Raiffa, professeur à Harvard, connu pour ses ouvrages sur la théorie des jeux et la théorie de la décision ; le second, Roger Levien, et le troisième (depuis novembre dernier) C.S. Holling, biologiste de formation, spécialiste des problèmes

de l'environnement. « Raiffa était un vrai universitaire libéral. Curieux de tout, il a donné à l'Institut à ses débuts un souffle de créativité, une grande ouverture », raconte Michel Grenon, mathématicien français qui a passé sept ans à l'I.I.A.S.A. Roger Levien, lui, est un organisateur. Il a formalisé les idées, mis en place les structures, systématisé les publications. Holling, le nouveau directeur, a un profil plus proche de Raiffa.

Etudes des cas

Le nom même de l'organisation indique le parti de base : utiliser systématiquement... l'analyse de système comme méthode de travail. L'analyse de système apparaît en effet comme l'outil le plus adapté à l'étude de la complexité, et donc des sociétés modernes (2). Issue de l'intégration de plusieurs disciplines — dont la biologie, la théorie de l'information, la cybernétique et la théorie des systèmes — elle repose sur la notion de système comme ensemble d'éléments en interaction dynamique. Elle utilise des méthodes d'approche interdisciplinaires : l'Institut se propose non seulement d'appliquer ces méthodes et de les perfectionner, mais d'en développer de nouvelles, en particulier dans les domaines de la modélisation et de la science de la décision.

Le choix et l'organisation des programmes, des thèmes et des équipes de recherche est homogène à ce parti. Il existe d'une part des programmes « horizontaux », limités dans le temps (cinq à sept ans) et consacrés aux problèmes globaux : énergie — qui vient d'être achevé — et alimentation ; et agriculture, en cours (3). D'autre part, les recherches sont menées sur des thèmes « verticaux » permanents ; ce sont les « aires » (ressources et environnement ; systèmes humains ; gestion et technologie ; science des systèmes et de la décision) qui englobent des recherches ponctuelles.

Celles-ci portent sur des problèmes « universels », c'est-à-dire communs à tous les pays mais sur lesquels chaque nation, ou chaque région, peut avoir une action spécifique, et donnent souvent lieu à des études de cas. Citons notamment : des études sur la pénurie de ressources en eau en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne, en Suède ; les conséquences à long terme de l'arrêt du programme nucléaire en Suède (au moment du référendum suédois de 1980). Il y a donc beaucoup de monde (une centaine de chercheurs qui res-

tent de quelques semaines à trois ans) (4) et une grande activité au « Schloss ». Les recherches proprement dites font l'objet de multiples publications, notamment dans la revue trimestrielle *Options*. Des conférences attirent les sommités scientifiques de la planète, en particulier la conférence périodique sur les modèles mondiaux. La dernière (« Global modelling at the service of decision maker ») a eu lieu en septembre 1981 et a confronté tous les modèles mondiaux actuellement sur le marché international.

Forum scientifique international incontesté, que produit l'I.I.A.S.A. ? A titre d'exemple, l'area « Systèmes humains » a exploré notamment la dynamique de l'évolution des populations ; l'évolution des besoins en matière de ressources matérielles et humaines ; le changement démographique urbain, avec des études de cas sur certaines villes dont des villes du tiers-monde. Cela a amené l'Institut à développer des méthodes pour l'analyse multirégionale et multinationale de la démographie et à mettre au point des outils à l'intention des planificateurs.

L'area « ressources et environnement » vient d'effectuer, à la demande de l'académie des sciences hongroises, une application de l'analyse de système au phénomène de l'eutrophication (envahissement des eaux peu profondes par les algues) du lac Balaton d'Europe centrale. Elle a donné lieu à l'élaboration d'un modèle spécifique et à une banque de données qui intéresse plusieurs pays.

Travaux rigoureux, travaux dont personne ne conteste le sérieux. Travaux utiles puisque souvent effectués à la demande des pays concernés. Mais il est difficile de leur trouver un caractère particulier dû à leur gestation à Axenbourg : de l'avis même d'inconditionnels de l'I.I.A.S.A., ils pourraient être faits par beaucoup d'autres équipes au sein des Etats membres et en particulier dans les pays anglosaxons dont ils portent fortement l'empreinte.

L'énergie du troisième millénaire

Le programme « énergie » mérite une attention particulière puisqu'il constitue en quelque sorte le chef-d'œuvre de l'I.I.A.S.A. Achevé en 1981 (tout au moins dans sa première phase), il a donné lieu à plusieurs publications (5) ; en sept ans, cent quarante chercheurs de vingt pays ont produit huit cents pages de rapports. Un gigantesque travail dirigé par le professeur Wolf Häfeli, physicien. Au départ, il s'agissait de voir si et comment on pouvait répondre, dans les cinquante années à venir, aux besoins énergétiques d'une population qui atteindrait huit milliards en l'an 2030. On se proposait

d'identifier des stratégies pour passer d'un système dépendant du pétrole et du gaz à un système reposant sur les énergies renouvelables.

Très schématiquement, voici les conclusions. On pourra construire un système énergétique « autosuffisant » mais pas en cinquante ans, contrairement à ce qu'on pensait aux débuts de l'étude. Il y aura deux périodes de transition. La première — passage des hydrocarbures conventionnels (relativement bon marché et propres) aux non-conventionnels (huiles lourdes, sables asphaltiques, schistes bitumineux, plus chers et plus sales) — devrait durer jusqu'à 2030. La seconde, aboutissant progressivement à l'utilisation essentielle et infinie du nucléaire, du solaire et des énergies renouvelables devrait s'étaler assez tardivement dans le siècle prochain, mais suffire aux besoins de la population.

L'étude démontre en outre que les investissements en énergie devront croître sensiblement et se situer à des niveaux de l'ordre de 4 à 5 % par an des P.N.B. (donc comparables aux dépenses militaires) et que l'expansion des capacités productrices doit être continue. Même le scénario bas implique de 1975 à 2030 une multiplication du stock du capital total par vingt ou par trente. L'urgence de s'attaquer au problème du gaz carbonique est soulignée d'autant plus que les combustibles fossiles restent dominants. Enfin, il est clair pour les chercheurs de l'I.I.A.S.A. que le problème énergétique sera, pour les décennies à venir, permanent et global : nul pays ne pourra y faire face ou le résoudre isolément.

Un monument donc, dont tous les milieux compétents valent la qualité et la cohérence. La première étude vraiment globale et à long terme sur l'énergie qui offre aux nations la possibilité de se situer. Mais quel en a été l'impact ? Les résultats très globaux et sophistiqués concernent-ils vraiment les décideurs ? On peut en douter. « C'est une étude destinée à un gouvernement mondial », estime Michel Grenon. La diffusion auprès des nations a dépendu d'organismes relais. En France, elle a fait l'objet d'une présentation officielle — par la délégation à l'énergie et par E.D.F. — aux économistes, aux politiques ; mais quelle stratégie en ont été affectées ? Un directeur d'études d'E.D.F. reconnaît que ce travail reste assez flou dans ses souvenirs, et qu'il lui est apparu comme une de ces grandes machines secrètes par les organisations internationales, bien faite sans doute, mais nettement moins opérationnelle qu'un travail effectué par une petite équipe...

Quant aux grandes conclusions sur les choix nucléaires et solaires... elles étaient déjà dans tous les tiroirs d'E.D.F. Certes, l'étude apporte une valeur ajoutée par la synthèse, reconnaît

Bernard Walliser (6). « Elle a en outre le mérite d'identifier des problèmes et des contraintes généralement négligés comme les contraintes climatiques », nous dit Guy Poquet, de « Futuribles », mais il ajoute : « Elle ne prend pas en compte les aspects qualitatifs (le non-quantifiable). Elle ne s'interroge pas sur les données politiques, géopolitiques, stratégiques et institutionnelles. » Pour Michel Grenon, « l'avenir est incertain mais sans surprise, c'est-à-dire sans guerre, sans catastrophes majeures (famine mondiale, par exemple, pouvant induire une forte baisse de la population) ; mais aussi sans percées technologiques imprévisibles aujourd'hui. Ceci n'exclut pas la prise en compte de progrès technologiques, mais sans révolution, comme le serait par exemple la découverte d'une énergie nouvelle inasoupçonnée aujourd'hui, inépuisable bien sûr... et gratuite ».

Autre chose qu'un club ?

En matière de méthodologie pure, l'Institut a exploré des voies, fait des applications, mis au point des modèles, confronté des techniques. Une des tâches de l'area « science des systèmes et décisions » a été l'élaboration d'un manuel de l'analyse de système, en cours d'édition. D'un avis assez général, l'I.I.A.S.A. a trop dévié sur l'analyse et pas assez sur le système et la synthèse des systèmes ; elle s'est trop déconnectée de la théorie des systèmes. Il existe des possibilités de prise en compte des facteurs qualitatifs dans la phase de conception des modèles, des possibilités d'approche réellement pluridisciplinaires qu'on n'ont pas cours ici.

D'où la question-clé : l'I.I.A.S.A. est-il autre chose qu'un club pour scientifiques de l'Est et de l'Ouest ? La question est importante au moment où l'existence de l'Institut, né de la détente, est menacée par les tensions Est-Ouest et la décision des Américains de diminuer leur participation financière. Pour Claire de Narbonne, secrétaire générale de l'AFDAS, « l'esprit I.I.A.S.A. » interbloqué, constitué au cours des contacts et des travaux en commun, est unique ; y renoncer serait détruire tout un processus patient d'établissement de relations plus confiantes, plus objectives, gage de paix.

Cantonner l'I.I.A.S.A. à un rendez-vous d'experts scientifiques, sans tâche menée en commun pour cimenter les liens, aurait-il une efficacité quelconque ?

(*) Voir dans la série « Les Travaillants du futur » : *Futuribles* (30 août 1981), le Club de Rome (15 novembre 1981) et le Secrétariat suédois d'études prospectives (31 janvier 1982).

(1) La France, n'ayant pas de structure appropriée, a créé l'Association française pour le développement de l'analyse de système, AFDAS. Son premier président fut André Danzén ; c'est actuellement Jacques Lesourès. Le financement de la cotisation française figure au budget du ministère des relations extérieures.

(2) Pour se familiariser avec ces notions : le *Macroscope*, de Joël de Rosnay (Seuil).

(3) Au début, il avait été question de gérer une dizaine de grands programmes à la fois, et R. Levien les a finalement limités à deux. Va sans doute succéder à l'énergie un programme sur « l'approche méthodologique des situations conflictuelles ».

(4) La durée moyenne des séjours est de un an (l'année sabbatique américaine). Les chercheurs sont payés par l'I.I.A.S.A. à des niveaux correspondant à ceux qu'ils auraient dans des pays comme la France, plus les avantages attachés aux organisations internationales.

(5) Deux volumes publiés en 1981 par Ballinger : 1) *Energy in a finite world : paths to a sustainable future* ; 2) *Energy in a finite world : a global systems analysis*. Un résumé de l'étude de *Energy in a finite world*, écrit par Alan Mac Donald, publié dans la série des *Executive Reports* de l'I.I.A.S.A. Une synthèse en français de l'étude dans la *Revue de l'énergie* (septembre 1981) ; Les résultats du programme Energie de l'I.I.A.S.A., par Michel Grenon.

(6) Auteur du livre : *Systèmes et modèles* (Seuil).

La seule vraie révolution du siècle s'est produite dans la physique.

GARY ZUKAV

LA DANSE DES ÉLÉMENTS

Gary Zukav met à la portée de tous, les principaux concepts de la nouvelle physique pour nous faire saisir l'enjeu de cette révolution.

Collection « Les vérités incertaines »

Robert Laffont

BIOCLIMAT

Des maisons dans le vent

Les chercheurs du CERMA de Nantes s'efforcent de conseiller les aménageurs pour faire un urbanisme adapté à la région.

COLETTE DAVID

LES économies d'énergie sont de plus en plus à l'ordre du jour. Aussi les études sur l'influence des éléments bioclimatiques en matière d'urbanisme ont-elles pris un essor non négligeable.

« L'hygiénisme des années 30 et des slogans tels que « soleil-air pur pour tous » ont détruit la trame traditionnelle de la ville. On a érigé des tours, des barres parsemées d'arbres et de buissons. Maintenant, si l'on se préoccupe des facteurs climatiques, ce n'est plus en terme de chasse aux miasmes, mais de sus au goupil ! », explique Jean-Pierre Pénau, du Centre de recherches méthodologiques d'architecture et d'aménagement. Un groupe de chercheurs a créé le CERMA en 1971, sous la forme d'une association qui dépend de l'Unité pédagogique d'architecture de Nantes (1).

Une trentaine de personnes (ingénieurs, techniciens, enseignants et étudiants) travaillent sur cette recherche bioclimatique et collaborent à des projets régionaux d'urbanisme ou à diverses études commandées par les pouvoirs publics. « Nous essayons

de trouver une voie qui diffère de la tradition empirique et d'une tendance récente, trop normative. En se soumettant aux chiffres, aux données objectives, on obtient des villes-types qui correspondent parfaitement aux exigences bioclimatiques, mais où l'on sous-estime les facteurs humains et culturels. »

Pour lancer ces recherches, le CERMA a développé deux filières : une collaboration avec le Centre scientifique et technique du bâtiment, qui dispose d'appareils très performants (particulièrement dans le secteur aérodynamique) ; l'autoconstruction d'outils spécialisés. « Nous avons fait de la récupération pour bricoler un générateur de fumée, une mini-soufflerie, un héliodon pour effectuer des simulations solaires, etc. » Tous ces outils de mesures permettent de travailler sur maquettes et de tester, par exemple, l'orientation d'un bâtiment en fonction des vents dominants, des heures d'ensoleillement au fil des saisons. L'acquisition récente d'un ordinateur et le traitement informatique des données facilitent les travaux d'évaluation et de synthèse. « Nous communiquons nos

résultats mais ce sont les décideurs (collectivités locales, urbanistes, usagers) qui tranchent. Notre intervention au début d'un projet peut éviter certaines erreurs flagrantes », déclare l'un des chercheurs.

La rose des vents

Ainsi, le CERMA, qui collabore régulièrement avec l'Agence d'études urbaines de l'agglomération nantaise, est intervenu pour le programme « Beaulieu ». Beaulieu est une île de la Loire, au cœur de Nantes : polder urbanisé dans les années 60 à grand renfort de tours, barres, quadrillage de béton battu par les vents. Pour l'aménagement final de la pointe de l'île, il s'agissait d'abord de retrouver des « lieux » (rues, places) et non plus des « espaces » inhumains.

« Nous avons aussi tenté de jouer sur deux facteurs : le soleil et l'air. Pour le confort du pignon, il faut atténuer les méfaits du vent causés par des phénomènes de concentration (piéd des tours, tunnels pratiqués entre deux immeubles, pilotes) et éviter l'effet de canalisation (bâtiments disposés en « entonnoir »). La récupération d'apport énergétique dû à une bonne orientation des constructions de Beaulieu serait possible si des installations de stockage intersaisonnières de l'énergie solaire étaient mises en place. « Pour stocker la chaleur, on peut tenir compte des éléments existants : terrasses, dallages de galets, etc. On dispose des bacs d'eau — conteneurs de plastique enterrés dans le sol, — qui emmagasinent la chaleur puis la diffusent progressivement. Malgré tout, cette technique de pointe reste onéreuse. »

Ces conseils et installations peuvent être utilisés à différentes échelles : projet global de ville, de quartier ou appliqués à la maison individuelle. Sans technologie lourde, dans les régions Bretagne-pays de Loire, qui

jouissent d'un climat tempéré, un particulier peut atteindre facilement 30 % d'économies d'énergie avec des systèmes simples. « Cela paraît élémentaire ; mais combien de gens étudient la rose des vents pour décider de l'implantation de leurs terrasses et balcon ? » Une étude du CERMA sur l'habitat pavillonnaire de Poitiers révèle que cette méconnaissance de la direction des vents dominants est la cause d'un inconfort important pour les espaces extérieurs de ces résidences.

Le CERMA a aussi participé au réaménagement d'une ancienne ferme en maison de quartier à Orvault, dans la banlieue nantaise. « Le club Nature de la Buggallière avait besoin d'une serre. Nous avons suggéré qu'il était possible de joindre l'utile à l'agréable en récupérant les apports énergétiques pour chauffer le bâtiment accolé. » Après une simulation informatique du rendement (qui sera suivie d'une vérification par mesure et enregistrement des températures), on a utilisé la serre comme système passif — sans intégration d'éléments extérieurs type capteur — pour chauffer le bâtiment central au moyen d'ouvertures : portes et fenêtres communicantes.

Il pleut sur Nantes...

La ville de Quimper a fait appel aux chercheurs nantais pour la réhabilitation d'une halle, enserrée dans le tissu urbain. Le travail en laboratoire et la simulation sur maquettes devaient permettre prochainement de répondre à ces trois questions : le maintien de cette halle à quelle incidence sur l'ensoleillement des immeubles avoisinants ? Quel apport solaire reçoit-elle ? Quel est le degré de confort pour les espaces extérieurs en cas de vent de pluie battante ?

Se protéger du vent est une chose ; vouloir à toute force en supprimer les effets en est une autre ! « S'il est nécessaire d'atténuer les bourrasques sur l'île Beaulieu, il serait stupide d'installer des pare-vent le long de la Loire. Pour les promeneurs, un quel, c'est d'abord de l'eau et de l'air. En revanche, à Rezé (banlieue nantaise) les habitants de la Cité radieuse se plaignent du vent continu qui s'engouffre sous l'immeuble. Le Corbusier voulait que ses fameux pilotes soient un lieu de rencontres...

Les chercheurs peuvent bien s'ingénier à protéger les bâtiments et leurs occupants de la pluie et du vent. Pourtant, dans les régions Bretagne-pays de Loire, ces données climatiques ne perturbent pas la vie de la population. Un dossier du CERMA sur l'habitat traditionnel en Loire-Atlantique constate qu'aucun dispositif contre la pluie, fréquente ici, n'a été envisagé au moyen d'avent, débord de toiture, etc. Quand « il pleut sur Nantes », les parapluies fleurissent et les Nantais « prennent l'eau » sans aucun problème, contrairement aux gens du Sud qui ne mettent plus le nez dehors ! En revanche — cela s'est encore vérifié cet hiver — 5 centimètres de neige font cesser immédiatement toute vie sociale et économique. Les bus ne circulent plus, écoles et administrations ferment tôt, pas un chat dans les magasins désertés. Comment dans ce cas imposer un avis

normatif et niveler toute différence ?

Par leur implantation locale et leurs contacts quotidiens avec des étudiants qui seront amenés à travailler en milieu rural (25 % des diplômés de Nantes interviennent dans le cadre de l'aménagement du territoire agricole), les membres du CERMA ne se bornent pas à l'étude de l'espace urbain. L'architecture des villes et celle des campagnes : deux axes de recherches menées conjointement, aux interférences multiples. « Nous avons déjà évoqué le dossier sur l'habitat traditionnel dans le département, mais l'équipe animée par Philippe Duboy s'intéresse, dans la même optique, au patrimoine architectural nantais. »

Analyse des différents plans d'alignement, embellissement ou extension de la ville et interpellation des pouvoirs publics sur le caractère sélectif de certaines

décisions : On classe les châteaux, les églises, parce que ce sont de « beaux restes », mais on s'empêche d'empêcher les constructions insuffisamment vieilles. Dans peu de temps, on ne retrouvera plus de traces de l'habitat ouvrier du début du siècle ! » Pour ne « Manufacture des tabacs », habilitée, combien de maisons individuelles ou de petites entrées abandonnées aux bulldozes ! On n'hésite pas à raser l'« espace travail » : pour retrouver les stigmates du mouvement ouvrier — l'un des principaux repères historiques et politiques de cette région — il ne restera bientôt plus que les photos et les documents du Centre de la mémoire ouvrière qui vient de s'ouvrir à Nantes. ■

(1) CERMA, rue de la Bourgonnière, 44000 NANTES, Téléphone : (40) 59-43-24.

CRIBLE

par Annie Satlle

REPÈRES

Les entreprises et le changement socioculturel

Un séminaire a réuni les 25 et 26 janvier 1982 à Zurich les principaux partenaires européens et nord-américains de l'Institut de recherches internationales sur le changement socio-culturel (RISC) et leurs clients internationaux. Il apparaît clairement, à l'issue de ce séminaire, que les pays d'Europe se rassemblent beaucoup plus par les changements qu'ils vivent en commun que par leur physiologie actuelle. Des sessions de travail ont traité en profondeur de domaines spécifiques : affaires publiques, attitudes à l'égard des problèmes de santé, planification stratégique et scénarios, marketing et publicité, innovation, relations sociales. Comme l'a souligné Alain de Vulpian, en tirant les conclusions du séminaire, « les entreprises ont connu dans les années 1930-1960 la révolution du marketing ; elles vivent aujourd'hui une seconde révolution qui n'a pas encore de nom et qui les conduit à prendre en compte un nombre croissant de variables externes dans un environnement beaucoup plus complexe ». (Le Observatoire de la COFREMCA, 14, rue Milton, 75009 Paris. Tél. 284-71-48).

Montre parlante

Une montre parlante, grâce à un synthétiseur vocal, donne l'heure à haute voix. Cette montre à quartz, six chiffres, comporte de multiples fonctions : heure, minute, seconde, jour de la semaine ainsi qu'une sonnerie-réveil. Innovation et produits nouveaux, 1, rue Paul-Houette, 92190 Meudon).

BOITE A OUTIL

Turbulence et stabilité

Marvin J. Catron et Audrey Clayton sont des « experts » américains de la prévision. Depuis 1977, ils travaillent sur les problèmes de stabilité nationale. Leurs premières analyses portaient sur les pays d'Amérique latine ; elles se sont progressivement étendues aux principaux pays du monde à la demande des gouvernements et des grandes firmes. Le Futuriste (vol. XV, n° 6) rend compte de leurs plus récents travaux. En utilisant un modèle qui leur avait déjà permis de prévoir quelques années à l'avance les troubles survenus en Iran, en Afghanistan et en Pologne, les chercheurs ont analysé les perspectives politiques, économiques et sociales de vingt-six pays à un horizon de cinq à dix ans et pour les années 90. Des pays comme le Japon, l'Italie et l'Espagne devront affronter

des périodes turbulentes, tandis que d'autres pays comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe gèreront en stabilité. La France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les quatre pays les plus stables, rejoignent à la quatorzième place au cours des cinq à dix prochaines années en raison de sa dépendance énergétique, de sa faible productivité et du manque de compétitivité de son industrie. Mais, vers la fin des années 80, elle gagnera une cinquième place, grâce notamment à sa politique nucléaire. (The Futurist, World Future Society Headquarters, 4816 St Elmo Avenue, Bethesda, MD 20814, U.S.A.).

Temps et société

La revue Temps libre a publié les actes du colloque « Temps et société » organisé en mai 1981 à Paris (UNESCO) à l'initiative de l'Association Temps libre, en collaboration avec l'École des hautes études en sciences sociales, avec le concours de l'UNESCO, de l'INRS, et de l'université de Paris-I. Cette rencontre pluridisciplinaire a réuni des chercheurs français et étrangers, engagés dans une problématique voisine dans le but de faire le point sur la question des temps et des sociétés, d'affiner l'approche méthodologique et de définir un programme de recherches et d'actions.

Dans le numéro d'automne 1981 on trouve une première série d'interviews regroupées autour des thèmes temps et perspectives ; temps, espace et communication ; temps et histoire. Dans le numéro suivant sont reprises des interventions sur temps et ethnologie ; valeurs-comportements (temps de la retraite...). Parmi les intervenants : Ignacy Sachs, René Passet-Anne Cauquelin, Isabelle Langheers, Maurice Godélier, Luc Augé, Jean-Pierre Dupuy, Joffre Dumazedier, William Grossin... (Association Temps libre, 55, rue de Varenne, 75007 Paris.)

BLOC-NOTS

Carburants à alcool

Co-organisé par Alcohol Week et par Renewable Fuels Association (l'Association des biocarburants) a lieu les 4 et 5 mars 1982 au Texas à San Antonio la première conférence tenue aux États-Unis pour explorer les possibilités d'adopter le degré d'octane de carburants grâce aux alcools, et les implications sur les raffineries, les distributeurs, l'industrie automobile, les producteurs d'alcool et tous ceux qui sont concernés par l'avenir des carburants pour l'automobile. Il y aura un compte rendu de ces journées. (Alcohol Week-P.O. Box 7187 Benjamin Franklin Station Washington, DC 20044, tél. : 00-424-9068.)

Le Guide de l'enfant de la conception à 6 ans...

LE GUIDE de l'enfant 1982

de la conception à 6 ans

grossesse, accouchement

alimentation, vie quotidienne

toutes les adresses utiles

500 jouets

100 idées de jeux

vos droits la garde la santé

2000 prénoms

sondage les nouveaux parents

388 pages en couleurs

35F chez votre marchand de journaux

...parce qu'on veut tout savoir de ceux qu'on aime.

TERRA-NOVA

UNIVERSITÉ OUVERTE pour une culture humaniste universelle

DES GROUPES DE REFLEXION ET DE RENCONTRE pour une culture mondiale polémique transnationale

Pour recevoir une documentation, écrivez à TERRA-NOVA, 68, rue de la République, 75011 PARIS, en joignant 10 timbres à 17F80

PAQUES

stage d'initiation à l'INFORMATIQUE

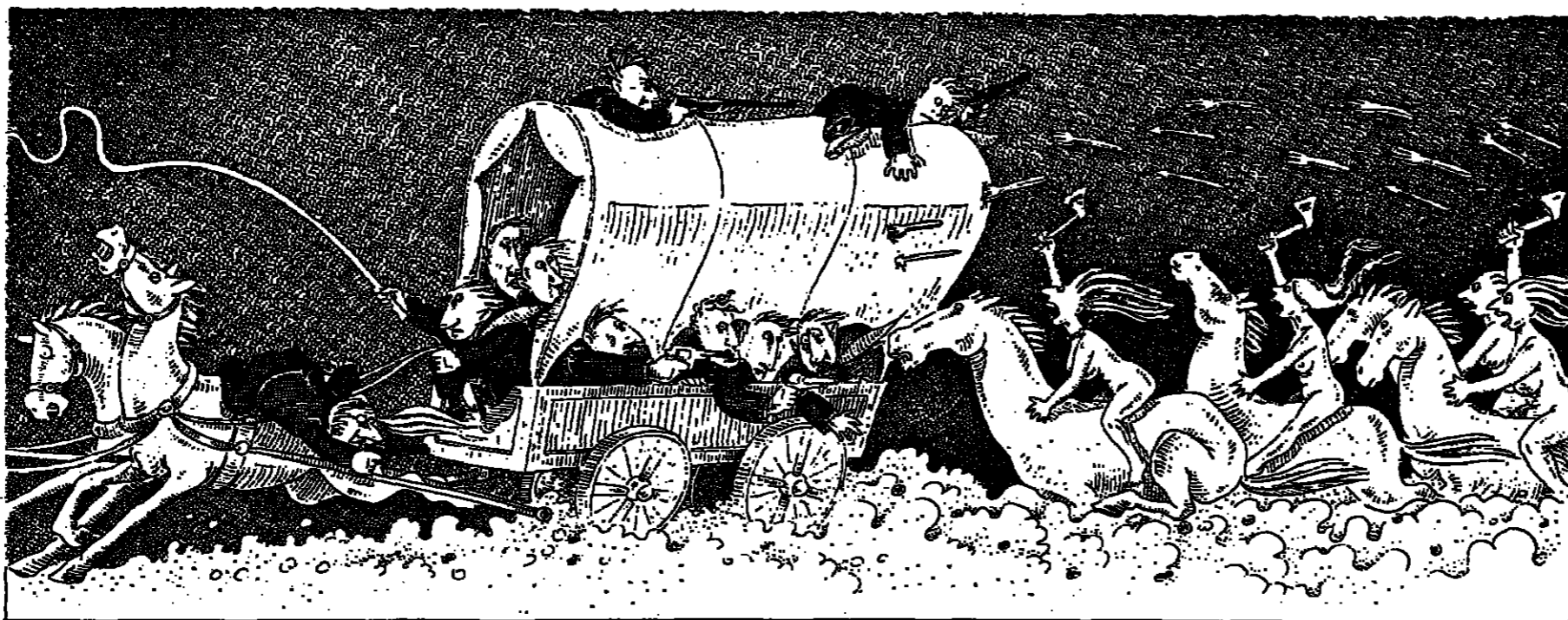
filles et garçons 10-17 ans (3 stagiaires)

LE CLUB VERT

903-50-80

Equitation, Tennis, Photo (20 km Paris, forêt Senart)

مكتبة المصطفى



CECCO.

ETRANGER

Des Américaines en colère

Là où un homme est payé 1 dollar une femme gagne 59 cents. L'égalité des droits entre les sexes n'entrera pas forcément dans la loi. D'où la grande colère des militantes.

GABRIELLE ROLIN

INCROYABLE, impensable, mais vrai ! La libération des femmes fait, en Amérique, machine en arrière à toute vitesse. Non pas seulement à cause du chômage, qui rend plus ardue la quête d'un emploi, ni parce qu'un mouvement de balancier contraint au recul celles qui auraient été trop loin. Non, la contre-offensive est menée sur le plan légal, avec l'appui, à l'instigation même, du président Reagan. Et le 30 juin, en dépit des protestations et du soutien massif de l'opinion publique, les Américains risquent d'essuyer leur plus cuisante défaite. A cette date en effet, les cinquante Etats de l'Union devront s'être prononcés sur la ratification d'une loi garan-

tissant l'égalité des droits entre les citoyens des deux sexes, l'Equal Rights Amendment (ERA). Or, cette loi, soumise une première fois au Congrès en 1973, votée par lui (à une écrasante majorité) en 1972, ne prendra valeur constitutionnelle que lorsque les trois quarts des Etats l'auront adoptée. Pour trente-cinq d'entre eux, c'est chose faite, mais il en faut trente-huit, et le dernier bastion oppose une résistance farouche. Or une loi qui ne figure pas dans la Constitution reste fragile, inefficace, susceptible d'être violée ou « tournée » par l'adversaire.

Mais enfin, s'étonnera-t-on la touriste débarquant à New-York, n'avez-vous pas reconnu les droits de l'homme avant même les Français ? Livré et gagné la guerre de Sécession pour imposer l'égalité entre les citoyens ?

Entre les citoyens, certes. Mais qui vous parle de pas confondre l'abolition de l'esclavage et l'émancipation des femmes. Ignorées des « pères fondateurs » de la République, des législateurs, des leaders politiques, elles n'ont « mis le nez à la fenêtre » qu'après 1920 et l'obtention du droit de vote. Encore ne s'agit-il que d'un petit bout de nez. N'en déplaise au cinéma et à la littérature, qui ont popularisé l'image de la vaillante pionnière, de la vamp tondeuse d'hommes ou de la redoutable « Mum » réduisant son fils en esclavage, la plupart des Américaines sont réduites au rôle de figurantes et picorent, en marge du banquet, les miettes de la société d'abondance. A preuve : la différence des salaires. Quand un Américain gagne 1 dollar, une Américaine doit se contenter de 59 cents. Quel que soit le domaine : finance, commerce, administration, industrie, presse, les mâles tiennent les clés du pouvoir. Voyez les statistiques. En 1960, 52 % des salariées exerçaient l'une des quatre activités suivantes : employée de bureau, vendeuse, coiffeuse ou serveuse. Vingt ans plus tard, ce pourcentage atteint encore 47 %. En 1960, on recensait 5 % de femmes à la tête d'une entreprise. Aujourd'hui, elles sont 6 %.

Theda et la toge

La faute à qui ? D'abord à l'école et celle du foyer. Des deux côtés de l'Atlantique, les préjugés ont la peau dure. On reprochera à la forte en thème de faire parade de son intelligence, à la conquérante de manquer de sensibilité. On rognera, dès le berceau, les ailes des amazones. A quoi bon devenir une bête à concours si vos diplômes ne servent qu'à tapiser votre chambre ? L'Université elle-même répu- gne à engager les lauréates formées en son sein.

Prenez le cas de Theda Skocpol, trente-trois ans, sociologue, auteur d'un ouvrage, *Les Etats et les Révolutions sociales*, qui fut couronné par l'association de sociologie américaine. Après dix ans d'enseignement à Harvard, elle postula la *tenure*, c'est-à-dire une chaire inamovible de professeur de faculté. A sa vive stupeur, au grand scandale de ses élèves et de certains de ses collègues, l'université rejeta sa candidature. Elle aurait été l'unique femme à siéger parmi les onze membres de la faculté de sociologie ! Bien sûr, cet argument n'a pas été invoqué. On a prétendu que Theda était trop jeune, qu'elle manifestait de fâcheux penchants marxistes, qu'il convenait d'attendre son second, voire son troisième livre. Refusant de s'avouer vaincue, la recalcée contre-attaque et menace de porter plainte, menace théorique puisque la preuve de la discrimination se révèle extrêmement difficile à établir devant les tribunaux. Mais, redoutant la publicité d'un procès, le président de Harvard a promis de

« reconsidérer la question avant mars 1984 ».

Pour une Theda Skocpol, combien capituler de guerre lasse ? La moyenne nationale des femmes universitaires possédant la fatidique *tenure* plafonne à 10 %, et, à Harvard, on ne trouve que 12 femmes pour 353 hommes ! Qui s'étonnerait, face à de tels chiffres, qu'il y ait quatre fois moins d'étudiantes que d'étudiants pour aller jusqu'au doctorat ?

La discrimination, que pratiquent les milieux universitaires, sévit plus ouvertement encore dans les entreprises privées (pas une seule femme à la tête des 1 000 plus importantes affaires américaines), et dans l'administration (93,4 % des hauts fonctionnaires sont des hommes). Que le président Reagan ait nommé une juge à la Cour suprême n'y change rien. Au contraire, c'est l'alibi, l'exception qui permet de rendre la règle plus rigoureuse encore. Ex pour commencer : de limiter la portée de l'Affirmative Action. Cette mesure, adoptée par le président Johnson, réservait les contrats de l'Etat aux entreprises qui s'engageaient à recruter équitablement dans les deux sexes. Elle pénalisait donc les patrons discriminatoires. Mais, estimant qu'elle enfreignait la liberté de choix, le président Reagan a autorisé les petites et moyennes entreprises (comptant moins de 250 employés) à s'en tenir aux critères d'engagement qui leur convenaient.

L'esprit rétro gagne tous les terrains. A Washington, certains députés et sénateurs préparent une nouvelle loi qui, sous le titre Human Life Amendment ren-

draît criminelles la plupart des interruptions volontaires de grossesse. Déjà les assurances et les mutuelles ne sont plus obligées d'en rembourser les frais. Et un certain docteur Koop, que Reagan s'approprie à nommer à la tête de l'ordre des médecins, assure que « l'innocence et la pilule retard sont à proscrire, car elles affectent l'ovule fertilisé ».

Aux armes, citoyennes !

La vieille Amérique sexiste, raciste et puritaine, à le vent en poupe. Emergent de leur grand Lac salé, les mormons rappellent que « Dieu a créé l'homme et non la femme à Son image » et que l'égalité des salaires contrarie la volonté divine. De leur côté, la Moral Majority et la National Federation for Decency dénoncent les abus auxquels conduirait l'« unisexisme ». A les en croire, par exemple, les toilettes pour dames seraient menacées de disparition ! Une telle campagne porte ses fruits puisque du Nevada aux Carolines, quinze Etats refusent de ratifier l'amendement sur l'égalité des droits. L'augmentation du chômage durcit les égoïsmes. S'il n'y a de travail que pour un, ne revient-il pas au chef de famille ? Mais s'il n'y a pas de famille ? Si la femme, veuve, divorcée, célibataire doit se nourrir seule, comme, par exemple, 85 % des divorcées qui ne perçoivent pas de pension alimentaire ?

Conscientes du danger, des brimées qui les frappent, des femmes s'organisent. D'abord sur le plan politique. Ce sont les hommes qui ont élu Reagan (56 % de suffrages masculins), ce sont les femmes qui espèrent

le battre. Selon un sondage Harris, 52 % d'entre elles voteront démocrate aux prochaines élections. Mais elles boycotteront indistinctement tout candidat qui ne se sera pas prononcé en faveur de l'égalité des droits. A l'approche du fatidique mois de juin (dernier délai pour la ratification), les mouvements féministes redoublent d'effort... sans pour autant afficher d'optimisme.

« Mieux vaut ne pas se bercer d'illusions, nous a dit Phyllis Segal, jeune juriste de NOW (National Organisation for Women), qui rassemble plus de 150 000 membres ; si nous échouons, il faudra tout de suite repartir à l'attaque. L'opinion publique ne comprendra pas que des groupes de pression basent ce principe élémentaire de justice : à travail égal, salaire égal. 62 % de la population, hommes et femmes confondus, y souscrivent. Grâce à l'argent que nous envoient les sympathisants nous pouvons nous payer du temps à la télé et rectifier le tir des médias qui sont aux mains des hommes. Mais l'ERA n'est qu'un point de départ, et l'opposition qu'elle rencontre révèle l'étendue, la profondeur des préjugés sexistes. C'est toute une série d'attitudes, de conduites, qu'il importe de modifier. Et pas seulement chez les hommes. Nombre de femmes s'imaginent s'émanciper en les imitant. Voyez les strip-teases mâles réservés à la clientèle féminine. On caricature l'égalité pour mieux lui tordre le cou. »

La revendication d'égalité, vous la rencontrerez à chaque coin de rue, vêtue d'un T-shirt vert sur lequel s'éclatent en lettres blanches, ce slogan : « Un homme de qualité n'a rien à craindre d'une femme de qualité ». Le business qui a du flair inonde le marché de produits frappés du sigle de l'ERA, de boutons portant le chiffre 59 cents, symbole de la discrimination des salaires, et de petites culottes imprimées du message suivant : « Une femme libérée en vaut deux ». Pas un gadget pour défendre la suprématie masculine ! C'est bon signe. Mais elle opère en coulisse, invoquant le chômage, l'augmentation des divorces (plus d'un couple sur trois), les ravages de la délinquance juvénile, pour renvoyer les femmes à la maison. « Ce n'est pas le moment », répètent économistes et sociologues, mâles bien entendu. Depuis deux siècles et demi, ce n'est jamais le moment de reconnaître que le sexe faible vaut le fort. Que fait donc la statue de la Liberté, censée éclairer le monde à l'entrée du port de New-York ? Si 1982 marque un nouveau délai, qu'elle aille se rhabiller... en homme évidemment.

La nuit des bêtes

(Suite de la page XVI.)

De cela, donc, je ne dirai rien, et rien non plus sur les coups de feu éparés qui ponctuent la nuit entre les éclats de rire, les musiques d'orchestre, les pétards, les *Marseillaises* hurlées et les actions de grâce énoncées — ces coups de feu vengeurs qui réduisent la nuit des bêtes à une nuit sans bêtes, en vertu de la loi non écrite selon laquelle hommes et animaux ne peuvent pas exister ensemble, ou seulement les uns comme chasseurs et les autres comme chassés, les uns comme vivants et les autres comme victimes.

Je ne dirai rien non plus de l'après-d'Annoine, dont le sort est sans doute de mourir dans l'année, de son cancer, à l'hôpital Nord qu'il devra regagner avec l'aube, et rien de Clotilde, qui préférerait qu'on l'appelât Clo, et qui ira retrouver ses parents, qui ne sont pas forcément cons mais sont en tout cas des parents.

Certes, je pourrais en dire plus sur Bastien, sur cette aube lavée qu'il traverse dans un songe, sur la manière dont

il pleura longtemps, agoulu devant le corps mutilé d'un guépard, animal en voie de disparition, à l'angle de la rue Jean-Moulin et du boulevard Sébastien-Bottin. Mais justement je m'appelle Bastien. Et discuter sur quelqu'un qui porte le même nom que moi ne me tente pas : à travers les mots, probablement ne trouverais-je que d'autres amertumes...

Je préfère abandonner Bastien à l'angle de la rue Moulin et du boulevard Bottin, Bastien dont la main est crispée dans la fourrure chaude et rêche du guépard encore chaud, Bastien qui s'apprête à retrouver son piano, ses maîtresses interchangeables, ses romans inachevés, Bastien, dont la vie désormais est suspendue à cette attente : la prochaine alerte, peut-être la bonne.

★ Spécialisé dans le fantastique et la science-fiction, Jean-Pierre Andrevon a publié deux nouvelles dans *Le Monde Dimanche* : « L'aube » (20 janvier 1980) et « Il » (2 novembre 1980). Son dernier roman *Cauchemar... Cauchemars !* vient de paraître aux éditions « J'ai lu ».

L'ÉTÉ TONIQUE

Découvrir Val-d'Isère l'été, c'est goûter le plaisir des balades sur les sentiers des contrebandiers, les délices du ski d'été, pour 50 F par jour.

C'est smasher avec les champions, galoper, pêcher, bronzer, éclater de santé.

C'est apprendre à respirer en admirant la faune et la flore sauvages de la Vanoise et du Grand Paradis.

Val-d'Isère, c'est le bel été de la montagne, la montagne du bonheur.

Venez et vivez un été tonique.

Val d'Isère

Office du Tourisme, B.P. 28, 73150 VAL-D'ISÈRE. Tél. 16 (79) 06.10.83 - Tél. 980 077 F

Adressez-moi la documentation sur Val-d'Isère l'été et sur les stages pour adultes et pour enfants : balades, safari photos, montagne, ski d'été, tennis, équitation, musique ancienne et chant choral.

Adresse _____

Nom _____ N° _____ Ville _____ Code postal _____

X

DOSSIER

La population de la France

La France est depuis trois ans en tête des pays d'Europe occidentale pour le nombre des naissances. Pourtant la reprise de la natalité ne s'est pas confirmée en 1981. Et le vieillissement démographique commence à se manifester : la proportion des moins de vingt ans dans la population est désormais inférieure à 30 %... comme en 1936.

JEAN-MARIE DUPONT

FÉCONDITÉ : des comportements homogènes

Pour la deuxième année consécutive, la France a enregistré en 1981 plus de 800 000 naissances (803 000 selon les premières estimations de l'INSEE). Ce chiffre est supérieur à ceux de l'Allemagne fédérale, de l'Italie et du Royaume-Uni, pays pourtant plus peuplés. Dans l'Europe des Dix, la France, qui, avec 54 millions d'habitants, représente un peu moins de 20 % de la population totale, a assuré 23,5 % des naissances.

Ceux qu'inquiète le déclin démographique ne sont pas rassurés pour autant. La reprise de la natalité qui s'était amorcée vers le milieu de l'année 1978 — après une baisse brutale de 100 000 naissances entre 1973 et 1975 — ne s'est pas confirmée en 1981, malgré les apparences. Si la hausse constatée à la fin de dernier trimestre de 1980 s'était poursuivie au même rythme l'an dernier, on aurait enregistré 820 000 naissances (1). En fait, la tendance s'est à nouveau inversée.

En outre, et bien que le chiffre des naissances soit le plus élevé enregistré en France depuis huit ans, il demeure insuffisant pour assurer le simple remplacement des générations. L'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,96 enfant par femme comme en 1980. Ce qui signifie que 100 femmes âgées de quinze à quarante-quatre ans ont donné naissance à 196 enfants : 100 garçons et 96 filles (de façon constante, il naît, en effet, un peu plus de garçons que de filles). Compte tenu de la mortalité infantile et juvénile, on peut estimer que 94 filles atteindront l'âge d'avoir elles-mêmes des enfants ; si la fécondité aux différents âges constatée en 1981 ne se modifie pas, la génération actuelle ne sera donc remplacée qu'à 94 %. Il aurait fallu 60 000 naissances de plus l'an dernier pour atteindre le taux conjoncturel de fécondité (2,10) estimé nécessaire pour assurer le simple remplacement des générations. Entre 1975 — année où pour la première fois depuis la libération l'indicateur conjoncturel de fécondité est passé sous le seuil de 2,10 — et 1981, le « déficit » des naissances est de l'ordre de 600 000.

La chute de la fécondité, qui a commencé avec une étonnante simultanéité dans tous les pays d'Europe occidentale en 1964, a longtemps été « cachée » en France par une pyramide des âges très jeune : l'augmentation du nombre des femmes en âge d'avoir des enfants, issues du « baby-boom » d'après-guerre, a, en grande partie, compensé jusqu'en 1973 la diminution du nombre de naissances par femme.

Cette chute n'est pas le résultat d'un refus de l'enfant par une so-

ciété victime d'une urbanisation folle et gagnée par le prurit de la consommation, comme on l'a affirmé parfois, pas plus qu'elle n'est la conséquence du développement des moyens modernes de contraception ou de la libéralisation de l'avortement qui lui sont postérieurs. Elle traduit une homogénéisation des comportements autour du modèle familial à deux ou trois enfants.

Phénomène culturel

Jamais dans l'histoire démographique contemporaine de la France le nombre de familles sans enfants et le nombre de familles très nombreuses n'ont été aussi faibles. Au début du siècle, un couple sur quatre n'avait pas d'enfants ; au cours de la dernière décennie, on ne trouvait plus qu'un couple sur dix dans cette situation. Mais, simultanément, le nombre des couples ayant quatre enfants s'est effondré et celui des familles de trois enfants a fortement baissé. Ainsi, en 1960 comme en 1910, 23 % des couples avaient quatre enfants ou plus ; en 1970, avant même que la baisse de la natalité ne devienne sensible, ils n'étaient plus que 14 %. En 1965, une naissance sur trois s'est produite dans des familles ayant déjà deux enfants ou plus ; en 1976, année où le nombre des naissances a été le plus faible (720 000), une sur six. Autre exemple encore, le nombre d'enfants de rang 3 (c'est-à-dire la troisième naissance dans une famille) et au-delà a diminué de moitié entre 1969 et 1976 : de 246 900 à 123 100, ce qui correspond exactement à la baisse de la natalité entre ces deux dates.

Cette évolution est-elle irréversible ? Tout porte à le croire ; les écarts de fécondité entre régions et milieux sociaux tendent à se réduire, la baisse étant d'autant plus forte que le niveau de départ était plus élevé (2). Le phénomène semble d'ordre culturel. Une comparaison de l'évolution de la fécondité selon le niveau de formation est, à cet égard, éclairante. Pour les générations nées entre 1915 et 1919, la courbe du nombre moyen d'enfants représentait un « U » presque parfait : les femmes sans diplôme ont eu 2,8 enfants, celles qui avaient le certificat d'étude, 2,4 ; le point bas était atteint par les femmes ayant un niveau voisin du B.E.P.C. (2,2) ; la courbe remontait ensuite avec les bacheliers et retrouvait son point haut avec les diplômées d'études supérieures, qui avaient exactement la même descendance moyenne que les sans-diplômes (2,8 enfants).

Au fil des générations, cette courbe s'est déformée pour pre-

dre d'abord la forme d'un « J » inversé et maintenant celle d'un « L ». La baisse de la fécondité ayant été beaucoup plus forte chez les femmes possédant un diplôme d'études supérieures que chez celles qui n'ont aucune formation. Tout se passe comme si la baisse de la fécondité se propageait par imitation en commençant dans les milieux où le niveau culturel est le plus élevé.

Le développement de l'enseignement a accéléré cette évolution : près de 30 % d'une classe d'âge de filles obtiennent aujourd'hui le baccalauréat, au lieu de 4 % en 1950. Disposant d'un niveau de formation plus élevé, les femmes sont entrées massivement dans la vie professionnelle et tendent à y rester même lorsqu'elles deviennent mères de famille. En 1968, la moitié des femmes âgées de vingt-cinq à vingt-neuf ans et élevant un enfant de moins de deux ans occupait un emploi ; en 1975, c'étaient les deux tiers de cette catégorie. Désormais, la moitié des mères de deux enfants restent actives entre trente et trente-quatre ans. Ce désir de concilier maternité et vie professionnelle, que la montée du chômage n'a pas découragé, s'il demeure réalisable avec deux enfants, devient plus difficile avec trois et quasiment impossible au-delà.

Autre phénomène marquant depuis le début des années 70 : le ralentissement du rythme de constitution des familles. Les jeunes cohabitent une ou plusieurs années. Une fois mariés, ils ont tendance à retarder l'arrivée du premier enfant, surtout s'ils sont d'un milieu socio-culturel élevé. La femme ayant un bon niveau de formation cherche à commencer une carrière intéressante et le couple à vivre des relations sociales diverses, à « profiter de la vie » sans être entravé par un enfant. Ainsi la fécondité des moins de vingt-quatre ans n'a cessé de baisser au cours des années 70 pour se concentrer dans la période vingt-cinq à trente-quatre ans. Elle a également diminué au-delà de trente-cinq ans, et rien ne permet de penser que la génération actuelle des jeunes cherchera à compenser demain le retard pris aujourd'hui dans la constitution de sa descendance.

Les procédés modernes de contraception utilisés par plus de la moitié des femmes en situation d'avoir des enfants (au lieu de 10 % en 1970) permettent aux couples de mieux mettre en accord leurs souhaits avec la réalité. Et toutes les enquêtes concordent pour montrer que le souhait dominant est aujourd'hui « celui d'une famille restreinte à deux ou trois enfants, deux plutôt que trois, surtout parmi les jeunes générations en âge précisément de constituer leur descendance » (3).

Certes, la reprise de la natalité entre 1978 et 1980 a été marquée par une très légère hausse des naissances de rang 4 et plus : 47 000 contre 45 000, deux ans plus tôt. Mais 37 % de ces naissances sont intervenues dans des familles d'immigrés alors qu'au total celles-ci assurent 11 % de la natalité française. En outre, ce chiffre demeure très éloigné de celui de 1960, année durant laquelle on a enregistré 170 000 naissances dans des familles ayant déjà trois enfants.

Un nombre idéal

En revanche, la remontée des naissances de rang 3 est plus sensible : de 76 300 en 1978 à 103 400 en 1980 (au lieu de 130 000 au début des années 60). On est tenté de l'approcher des résultats des enquêtes par sondage menées régulièrement par l'INED (Institut national d'études démographiques) sur la dimension idéale de la famille. Pour la première fois depuis longtemps, en 1978, une majorité de personnes interrogées (51 % exactement) estimaient que le nombre idéal d'enfants pour un couple était de trois, 36 % se prononçant pour deux enfants et 2 % pour un ou zéro. En outre, la proportion des partisans des familles de trois enfants ou plus (62 %) était du même ordre que celle des personnes interrogées en 1947, c'est-à-dire à l'aube du « baby-boom » (63 %). Au total, l'idéal exprimé correspondait à 2,7 enfants par femme.

Faut-il voir dans ces données la confirmation de la thèse souvent soutenue par les natalistes, selon laquelle les Français désirent plus d'enfants qu'ils n'en ont en réalité et que ce sont des obstacles matériels (argent, logement, crèches, etc.) qui les empêchent de

réaliser leurs aspirations ? Les résultats de la même enquête faite en 1979 invitent d'abord à la circonspection : ceux qui fixent à trois enfants et plus la dimension idéale de la famille ne sont plus que 50 % (au lieu de 62 % l'année précédente) et les partisans de zéro ou un enfant trois fois plus nombreux. Mais surtout MM. Alain Girard et Louis Rousset, qui ont réalisé pour l'INED de nombreuses enquêtes sur le nombre idéal d'enfants, estiment que « rien n'autorise à assimiler, comme on le fait à tort, dimension idéale de la famille et nombre d'enfants désirés ».

Vieillesse

« La dimension idéale, écrivent-ils, est une image collective correspondant à un modèle précis du souhaitable à un moment donné, dans un contexte donné. Les comportements, quant à eux, tout en se rapprochant du modèle collectif, reflètent les préférences individuelles ou tiennent aux circonstances particulières où se trouvent placés les ménages » (3). Ainsi les préférences exprimées, dans les enquêtes, pour une famille à enfant unique ou sans enfants sont presque inexistantes, contrairement à ce qui se passe dans la réalité. Il y a donc tout lieu de s'attendre que le nombre moyen idéal d'enfants soit supérieur au nombre moyen effectif.

La baisse de la natalité est encore peu ressentie dans l'opinion publique. D'une part, le nombre des naissances reste très supérieur à celui des décès (de 250 000 environ au cours de chacune des deux dernières années) ; la population française continue donc de s'accroître, malgré un solde migratoire nul, alors qu'elle diminue depuis plusieurs années dans des pays comme la République fédérale d'Allemagne ou l'Autriche. D'autre part, la proportion des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (13,5 %) diminue du fait de l'arrivée progressive à cet âge des générations creuses 1915-1919. Au total, donc, la charge des enfants et des personnes âgées qui pèsent sur les adultes diminue et continuera à diminuer en toute hypothèse jusqu'en 2005. Comme l'écrit M. Jacques Desabie, inspecteur général de l'INSEE, « du point de vue éroit, statique et strictement hédoniste, ne se dégage aucun appel en faveur de la croissance. Bien au contraire, provisoirement mais pendant fort longtemps, une faible natalité apparaît payante » (4).

Pourtant, le vieillissement se manifeste déjà dans la structure par âge de la population : les moins de vingt ans représentent désormais 29,9 % de la population totale (au lieu de 33,8 % en 1968) ; on retrouve ainsi, pour la première fois depuis la libération le niveau de 1936. Quelle que soit l'évolution de la fécondité dans les prochaines années, on assistera, à partir de 2006, à une très forte montée des plus de soixante ans et à une diminution corrélatrice du nombre des vingt-cinq-ans.

Comme l'ont écrit les auteurs du rapport sur l'état de la France : « On peut sans risque prévoir qu'à cette date (2006) se produira une nouvelle discontinuité démographique au moins aussi importante que celle de 1964 : ce sont en effet les générations peu nombreuses de la présente décennie qui devront supporter les retraites des classes très pleines du « baby-boom » d'après-guerre » (5). Une façon de rappeler l'extraordinaire inertie des phénomènes démographiques : la baisse actuelle de la fécondité laissera des marques indélébiles sur la pyramide des âges jusqu'au milieu du siècle prochain.

(1) Bulletin mensuel de statistique, INSEE, janvier 1982.
(2) Voir notamment l'Enquête démographique et les études de démographie régionale faite par M. Jean Legrand, Association pour la recherche et l'information démographiques (A.P.R.I.D.), 12, rue Beccharia, 75012 Paris.
(3) « Dimension idéale de la famille, fécondité et politique démographique », par Alain Girard et Louis Rousset, dans Population, novembre-décembre 1981. Institut national d'études démographiques (INED), 27, rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14.
(4) « Réflexions sur le vieillissement de la France » dans Population et avenir, janvier-février 1982, édité par l'Alliance nationale contre la dépopulation, 35, rue Marbeuf, 75008 Paris.
(5) Rapport de la commission Bloch-Lainé sur « La France en mai 1981 - Forces et faiblesses », chap. XIV, Documentation française.

NUPTIALITÉ : une double remise en cause

Baisse accélérée du nombre des mariages, augmentation de celui des divorces, accroissement sensible des naissances dites illégitimes : ces trois éléments, qui marquent la décennie 1970-1980, traduisent à l'évidence un changement de comportement des jeunes générations.

Jusqu'au début des années 70, l'âge moyen au premier mariage diminuait régulièrement, et la fréquence finale des unions correspondait à moins de 10 % de célibataires à cinquante ans chez les femmes et à 14 % chez les hommes. Depuis une dizaine d'années, la tendance s'est radicalement inversée : l'âge moyen au premier mariage s'est élevé (il est actuellement supérieur à vingt-cinq ans chez les hommes et à vingt-trois ans chez les femmes), et, surtout, le nombre annuel des mariages n'a cessé de baisser pour atteindre 315 000 en 1981, c'est-à-dire 20 000 de moins que l'année précédente et 100 000 de moins qu'en 1972.

Les démographes ont d'abord analysé cette évolution comme un « retard de l'âge au mariage » dû au développement de la cohabitation juvénile. Une enquête menée auprès de deux mille cinq cents jeunes de dix-huit à vingt-neuf ans qui se sont mariés en 1976-1977 révélait que 40 % d'entre eux avaient vécu ensemble avant de passer à la mairie.

Mais la poursuite de la baisse de la nuptialité pendant près de dix ans montre, à l'évidence, qu'il ne s'agit plus seulement de ce que les démographes appellent un « phénomène de calendrier ». C'est l'institution même du mariage qui paraît mise en cause. D'ailleurs, on assiste ces dernières années à une augmentation sensible des naissances dites illégitimes, c'est-à-dire intervenant hors mariage : 91 000 en 1980, soit 22 000 de plus qu'en 1978 ; elles représentent désormais plus de 11 % des naissances contre moins de 6 % dans les années 60.

Le maintien des taux actuels de nuptialité signifierait qu'un tiers des Français ne se marieraient pas. Cette proportion ne sera certainement pas atteinte, car un certain nombre de couples finiront,

pour une raison ou une autre, par légitimer leur union. N'a-t-on pas déjà constaté, ces dernières années, une augmentation du taux de nuptialité à vingt-huit-trente ans ? (1). Néanmoins, la baisse de la fréquence finale des mariages dans les générations nées après 1950 est quasi certaine.

L'accroissement simultané du nombre des divorces n'est d'ailleurs pas de nature à valoriser chez les jeunes l'image du mariage. Les ruptures d'union ont doublé en dix ans, pour atteindre 90 000 en 1979. Elles ont tendance à intervenir de plus en plus tôt dans le mariage. Et le phénomène ne paraît pas encore avoir atteint toute son ampleur : très répandu dans certains départements de la région parisienne et de la Provence-Côte d'Azur, où les taux sont une fois et demie plus élevés que la moyenne nationale, le divorce l'est beaucoup moins dans les cantons ruraux du Massif Central et de l'ouest de la France. Or il est fort probable que dans ce domaine, comme dans la plupart des changements de comportement, on assistera au cours des prochaines années à un processus d'uniformisation. Va-t-on, comme la Suède et les États-Unis, vers des proportions de divorces représentant jusqu'à 25 % des mariages, voire plus ? « Cela n'est pas entièrement exclu », écrit M^{me} Brigitte Munoz Perez dans une récente étude sur le Divorce en France (2), bien qu'elle croie plus probable des proportions de l'ordre de 18 % (au lieu de 12 % chez les couples formés après la guerre).

La double remise en cause du mariage, par la cohabitation libre et par le divorce, paraît irréversible.

(1) Dixième rapport sur la situation démographique de la France, 1981. Préparé et diffusé par l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14.
(2) Le Divorce en France, collection de l'INSEE (volumes D85 et D86). Cité dans Population et Sociétés, bulletin mensuel de l'INED, n° 155, février 1982. Voir aussi l'enquête de Christiane Chombeau : « La montée du divorce », dans Le Monde des 6, 7, 8 et 9 janvier 1982.

MORTALITÉ : des inégalités sensibles

La mortalité reste relativement stable en France, le nombre annuel de décès oscillant depuis quinze ans entre 542 000 et 560 000. Le chiffre enregistré en 1981 (558 000) est sensiblement plus élevé que les années précédentes, en raison d'une épidémie de grippe survenue au premier trimestre.

Pourtant, plusieurs éléments originaux sont à mettre en valeur.

● La baisse de la mortalité infantile est considérable. Pour la première fois elle a atteint un taux inférieur à 10 pour 1 000 : 6,3 décès à moins d'un mois pour 1 000 naissances vivantes et 3,5 décès entre un mois et un an. Ce taux était de 71 pour 1 000 avant la guerre, et de 36 pour 1 000 au début des années 60. La France, qui approche désormais les taux les plus bas du monde, qui sont ceux des pays nordiques (environ 7 pour 1 000 en Suède, 8,5 pour 1 000 au Danemark et aux Pays-Bas). Elle devance largement le Royaume-Uni (11,9 pour 1 000) et l'Allemagne fédérale (12,6 pour 1 000).

● L'espérance de vie à la naissance a fortement progressé en un demi-siècle du fait, notamment, de la baisse de la mortalité infantile. Elle était en 1930 de 54 ans pour les hommes et de 59 ans pour les femmes ; elle est aujourd'hui respectivement de 70,2 et de 78,5. L'espérance de vie pour les hommes en France est parmi les plus élevées du monde.

● La surmortalité des hommes continue de croître. L'écart d'espérance de vie à un an (après avoir éliminé les effets de la mortalité infantile) entre les hommes et les femmes était de 6,6 ans en 1962, de 7,3 ans en 1968 et de 8,1 ans en 1980. Il s'est donc accru alors même que le rapprochement des modes de vie entre les sexes pouvait laisser espérer une évolution inverse. Les accidents de la circulation causent trois fois plus de décès entre 15 et 24 ans chez les hommes que chez les femmes, et deux fois plus entre 25 et 64 ans. L'alcoolisme et le tabagisme jouent vraisemblablement un rôle important dans la

surmortalité masculine, très forte aussi entre 55 et 70 ans.

● L'inégalité sociale devant la mort reste très forte. Les trois grandes causes de la mortalité sont les maladies de l'appareil circulatoire (37 % des décès), nettement prépondérantes à partir de 65 ans, les tumeurs (23 %) et les accidents et morts violentes (8,8 %). Mais l'INSEE (Institut national de la santé et de la recherche médicale) note de grandes variations selon les catégories socioprofessionnelles (1). Ainsi, la mortalité par cancer entre 35 et 44 ans est quatre fois plus forte chez les ouvriers et les employés que chez les industriels et les gros commerçants.

De façon plus générale, le risque de décès chez les manœuvres, pour quelque cause que ce soit, est à 35 ans quatre fois plus élevé que chez les instituteurs, catégorie la mieux placée. A 35 ans, le manœuvre a devant lui une espérance de vie de 32,9 ans, l'ouvrier qualifié de 36,5 ans, le cadre supérieur de 40,5 ans et l'instituteur de 40,9 ans (2).

● Les disparités régionales sont plus fortes chez les hommes que chez les femmes. Pour les premiers, l'écart d'espérance de vie est de 6,2 ans selon qu'ils habitent le Gers (71,4 ans) ou le Morbihan (65,2 ans). Pour les secondes, il n'est que de 4,1 ans entre l'Indre-et-Loire et les Alpes-Maritimes (78,1 ans) et le Nord (74 ans). La mortalité est dans l'ensemble plus forte dans le Nord, le Nord-Est et la Bretagne, et plus faible en Midi-Pyrénées et Provence-Côte d'Azur. Des différences apparaissent aussi selon la résidence urbaine ou rurale : l'urbanisation est favorable aux catégories globalement privilégiées (l'instituteur urbain a une mortalité encore plus faible que son collègue rural) et défavorable aux catégories défavorisées (le manœuvre de la région parisienne a une mortalité plus forte que celui travaillant en milieu rural).

(1) La Santé publique et l'épidémiologie, 1982, INSEE, 101, rue de Tolbiac, 75654 Paris cedex 13.
(2) Roland Prestat, Colloque national de la démographie française, juin 1980. Diffusé par l'INED.

d'autres prêt à répondre : de quoi donc fut tissée, parmi l'essor général des économies occidentales, la spécificité des succès français ? Chez nous, comme partout ailleurs, l'essor collectif naquit d'un mélange de trois aspirations conjuguées : l'équilibre des ensembles économiques - minimisant les conséquences des soubresauts conjoncturels et conjurant la peur de manquer, - la croissance du bien-être et la justice sociale. Ce sont, nous dit Kuisel, les proportions respectives de ces ambitions qui donnent au cas français ses couleurs particulières : les deux premières aspirations comptent moins, en France, que la prise de conscience du « retard par rapport aux autres », - inquiétude rampante à partir des années 30 et lancinante à la libération.

Le choc de la crise, fit que les Français, alors, commencèrent de mettre en doute les principes de l'ordre économique libéral, parce que ce ne fut qu'à l'extrême fin de la décennie, en 1938-1939, que le vieux système en place parut trouver en lui-même les ressources d'un redressement. Puis l'effondrement de 1940 apparut comme celui de cet ordre même, tandis que le comportement de beaucoup d'hommes d'affaires valut à l'ensemble de leur communauté un discrédit qui fit d'eux, en 1944-1945, non sans injustices individuelles, les boucs émissaires du retard collectif. Le contraste est violent avec le précédent français de 1914-1918, et surtout avec les alliés anglo-saxons, chez qui les capitalistes prirent devant l'opinion une bonne part au mérite de la victoire.

Ainsi sommes-nous conduits heureusement, dans ce champ même de l'économie, à rejeter une vision trop étroitement économique de l'histoire et à marquer la complexité des causalités, le poids de la « politique pure » et des guerres, l'influence riche et mystérieuse des mentalités collectives sur le plus matériel de nos vies. Sain rappel, en vérité, pour ces temps-ci...

(1) Richard F. Kuisel, *Capitalism and the State in Modern France. Revolution and Economic Management in the Twentieth Century*, Cambridge University Press, 1981, 346 pages. On doit d'autre part à Kuisel une des rares biographies d'un grand homme d'affaires français : Ernest Mercier, qui fut, entre les deux guerres, le principal patron du pétrole et de l'électricité. Nous avons déjà utilisé ici même son remarquable article sur la synarchie (cf. *Le Monde Dimanche*, 13 janvier 1980).

(2) C'est le titre d'un utile recueil d'articles variés publié récemment sous la responsabilité de Patrick Fridenson, *L'autre Front, 1914-1918*, Cahier du Mouvement social n° 2, les Éditions ouvrières, 1977.

(3) Rappelons l'importance d'X-crise, contre polychronisme d'études économiques, animé notamment par Gérard Bardet, Jean Cournot et John Nicoletis. Ce dernier vient de succéder, à l'occasion du cinquantième de la fondation d'X-crise, un livre mémorial intitulé *De la récence des crises économiques*, (Economica, 1982), qui contient notamment une intéressante étude historique de Gérard Bruu.

(4) Selon l'expression de Jean-Pierre Rioux dans son livre *La France de la IV^e République*, tome 1, *La peur et la Nécropole, 1944-1952*, « Nouvelle histoire de la France contemporaine », 15, Seuil, 1980, qui compile fort bien Kuisel pour cette période.

Vous vous interrogez sur l'avenir de notre société et de notre civilisation ?

3^e millénaire
EST VOTRE REVUE

en vente dans les kiosques : 25 F
et chez l'éditeur :
15, rue de Muses, 75016 Paris.

Dictionnaire du cynisme

Ces citations sont extraites du *Dictionnaire du cynisme*, établi par Roland Jaccard, illustré par Topor, à paraître chez Hachette.

AMITIÉ : « L'amitié est un contrat par lequel nous nous engageons à rendre de petits services afin qu'on nous en rende de grands. »
Montesquieu.

AMOUR : « Il est évidemment bien dur de ne plus être aimé quand on aime, mais cela n'est pas comparable à l'être encore quand on n'aime plus. »
Courteline.

ARGENT : « Il faut prendre l'argent là où il est : chez les pauvres. »
A. Allais.

ARRIVISTE : « Un homme qui, par ambition, passerait sur son propre cadavre. »
M. Thevoz.

AVORTEMENT : « Je suis contre. Tuer un être humain avant qu'il soit devenu un bébé est inadmissible. C'est une preuve d'impudence. »
R. Topor.

BIOLOGISTE : « Le biologiste passe la grenouille reste. »
J. Rostand.

BONHEUR : « Le bonheur n'existe pas. En conséquence, il ne nous reste qu'à essayer d'être heureux sans. »
J. Lewis.

CIMETIÈRE : « Devant cet entassement de tombes, on dirait que les gens n'ont d'autres soucis que de mourir. »
E. Clorin.

CITATION : « Je me cite souvent : cela apporte du piment à ma conversation. »
B. Shaw.

COMPLIMENT : « Quelque bien qu'on dise de nous, on ne nous apprend rien de nouveau. »
La Rochefoucauld.

CONTREDIRE : « Rares sont ceux qui méritent qu'on les contredise. »
E. Jung.

CRITIQUES D'ART : « Soyez humains : si vous avez un fils qui ne sait pas distinguer les couleurs, faites-en plutôt un critique d'art qu'un mécanicien de chemin de fer. »
R. de Gourmont.

DÉFAUT : « Nous vivons avec nos défauts comme avec les odeurs que nous portons : nous ne les sentons plus, elles nous incommodent que les autres. »
Marquise de Lambert.

DÉMOCRATIE : « L'oppression du peuple par le peuple pour le peuple. »
O. Wilde.

DIABLE : « Nous avons beaucoup d'écrits au style mordant où l'on se refuse à convenir qu'il existe un dieu. Mais nul athée, autant que je sache, n'a refusé de façon probante l'existence du diable. »
H. von Kleist.

DIEU : « Dieu aime les pauvres et donne aux riches. »
Proverbe juif.

ÉCOLE : « Ouvrir une école, c'est fermer une prison », disait Victor Hugo. Et si c'était en ouvrir une autre ? »
D. de Rougemont.

ÉCRIRE : « Combien de personnes écriraient encore si la règle était de n'être publié qu'à titre posthume ? »
D.-T. Anais.

EMPLOI : « Quand on a le physique d'un emploi, on en a l'âme. »
Guy de Maupassant.

ENFER : « Quand l'homme essaie d'imaginer le paradis sur Terre, ça fait tout de suite un enfer très convenable. »
P. Claudel.

ENNEMI : « Se faire des amis est une occupation de payans, se faire des ennemis est une occupation d'aristocrates. »
Proverbe russe.

EXPÉRIENCE : « Quand j'étais jeune, on me disait : « Vous verrez, quand vous aurez cinquante ans, j'ai cinquante ans et je n'ai rien vu. »
E. Shtie.

EXPLICATION : « Ne pas ajouter à la démente du réel la niaiserie d'une explication. »
J. Rostand.

FAMILLE : « Je préfère l'incinération à l'enterrement, et les deux à un week-end avec ma famille. »
W. Allen.

FOLIE : « La folie est héréditaire puisqu'il est établi que les parents l'attrapent de leurs enfants. »
R. Jaccard.

FRANÇAIS : « L'Afrique a ses singes ; l'Europe a ses Français. »
A. Schopenhauer.

GOUT : « Ne faites pas aux autres ce que vous voudriez qu'ils vous fissent. Leurs goûts peuvent différer des vôtres. »
B. Shaw.

GRANDS HOMMES : « Les grands hommes meurent deux fois : une fois comme homme, et une fois comme grand. »
P. Valéry.

GRÈCE : « La plus belle ruine de Grèce, c'est encore le peuple grec. »
E. About.

HAÏNE : « Si vous haïssez quelqu'un, laissez-le vivre. »
Proverbe japonais.

HOMME : « Il faut être indulgent pour l'homme : si l'on songe à l'époque à laquelle il a été créé. »
A. Allais.

IDÉE : « Rien n'est plus dangereux qu'une idée quand on n'a qu'une idée. »
Alain.

JÉSUS : « Depuis deux mille ans, Jésus se venge de ne pas être mort sur un canapé. »
E. Corian.

JEUNESSE : « Il vaut mieux gâcher sa jeunesse que de n'en rien faire du tout. »
G. Courteline.

JOURNAL : « Tout se trouve dans le journal, il suffit de le lire avec assez de haine. »
E. Canetti.

JUIF : « Le mahatma Gandhi, évoquant la situation des juifs sous le III^e Reich, s'exclama : « Mais pourquoi donc ne font-ils pas une grève de la faim ? »
J. Le Rider.

MÉDISANCE : « Si ceux qui disent du mal de moi savent exactement ce que je pense d'eux, ils en diraient bien davantage. »
S. Gütry.

MÉPRIS : « Soyez économe de votre mépris, en raison du grand nombre de nécessiteux. »
Prince de Ligne.

MILITAIRE : « Le propre du militaire est le sale du civil. »
B. Vian.

MISÈRE : « La misère, à cela de bon qu'elle supprime la crainte des voleurs. »
A. Allais.

MOI : « La chose la plus importante du monde. »
G. Hénin.

MOURIR : « Tous disent : Comme il est dur d'avoir à mourir ! C'est une plainte surprenante dans la bouche de ceux qui ont eu à vivre. »
M. Twain.

NERVEUX : « Qui donc peut, plus qu'un nerveux, être éternel ? »
M. Proust.

NOVATEUR : « Ce qui étonne dans les excès des novateurs de la veille, c'est toujours la timidité. »
P. Valéry.

OPINION : « Rien ne contribue davantage à la paix de l'âme que de n'avoir aucune opinion. »
G. Lichtenberg.

ORDRE PUBLIC : « Les gendarmes ont grand tort de malmenier les criminels. Sans eux, ils n'existeraient pas. »
A. Allais.

PARENT : « Un des plus clairs effets de la présence d'un enfant dans le ménage est de rendre complètement idiots de braves gens qui, sans lui, n'eussent peut-être été que de simples imbéciles. »
G. Courteline.

PASSÉ : « Le seul charme du passé, c'est qu'il est le passé. »
O. Wilde.

PÉCHÉ : « Je pleure mes péchés, mais je pleure plus encore ceux que j'eusse aimé commettre. »
F. Mauriac.

PRISON : « L'homme le plus inquiet d'une prison est le directeur. »
B. Shaw.

RÉVOLUTIONNAIRE : « Les salons et les académies tuent plus de révolutionnaires que les prisons ou les canons. »
P. Morand.

RICHESSSE : « Si certaines gens méprisent les richesses, c'est qu'ils désespèrent de s'enrichir. »
F. Bacon.

RIRE : « Il faut rire avant d'être heureux, de peur de mourir sans avoir ri. »
La Bruyère.

SÉRÉNITÉ : « Qui donc prend pas sur ces hommes qui paraissent avoir fait la paix avec leur vie : ils dissimulent des naufrages. »
F. Bott.

SUICIDE : « La meilleure manière de m'assurer que je ne suis pas déjà mort. »
R. Topor.

STRANGULATION : « Un homme qui n'a jamais songé à étrangler une femme ne connaît pas les femmes. »
P. Léautaud.

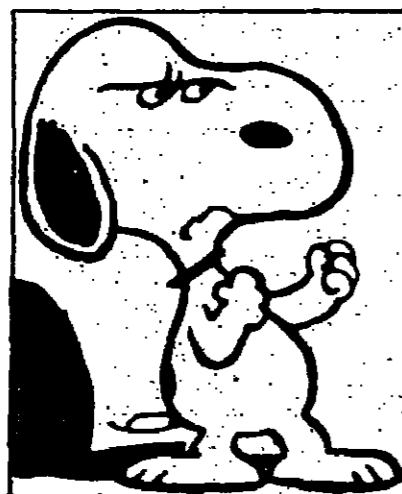
TRAGÉDIE : « Les tragédies des autres sont toujours d'une banalité désespérante. »
O. Wilde.

TUER : « On tue un homme, on est un assassin ; on tue des milliers d'hommes, on est un conquérant ; on les tue tous, on est un dieu. »
J. Rostand.

VERTUS (de l'expérience) : « Une chatte qui s'est assise sur un poêle brûlant ne s'assiera plus jamais sur un poêle brûlant, ce qui est fort bien ; mais elle ne s'assiera plus jamais non plus sur un poêle éteint. »
M. Twain.



TUDOR BANUS.



LE RETOUR DE charlie
MENSUEL
Coucou le revoilà ! le journal qu'on lit sur un divan en croquant du chocolat.
n° 1 / chez votre marchand de journaux.

La nuit des bêtes

par JEAN-PIERRE ANDREON

L'ALERTE atomique fut donnée à 5 heures de l'après-midi. A 7 heures, Antoine, Bastien et Clo délivrèrent les bêtes du zoo.

C'était par une belle journée de septembre, chaude et longue. Septembre est le mois le plus beau de l'année, celui aussi où se déclarent les guerres. Un quart d'heure après que l'alerte eut sonné et que les habitants de la ville eurent reçu confirmation de la chose par la radio et les annonces vociférées depuis les voitures à haut-parleurs qui sillonnaient la cité, il n'y avait plus personne dans les immeubles, plus personne dans les rues, plus personne nulle part. Tout le monde avait gagné les abris, les riches leur abri individuel, construit à prix d'or sous leur villa d'après les annonces des journaux, et qui ne servaient à rien, les autres les quelques abris collectifs creusés par la municipalité socialiste prévoyante, et qui ne servaient à rien non plus, ou les caves des maisons, ce qui n'était ni mieux ni pire mais pouvait au moins laisser présager un trépas rapide. Quant au maire et à ses proches, au commissaire du gouvernement et à son cabinet, aux officiers supérieurs et aux grands industriels nationalisés ou non, ils avaient plongé dans leurs abris officiels, où ils avaient une chance de s'en sortir.

Antoine n'avait pas gagné l'abri de l'hôpital Nord, où il passait des tests. Il avait même dû boxer légèrement une infirmière qui avait cherché à l'y entraîner, avant de sortir par la porte principale dans son pyjama de coton noir qui allait bien avec ses cheveux longs et blonds, puis de partir par les rues silencieuses, le nez au vent, la plante de ses pieds nus se ressentant bien de la tiédeur du bitume.

Antoine était parti de l'hôpital parce qu'il savait bien qu'il n'avait rien à gagner à y rester. Il savait que les tests qu'il passait avaient pour but de déceler s'il avait ou non un cancer, et il savait mieux encore que le cancer était là, à l'endroit le plus secret, le plus honteux de son corps fragile et pâle, quelque part entre ses testicules et son anus, et que rien ne pourrait l'en déloger.

Antoine avait passé son bac en juin. Il avait fait l'amour trois ou quatre fois, à la sauvette, avec des partenaires tendres et insouciantes. Il avait dix-huit ans. Il rencontra Bastien à l'angle de la rue Aristide-Vergès et de l'avenue Paul-Doumer, des noms qui ne disaient rien ni à l'un ni à l'autre. Ils se saluèrent d'un même sourire, teinté chez Bastien d'un peu de cynisme satisfait.

« Je suis content, dit Bastien, de voir que dans cette putain de ville il y en ait au moins un autre qui n'ait pas joué les lapins... »

Mais à peine eut-il sorti cette phrase longue et molle qu'il prit conscience de son inutilité : Bastien était un phraseur, et en souffrait, sans savoir se corriger. Il gagnait sa vie en tapant sur un piano dans une boîte et en donnant des leçons du même instrument : il s'était fait refuser

quelques romans ratés, et venait de rompre avec sa vingtième maîtresse, ou la cinquantième, il arrive un moment où l'on ne compte plus. Mais rien de tout cela n'avait véritablement un rapport avec le fait que lui non plus ne fût pas descendu aux abris : il était simplement curieux d'observer, une première et une dernière fois, ce fameux éclair qu'on dit plus brillant que mille soleils gonfler à la verticale de la ville, par ce bel après-midi de septembre. A part ça il était aussi brun qu'Antoine était blond, et portait derrière la nuque les cheveux aussi longs, bien qu'un début de calvitie commençât à lui arrondir le front. Bastien avait 36 ans, exactement le double d'âge qu'Antoine, mais on ne l'aurait pas dit.

Ils allaient bien ensemble et parlèrent peu, ce qui en est une preuve, en descendant vers le centre l'avenue Paul-Doumer dont les acacias bruisaient dans la brise. Ils trouvèrent Clotilde, qui voulait qu'on l'appellât Clo, devant le bassin de la place Léon-Blum, un baptême de fraîche date dont, cette fois, ils connaissaient le saint. Clo jetait des miettes de pain aux trois cygnes goulus qui plongeaient leur cou dans l'eau et le ressortaient lisse et sec, d'où son étonnement fasciné. Clo était mince et brune, avec une frange. Elle avait neuf ans, et observa de ses yeux noirs et sérieux, où l'on ne devinait guère les émotions, les deux hommes qui approchaient d'une démarche pareillement chaloupée, penchant l'un vers l'autre à chaque pas. Elle les trouva beaux et sympathiques et pensa un instant que c'étaient deux pédés. Quand Bastien s'agenouilla devant elle pour lui demander ce qu'elle faisait là, elle répondit, en souriant à Antoine resté debout, que ça se voyait.

« D'accord, dit Bastien. Mais ce que je voulais dire c'est pourquoi n'es-tu pas avec tes parents ? — Mes parents sont cons », fit Clo. A cette évocation un pli fugitif naquit entre ses sourcils, ses yeux se firent plus sérieux que jamais.

La réponse plut à Antoine et à Bastien, qui s'en contentèrent. Antoine souleva la petite fille par les aisselles, à hauteur de son visage d'ange fatigué. « Tu veux venir te balader avec nous ? » Clo réfléchit, ou fit semblant, hocha le menton et répondit qu'elle voulait bien. Et ce n'est qu'une fois reposée à terre, Antoine se fatiguait vite, qu'elle leur apprit son nom, qui était Clotilde, mais il fallait dire Clo. Ensuite ils marchèrent dans des rues vides et chaudes, des ombres violettes s'allongeaient à leurs pieds sur la pâte des trottoirs beurrés par le soleil couchant, les deux garçons tenaient chacun Clo par une main, le silence qui avait saisi la ville était d'une densité sidérale, les sirènes, qui fonctionnaient au fuel, un détail qu'en général on ignore, avaient épuisé leur combustible et s'étaient tués depuis longtemps.

« Je mangerais bien une glace », lança Clo alors qu'ils longeaient une pâtisserie devant laquelle un appareil réfrigérant avait été tiré. Une pancarte promettait quinze parfums de sor-

bets, ce qui était beaucoup pour Clo, qui hésita ; tandis que Bastien musardait dans l'antre, Antoine lui servit avec sûreté un cornet à deux boules, menthe fraîche et verveine, qu'elle aimait pareil, mais surtout la verveine. Antoine et Bastien mangeaient des sablés, des gâteaux à la noix de coco, des trucs à la frangipane molle, que le plus vieux avait pillé dans le magasin. Personne n'avait jamais vécu fin du monde si agréable, d'autant que le monde ne se décidait pas à finir et que les missiles tardaient, mais Bastien avait tendance à ne pas à le regretter. Lorsque Clo proposa d'aller au zoo, ses deux compagnons trouvèrent l'idée excellente et, à plusieurs centaines de mètres de l'endroit, ils entendaient déjà les rugissements des fauves qui avaient faim, l'heure d'être nourris étant passée.

« Ils ont faim, dit Clo. Il faudra leur donner à manger. »

« Mais quoi ? s'exclamèrent ensemble les deux garçons. »

« Il n'y a qu'à ouvrir les cages, ils se débrouilleront », affirma Clo, qui avait encore les doigts tout collants de la glace fondue, et se les léchait.

L'idée n'était pas mauvaise non plus. Antoine et Bastien se la renvoyèrent de l'œil, puis le second partit à la recherche des clés tandis que l'autre s'asseyait sur un banc, à côté de l'enclos aux antilopes que Clo, à travers les losanges du grillage, tentait d'atteindre de la main mais en vain. Antoine se sentait las, une lourdeur familière tirait vers la terre le centre de gravité de son corps, pourtant intact en apparence avec le muscle du mollet qui gonflait à la moindre sollicitation, les doigts fins qui jouaient dans l'air, la bouche aux belles lèvres pleines qui savait sourire sans effort. Le soleil grouillait derrière une haie comme un essaim d'insectes dorés autour d'une sculpture en mâchefer, Bastien revenait chargé de trousseaux cliquetants qu'ils faisaient tourner au bout de son bras. La lourdeur se fit légère, Clo battit une fois des mains, sautilla sur place. Chic ! gloussa-t-elle. Bastien l'embrassa, imité par Antoine.

Le zoo comportait beaucoup de cages, beaucoup d'enclos, et les clés étaient anonymes. Ils tâtonnèrent avec patience et, peu à peu, tout s'ouvrit au nez, au groin, au museau, au mufle, à la barbe des animaux. Les premiers à se voir offrir une liberté accueillie avec paresse et circonspection furent les zèbres, il était donc 7 heures, comme il a été annoncé au début de cette histoire vraie. Les zèbres furent suivis par les orignaux, dont le galop dans l'allée centrale vainquit leur hésitation. Puis ce fut le tour des éléphants, ces rochers qui marchent, dont l'œil malin faisait penser à une escarabouille incrustée dans leur temps par une fronde, et ensuite les dromadaires aux longs cils de fille, les bisons et leur capuchon mité, le rhinocéros solitaire qui se planta devant le miroir déformant de l'aire aux enfants, et ne voulut pas quitter l'observation butée de son image, qui gonflait, et encore les rapaces aux ailes rognées,

qui ne savaient plus voler, et les crocodiles, vives machines de bronze, et le couple de fourmis aux échines de chats.

« Tu crois qu'on doit vraiment ? », douta Bastien devant la première cage d'acier du périmètre caennais des fauves, aux odeurs acres et fortes.

Pour seule réponse, Antoine fit jouer le pêne du portail du tigre, qui glissait sur le ciment à pattes de velours, ses rayures et les barreaux donnant à sa déambulation l'allure saccadée d'une projection stroboscopique. Distant, l'animal passa devant les trois humains sans leur accorder un regard ; Clo en fut trop saisie pour oser une caresse, mais rit lorsque le tigre envoya un jet d'urine contre un conteneur à papiers en plastique orange, pour marquer l'orée de son nouveau territoire.

Les ours bruns escaladèrent leurs gradins de pierre poncée en se poussant museau contre cul, ocelots et lynx se chamaillèrent avec une certaine mesquinerie, et la panthère noire, dernière bête à être libérée, car elle ne faisait qu'une tache d'ombre dans sa cage, fondit dans les recoins comme une coulée d'encre de Chine sur du velours de même nuance.

Le zoo était vide, à peine un martèlement de sabots, un claquement de crocs témoignaient encore de la présence proche des pensionnaires en goguette. Il avait bien fallu deux heures à l'entreprise, en conséquence la nuit avait épaissi au-dessus des arbres, où crépitaient de vieilles étoiles, encore qu'à leur niveau les grosses lampes ballons au sodium se fussent automatiquement éclairées, telles des planètes à la combustion douce naissant du fouillis mouvant de l'hydrogène obscur des nuées.

Comme au sortir d'un combat, même de ceux qu'on remporte, les trois artisans de la libération animale se sentaient désemparés et vacants : dans ces lieux désormais morts, où ils

avaient œuvré pour la vie, le vent de l'esprit d'enthousiasme ne soufflait plus, les contingences revenaient : la lourdeur sinistre au bas des entrailles d'Antoine, l'ennui dans les yeux de Clo, et ce cynisme douillet au plus profond de Bastien, à qui il reprenait envie de se masturber, ce qu'il faisait deux fois par jour dans ses périodes sans maîtresse, à qui pourtant il ne faisait l'amour que deux fois par semaine.

« J'ai faim ! » affirma Clo.

C'était au moins un besoin que tous partageaient. Ils repartirent vers le centre-ville, suivis par un lent marsupial, celui dont les écailles en losange, couleur cuivre roux, n'ont pu être sculptées que par la main de Dieu, ou d'un dieu, ou de quelque autre divinité de hasard et de nécessité.

Sur leur route dans la ville multicolore de lumières inutiles, ils marchèrent sur un semis de goutelettes parme, sang d'herbivore peut-être éraflé par une grille ou touché par une patte trop empressée, ils virent les girafes brouter l'envers des platanes, un python réticulé enroulé autour du fût d'un réverbère, un lion s'ébattre avec une poignée de lionnes au milieu d'un parking, ils entendirent au loin le bruissement énorme que faisaient les hippos en plongeant dans la rivière depuis la voie sur berge, et la course éperdue d'un ongulé sur le pavé des vieux quartiers. Les bêtes prenaient possession de la ville.

A la terrasse d'un restaurant chic ils s'assirent autour d'une table ronde et blanche où le couvert était mis : un singe, orang-outang, ou chimpanzé, ils ne savaient pas bien, mangeait des bananes prises dans une coupe avec un classicisme rassurant. Personne ne se souvenait avoir délivré des anthropoïdes, ou même en avoir vu : cette présence affairée et goguenarde parut aux deux hommes un signe annonçant les temps nouveaux.

MAIS il ne faut pas trop se fier aux signes (ni aux singes, qui en sont l'anagramme ironique). Clo, déjà en colère d'avoir égaré la pangolin, avait répété : « J'ai faim, merde ! », et, poussé par cette

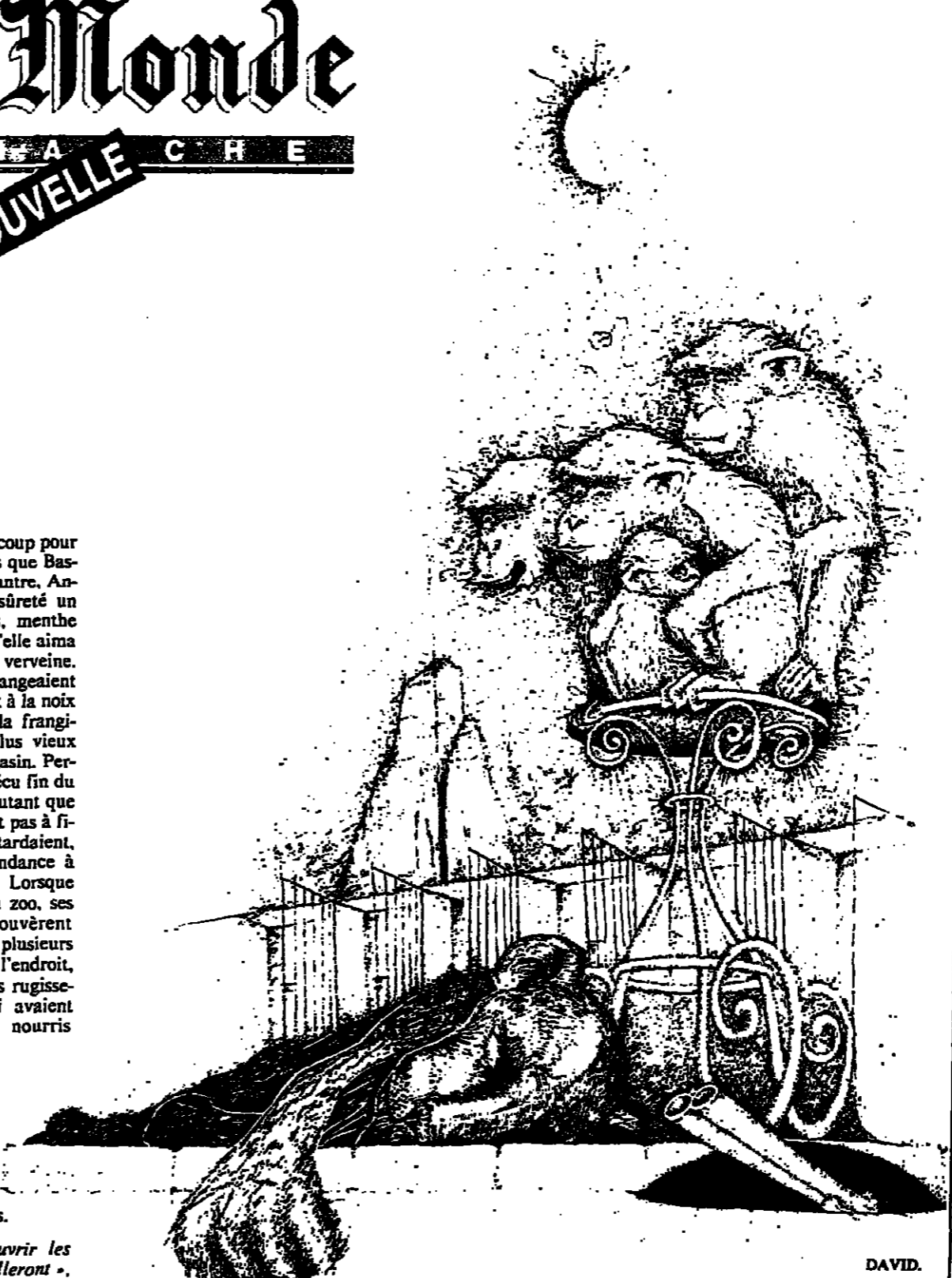
mauvaise humeur, Bastien s'était décidé à faire une expédition jusqu'aux cuisines. C'est là qu'il rencontra, émergeant d'une trappe située sous la table à débitage, un homme chauve, rouge et suant, qui lui tendit, à bout d'œil, un regard encoché d'une gigantesque interrogation. C'était le chef qui, lassé, montrait aux nouvelles, cagoule rabattue, masque en berne, Goldorak dégraphé.

« Alors, quoi... dites... il ne s'est rien passé ? »

Bastien sourit en réponse, mais le coin droit de sa bouche faisait un angle plus aigu que le gauche, preuve de la montée d'une amertume qui ne cesserait dès lors d'enfler : avec l'apparition du gros homme rougeaud, l'ordre ancien se remettait en place, premier quart de tour de roue du rouleau compresseur qui allait tout aplatir, tout : la folie, le rêve, l'espoir.

La suite est facile à deviner, mais moins à écrire, ce pourquoi je m'en abstendrai en partie. Mais des cuis-de-basse-fosse, des caves, des bunkers, les hommes, les femmes, les enfants, les militaires et les gens de police remontèrent avec prudence, reniflant de leur museau de rat l'atmosphère miraculeusement vierge des poussières radioactives attendues. Ils y mirent toute la nuit, mais ils le firent : ils reprirent possession du monde, un monde intact que leur peur, allée à un quelconque écho fou sur les écrans des radars avait, un temps trop court, vidé.

(Lire la suite page IX.)



DAVID.

DE
HE

plainte du Nicaragua en C

gouvernement de Managua n

de préparer un

Les Américains

De même, nous avons

EN MARC

Les

le mut de

DOUJEN